

COLLECTION

DES MÉMOIRES

DES

MARÉCHAUX DE FRANCE

ET

DES GÉNÉRAUX FRANÇAIS.

DEUXIÈME LIVRAISON.

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL HUGO.

TOME III.

IMPRIMERIE DE E. POCHARD,
Rue du Pot-de-Fer-St.-Sulpice, n° 14.

MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL HUGO,

GOUVERNEUR DE PLUSIEURS PROVINCES

ET AIDE-MAJOR-GÉNÉRAL DES ARMÉES

EN ESPAGNE.

TOME TROISIÈME.





A PARIS,

CHEZ LADVOCAT, LIBRAIRE,

ÉDITEUR DES OEUVRES COMPLÈTES DE SHAKSPEARE, SCHILLER, BYRON,

MILLEVOYE, ET DES CHEFS-D'OEUVRE DES THÉATRES ÉTRANGERS,

PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS, N° 195.

M. DCCC. XXIII.

MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL HUGO.

SUITE DE LA DEUXIÈME PARTIE.

GUERRE D'ESPAGNE.

DEUXIÈME CAMPAGNE CONTRE L'EMPECINADO

CHAPITRE XX.

Organisation du gouvernement insurrectionnel en Espagne. — Apparition de l'Empecinado devant Guadalaxara. — Léger engagement. — Poursuite. — Passage du Xarama. — Torrelaguna. — Singulière espèce de roi. — Peuplades particulières.

L'ANNÉE 1810 était terminée : nos combats, presque tous heureux dans l'étendue de mon gouvernement, avaient beaucoup fatigué les provinces, l'ennemi et les troupes du roi, sans avoir à mes yeux produit aucun autre résultat; c'était sans doute beaucoup que d'avoir eu des succès sur l'Empecinado, puisqu'avant sa défaite de Sotoca, il n'avait pas encore éprouvé de

revers ; si j'en eusse essuyé, les miens m'eussent ramené aux portes de Madrid, eussent peut-être causé le blocus de cette capitale, et dans tous les cas, singulièrement nui à sa tranquillité.

A cette époque, l'insurrection avait pris un grand caractère et s'était organisée solidement contre nous. La junte centrale avait été dissoute, mais les juntes provinciales subsistaient ; celle de la Nouvelle Castille reçut même des pouvoirs illimités sur la presque totalité des deux Castilles.

La junte centrale ayant été remplacée par un conseil de régence, composé de cinq membres, ce conseil réunit et installa les Cortès, et cette assemblée nationale ouvrit ses séances, dans l'île de Léon, le 24 décembre 1810. Alors la reconnaissance de Joseph à Bayonne, par les Cortès de la nation, et celle immédiate de toutes les puissances continentales, ne parurent pas suffisantes pour déterminer la nouvelle assemblée au même acte politique ; elle trouva plus convenable de publier ses lois au nom d'un prince captif, dont elle proclama l'abdication comme un acte de violence.

Cependant alors il nous restait peu de points à conquérir dans la Péninsule, et on n'y comptait plus d'autres ennemis que les guerillas et les troupes insurgées, les Anglais s'étant retirés de Cadix, après la capitulation d'Almeida (28

août 1810), emmenant avec eux tous les vaisseaux espagnols qui s'y trouvaient.

Ainsi une toute autre conduite de la part des Cortès éteignait cette guerre, rattachait à la métropole ses vastes colonies ébranlées, mais non pas encore séparées d'elle. On ne peut donc attribuer qu'au gouvernement insurrectionnel les nouveaux efforts de l'Angleterre, la reprise des hostilités, et la perte irrémédiable des empires du Mexique (*) et des Incas.

Les combats de Cogolludo, d'Atienza et de Jadraque, le découragement et la désertion qu'ils occasionnèrent dans les troupes de la junte, et le besoin de relever leur courage par de petits succès, me laissèrent un peu de repos. L'ennemi chercha ses succès dans la Vieille Castille, et s'il ne réussit pas mieux, s'il ne fit aucune garnison prisonnière, du moins répara-t-il ses pertes, en recrutant ses bataillons de tous les jeunes gens, en état de porter les armes, et de beaucoup de prisonniers échappés des convois.

Alors il eut l'audace, sur la fin de Janvier (1811), d'envoyer, vers quatre heures du soir, sa cavalerie insulter la promenade de Guadala-

(*) Il existait encore à Madrid, en 1813, un maréchal-de-camp, octogénaire, de l'illustre nom de Montezuma.

xara, voisine de la foulerie. Quelques patrouilles suffirent à la vérité, pour repousser les pelotons qui s'étaient avancés, mais ces pelotons étaient appuyés par tous les escadrons de don Juan Martin, cachés à Marchamalo, et dans leur retraite, ils cherchaient à nous attirer sur leurs pas. Tandis que les patrouilles tiraillaient, les piquets vinrent me rejoindre à la foulerie, d'où, à l'aide d'une lunette, je vis beaucoup de monde dans ce village, ce qui me fit soupçonner que l'infanterie n'en pouvait être loin.

Les chevau-légers étaient montés à cheval; je leur fis pousser une reconnaissance échelonnée vers l'ennemi, avec injonction expresse de ne s'approcher qu'à bonne portée de fusil du village, pour éviter les embuscades de l'infanterie; un bataillon et mon infanterie légère eurent ordre de les soutenir. A la vue des Westphaliens qui s'avançaient, et de l'infanterie qui les suivait, la cavalerie de l'Empecinado sortit précipitamment de Marchamalo, n'y laissant que des tirailleurs qui s'engagèrent avec les chasseurs à pied, et se retira dans une gorge en arrière, que je découvrais très bien, et qui se trouvait garnie des bataillons de don Juan Martin.

Il était trop tard pour qu'une action sérieuse pût commencer, mais ce mouvement de l'ennemi me fit penser que je pourrais être inquiété

pendant la nuit, et je pris des mesures pour le bien recevoir s'il osait passer l'Henarès.

Voyant le lendemain matin que rien ne se montrait dans la plaine de Marchamalo, je sortis de Guadalaxara, avec quatre bataillons et toute ma cavalerie pour suivre l'Empecinado. Je marchai vainement tout le jour, et ne pus qu'apercevoir une de ses reconnaissances, à mon approche d'Uzeda (*), laquelle, après nous avoir découvert, prit le galop vers cette antique bourgade et passa immédiatement le Xarama.

En arrivant sur cette rivière, nous en trouvâmes les approches garnies de tirailleurs, et, depuis le château, nous aperçûmes, dans la plaine de Torrelaguna (**), toute la cavalerie de l'Empecinado, distribuée par escadrons pour les appuyer, ce qui me fit juger que l'ennemi était déjà, depuis quelques heures, informé de mon mouvement.

Comme le Xarama est assez fort, et qu'il ne présente aux environs d'Uzeda que des gués, à

(*) Très-petite ville, peu peuplée, de la province de Guadalaxara. On y voit les ruines d'un vieux château bâti par les Goths.

(**) Cette ville est célèbre par la naissance du cardinal Ximenès.



cette époque très dangereux, il me fallut chasser les tirailleurs ennemis sur l'autre rive, ce qui nous indiqua un passage; un habitant d'Uzeda nous en fit connaître un autre à une portée de canon plus haut. Don Juan Martin, en voyant reculer ses nombreux tirailleurs, en augmenta le nombre sur la rive droite et vint lui-même nous reconnaître; ces tirailleurs, protégés par la rivière, soutinrent le feu jusqu'à la nuit. Nous prîmes alors position en avant d'Uzeda, après avoir fait sonder les deux gués, afin de les passer le lendemain dès le point du jour.

Le gué, au dessous d'Uzeda, est formé par un large banc de gravier, qui barre la rivière depuis le pied de la côte, et en rejette le thalweg tout à fait sur la rive droite. Les chevaux avaient de l'eau jusqu'au poitrail dans cette dernière partie de la rivière; partout ailleurs ils n'en avaient que jusqu'au genou. A droite et à gauche du banc, qui n'a plus qu'un ou deux mètres de largeur au point de sortie du gué, les eaux sont très profondes et d'autant plus dangereuses à cette extrémité contre la rive droite, qu'elles se pressent, et, formant une arête élevée, se précipitent dans un canal étroit, entre une île et le rivage. Malheur à qui s'y trouverait entraîné! Un Westphalien y périt misérablement à nos yeux, sans qu'il nous fût possible

de lui porter le moindre secours; il disparut tout à coup, et nous ne le revîmes plus. Son cheval fut retiré très loin, après avoir eu beaucoup de peine à s'arracher lui-même de ce terrible courant.

L'autre gué, situé au dessus, n'offre pas un aussi dangereux voisinage, mais on y aurait eu de l'eau jusqu'aux aisselles, et c'eût alors été un fort mauvais gué pour toutes les armes. Le passage qui dut être fait avec précaution, par rapport aux difficultés que je viens de décrire, ne nous permit pas d'entrer à Torrelaguna avant midi. L'Empecinado l'avait évacuée à la suite de notre léger combat avec ses tirailleurs, et s'était dirigé sur les monts Guadarama. Nous y suivîmes ses traces jusqu'au-delà du village de la Mugermuerta, le dernier de mon gouvernement dans cette partie, et le plus rapproché des sommets de cette chaîne; nous y bivouaquâmes dans les bois, malgré la rigueur de la saison.

Un peu au-dessus de Torrelaguna et de Uzeda, on trouve sur la rive droite du Xarama, un groupe de collines boisées où il y a quelques villages. Dans un de ces derniers, il existe un paysan qui prend le titre de roi de cette petite contrée; il a des priviléges, et son titre est héréditaire parmi les mâles et par ordre de primogéniture; il n'est pas rare de voir ce roi con-

duire lui-même ses fagots au marché de Torrelaguna.

La tribu dont il est chef, et qui s'appelle, je crois, la tribu des *Patones*, est composée entièrement de bûcherons et de charbonniers; elle subsiste en corps depuis un temps immémorial. Sous le règne de Charles III, le monarque des Patones, fatigué des ennuis de la royauté, et sans doute aussi des soins d'une couronne qui l'empêchait d'en donner d'assez assidus à la vente de ses fagots, ou à la fabrication de son charbon, se démit volontairement de son autorité en faveur de son antique allié, le roi d'Espagne. Le traité de cession fut fait par devant notaire. Trop généreux pour rien demander pour lui-même, le roi bûcheron se contenta d'obtenir quelques priviléges pour la tribu dont il allait devenir simple membre. Elle en jouit effectivement jusqu'à l'époque de l'invasion. Alors, et en raison de la captivité de Ferdinand, le descendant légitime du dernier roi des Patones, considérant le traité fait avec un prince de la maison de Bourbon comme annulé par le règne d'un prince de la famille de Napoléon, reprit sans opposition la couronne et l'autorité de ses aïeux.

Outre cette peuplade des Patones, l'Espagne compte encore dans son sein quatre races d'ha-

bitans, étrangers en quelque sorte à la masse générale de la nation; tels sont les *Batuecos*, les *Maragatos* et les *Vaqueros*, qui vivent sédentaires dans un canton, ou connaissent une patrie; et les *Gitanos*, disséminés et errans par familles sur toute la surface de l'Espagne.

Les *Batuecos* sont les habitans de cette fameuse vallée de Batuecas, située dans le diocèse de Coria (royaume de Léon), que plusieurs géographes ont prétendu n'avoir été découverte que dans le seizième siècle. Néanmoins il paraît constant par les recherches des savans espagnols Feijoo et Sanchez, qu'à différentes époques depuis le gouvernement des Romains jusqu'au règne de Philippe II, les administrations des provinces du centre de la Péninsule ont eu des communications avec ce canton peu connu. Feijoo a même vu des titres qui prouvent que dans le onzième siècle (en 1088) le Val de Batuecas dépendait de la terre d'Alberca (*) (dont il est éloigné de deux grandes lieues) et que le curé d'Alberca percevait un droit sur les produits de cette vallée.

(*) Alberca est un château seigneurial entouré de quelques maisons formant village, et situé sur le sommet d'une montagne presque aussi inaccessible que le Val de Batuecas même.

L'opinion commune des hommes éclairés, de la province d'Avila, voisine des montagnes inaccessibles qui entourent le canton d'Alberca, est que les habitans des Batuecas sont restés pendant plusieurs siècles sans communications avec le reste de l'Espagne, et qu'après ce séquestre local ils ont été découverts et fréquentés de nouveau. Cette opinion paraît la plus probable.

La vallée de Batuecas divisée en deux embranchemens, auxquels on arrive par un sentier tracé à travers les précipices, produit en grains et en bétail tout ce qui est nécessaire à la vie du petit nombre d'habitans qu'elle renferme. Elle est arrosée par plusieurs sources; malgré sa grande élévation au-dessus du niveau de la mer, le climat y est tempéré : les hautes montagnes qui l'entourent, la protègent contre les vents du nord et de l'ouest, et s'abaissant vers l'est et le midi, y laissent pénétrer les doux rayons du soleil qui font jaunir les moissons et murir les fruits. Les *Batuecos* ont une taille élevée et une complexion robuste, leur intelligence est bornée; leurs mœurs sont simples et pures.

Les données que l'on possède sur leur origine sont fort incertaines.

Quelques écrivains prétendent qu'ils descendent des anciens Ibères réfugiés dans les montagnes lors de l'irruption des Goths en Espagne.

D'autres croyent qu'ils sont issus des Goths espagnols retirés au temps de l'invasion des Maures, dans les vallées qui séparent le Portugal des deux Castilles. Les Batuecos n'ont eu de communications prouvées et suivies avec les montagnards des cantons voisins, que depuis le seizième siècle; à cette époque la monarchie espagnole, obéissant enfin à un souverain unique, s'éleva au plus haut degré de gloire et de prospérité. L'administration devint régulière; les gouverneurs des provinces de la Péninsule furent obligés, pour la répartition des impôts, de faire une espèce de recensement des habitans soumis aux petits-fils de Ferdinand et d'Isabelle. On assure que ce fut alors que le duc d'Albe eut une connaissance certaine de l'existence de cette peuplade des Batuecos, en quelque sorte étrangère au reste de l'Espagne.

Philippe II envoya des missionnaires dans leur vallée pour les instruire de la foi catholique. C'est sans doute de cette époque que date la fondation du monastère de carmes qui existe chez les Batuecos. Les moines envoyés par le roi trouvèrent parmi ces montagnards une croyance mêlée de paganisme et de christianisme. Les idées religieuses des Batuecos, étrangères à quelques points du culte catholique, paraissaient se rapprocher des opinions de quelques

sectes de chrétiens primitifs; ce qui pourrait faire croire qu'ils descendent des Goths espagnols, qui, comme on sait, avaient embrassé le schisme des Ariens.

Si l'identité de costume peut prouver une origine, les *Maragatos* sont de véritables Celtibériens. Leur habillement ressemble à celui de quelques personnages, gravés sur d'antiques médailles qui remontent, suivant l'opinion des savans, à l'époque des établissemens romains et carthaginois en Ibérie : il se compose d'un chapeau pyramidal, d'une jaquette très courte serrée par la ceinture, de culottes larges et de bottines de drap montant jusqu'au genou (*).

Les Maragatos, dont l'aggrégation en une tribu distincte remonte à une haute antiquité, ne s'allient qu'entre eux : ils habitent les montagnes voisines de Pravia et d'Astorga, dans la Vieille-Castille.

Les Maragatos font le métier d'*arrieros*, et se chargent du transport des marchandises, soit sur des mulets, soit dans de petites charrettes. Leur caractère est naturellement sérieux. Ils

(*) Une médaille celtibérienne, citée par M. Alexandre de Labrode, dans son excellent *Itinéraire de l'Espagne*, représente sur l'une de ses faces un cavalier vêtu comme les *Maragatos* d'aujourd'hui.

parlent peu et rient encore moins. Contre l'ordinaire des autres Espagnols, ils ne chantent jamais en conduisant leurs bêtes de somme. Les hommes de cette tribu sont maigres et robustes, les femmes fortes et courageuses.

Les *Vaqueros*, ainsi que leur nom l'indique (Vachers) forment une tribu nômade entièrement occupée de l'éducation des troupeaux. Comme les *Maragatos* avec lesquels ils ont beaucoup de traits de ressemblance, ils ne se marient qu'entre eux, méprisant toute alliance étrangère : ils vivent dans la province des Asturies, l'été sur les montagnes des Leytariegos, l'hiver sur les rivages de l'Océan. Ils errent continuellement de lieu en lieu, et vont cherchant les pâturages nécessaires à leurs troupeaux.

Les *Gitanos* parurent en Espagne, au commencement du quinzième siècle. Ils appartenaient à cette classe de vagabonds qui infestèrent long-temps toute l'Europe et qui semblent tous ne tirer leur origine que d'une même tribu, quoiqu'ils soient connus dans chaque pays sous un nom différent : *Zingeïner* en Allemagne; *Egyptiens* ou *Bohémiens* en France; *Gypses* en Angleterre, *Zingari* en Italie.

Les *Gitanos* espagnols menèrent long-temps une vie errante. Ils parcouraient les provinces de la Péninsule par bandes de quinze ou vingt,



volant les moissons, les fruits et les bestiaux. Leurs déprédations hardies répandaient la terreur dans les petits villages. Ils étaient liés avec tout ce que la populace des villes renferme de plus corrompu. Ils recélaient les objets volés, et donnaient asyle aux assassins. Leur adresse et leur impudence les aidaient à déjouer les poursuites de la justice. Enfin, ils poussaient l'audace jusqu'à arrêter les voyageurs sur les routes, et ils dévalisaient ceux qui n'étaient point armés. Le gouvernement des provinces prit alors contre eux des mesures très sévères. Un édit de Charles III leur ordonna d'élire un domicile et d'y résider, exerçant un métier, sous la surveillance des autorités locales. Cet édit eut un plein succès. Leur race vagabonde a disparu presque entièrement, et ceux qui habitent les villages, commencent à prendre des mœurs sociales.

Il y a un grand nombre de ces derniers dans le royaume de Valence. Le siége principal de leur tribu est à San Felipe de Xativa (*), dont

(*) Cette petite ville, l'ancienne *Sætabis* des Romains, est située à gauche de la route de Valence à Alicante, sur le penchant d'une colline, dominée par les ruines d'un château bâti par les Maures. Pendant la guerre de la Succession, elle portait le nom de Xativa. Ayant sou-

ils occupent un faubourg. Pendant notre séjour dans le royaume de Valence, mon fils aîné fut logé dans la maison d'un de leurs chefs et eut occasion de les observer.

Ils forment toujours un peuple distinct, se perpétuant sans alliances étrangères à leur tribu. En adoptant quelques habitudes du pays où ils vivent, ils ont conservé leurs anciennes coutumes et les mêlent à leurs nouveaux usages.

Ils savent parler la langue espagnole, et se servent cependant entre eux d'un idiome inconnu. Aux pratiques extérieures de la religion catholique, ils joignent les cérémonies superstitieuses d'un culte idolâtre. Leurs enfans portent un nom barbare et un nom chrétien. Dans leurs mariages, aux bénédictions de l'église, ils font succéder des prières payennes. Ainsi, quand le curé du village vient de lier, pour toujours, par le mariage chrétien, un couple *gitano*, les deux

---

tenu un siége contre les troupes de Philippe V, ce monarque, pour effrayer par un grand exemple les villes révoltées, la fit entièrement raser. Elle fut rebâtie non loin de son ancien emplacement, et prit le nom de Philippeville ou Saint-Philippe. Une inscription latine, placée sur un obélisque dans la promenade publique, conserve le souvenir de tous ces événemens. Le fameux pape Alexandre Borgia est, dit-on, né à Xativa.

époux vont trouver un vieillard de leur tribu qui casse devant eux un vase d'argile en le jetant contre la terre. Le nombre des morceaux du vase brisé indique le nombre des années, terme de l'union des deux époux. Quand ces années sont écoulées, ils brisent un autre vase, dont les débris servent à indiquer la durée d'une nouvelle union; ou bien, ils se séparent en se partageant leurs enfans selon les sexes.

Les hommes ont pour occupation principale le commerce des mules et l'exercice de l'art vétérinaire; les femmes, la tonte des bestiaux et la vente des plantes médicinales. Tous, hommes et femmes, se mêlent en outre de deviner l'avenir et de découvrir les trésors cachés; cependant leur prévoyance ne paraît pas grande, et leur misère est facile à reconnaître.

Les *Gitanos* se prétendent originaires d'Asie. Ils descendent, disent-ils, d'une tribu indienne, celle des *Suders*, qui fut obligée de venir chercher en Europe un asyle contre les persécutions de Tamerlan.

Outre les cinq tribus dont j'ai parlé, l'Espagne renferme encore deux classes d'habitans que leurs mœurs rendent étrangers au reste de la nation : ce sont les contrebandiers et les bergers.

En Espagne, la contrebande n'est point un

métier de ruse. Elle se fait ouvertement par de nombreux détachemens d'hommes armés, dont elle est l'unique occupation. Ces contrebandiers de profession, assez nombreux sur les frontières des Pyrénées, le sont encore davantage au milieu des montagnes de l'Andalousie. Dans ce dernier pays, ils forment de perpétuelles *guerillas* contre les agens du fisc et les douaniers. Montés sur d'excellens chevaux, et armés jusqu'aux dents, ils descendent, par des chemins qui leur sont familiers, jusqu'au bord de la mer où ils protègent le débarquement des marchandises qu'ils introduisent en fraude. Leur vie est fatigante et périlleuse, mais les bénéfices énormes qu'elle leur procure les rendent indifférens aux dangers. Quand ils se sont enrichis par la contrebande, ils trouvent moyen, malgré la sévérité des lois et à l'aide de quelques sacrifices pécuniaires, de rentrer dans les lieux qu'habitent leurs familles, et d'y jouir en repos du fruit de leurs courses coupables.

L'entretien des mérinos et la nécessité de les nourrir dans des pâturages convenables et sous des climats tempérés en tout temps, obligent les propriétaires à faire voyager leurs troupeaux. Ces voyages ont lieu à deux époques de l'année : quand le midi est brûlé par le soleil de l'été, les bergers se mettent en route pour chercher,

sur le penchant des monts Pyrénées, les pâturages qui manquent aux flancs desséchés des montagnes de la Castille et de l'Andalousie; quand l'hiver arrive, ils quittent les Pyrénées et retournent dans les vallées du midi, jouir d'un soleil plus chaud et d'un climat plus doux.

Ces migrations périodiques ont donné lieu à une association entre tous les propriétaires des troupeaux. Cette association se nomme *association de la Mesta*. Elle a de grands priviléges et entre autres celui de pouvoir faire paître gratuitement ses troupeaux dans les terres à quarante toises de chaque côté de la route qu'ils parcourent (*).

Les bergers qui accompagnent les mérinos sont nomades comme eux. Ils vivent en plein air avec leurs familles; ils s'habillent de leurs peaux, se nourrissent de leur chair; l'intendant qui leur fait rendre des comptes à l'époque des grandes tontes, la route que suivent les troupeaux de *la Mesta*, les pâturages déserts où ils

(*) Les propriétaires membres de l'association de *la Mesta* ont, tous les ans, une assemblée générale pour les intérêts de la société. Cette assemblée, présidée par un membre du conseil de Castille, prend le titre de l'Honorable Conseil de la Mesta, ***El Honrado Consejo de la Mesta.***

paissent, leurs moutons, les chiens qui les gardent et les ânes qui portent leurs femmes et leurs enfans, enfin Dieu, dont ils entendent quelquefois, dans leurs solitudes, le nom prononcé par des missionnaires qui s'associent à leurs fatigues et à leurs voyages, pour leur porter les consolations de la religion; voilà tout ce que connaissent les rustiques bergers de la Mesta. Ces hommes sont ignorans et simples, mais remplis de franchise. Privés des agrémens de la civilisation, ils n'ont aucun de ses vices. Leur vie suffit à leurs besoins.

Plusieurs d'entre eux ont prouvé, pendant la guerre, qu'ils étaient capables de fidélité et d'amour pour leurs maîtres. Ils ont formé des *guerillas* pour défendre les troupeaux dont la garde leur était confiée, et ils sont morts plutôt que de les livrer sans résistance à la force. Le chef d'une des *guerillas* les plus redoutées, El-Pastor, était, ainsi que son nom l'indique, un des bergers de la Mesta.

CHAPITRE XXI.

Enlèvement de sel à Aymon. — Expédition sur la Loma. — Mouvement du général d'Armagnac. — Tranquillité de la province de Guadalaxara. — État de gêne de la junte. — Nouvel appel et marche de Villacampa.

On a vu que la ressource de l'Empecinado, quand il était poursuivi, était de se jeter dans les provinces voisines de mon gouvernement, et qu'après ces sortes de retraites, il restait quelque temps sans faire de démonstrations sur moi, me trouvant toujours prêt à combattre. Après son apparition sur Guadalaxara, il en fit quelques autres vers la province de Siguenza, mais il ne nous attendait pas lorsque nous marchions à lui.

Nous profitâmes de cet éloignement momentané pour enlever du sel à Aymon, le faire vendre avec l'approbation du gouvernement, et tirer parti du produit pour mettre la solde au courant. Nous marchâmes ensuite par Canredondo sur un nouvel établissement de la junte

provinciale ; mais après avoir traversé l'étroit et profond défilé de Sahelices, nous aperçûmes de la cavalerie ennemie que je fis poursuivre par le capitaine Saint-Paul vers Riva-Redonda, et sur le soir nous arrivâmes au-delà du village de la Loma, dans un pays très couvert, sillonné en tous sens par ces étonnantes vallées dont j'ai parlé dans les chapitres précédens, vallées étroites dont les flancs sont d'une hauteur extraordinaire et tombent à pic des deux côtés sur les bords du chemin.

Là, notre guide nous déclara qu'il ne savait plus de quel côté diriger la colonne ; nous l'envoyâmes un peu en avant pour se reconnaître, et nous fîmes halte en attendant son retour ; mais lorsqu'il revint, il n'était pas plus instruit. La Loma et Sahelices étaient déserts et personne ne pouvait nous tirer des précipices dont nous étions entourés, que par le chemin qui nous y avait conduits.

Cependant j'avais toujours eu à la guerre une attention scrupuleuse dans le choix de mes guides ; je ne les faisais jamais prendre que parmi des paysans qui joignissent, à l'habitude du pays, l'âge de vingt-cinq à cinquante ans. J'en avais toujours plusieurs, avec soin d'en augmenter le nombre en en prenant deux dans chaque village habité, de la direction que je

suivais. L'un des deux marchait à mon avant-garde, l'autre à mes côtés, pour répondre à mes questions sur la nature du pays, le nom des villages et leurs ressources. Alors, s'il n'y avait aucun inconvénient ni pour ces guides, ni pour la suite de mes opérations, je renvoyais ceux du village le plus éloigné. A Sahelices je n'avais pour guides que des habitans de Brihuega, parce que depuis cette ville, j'avais trouvé tout le pays abandonné. Ces guides avaient bien pu servir jusqu'à Sahelices, attendu qu'ils y venaient chercher du sel, mais ils m'assuraient n'être jamais allés plus loin.

Nous bivouaquâmes deux nuits à la Loma, et pendant notre séjour nous y détruisîmes, de même qu'à Absanque, des munitions de guerre, des atelliers d'armes et surtout l'imprimerie qui servait à répandre le journal et les circulaires de la junte.

Nous retrogradâmes le surlendemain, après avoir fait d'infructueuses tentatives pour passer au-delà de Sahelices : au lieu de reprendre le chemin qui mène directement de Canredondo à Cifuentes, nous prîmes un défilé qui nous conduisit peu loin de Gargoles, dans le village de Carasevra totalement déserté. Nous y couchâmes : un soldat ayant trouvé les vases sacrés me les apporta, et à mon retour à Brihuega, je

chargeai le curé de Santa-Maria de les faire tenir au curé du village où ils avaient été enlevés.

J'appris à mon retour dans Brihuega que le général d'Armagnac était arrivé à Torija avec une colonne qui avait pour objet la poursuite de l'Empecinado. Ce général devait s'aboucher avec moi pour avoir des renseignemens, et, d'après ceux que je lui donnai, il alla passer le Tage au pont d'Auñon, d'où il se mit à la recherche de l'ennemi dans la province de Cuença.

Cependant j'avais à cœur de rester maître de ce pont, et m'étant aussi porté à Auñon, je fis jeter les fondemens d'un blockhaus sur la rive droite du Tage, disposer les gardes-fous du pont, de manière à couvrir les hommes et à être couverts de blindages terrassés; j'y restai même quelque temps en position, pour appuyer et encourager les travaux par ma présence.

Quand on fait faire les choses par corvée, elles vont rarement bien. Les maçons manquaient, les paysans ne venaient qu'en petit nombre, et, pour comble de difficultés, j'avais à la tête des travaux un chef de bataillon du génie, peut-être le plus grand parleur de toutes les Espagnes. Les affaires du gouvernement et celles de mon inspection générale ne me permettant pas un plus long séjour à Auñon, j'en laissai le

commandement à mon frère Louis, devenu colonel de Royal-Étranger, et je revins à Brihuega.

La rupture des ponts de Trillo et de Pareja, les travaux d'Auñon et le mouvement du général d'Armagnac, dans la province de Cuença, permettaient à mon gouvernement de jouir de son heureux repos; car, à quelques légères escarmouches près, il n'y avait plus eu d'affaires depuis celle de Jadraque. Cet éloignement de l'ennemi faisait le plus grand bien à la province de Guadalaxara. Les contributions étaient régulièrement perçues, les réquisitions remplissaient les magasins, et la désertion ne présentait plus que des souvenirs. Quelques semaines sans combats étaient un phénomène qui répandait la joie et les espérances parmi les autorités supérieures.

La junte d'insurrection, que cet état de choses jetait dans une détresse absolue, ne pouvait payer ses troupes ni ses employés. Pour peu qu'il se soutînt encore, elle en présageait les plus fâcheuses conséquences. De mon côté je pressais les travaux d'Auñon, je sentais qu'une fois seul maître du passage, je maintiendrais aisément la tranquillité; mais ces travaux mal conduits n'avançaient pas au gré de mes desirs, malgré tous les soins de mon frère.

J'avais laissé sous ses ordres, dans Auñon, le



2e bataillon de son régiment et un bataillon du 55e de ligne, corps dans lequel il avait honorablement fait la guerre. Il avait de plus un canon de quatre et un obusier, ainsi que les détachemens d'artillerie et du train, nécessaires à leur service. C'était autant qu'il en fallait pour protéger les travaux, garder Auñon qu'on avait à la hâte fermé par de légers ouvrages de campagne, et se défendre même contre toutes les forces de l'Empecinado, réduites à deux mille hommes d'infanterie.

Cependant quelques avis m'annonçaient que Villacampa, appelé de nouveau par la junte, allait se réunir à don Juan Martin pour agir contre moi. Ne sachant encore sur quel point ces deux partisans se dirigeraient, j'en donnai avis à mon frère, afin qu'il accélérât l'achèvement des fortifications légères, destinées à mettre le passage à l'abri d'un vigoureux coup de main, et que rappelant son avant-poste de Sacedon il concentrât tout à fait ses forces.

CHAPITRE XXII.

Affaire d'Auñon. — Secours. — Anecdote.

Le 23 mars (1811) j'étais, dès le point du jour, à travailler dans mon cabinet à Brihuega, lorsque j'entendis très distinctement commencer une mousquéterie assez vive. Comme la 2e compagnie de grenadiers de Royal-Étranger avait dû partir le matin même, pour rejoindre mon frère à Auñon, je sortis aussitôt de chez moi, pour m'assurer si elle avait opéré son mouvement, et j'obtins tout de suite la certitude qu'il n'était pas encore commencé. Je m'informai alors, auprès des postes voisins de mon logement, s'ils avaient entendu de la mousqueterie : tous m'assurèrent que non, et je rentrai dans mon cabinet pour continuer mon travail, presque disposé à donner une autre cause au bruit qui avait frappé mon attention, quand tout à coup ce bruit recommença et se soutint d'une manière claire et très vive.

Je sortis une seconde fois et fis part à toutes les personnes que je rencontrai de la continuation du feu que j'avais entendu. Le major Shelly, de Royal-Irlandais, vint lui-même avec quelques officiers de son régiment, l'écouter dans mon cabinet; mais dehors on n'entendait plus rien. Je chargeai alors un aide-de-camp d'aller sur le plateau demander quelques renseignemens à la garde du fort : il n'en put obtenir aucun; on n'y avait rien entendu et l'on n'y entendait rien.

D'Auñon à Brihuega il y a six lieues et demie (de 20 au degré) de chemin en ligne droite; mais par les détours, les longues et nombreuses montées, la difficulté des sentiers, et les petites haltes nécessaires aux troupes, on ne peut, même en marchant bien, faire ces six lieues en moins de neuf ou dix heures; or, le feu dirigé contre Auñon pouvait-il être distinctement entendu de Brihuega ? Cette question était difficile à résoudre avant la preuve affirmative. On entendait le feu dans mon cabinet, situé à mi-côte et dans la manufacture, mais nulle part ailleurs. C'était cependant à Auñon qu'on se battait. Le vent qui régnait sur le grand plateau, entre l'Henarès et le Tajuña, n'avait pas la même direction que celui qui soufflait sur le plateau entre le Tajuña et le Tage, conséquemment le poste du fort n'avait

pu entendre le feu. Ceci à besoin d'une explication physique plus démonstrative.

Sur la rive droite du Tage, et près du pont qui conduit à Sacedon, s'ouvre une vallée étroite, qui se partage, à une pointe où le village d'Auñon est situé. L'une des ramifications de cette vallée communique avec la vallée de Berlinches, laquelle jette, presque immédiatement, une branche qui va se perdre, ainsi que les ramifications de la longue vallée du Tajuña, sur le dernier plateau dont je viens de parler. Le vent de ce plateau peut se précipiter dans celles de ces ramifications qui se trouvent sur sa direction, et tantôt s'abaisser vers le Tage, tantôt vers le Tajuña, dont alors il remonte ou descend les bassins, selon l'intensité des autres vents qu'il y rencontre.

Le vent, soufflant ce jour-là du S. E., arrivait à la longue vallée du Tajuña, par le défilé de Romancos, ouvert sur le prolongement supposé de celui de Berlinches; et ne trouvant d'obstacles que le flanc droit de cette vallée, qui s'élevait pour lors vers Brihuega, il remontait au nord vers cette ville, et me faisait entendre, dans le silence du cabinet, les détonations que ses lames prolongées portaient avec elles, sans cependant faire partager cet avantage aux postes, parce que ces postes étaient, ou sur

la voie publique, ou dans un voisinage bruyant qui fixait toute leur attention.

Ainsi, d'après les avis que l'ennemi se rapprochait du Tage; d'après le bruit que j'entendais et les conséquences physiques que j'en tirais, je dus croire qu'Auñon était l'objet d'une attaque. Une seule chose me causait quelque incertitude, c'était de ne point entendre le canon. Néanmoins, et malgré le peu de forces dont je pouvais disposer sur l'heure, pour secourir à temps mon frère contre les corps réunis devant lui; malgré la distance et la longue suite de défilés étroits et boisés qui nous séparaient; malgré l'escarpement des positions où l'ennemi pouvait placer des détachemens pour arrêter ma marche, je n'hésitai pas une minute à me mettre en route; 250 chevau-légers, 150 hommes de Royal-Irlandais, 80 grenadiers de Royal-Étranger, une centaine de chasseurs des 12ᵉ et 21ᵉ légers, voilà ce dont je composai la colonne avec laquelle je sortis de Brihuega, vers six heures et demie du matin. Je savais cependant que Villacampa n'avait guères moins de 5000 à 6000 hommes, et qu'il n'agirait point sans le concours de l'Empecinado; mais il fallait secourir Auñon, et je connaissais l'effet d'un secours quelconque : tels étaient néanmoins le choix du point d'attaque de l'ennemi, et la ré-

partition indispensable de ma division à cette époque, qu'il ne restait, après la composition de ma faible colonne, qu'un bataillon de Royal-Étranger, et des simulacres de corps espagnols à Guadalaxara et Torija; que le 2e bataillon de Royal-Irlandais et les gardes du premier à Brihuega : donc, toutes les forces dont j'aurais eu besoin pour composer de suite une plus forte colonne, étaient presque toutes utilement employées, par le retard qu'on avait mis à achever le blockhaus.

Un parti se présentait dans cette fâcheuse circonstance, celui de faire replier les troupes qui appuyaient les travaux, mais les faire replier avant qu'on sût vers quel point l'ennemi dirigerait ses efforts, c'était nous obliger à recommencer incessamment tout ce que nous aurions abandonné, parce qu'il était indubitable qu'on raserait nos travaux pendant notre absence, ne fût-elle que de 48 heures; les faire replier seulement devant l'ennemi, c'était les priver de l'appui de leurs retranchemens et les exposer, pendant une longue journée, à toutes les entreprises, que l'extrême supériorité de nombre ne manquerait pas de leur rendre funestes, dans un pays si difficile et avec un genre de guerre si particulier.

Dès le pont de Pajarès, c'est-à-dire, presque

aux portes de Brihuega, les flanqueurs s'engagèrent avec des tirailleurs ennemis groupés sur les crêtes; mais je leur ordonnai de ne répondre qu'en s'avançant toujours et de ne point s'arrêter. Ainsi les tirailleurs ennemis nous suivirent pendant quelques lieues, les uns à pied, les autres à cheval, jusqu'à la hauteur de Yelamos.

Dans toutes les petites haltes j'avais fait partir quelqu'un, à une centaine de pas de l'avant-garde, pour écouter, l'oreille contre terre, si la mousqueterie continuait; et plusieurs fois on m'avait fait un rapport affirmatif.

Déjà nous marchions depuis près de sept heures consécutives sans avoir fait de grande halte, quoique personne n'eût encore mangé, lorsque nous arrivâmes à la hauteur d'el-Olivar. La colonne se serra en masse, pour une petite halte ordinaire, et l'officier (M. Drouin, du 21ᵉ.) chargé d'écouter, fit le rapport qu'il n'entendait plus rien.

Ce rapport était digne d'attention: l'on n'entendait plus rien, ou parce que l'ennemi s'était retiré, ou parce qu'Auñon était pris. Comme je connaissais l'opiniâtreté militaire de mon frère, je m'arrêtai à la première supposition. Dans cet instant un escadron ennemi, ayant débouché du bois de Berlinches, je le fis charger

pour avoir des prisonniers et apprendre d'eux à quoi m'en tenir. Je recommandai seulement aux chevau-légers de ne pas le pousser plus d'un quart d'heure et de revenir ensuite me rejoindre.

Pendant cette charge, le canon et la mousqueterie se firent entendre de nouveau sur Auñon, ce qui me détermina, sur-le-champ, à ne point attendre les Westphaliens qui déjà revenaient, pour continuer, à leurs yeux, de m'avancer sur ce village; ils me rejoignirent à l'entrée de Berlinches, et j'appris des prisonniers qu'ils avaient faits, que dès le point du jour Villacampa avait attaqué et forcé la redoute du pont, laquelle n'était point achevée; qu'il en avait pris la garnison, et qu'il s'était immédiatement porté sur Auñon; que ce village tenait encore à leur départ, quoique l'Empecinado fût venu renforcer Villacampa, et que d'accord ils eussent renouvelé leurs tentatives.

D'épais nuages nous menaçaient depuis une heure, un orage violent éclata entre Berlinches et Auñon et couvrit le chemin d'eau et de grêle. Je m'étonnai plus d'une fois et je m'étonnerai toujours, de ce que l'Empecinado, qui connaissait si bien le pays, n'avait pas porté un fort détachement sur les hauteurs, entre Berlinches

et Auñon, pour m'écraser dans la vallée. Cette manœuvre, à laquelle il ne songea point, aurait peut-être détruit ma faible colonne, assuré le succès de son entreprise, et, sans doute, amené l'évacuation totale de mon gouvernement : c'est le cas de dire qu'on ne s'avise jamais de tout.

Pendant cet orage, une colonne française, que M. le comte Béliard, informé, par mes rapports, des mouvemens de l'ennemi, envoyait pour le contenir vers le Haut-Tage; cette colonne, dis-je, avait été dans l'obligation de s'arrêter à Buendia, endroit distant, à vol d'oiseau, d'une lieue du village attaqué; elle n'entendit rien de l'affaire, et ni Villacampa, ni don Juan Martin ne furent informés de sa présence dans leur voisinage. Quelle chance heureuse, si cette colonne eût pu entendre le canon et marcher à l'ennemi! Cette colonne et la mienne fussent arrivées simultanément, eussent surpris les assaillans dans la vallée, par leurs seuls points de retraite; et secondées par une garnison pleine de cœur, eussent peut-être enseveli les deux divisions ennemies sur les rives du Tage.

L'avis de mon approche fut cependant porté aux généraux insurgés, dès ma sortie du défilé de Yelamos; il leur parvint assez tôt pour leur permettre d'envoyer un fort détachement sur

moi. Je dus, sans doute alors, le salut de ma faible colonne à l'étonnante réputation d'intrépidité qu'elle s'était acquise, et à l'idée que je devais avoir plus de forces ; l'ennemi quitta son entreprise après dix heures de combat, fit rappeller partout et se retira en deux colonnes, l'une dirigée par le pont d'Auñon, l'autre par El-Olivar.

La brave garnison d'Auñon, pendant sa résistance héroïque, s'attendait bien que, comme à Siguenza et à Jadraque, j'arriverais à son secours; aussi avait-elle fait les plus vigoureux efforts pour se soutenir contre Villacampa. Voyant, vers dix heures du matin, déboucher des troupes du côté de Berlinches, elle fit une sortie au-devant d'elles, dans la persuasion que c'était un secours, mais elle se trouva aux prises avec un ennemi de plus, l'Empecinado qui, jusqu'alors, ne s'était pas montré. Cependant lorsque, sur les quatre heures, elle entendit rappeller précipitamment; lorsqu'elle vit les bataillons ennemis se rassembler et se mettre en retraite; lorsqu'enfin, une demi-heure après, elle vit mes tirailleurs et mon avant-garde descendre dans la vallée et enlever quelques traîneurs; alors elle nous fit reconnaître et nous accueillit avec les transports de la joie la plus vive.

Bientôt cette garnison fut tout entière sur notre passage : mon frère, qui avait été blessé, vint, le bras en écharpe, m'embrasser, et des larmes coulèrent de mes yeux. Que de plaisir ces braves gens témoignaient de me voir, de voir leurs camarades au milieu d'eux ! Avec quelle généreuse franchise ils applaudissaient au dévouement qui nous avait fait accourir à leur secours, en si petit nombre et de si loin, à travers un pays si difficile !

La retraite des deux divisions ennemies ayant eu lieu, comme je viens de le dire, par El-Olivar et le pont d'Auñon, je poussai, immédiatement après mon entrée dans le village, une forte reconnaissance vers ce dernier point ; elle y échangea quelques coups de fusil avec une arrière garde placée dans les rochers, et vint m'en faire son rapport.

Toutes les rues d'Auñon, tous les champs qui touchent au village, étaient couverts de morts. L'ennemi, dans quelques charges très-vigoureuses, avait plusieurs fois forcé les retranchemens et pénétré dans la ville, mais il en avait toujours été chassé avec perte ; on lui avait repris l'obusier dont il s'était emparé, et l'on citait le chef de bataillon Bossut (*), comme ayant

(*) Cet officier, si doux et si vaillant, causant un jour

renversé beaucoup d'hommes à coups de pierres. Tous ces faits, et près de cent prisonniers attestaient la valeur et l'étonnante résistance de cette petite garnison si mal retranchée.

Ayant communiqué le lendemain avec M. le général Blondeau, commandant la colonne française, j'appris que, par la direction contraire du vent et la violence de l'orage de la veille, il n'avait rien entendu. J'aurais bien desiré me joindre à lui pour suivre Villacampa, mais j'avais besoin d'appuyer l'évacuation d'Auñon, poste devenu désormais inutile par la démolition des ouvrages du pont, laquelle avait été

---

avec quelques-uns de ses camarades, parmi lesquels se trouvait le chef de bataillon Beaud, officier de mon état-major, l'un d'eux lui demanda s'il n'avait jamais été puni. « Jamais qu'une fois, et fort injustement, « étant caporal, répondit-il; j'avais blessé à la cuisse, « au combat de N ..., un chef de Chouans qui fut pris. « Ce chef ayant réclamé sa montre, on m'accusa de la « lui avoir prise, ce qui n'était pas, puisqu'il la re- « trouva, le soir, sur lui. — Comment, lui répartit « M. Beaud, vous seriez ce brave caporal du bataillon « qui prit, au combat de N...., le chef qui comman- « dait les Chouans? — Oui, certainement! — Eh bien, « mon cher Bossut, embrassez ce commandant, car « c'était moi. Je portais alors le titre de comte de N... » Ce fait était exact.

faite pendant l'attaque avec une célérité sans égale. D'un autre côté, la garnison avait épuisé ses munitions, et je n'en avais pas assez pour l'en pourvoir.

Je fis escorter, sur Guadalaxara, dès le lendemain matin, les hommes le plus légèrement blessés, et je m'occupai de faire porter, sur des brancards, à l'hôpital de Brihuega, tous ceux qui exigeaient ce pénible soin.

CHAPITRE XXIII.

Expédition du général Lahoussaye. — Le roi Joseph se rend à Paris. — La régence confiée au conseil des ministres.

Après avoir séjourné sur le Tage assez de temps pour ne rien laisser à Auñon, qui pût être profitable à l'ennemi, je revins à Brihuega, et mon frère se rendit à Madrid pour s'y faire traiter de sa blessure. La province de Guadalaxara jouit, pendant tout le reste de mars, et pendant le mois d'avril, de la plus parfaite tranquillité. Cependant, s'il en était ainsi pour elle, il n'en fut pas de même dans la province de Cuença qui se trouvait plus tourmentée que jamais. Plusieurs expéditions y furent faites à différentes reprises; mais elles étaient à peine rentrées dans leurs garnisons, que l'ennemi reparaissait et l'inquiétait de nouveau.

Le général La Houssaye, ce digne officier que j'avais connu à l'Escurial, et pour qui je conservais autant de respect que d'attachement, fut



chargé de se porter aussi sur la province de Cuença avec une colonne française, et opéra son mouvement par Guadalaxara. Je joignis à ses forces une partie des miennes, et nous nous dirigeâmes ensemble sur Sacedon, par le village d'Auñon. L'ennemi ne chercha point à nous disputer l'étroit passage du défilé; mais présenta au débouché quelques escadrons et beaucoup de tirailleurs à cheval, qui se replièrent à mesure que nous nous avançâmes contre eux. Les dragons, aux ordres du colonel Saint-Geniez et les chevau-légers westphaliens les poursuivirent aveo tant de vigueur, qu'ils leur sabrèrent quelques hommes.

Ayant couché à Sacedon, nous nous mîmes en route le lendemain pour suivre les traces de l'ennemi, mais ce fut en vain que nous poussâmes jusqu'à Val de Olivar; il continua sa retraite de manière à prouver qu'il ne voulait point d'engagement. En effet il se serait bien gardé de se mesurer avec une colonne aussi belle, tant en infanterie qu'en cavalerie, animée d'un aussi bon esprit et aussi disposée à en venir aux mains.

Nous couchâmes à Val de Olivar, reprîmes le lendemain le chemin de Buendia, et suivîmes assez long-temps la Guadiala, rivière profonde, et qui porte au Tage son plus riche tribut. Aussi

dit-on, sur ses rives, que le Tage porte le nom, et la Guadiala les eaux.

Si j'observai souvent, dans les profondes vallées où coule le Haut-Tage, l'arrangement parallèle et régulier des couches qui composent leurs flancs, je ne les observai pas moins en approchant de Buendia. Les vallées voisines s'élargissent, mais les montagnes élevées qui les forment et dont les sommets sont d'un même niveau et absolument planes, offrent ce parallélisme d'une manière bien plus frappante et sur une longue suite de côtes, dont les unes s'étendent à l'ouest, le long de la petite rivière de Hueta, les autres se prolongent au sud et versent leurs eaux dans la Guadiala.

Les vallées profondes, entre le Tage et l'Henarès, appartiennent, comme celles que je viens de citer, à un ancien et même plateau; puisque les montagnes qui les forment et que ces vallées entrecoupent, sont planes comme ce plateau, d'une même élévation, et d'une composition de couches calcaires et siliceuses semblables.

La Guadiala, le Tage, le Guadalaviar, le Cabriel et le Jucar, prennent à peu de distance les uns des autres, tous leur origine au pied du mont San-Felipe, dans le royaume de Valence, ou dans le prolongement de ses contreforts vers le Tage. On ne peut pas douter, con-

séquemment, que ce ne soit un des points les plus élevés de la Péninsule. J'ai passé le Cabriel, avant son confleunt dans le Jucar; j'ai traversé une grande partie de ses affluens qui tous viennent de l'est; j'ai repassé le Jucar à Cuença; j'ai vu la Guadiala et le Haut-Tage; toutes ces rivières coulaient dans des vallées très profondes et souvent dans un lit très encaissé; ce qui prouve de plus en plus ce que je viens d'avancer sur les points élevés de leurs origines; mais ce qui fortifie encore cette opinion, c'est que, parmi ces rivières, le Tage a son embouchure dans l'Océan, tandis que le Jucar et le Guadalaviar ont la leur dans la Méditerranée.

Je me séparai à Buendia de la colonne du général la Houssaye, et vins coucher à Sacedon. Le lendemain je partis de cet endroit pour retourner à Guadalaxara.

En mai, 1811, le roi Joseph se rendit à Paris pour assister aux cérémonies du baptême du roi de Rome; un conseil de ministres fut chargé du gouvernement en son absence: on ne pouvait sans doute confier, en des mains plus sages, le maniement des affaires administratives de l'état. Si le ministère parut toujours contraire aux vues de l'empereur, quand ils les crut attentatoires à l'intégrité du royaume, on doit lui rendre cette

justice, qu'il fut et se montra constamment dévoué au roi, et ne fit jamais rien de contraire à la cause, ni aux intérêts de l'armée française, son seul appui sur le trône.

On a cependant beaucoup calomnié les ministres, celui de la guerre surtout (*). Il en était des meilleures opérations de cet homme d'état, aussi intègre qu'éclairé, comme des alimens les plus sains qu'on donne à un malade dont l'estomac est délabré; tout tournait à mal. Ce résultat fut la faute des circonstances, mais non jamais celle des grands fonctionnaires espagnols; et la preuve la plus claire de leur fidélité à Joseph, est tout entière dans le dévouement avec lequel ils abandonnèrent leurs foyers pour suivre ce prince après les événemens de 1813.

Pendant l'absence du roi, le général de Preux, Suisse et vieillard septuagénaire, désigné pour le commandement de la place de Guadalaxara, vint prendre possession de son emploi. A juger, par sa manière de servir, de ce qu'il devait être dans la force de l'âge, le général de Preux m'a paru un des meilleurs officiers que j'aie rencontrés parmi ses compatriotes.

(*) M. Le capitaine-général O-Farill, l'un des officiers les plus distingués de l'armée espagnole.

C'est encore dans le même mois (mai), que le maréchal duc de Dalmatie battit l'ennemi complétement près de Badajoz et ravitailla cette place (*).

(*) Ordres du jour.

CHAPITRE XXIV.

Mouvement sur Siguenza et Alaminos. — Escarmouche. — Embuscade de Masegoso.

Enfin il était arrivé de l'artillerie à la junte, et l'Empecinado fut appelé à Luçon pour la recevoir d'elle. Cet officier ne songea point que des partisans ne devraient jamais s'attacher d'attirail embarrassant, et ses troupes reçurent avec joie ce surcroît d'instrumens destructeurs. Comme tous mes postes étaient depuis long-temps couverts de retranchemens assez épais pour résister au canon, aucun d'eux ne s'inquiéta de celui de don Juan Martin.

Sur ces entrefaites, je marchai par Jadraque sur Siguenza, et je ne trouvai dans cette dernière ville qu'un très petit nombre de pauvres habitans qui m'apprirent que don Juan devait être dans les environs d'Alaminos avec sa division : je partis le 11 juin (1811) pour tâcher de l'y joindre.

Alaminos est un village situé sur un tertre peu élevé, qui de trois côtés domine la plaine

dans une étendue de plusieurs lieues. De l'autre il est appuyé à des vallons qui portent leurs eaux dans le Tajuña, et qui sont impraticables pour des chariots. A peine fûmes-nous arrivés dans ce village, et nos postes furent-ils placés, que nous nous vîmes entourés, du côté de la plaine, par un cordon de vedettes qui vinrent tirailler sur nos sentinelles. Quelques patrouilles de Westphaliens les firent reculer, mais lorsqu'elles se retiraient, ces vedettes revenaient, ayant soin de conserver, dans leur mouvement, une distance protectrice.

Une de ces patrouilles, ayant poussé plus avant que les autres, fit sortir, du bois de Mirabueno, un fort peloton avec lequel elle eut la louable prudence de ne pas s'engager. Je me doutais bien que ce peloton était soutenu et qu'il n'était formé que pour enlever les soldats qui s'écarteraient. Comme il s'avançait vers mes postes, je fis sortir l'escadron de piquet à leur appui, et celui-ci, après avoir paru tâtonner, fournit une si bonne charge, qu'il me ramena des hommes et des chevaux. J'appris, par les prisonniers, que don Juan se trouvait à Cifuentes avec cinq mille hommes d'infanterie, deux pièces de 8 longues et deux de 4; qu'il y attendait sa cavalerie ainsi que d'autres renforts, pour venir ensuite m'attaquer.

Ma colonne se composait d'environ deux cent vingt chevau-légers, de deux bataillons de Royal-Etranger, formant huit cent cinquante baïonnettes aux ordres du major Saint-Albin Durivoir, de cent cinquante chasseurs des 12°. et 21°. légers, ainsi que des quatre compagnies d'élite de Royal-Irlandais, fortes d'environ deux cents hommes. J'avais trois canons de 4 et un de 8, servis par des canonniers espagnols. Avec ces moyens, je résolus de prévenir les desseins de l'ennemi et de marcher à lui dès le lendemain 12 juin, anniversaire heureux de l'affaire de Sotoca, en 1810.

Le vallon qui d'Alaminos descend au Tajuña, n'offrant aucun chemin à large voie pour le passage de l'artillerie, je pris par le plateau la route de Hontanarès, d'où je descendis par Cogollos à Masegoso, pour y passer la rivière que je viens de nommer, au pont de pierre qui s'y trouve.

Ma colonne ayant fait halte sur la rive gauche, nous aperçûmes bientôt environ trois cents chevaux défilant par le bois et se dirigeant vers nous. Comme ils s'en approchaient, je fis avancer quelques pelotons de voltigeurs, pour soutenir les postes qui couvraient la halte : la mousqueterie s'engagea aussitôt entre eux et les tirailleurs ennemis.

Après être resté environ une heure dans cette position, où quelques hommes furent blessés de part et d'autre, je fis passer le Tajuña aux chevau-légers et comme tête de colonne, non que j'eusse le dessein de les faire entrer les premiers dans le défilé qui remonte vers le val de Cifuentes, mais avec ordre de s'embusquer derrière un mamelon voisin, de laisser de ce point filer mon infanterie, et de tomber sur la cavalerie ennemie aussitôt que celle-ci serait parvenue à leur hauteur. Les accidens du terrain et les coudes du chemin favorisaient cette embuscade.

L'infanterie étant passée fut suivie, à quelques cents toises, par cette cavalerie, et de part et d'autre, le feu avait cessé, lorsque l'avant-garde de cette dernière parut à la vue des chevau-légers qu'elle découvrit également. Cette avant-garde se replia de suite en désordre, et la colonne qu'elle éclairait en fit autant; mais les Westphaliens la suivirent si vivement, que, bien que l'une et l'autre eussent devant elles le pont et une rivière guéable, elles se trouvèrent encombrées au passage, et toute la queue en fut sabrée; après quoi les chevau-légers vinrent me rejoindre à l'entrée du défilé où je les attendais, prêt à les soutenir au besoin. J'appris par le petit nombre de prisonniers qu'ils avaient cru à pro-

pos de ramasser, que la guerilla battue était celle de Monroë, dont l'Empecinado avait réclamé l'aide dans l'opération qu'il méditait contre moi.

CHAPITRE XXV.

Deuxième affaire de Cifuentes.

Le chemin que je prenais dans le val de Cifuentes pour arriver sous cette ville, était le même que j'avais suivi avec le 10[e]. de chasseurs à cheval et le Royal-Irlandais, la veille de l'affaire de Trillo ; aussi m'était-il bien connu, et l'Empecinado, en me le voyant descendre, avait-il eu le temps de faire ses dispositions.

Arrivé au point de partage des eaux entre le Tajuña et le Tage, je découvris le beau val de Cifuentes, et, de ce point, les forces ennemies rassemblées sur le sommet du mont San-Cristoval. Une partie du Royal-Etranger ne connaissait point encore cette position formidable, et les plus braves, en la voyant, la jugèrent trop inexpugnable et trop fortement occupée pour que j'osasse m'y engager avec don Juan Martin.

Ce général qui déjà m'y avait attendu, et que

j'en avais délogé (*), ne jugeait pas comme eux ; mais informé par les rapports parvenus de Siguenza quelles étaient mes forces, il établit son plan de bataille de manière à m'enfermer dans Cifuentes, si j'avais l'audace de m'y présenter, et à m'y écraser sous les masses qu'il appelait à son aide.

Nous descendîmes la côte, et arrivés à portée de l'ennemi, le feu de son artillerie commença. A droite du chemin de Masegoso à Cifuentes et sous le canon de San-Cristoval, se trouve un tertre élevé plus long que large. J'ordonnai aux bataillons de se masser en arrière, afin de se couvrir. Je fis former les Westphaliens en seconde ligne, et voyant que l'ennemi avait négligé d'occuper le château, j'y portai de suite mon infanterie légère et deux compagnies de voltigeurs avec ordre de s'engager vivement et à couvert contre tout ce qui se montrerait au sommet du mont, ou qui ferait mine de vouloir en descendre, mais avec injonction expresse de ne pas aller plus loin, me rappelant trop bien la position critique où le deuxième bataillon de Royal-Irlandais s'était jeté lors de ma première affaire sur ce point.

(*) *Voyez* tome II de ces Mémoires, *Première Campagne contre l'Empecinado*, chap. x, pages 232-240.

Voulant néanmoins répondre au canon ennemi qui tirait sans interruption, je fis porter la pièce de 8 sur le tertre, et ses premiers coups, pointés sur un angle trop bas, ne s'élevèrent point assez, mais tous ceux qui les suivirent donnèrent au milieu des masses ennemies. Le canon de l'Empecinado était également très bien pointé, mais des coups avaient moins de succès, à cause des tertres qui couvraient les troupes sous mes ordres.

Les voltigeurs et l'infanterie légère étant arrivés sans obstacle, mais en tirailleurs pour offrir moins de prise à l'artillerie ennemie, au poste que je leur avais assigné, fixèrent par leur attaque l'attention de l'Empecinado, qui, pour protéger ses canonniers contre eux, fit engager beaucoup de tirailleurs. La guerilla de Monroë, la même qui avait été culbutée au pont de Masegoso, parut bientôt après sur le chemin que nous avions tenu et resta prudemment en bataille à portée de canon de nos lignes.

Ne voulant perdre inutilement aucun de mes chevau-légers, je leur ordonnai d'aller rapidement s'établir en bataille derrière un mamelon très aigu, à gauche de la ville et de s'y tenir prêts à déboucher sur la prairie; je les fis appuyer par un bataillon qui, par les motifs donnés plus haut, s'y rendit en tirailleurs.

La cavalerie de l'Empecinado, forte ce jour-là, d'environ six cents sabres, et qui ne paraissait en ligne nulle part, déboucha dans la direction des chevau-légers, ce qui me détermina sur-le-champ à concentrer mon infanterie et mon artillerie entre eux et la ville.

Jusqu'alors les masses ennemies, placées sur le San-Cristoval, ne s'étaient point ébranlées, et l'arrivée de leur cavalerie pouvait déterminer l'Empecinado à faire descendre et à former le long du ruisseau, une partie de ses bataillons; mais il n'en fit rien, parce que son projet était de nous entourer, ainsi qu'on le verra plus tard.

Sa cavalerie, par suite de ce projet, ne paraissant pas avoir l'intention de s'engager encore, s'arrêta en colonne à portée de mitraille, et se couvrit d'une ligne de tirailleurs auxquels j'en opposai d'autres, pris dans l'infanterie.

Ma ligne de bataille, étant toujours au-dessus de la ville, derrière le ruisseau, et l'ennemi conservant sa position, j'ordonnai un changement de front; la gauche vers la chapelle du chemin de Canredondo, le centre couvert par la ville, et ma droite liée aux chevau-légers. Cette manœuvre eut lieu sous le feu de l'ennemi.

La mitraille ayant suffi pour maintenir la cavalerie de l'Empecinado, devant les chevau-légers, je songeai à m'emparer de la position du

chemin de Canredondo, afin de pouvoir attaquer avantageusement la gauche de l'ennemi; et comme l'artillerie de celui-ci rendait ce mouvement très dangereux pour des masses, j'y fis passer le bataillon de M. Moutard (1er de Royal-Étranger), par sections éparpillées, les unes après les autres, comme au passage du pont de Trillo (*). Alors, voulant s'opposer à l'occupation de ce point, dont le feu lui était trop préjudiciable, l'Empecinado fit descendre de la montagne une nuée de tirailleurs vers les sections, qui se formaient en colonne à couvert par la chapelle; mais ils furent si bien reçus, et par le canon, et par la mousqueterie, qu'après avoir vainement tenté de se maintenir, qu'après avoir été soutenus à plusieurs reprises, ils furent obligés de se replier.

A peine ce mouvement de retraite était-il opéré, que, du poste où je me trouvais pour soutenir M. Moutard, je vis déboucher sur mes derrières, et dans la direction de Maranchon, une nouvelle colonne d'infanterie qui descendait à nous, l'arme à volonté et sur deux rangs. Ce renfort, joint aux six cents chevaux du Manco et à ceux de Monroë qui, par deux points diffé-

(*) *Voyez* tome II, chap. IX, pages 228-229.

rens, tenaient les chevau-légers en échec, devenait inquiétant, vu qu'il pouvait m'attaquer avec avantage.

Je chargeai alors M. le chef de bataillon Beaud, officier de mon état-major, de porter aux Westphaliens l'ordre de marcher à cette infanterie, de la charger et de l'écraser. Les chevau-légers, ayant à leur tête le brave Colonel de Stein, s'ébranlèrent: la cavalerie ennemie, qui se trouvait contenue par les voltigeurs d'Irlande, au lieu de soutenir cette infanterie en croisant le sabre avec les chevau-légers, se jeta toute en tirailleurs contre eux, et fut témoin de la presque entière destruction de la nouvelle colonne.

Ce qu'ayant vu, ainsi que l'Empecinado, je redoublai la vigueur de mon attaque, et m'attachant toujours au flanc gauche du San-Cristoval, comme le plus abordable, je parvins à l'ennemi, malgré le redoublement de son feu. Mais à peine fûmes-nous aux deux tiers de la côte, qu'il fit retirer ses pièces au galop dans le bois, et ordonna la dispersion accoutumée, la faisant, attendu la topographie des lieux, opérer dans deux directions différentes. Alors je chargeai le major Saint-Albin Durivoir d'en suivre une, et m'attachant à l'autre, je ne permis à la colonne qui la suivait de se remettre en

bataille dans aucune des nombreuses et belles positions de la côte de Canredondo. A peine arrivions-nous au sommet de cette partie de la Sierra de Levante, que nous trouvâmes devant nous environ cent-cinquante chevaux en bon ordre, et que pour ne pas essuyer une charge désavantageuse, nous sentîmes le besoin de nous rallier et de nous former en colonne. Les grenadiers du Capitaine Jacquot, du 2e bataillon de Royal-étranger, ayant été les premiers en ordre, et ceux d'Irlande étant déjà formés à demi, je chargeai le Capitaine Jacquot de marcher, en deux sections serrées, à cette cavalerie et de l'occuper, pendant que j'allais chercher à lui couper toute retraite, sur la vallée qui conduit à Carascosa ; cette cavalerie ayant pénétré mon dessein, n'attendit personne et se précipita sur les traces de son infanterie. Le capitaine Jacquot l'y poursuivit jusqu'au petit village qui se trouve au bas, et je m'avançais pour l'appuyer, lorsqu'une autre colonne, d'environ quatre cents chevaux, marchant par quatre, s'étant montrée sur ma gauche, je fus obligé de m'arrêter encore pour lui faire face. La pièce de huit venait d'arriver ; je lui en envoyai quelques coups avec succès, ce qui la fit rentrer dans le chemin de Canredondo.

Au bruit du canon, qui annonçait un nouvel

engagement sur la montagne, les Westphaliens marchèrent à moi, mais ayant eu à parcourir plus d'une lieue de terrain pour me rejoindre, ils n'arrivèrent qu'une demi-heure après la disparition de cette colonne.

Le feu avait cessé tout à fait dans la direction du major Durivoir, mais j'ignorais si cet officier suivait l'ennemi, ou s'il était revenu sur Cifuentes. Ce ne fut qu'à mon retour sur cette ville, vers huit heures du soir, que je le rejoignis. L'affaire était alors terminée. La colonne de M. Durivoire, composée d'un bataillon de son régiment, des voltigeurs et de l'infanterie légère, était en bataille sur le chemin à l'entrée de la ville; la mienne, formée du 2ᵉ bataillon, du reste des compagnies d'élite de Royal-Irlandais et de la cavalerie, marchait derrière moi.

Qu'on se fasse ici une idée des sentimens qui durent m'agiter; quand cette troupe, en me voyant reparaître, se mit à crier: « Vive le Roi, vive notre général; » quand, par un mouvement spontané, elle me salua de plusieurs décharges, et, après avoir couvert de feuillages la partie de son front que je devais traverser, manifesta le desir de faire une entrée triomphale, de mon retour à Cifuentes.

Jamais peut-être affaire aussi longue, engagée dans un terrain aussi difficile et contre des

forces aussi disproportionnées, n'avait coûté si peu de monde aux troupes victorieuses : elles n'avaient eu que cinq hommes tués et vingt-deux blessés; aucun n'avait été fait prisonnier. L'ennemi avait vu détruire presque entièrement une de ses colonnes : nous ne connaissions pas le nombre des blessés qu'il avait eus sur la montagne et parmi ses escadrons, mais la position que son infanterie avait occupée était jonchée de ses morts ; nous avions fait en outre quatre-vingt prisonniers, enlevé un avant-train et obligé l'ennemi à enfouir pour toujours le reste de son artillerie.

Je modérai les transports de reconnaissance de cette partie de ma colonne, transports promptement et vivement partagés par l'autre partie, et après avoir témoigné hautement tout ce que je devais d'éloges à la valeur de chaque corps, je fis prendre position : un bataillon sur le San-Cristoval, et le reste des troupes en avant de Cifuentes.

A l'exception de quelques maisons, toute cette ville était déserte. Du feu laissé négligemment par l'ennemi, et dont personne ne s'était occupé pendant une action longue, avait pris, dans les appartemens, et s'était étendu à plusieurs maisons. J'envoyai des piquets pour tâcher de l'éteindre, et ils y auraient complété-

ment réussi, tant ils travaillaient avec ardeur, si ce fatal incendie n'eût communiqué avec un dépôt de munitions appartenant à l'Empecinado. Ce dépôt, ayant sauté avec violence, me tua quelques hommes et quelques chevaux, et couvrit la ville de poutres et de tisons enflammés. Un grand vent s'étant élevé, pendant la nuit, vint augmenter le désordre, et l'incendie se manifesta de toutes parts.

Ce ne fut cependant pas en vain qu'au lieu de nous livrer à un repos si nécessaire, après une action et plusieurs marches très fatigantes, nous passâmes la nuit à porter des secours, puisque nous sauvâmes une partie de la ville. Mais l'explosion avait ralenti le zèle; on voulait me la faire considérer comme un piége de l'ennemi, et l'on en craignait d'autres.

Le 13, plusieurs reconnaissances, sur différentes routes, ne nous ayant apporté aucune nouvelle de l'Empecinado, je pris le parti d'abandonner Cifuentes, afin de laisser aux habitans fugitifs la faculté de revenir chez eux, conserver ce que nous leur avions sauvé. Je m'acheminai, conséquemment, sur Brihuega, vers midi, afin d'y déposer les prisonniers et les blessés.

Les infortunés habitans de Cifuentes, en rentrant dans leurs murs, apprirent, de leurs con-

citoyens désolés, tous mes efforts et tous ceux de ma colonne pour sauver leur ville; ils furent témoins des pertes que ces efforts nous avaient causées, et maudirent hautement l'Empecinado, qui, toujours, choisissait leur voisinage, pour se faire battre. Dans une lettre de remercîmens qu'ils m'adressèrent, peu de jours après cet événement si malheureux, ils comparèrent la généreuse conduite de ma colonne, envers leur ville, à la conduite de l'armée de Titus, qui aida les rebelles, qu'elle combattait, à éteindre l'incendie du temple de Jérusalem.

CHAPITRE XXVI.

Retour à Brihuega. — Nouveau mouvement de la colonne sur Cifuentes. — Marche sur la Huerta-Hernando. — Poursuite. — Secours de Molina-d'Aragon.

En me reportant sur Brihuega, je n'avais, comme on vient de le voir, d'autre dessein que d'y déposer mes blessés et les prisonniers ennemis; si je ne les y faisais pas conduire par un détachement, c'est qu'il était à craindre que la guerilla de Monroë qui, dans la journée du 12, s'était contentée de nous observer, après avoir été si maltraitée au pont de Masegoso, n'attendît cette escorte dans les défilés; ne lui enlevât son convoi et ne vengeât, sur nos blessés, sa défaite et celle dont elle venait d'être témoin.

Malgré mon intention de me remettre promptement en campagne, je fus obligé de séjourner à Brihuega pour arranger quelques affaires pressantes survenues pendant mon absence, et pour exécuter, sur-le-champ, des ordres ministériels d'une nature urgente. Aussitôt que j'eus

satisfait à mes obligations, je repartis avec ma colonne.

Comme alors l'ennemi n'était plus dans les environs de Cifuentes, les habitans n'avaient aucun autre motif de me fuir, que les injonctions de la junte; injonctions si fatales à ceux qui les avaient écoutées, et que les armes de ses troupes avaient si mal soutenues! J'envoyai un de mes guides prévenir la *justice* de mon passage, et rassurer la population : aussi la trouvai-je tout entière sur mon chemin, en traversant la ville. J'entendis ses imprécations contre la junte et son général, je reçus même des renseignemens sur la direction que ce dernier avait prise, et c'est en les suivant que, le soir même, nous allâmes coucher à Canredondo.

Le lendemain, nous nous portâmes par Cañales, ancien séjour de la junte, sur la Huerta-Hernando où, pour lors, elle tenait ses séances. Après avoir traversé des forêts de Melèzes, nous descendîmes dans ces profondes crevasses, dont j'ai eu l'occasion de parler déjà, et qui aboutissent à la vallée étroite du Haut-Tage. Cette vallée, dont chaque flanc offre un escarpement à pic de cent cinquante à deux cents toises de rochers, n'avait, pour nous, d'issue, qu'un défilé où vingt hommes pouvaient, avec des pierres, causer notre total anéantissement. Aussi, comme

je n'avais aucun moyen de faire observer, par des éclaireurs, les flancs de ma colonne, je ressentis une joie, facile à concevoir, en trouvant la fin de ce vallon romantique et en entrant dans une campagne moins pittoresque, mais plus ouverte et plus étendue.

La Huerta est un petit village : les troupeaux y paissaient abandonnés, et les habitans avaient fui dans les forêts voisines ; mais à l'exception des troupeaux, il n'y avait rien dans ce misérable endroit, pas une table, pas une chaise, pas le moindre meuble. Les paysans espagnols ne sont pas riches en mobilier : un coffre de bois, un mauvais grabat, un banc, quelques poteries grossières, voilà, à peu près, tout ce que j'ai trouvé dans celles de leurs maisons où je suis entré. Les habitations des curés étaient seules un peu mieux garnies ; encore, n'y avait-il souvent, aucune trace de cette espèce de luxe rustique qui est commun à tous les bons fermiers français. L'ameublement d'un presbytère diffère peu, dans les cantons éloignés, de celui de la maison d'un laboureur. Quelques images sacrées, grossièrement peintes, ornent les murailles blanches et nues de la salle principale. La table de bois y est recouverte d'un morceau de serge. Plusieurs livres de piété, placés en parade sur une tablette, sont là, comme un té-

moignage de la science du maître de la maison. Une écritoire, du papier et des plumes sont encore au nombre des meubles de M. le curé. Quelques peaux de mouton recouvrent les siéges qu'il peut offrir au voyageur, et, parfois, seul de tout le village, il se sert de la fourchette et boit dans un verre.

Nous couchâmes dans la Huerta: une dame avec deux jeunes enfans, appartenant à un employé de la junte insurrectionnelle, me fut conduite pendant la nuit, et reçut, chez moi, l'hospitalité: elle lui était d'autant plus nécessaire, qu'elle se rendait aux bains de Trillo.

C'était vers Cobeta que l'Empecinado se ralliait, et nous nous portâmes sur ce point; mais il en était parti, se dirigeant vers Molina-d'Aragon. Nous touchions à la fin de juin: le soleil était brûlant, l'infanterie avait beaucoup de traîneurs, et nous fîmes, pour les attendre, halte près des forges de fer établies sur la rivière Ablandilla. Après cette halte, nous continuâmes notre route; mais sans marcher mieux; car, quoique abrités par les bois, nous sentions que la chaleur allait en augmentant. C'est alors que, sur les sommets élevés des montagnes, au-delà de ces forges, nous trouvâmes une de ces positions délicieuses, qu'on ne croit exister que dans les romans.

Une prairie moins émaillée de fleurs que tapissée d'une herbe fine et touffue, des groupes d'arbres gigantesques, distribués çà et là par la main de la nature, au centre d'un cirque de feuillage épais; une longue auge grossièrement taillée dans un seul sapin et servant d'abreuvoir aux troupeaux; l'écorce d'un vieux chêne à demi enterré sur une source limpide et abondante, composant la mardelle d'un puits peu profond; des eaux fraîches comme la neige et coulant sans bruit sur un sable fin et doré; le vent léger qui balançait mollement les cimes élevées et descendait jusqu'à nous; l'absence d'insectes importuns ou altérés du sang des hommes et des chevaux; tout, dans ce site enchanteur, nous pressait de goûter sous l'ombrage le repos dont nous avions un si grand besoin.

Aussi, avec quel contentement la colonne fatiguée n'entendit-elle pas le signal d'une halte; l'ordre de placer les postes et de former les faisceaux! En un instant cet ordre fut exécuté, en un instant hommes et chevaux furent étendus et livrés au sommeil : trois ou quatre heures passées ainsi sur cette pelouse, ne nous parurent qu'une minute; nous nous remîmes en marche, et, après avoir passé Torra-Mocha, nous découvrîmes la riante vallée que le Gallo arrose et fertilise.

Un curé m'apprit, chemin faisant, que je ne trouverais plus l'Empecinado à Molina, parce qu'averti de ma marche, il s'était jeté dans la province de Cuença; mais que ma présence dans cette ville pouvait sauver le détachement du régiment de la Vistule que des guerillas tenaient bloqué dans le château, et qui devait manquer entièrement de subsistances.

Déja cette fertile partie du Haut-Aragon pressentait la fatale disette qui suivit la mauvaise récolte de l'année 1811 : le blé y était déjà si rare, que les paysans faisaient sécher au four les grains du froment, à demi mûrs, afin de pouvoir ensuite les réduire en farine et en fabriquer du pain (*).

(*) On conserve les blés, en quelques parties de l'Espagne, dans de vastes *silos* enfouis sous terre. Pour prévenir la disette, les propriétaires de grains sont obligés de tenir toujours rempli un certain nombre de ces magasins. La nécessité de fournir des subsistances aux armées qui étaient successivement entrées en Espagne, fit vider presque tous ceux qu'on tenait en réserve; pendant les premières années de la guerre, on négligea malheureusement de les remplir de nouveau, de sorte que, lorsque la famine arriva, plusieurs provinces furent privées des ressources qu'une prévoyance administrative bien entendue avait voulu leur préparer, et qu'une incurie blâmable rendit nulles.

La garnison du château de Molina était effectivement dans le plus entier état de disette, autant parce que la famine s'annonçait comme prochaine, que parce que des villages, appuyés de la présence des guerillas, refusaient d'envoyer les approvisionnemens requis; mais l'arrivée soudaine de ma colonne dans Molina en éloigna l'ennemi. Alors des réquisitions frappées, avec menace d'aller au besoin châtier, par une contribution double, les villages qui désobéiraient, firent bientôt abonder les subsistances. Je les fis servir au ravitaillement de la petite garnison qui par ce moyen fut tirée d'inquiétude pour plus d'un mois. Sans ce secours très opportun, ces braves et bons Polonais (dont je reconnus quelques-uns comme ayant servi sous mes ordres à l'île d'Elbe dans le 20e. de ligne) eussent infailliblement succombé avant peu. L'armée d'Aragon, de laquelle la légion de la Vistule faisait partie, était occupée à des siéges et ne pouvait, pour le moment, faire de détachemens, parce qu'ils eussent affaibli ses moyens. Peut-être même ne secourait-elle pas ce petit détachement, faute de connaître sa détresse, les dépêches étant pour la plupart interceptées.

C'est dans les montagnes voisines de Molina que se trouve la mine de turquoises dont j'ai parlé et dont l'exploitation est, dit-on, aban-

donnée depuis plus d'un siècle. Une mine d'argent, peu riche sans doute ou épuisée, y existe également ; mais on n'y travaille plus. Enfin on y trouve une mine de cuivre vert, jaune et bleu, qui paraît abondante et dont l'exploitation était interrompue à cause de la guerre.

La ville de Molina est située sur la rive gauche du Gallo ; elle est le chef-lieu d'une seigneurie de dix ou douze mille vassaux, qui jouissent de plusieurs priviléges particuliers, et entre autres de celui de ne pas reconnaître le souverain de l'Espagne pour roi, mais seulement pour seigneur. Ce titre, comme on peut aisément le croire, n'apporte aucun changement dans l'exercice de l'autorité royale.

CHAPITRE XXVII.

Départ de Molina. — Sources de Selas. — Maranchon. — Le colonel Balestrier bat l'Empecinado près d'Atienza. — L'Empecinado est également battu, à Cogolludo, par le colonel Hugo. — Demande d'un successeur. — Nouvelles fonctions.

Après avoir passé, dans Molina, le temps nécessaire pour compléter le ravitaillement du fort, nous quittâmes cette ville et prîmes le chemin de Maranchon. Un paysan de Selas, qui servait de guide à ma colonne, me donnait sur son pays beaucoup de renseignemens précieux; il raisonnait de tout avec ce bon sens et cette intelligence naturelle à presque tous les montagnards.

« Notre village, me disait-il, est un des plus élevés de l'Espagne, car les sources qui l'avoisinent portent leurs eaux dans deux mers différentes. » C'était la vérité. La rivière Mesa, qui sort de l'une de ces sources, est un des affluens du Xalon, riche tributaire de l'Ebre, dont je n'ai pas besoin de rappeler l'embouchure dans la Méditerranée; la petite rivière d'Ablan-

quizo est un des affluens du Riva, qui tombe dans le Tage.

L'eau est rare à Maranchon, gros village sur un plateau élevé : celle que les habitans boivent provient de puits ou de citernes; une grande mare d'une eau verdâtre et croupissante est le seul abreuvoir du bétail, qui cependant n'en est pas incommodé. J'avais déjà vu à Hita une pareille mare ; j'en ai également vu depuis en France : les animaux s'y désaltéraient sans répugnance, ainsi que sans danger, cependant de pareilles eaux causeraient des maladies putrides aux hommes qui en boiraient.

De Maranchon, nous allâmes coucher à Anguita, et deux jours après nous rentrâmes à Brihuega. Pendant notre absence, il n'y était survenu aucun événement. Nous y apprîmes que le roi Joseph avait dû quitter Paris le 16 juin (1811), et qu'il était en route pour revenir à Madrid.

L'Empecinado, encore tout désorganisé depuis sa dernière affaire de Cifuentes, ne sortait point de la province de Cuença : il se bornait à faire courir sa cavalerie sur les provinces voisines, afin de se recruter, de conserver sa réputation d'activité, et de maintenir l'opinion des campagnes en faveur du gouvernement insurrectionnel. Il nous laissa même en repos, pendant une par-

tic de juillet; et ce ne fut que sur la fin de ce mois, qu'un de ses détachemens reparut aux environs d'Atienza. J'envoyai contre lui le colonel Balestrier qui l'en chassa et qui enleva du sel dans les riches magasins d'Aymon. Ce sel fut vendu, et le produit employé à la solde avec l'agrément du ministère.

Malgré leurs continuelles défaites, les forces insurgées renaissaient toujours. Les armées françaises étaient et combattaient partout, depuis la cime des Pyrénées jusqu'aux rivages des quatre royaumes du Midi; depuis les frontières du Portugal jusqu'à la Méditerranée. En août (1811), M. le maréchal duc de Dalmatie, à la tête de huit à neuf mille hommes d'infanterie, et de quinze cents chevaux, battait l'armée expéditionnaire de Cadix, forte de vingt-cinq mille hommes commandés par le général Freyre: il lui faisait trois mille prisonniers, et forçait une armée d'observation égale à la sienne à se retirer en toute hâte sur Murcie. Quinze cents hommes de l'armée du maréchal duc d'Albufera, venaient de battre trois mille Valenciens; et le général Dorsenne, ayant également défait l'armée de Galice, s'était avancé sur Léon et Astorga.

Don Juan Martin montrait également beaucoup d'activité pour s'opposer à mes efforts et pour en empêcher les effets: et tandis qu'il faisait mouvoir

sa cavalerie dans toutes les directions, un très fort détachement de sa division se présenta à Cogolludo le 23 août; il y fut battu par mon frère Louis, colonel du Royal-Etranger. Une colonne française vint à cette époque jusqu'à Alcolea del Pinar; mais n'ayant eu aucun avis de son mouvement, je ne pus communiquer avec elle. Les troupes que le marquis de Zayas organisait pour la Junte, à Medina-Celi, évacuèrent cette ville à l'approche de cette colonne.

Déjà, depuis le printemps, ma santé s'était beaucoup altérée par les fatigues de la guerre et celles du cabinet; une de mes blessures se rouvrait de temps à autre, rejetait des esquilles et me gênait cruellement. Les officiers de santé me conseillaient tous les eaux de Barèges; et dès le mois de juin, j'avais prié M. O-Farill, ministre de la guerre, de demander au roi la permission de m'y rendre; mais, à cette époque, la situation des affaires était telle, que ce ministre et le major général avaient cru devoir m'engager à patienter quelque temps encore. J'avais en conséquence fait des efforts surnaturels pour me rendre à leurs desirs jusqu'à la saison dont il me fallait nécessairement profiter dans l'année, ou qu'il fallait perdre pour attendre à l'année suivante. Ces motifs m'avaient déterminé à renouveler ma demande en temps opportun, et l'on

me fit enfin espérer que j'aurais très incessamment un successeur : mais le voyage de S. M. retarda de beaucoup sa nomination.

En attendant l'arrivée de cet officier, je ne négligeai rien pour tenir l'Empecinado hors d'état de rien entreprendre pendant la durée de l'hiver qui s'approchait, et je m'occupai de lui enlever toutes les ressources qu'il faisait emmagasiner pour sa division. Le 9 septembre (1811), M. le chef de bataillon Bossut lui prit beaucoup de froment dont il chargea cinq cents mulets, et, malgré les efforts de la cavalerie ennemie pour l'amuser, afin de donner le temps à l'infanterie de se joindre à elle, ce brave officier remplit sa mission avec autant d'intelligence que de bonheur, puisqu'il réussit à sauver son convoi de tout engagement qui l'eût sérieusement compromis, et à le conduire dans Brihuega.

Malgré la promesse qui m'avait été faite d'un successeur, ce ne fut cependant que bien après le retour du roi et la saison des eaux étant passée, que, sur de nouvelles instances de M. O-Farill, pour m'avoir enfin près de lui, S. M. consentit à envoyer un de mes camarades, le général Guye, marquis de Rio Milano, pour me remplacer. Mais, aussitôt mon arrivée à Madrid, M. le maréchal Jourdan daigna me demander

pour chef d'état-major (*), fonctions auxquelles il fit réunir, quelques mois après, celles de commandant de la capitale des Espagnes, quoique je fusse toujours employé comme sous-inspecteur général de tous les corps formés et à former (**).

(*) M. le maréchal avait déjà échangé, à cette époque, le titre de major-général des armées françaises, contre le titre équivalent de chef d'état-major de S. M. C. Le roi Joseph venait d'être nommé généralissime des armées françaises en Espagne. On a vu par quels motifs, dans le *Précis historique*, tome II, page XCVII.

(**) Jamais il n'y a eu d'inspecteur général. L'inspection formait une des branches les plus importantes du ministère de la guerre, et S. M., d'accord avec les principes qui ont toujours réglé sa conduite sur le trône d'Espagne, ne voulait nommer à cette charge importante qu'un officier espagnol de naissance; il fallait donc attendre, pour la remplir, qu'il s'en trouvât un capable de satisfaire à la fois aux desseins de S. M. et aux besoins de ce service, difficile à cause des connaissances militaires très variées qu'il exige.

CHAPITRE XXVIII.

Détails additionnels sur le gouvernement de Guadalaxara.

J'ai peut-être trop négligé, dans ces Mémoires, de désigner par leurs noms et leurs grades tous les braves que j'ai cités à LL. EE. Messieurs les majors-généraux Jourdan, Soult, Béliard et d'Aultanne, comme s'étant particulièrement distingués dans les nombreuses affaires qui eurent lieu pendant la durée de mes commandemens en Espagne; mais cette omission n'existe qu'ici et nullement dans mes rapports : aussi les journaux de Madrid et ceux de la France mentionnent-ils presque toutes ces affaires (*) avec tous

(*) LL. EE. MM. les majors-généraux n'ont pas reçu tous mes rapports; beaucoup ont été interceptés, notamment ceux des affaires de Cogolludo, Atienza et Jadraque. Les récits de quelques combats sans importance, quoique glorieux, livrés sur différens points de mon gouvernement par des troupes sous mes ordres,

les détails que l'on peut desirer. Je n'ai également, par suite de la perte de mes rapports, pu faire connaître, dans ces Mémoires, le nombre des hommes tués, blessés ou pris de part et d'autre; mais si à cet égard le souvenir que j'en ai conservé n'est pas trop inexact, je puis assurer que les pertes essuyées par don Juan Martin, ne furent point au-dessous de trois mille hommes, parmi lesquels je ne comprends ni les déserteurs ni les *dispersés* qu'il n'a jamais revus. Ces pertes eussent été bien plus considérables, sans la nature presque inabordable de la plupart des champs de bataille où j'ai eu à le combattre, et sans l'étonnante rapidité de ses dispositions; elles l'eussent été également pour moi, sans les soins que j'ai toujours eus de ménager les hommes par mes manœuvres à couvert; comme jamais l'ennemi ne m'a fait un seul prisonnier dans les affaires où j'ai commandé moi-même, ce genre de perte se trouve réduit à une centaine d'hommes enlevés aux journées de Mirabueno, Fuentes et Auñon.

Pendant le long séjour que j'ai fait dans la province de Guadalaxara, lors de mes courses

---

manquent également dans ces Mémoires, parce que, n'ayant pu retrouver les notes qui leur sont relatives, je ne veux rien avancer d'inexact.

nombreuses dans celle de Siguenza, et de mon excursion dans la seigneurie royale de Molina d'Aragon, j'ai été à même de faire beaucoup d'observations dont la plupart ont trouvé place dans le cours de ces Mémoires. Je vais placer ici les autres, quoiqu'à peu près de même nature.

Toutes les grandes vallées de la province de Guadalaxara courent du nord au sud. On jugerait, en les voyant, que les eaux qui les ont creusées venaient du nord-est. Leur étonnante profondeur atteste la violence des courans qui s'y précipitèrent; le parallélisme de leurs flancs escarpés, leurs sommets planes et d'un égal niveau sont d'antiques témoins des révolutions physiques que cette partie de l'Europe a éprouvées; mais nulle part on ne découvre dans ces montagnes la moindre trace volcanique. J'ai dit que les Monts Carpentins sont granitiques; les montagnes de Guadalaxara sont calcaires, à couches souvent interposées d'argile : je n'ai trouvé de schiste qu'aux environs d'Atienza et de Cogolludo. J'ai rencontré le silex par couches minces dans les vallées qui versent leurs eaux dans le Tajuña, et particulièrement aux environs de Brihuega. Je ne parlerai point ici des carrières d'albâtre qui doivent se trouver dans cette province, parce que je n'ai pas eu occasion de les

visiter; mais j'ai vu le gypse en abondance en grimpant le sentier de Cifuentes, à gauche des crêtes que l'ennemi occupait le jour de l'affaire de Sotoca.

Les sources salées d'Aymon, de Sahclices et de Médina-Celi sont très-chargées : les premières surtout sont d'un revenu considérable. Je les aurais fait occuper sans la qualité malfaisante de l'air qu'on y respire, et qui, en peu de temps, aurait plus éclairci les corps de ma division, que tous mes combats avec don Juan Martin.

Il y a sur les rives du Haut-Henares beaucoup d'autres sources salées, dont les eaux négligées par l'administration publique vont se perdre dans cette rivière, et dont la présence atteste l'existence d'une énorme masse de sel gemme, sous les bancs calcaires qui s'étendent au loin et s'abaissent les uns brusquement, les autres d'une manière insensible en se confondant dans les grands plateaux qui couvrent la Nouvelle-Castille. Cette énorme masse de sel est peut-être encore celle qui fournit les eaux salées de la Manche.

J'ai déjà parlé de l'excellente qualité du froment de la belle province de Guadalaxara et du pain qu'on fabrique à Brihuega et Hontanarès. On n'y bat pas le grain au fléau, comme cela se pratique en France; les gerbes, après avoir

été déliées et placées circulairement sur une aire pavée, toujours située en dehors et près des villages, sont foulées aux pieds par des mulets dont le trot sépare le grain de son enveloppe. Plus souvent ces mulets sont attelés à une pièce de bois plate et longue d'environ cinq pieds sur deux de largeur, dont l'épaisseur varie de quatre à six pouces. De petits éclats de silex ou de cailloux, incrustés solidement dans le dessous de cette masse pesante, hachent la paille (*) en en détachant également le grain. Un homme ou une femme monté sur cette pièce de bois, tient les rênes des mulets et fait trotter circulairement ces animaux dont les yeux sont couverts d'un bandeau. On emploie la même méthode sur les rives du Jucar dans le royaume de Valence, pour séparer le riz de son enveloppe et de sa tige.

C'est avec des mulets que se font aussi tous les travaux de l'agriculture : on préfère ces animaux, malgré quelques vices, au bœuf dont ailleurs on retire de si grands avantages, parce que le mulet travaille plus vite, est plus ro-

(*) Cette paille, ainsi hachée, se transporte, où besoin est, dans des filets de sparto. Elle remplace le foin pour la nourriture des chevaux, et sert de fourrage sec dans presque toute l'Espagne.

buste et vit beaucoup plus long-temps. Il y a dans la province de Guadalaxara, à Torrija, un marché célèbre où se vendent un grand nombre de ces animaux. Le curé de cette ville m'a assuré qu'on y voyait quelquefois réunis plus de vingt mille mulets, parmi lesquels il s'en trouve d'une grande beauté.

Le prix d'un beau mulet de carrosse s'élève souvent à 10,000 réaux (2,500 fr.).

La fermeté de leur marche, leur adresse, leur vigueur et leur sobriété ont fait généralement adopter, en Espagne, l'usage des mulets pour le transport des marchandises. Ces qualités sont précieuses dans un pays coupé de hautes montagnes, privé de communications faciles et où les subsistances sont peu abondantes. Il n'est pas rare d'apercevoir dans les montagnes, sur une crête élevée, dans un sentier étroit tracé sur le bord d'un précipice, une longue file de mulets chargés de lourds fardeaux, et marchant d'un pas sûr et mesuré, au son des clochettes qui résonnent à leur collier, et au bruit des chansons de l'*arriero* qui les guide. Tous ces mulets sont attachés les uns après les autres, (tête à queue); celui qui marche le premier porte une grosse cloche dont le bruit monotone règle les mouvemens de la caravane.

Tous les ans, il est d'usage de tondre les ânes

et les mulets. Les *trasquilladores* s'acquittent de cette opération avec beaucoup d'adresse, et savent orner de fleurs ou de figures découpées les flancs rasés de l'animal. Leurs ciseaux s'étendent, par fois, jusque sur le front de l'*arriero* lui-même, qui se fait tondre en même temps que ses mulets.

L'établissement de la fabrique de draps, dont j'ai eu occasion de parler et qui, avant la guerre, occupait plus de quarante mille ouvriers, ne remonte pas à une date fort ancienne. Pour la première fois, en 1720, le baron de Riperda essaya d'établir une manufacture à Guadalaxara. Il avait fait venir des ouvriers de Hollande, et il y consacra une somme assez considérable; mais alors cette tentative n'eut pas de succès. Après la guerre de 1740, à la suite d'une stagnation commerciale, qui avait avili le prix des laines espagnoles, on essaya de nouveau, sans plus de succès, malgré les ouvriers habiles qu'on avait appelés d'Angleterre, de relever cette manufacture sur le point de tomber. Ces efforts eurent seulement l'avantage de soutenir la valeur des laines. En 1755, le gouvernement fatigué et découragé de ses inutiles essais, abandonna l'exploitation de la fabrique de Guadalaxara, ainsi que celle d'une autre fabrique royale établie à San-Fernando, à la compagnie des *Gremios*. Sou-

mises à une administration commerciale et particulière, dont l'économie et la vigilance étaient intéressées; ces deux manufactures reprirent quelque activité, et tout leur faisait présager un état prospère, lorsque, alléché par cette amélioration, le gouvernement voulut (en 1768), en reprendre la direction. (C'est alors que la manufacture de San-Fernando fut transférée à Brihuega). Les frais extraordinaires occasionnés par une exploitation royale, à cause du grand nombre d'employés de toute espèce qui deviennent alors nécessaires, ont empêché, depuis cette époque, aucun accroissement de prospérité. Jamais les deux manufactures n'ont pu donner de bénéfice; elles ont, au contraire, toujours eu besoin, pour se soutenir, des secours pécuniaires du roi. L'art de la fabrication y est resté stationnaire, et, malgré l'excellente qualité des laines, le drap est toujours d'une qualité inférieure aux draps de France et d'Angleterre. Ce qui a rendu célèbre la manufacture royale de Guadalaxara, c'est sa fabrique, unique en Europe, du drap de soie de vigogne (*). Les rois d'Espagne, qui paraissaient

(*) Ce drap se vendait, en 1808, de 82 à 90 francs la vara (mesure inférieure à l'aune).

vouloir imiter les rois de France dans l'établissement de grandes fabriques, possédaient, outre les exploitations de Guadalaxara et de Brihuega, deux grandes manufactures, fondées et régies, aux frais de la couronne, l'une de porcelaine, à Madrid, dans le palais du Retiro, et l'autre de glaces, à Saint-Ildefonse, auprès de la résidence royale. Les glaces de cette dernière manufacture, d'une eau moins belle que celles de Saint-Gobin et de Venise, sont les plus grandes qui aient été coulées, jusqu'à présent, en aucun pays.

DÉTAILS RELATIFS A TOUTES LES ARMÉES DE LA PÉNINSULE.

CHAPITRE XXIX.

Prise de Valence. — Perte de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz. Bataille des Arapyles. — Ses suites. — Glorieuse défense de Burgos. — Mouvement de lord Wellington sur Madrid.

Malgré la difficulté de toutes les communications, toutes les armées françaises, en Espagne, à l'exception de celle du maréchal Suchet, correspondaient, avec le roi Joseph, par l'intermédiaire de son major-général. Celle du maréchal Suchet, n'en était pas moins sous les ordres de ce prince; mais ses rapports avec Paris étant plus prompts et plus faciles par la Catalogne que par Madrid, M. le duc d'Albuféra n'en adressait, au quartier royal, que par occasion.

En octobre 1811, le corps d'armée aux ordres de ce maréchal, battit complétement le général Mahy, entre Lyria et Valence. Ce général fut fait prisonnier, ainsi que le général Osorio;

les régimens d'Afrique et de la Couronne, les tirailleurs de Cuença, les dragons de Ferdinand VII, et toute la division de Villacampa, furent détruits (*). Après cette bataille, il y en eut une autre, entre Murviedro et Valence, où les Espagnols furent aussi complétement battus, perdirent quatre mille hommes, et, par suite de laquelle, la première de ces places, l'ancienne et célèbre Sagonte, se rendit à discrétion (*).

Ces succès conduisirent naturellement le maréchal Suchet devant Valence, où l'habileté de ses mouvemens avait contraint le général Blake, de se renfermer avec son armée; et cette capitale du petit royaume de son nom, défendue par sa population nombreuse, et par cette armée, n'en ouvrit pas moins ses portes aux français, après avoir, toutefois, bravé les horreurs d'un bombardement. La garnison déposa ses armes, et fut conduite prisonnière en France.

On a vu, dans mon chapitre premier de la guerre d'Espagne, qu'il n'entre pas, dans le plan que je me suis tracé, d'exposer, en détail, toutes les opérations importantes, qui signalèrent les armes françaises, sur la fin de 1811 et

(*) Ordres du jour.

au commencement de 1812. Mais je ne puis me dispenser de dire un mot de la bataille des Arapyles, livrée en juillet 1812 par S. E. M. le maréchal duc de Raguse, aux armées réunies, sous les ordres de lord Wellington : bataille que nous perdîmes, mais que nous eussions infailliblement gagnée, si M. le maréchal n'y eût été grièvement blessé, et, surtout, si un renfort de vingt mille vieux soldats de la garde royale et de l'armée du centre, que le roi Joseph avait réunis, dans l'objet d'aller avec eux se mettre momentanément à la tête de l'armée de Portugal : si ce renfort, dis-je, eût pu arriver avant la bataille, et y coopérer.

L'avis de ce mouvement avait été envoyé, par le roi à M. le duc de Raguse, et fut sans doute intercepté par les coureurs espagnols, puisque ce général en chef attaqua avec ses seules forces. Son armée fut battue, et eût été complétement défaite, sans la bonne contenance du général Foy, les savantes dispositions du général Clausel, qui prit alors le commandement en chef, et sans l'approche de l'armée de Joseph, dont le mouvement salutaire suspendit la marche du général anglais. L'évacuation du centre et du midi de l'Espagne fut la conséquence de cette funeste bataille.

Il convient, avant de la préciser davantage,

de rappeler, ici, le détail des événemens qui l'ont précédée.

En janvier 1812, l'armée de Portugal, déjà affaiblie par le départ du général Dorsenne pour Pampelune, et par l'absence du corps de cavalerie aux ordres du général Montbrun, occupé vers Alicante à une expédition dont le résultat ne fut pas heureux, était encore disséminée, sur une vaste ligne, étendue depuis Salamanque jusqu'à Tolede. La difficulté des subsistances avait obligé S. E. le maréchal duc de Raguse à cette répartition dangereuse, en ce qu'elle isolait les divisions et laissait sans appui les points de communication. Lord Wellington, averti par des agens secrets et habiles de la position désavantageuse de l'armée française, résolut d'en tirer parti. Au mois de septembre précédent, les corps du maréchal Marmont et du général Dorsenne, réunis au nombre de cinquante mille hommes, pour le ravitaillement de Ciudad-Rodrigo, avaient forcé le général anglais de cesser le siége de cette place importante; il résolut de profiter des circonstances favorables qui se présentaient, pour essayer de nouveau de s'en rendre maître.

En conséquence il fit investir, le 8 janvier, cette ville de guerre, l'une des plus fortes de l'Espagne : après onze jours d'un siége opiniâtre, la faible garnison française qui, commandée par

le brave général Barrié, avait fait une résistance héroïque, fut obligée de capituler, l'ennemi ayant pénétré dans la ville à la suite d'un double assaut.

La prise de Ciudad-Rodrigo laissait Salamanque à découvert, et ouvrait à l'armée anglo-portugaise la route de la Vieille-Castille; cependant, avant de rien tenter de ce côté, lord Wellington voulut prendre Badajoz, dont la possession laissait les Français en mesure d'inquiéter et même d'envahir les provinces méridionales du Portugal. On sait que la conservation et la défense de ce royaume si intéressant pour le commerce britannique, étaient particulièrement recommandées au général anglais, dans les instructions qu'il avait reçues de Londres.

Le général Philippon commandait dans Badajoz: quatre mille braves seulement étaient sous ses ordres; ce fut avec cette faible garnison qu'il résista, pendant vingt et un jours, aux efforts de vingt-cinq mille hommes dirigés par lord Wellington, qui avait voulu suivre en personne les travaux du siége. La place, après avoir soutenu plusieurs assauts et vu périr la plus grande partie de ses défenseurs, fut emportée de vive force le 6 avril. Quelque temps après, le lieutenant-général Hill, en s'emparant du pont d'Almaraz sur le Tage, assura les communications des divisions de l'armée anglaise,

établies en ligne sur la frontière extérieure du Portugal, depuis Badajoz jusqu'à Ciudad-Rodrigo.

Sur ces entrefaites, le maréchal duc de Raguse, voyant le gros de l'armée ennemie occupé devant Badajoz, avait résolu de réparer la perte de Ciudad-Rodrigo, en tâchant de s'emparer d'Almeïda. Il s'avança en Portugal avec son armée, investit cette place et poussa même son avant-garde jusqu'à Castel-Branco; mais prévenu de la prise de la capitale de l'Estramadure, et des manœuvres de lord Wellington pour se rapprocher d'Almeïda, il fut obligé de concentrer ses forces et de rétrograder jusqu'à Salamanque.

L'armée anglaise, appuyée par les places qu'elle venait de prendre et soutenue par la population insurgée, augmentait en forces et en nombre; l'armée française au contraire, déjà plus faible que l'armée ennemie, venait encore d'être diminuée par le départ des corps de la garde impériale, stationnés à Valladolid et dans la Nouvelle-Castille. Ces corps étaient rappelés en France pour aller prendre part à la désastreuse campagne de Russie. M. le maréchal duc de Raguse se vit donc obligé d'évacuer Salamanque, en laissant quelques hommes dans les forts, qui défendent, sur ce point, le passage du Tormès, et qui furent pris par les Anglais,

après un siége meurtrier. Lord Wellington avait occupé Salamanque et contraint l'armée de Portugal de reculer jusqu'au Doucro. Bientôt celle-ci, renforcée par la division du général Bonnet, reprit l'offensive, et, chassant l'ennemi devant elle, parvint jusqu'à la hauteur des Arapyles (*). Là, dans la journée du 22 juillet, les deux armées se trouvèrent face à face, occupant une position enfermée au nord par le cours demi-circulaire du Tormès, et bornée au midi par la route d'Alba à Salamanque. L'armée anglaise maîtresse de cette dernière ville, comptait quatre-vingt mille combattans; l'armée française, dont la droite s'appuyait sur le pont d'Alba de Tormès, n'était composée que de quarante-cinq mille soldats.

Après quelques manœuvres qui, de part et d'autre, occupèrent toute la matinée, les Français commencèrent l'action sur le centre, par un feu d'artillerie très vif. Cette canonnade dispersa la ligne portugaise, formée en face des batteries, et lui fit éprouver une grande perte

(*) Le village des Arapyles, situé sur le flanc d'un mamelon qui fut le centre de la bataille, est au milieu d'une petite plaine entourée de bois et traversée par un torrent. La route d'Alba à Salamanque passe à gauche de ce village.



d'hommes ; ce premier avantage fut suivi de quelques autres, et le sort de la bataille allait cesser d'être incertain, lorsque M. le duc de Raguse, atteint par un boulet, fut grièvement blessé au bras droit et obligé de quitter le champ de bataille; il était alors quatre heures et demie du soir. Le départ du maréchal causa du désordre dans l'armée; une division de l'extrême gauche, aux ordres du général Thomières, qui s'était trop écartée du centre, fut vivement attaquée: elle se retira avec peine et fort maltraitée. Le général Bonnet avait pris le commandement en chef, et il essayait déjà de rétablir la ligne, lorsqu'il fut lui-même blessé et mis hors de combat. Le commandement revenait alors de droit au général Clausel; mais, par une suite de la fatalité qui poursuivit les Français dans cette malheureuse journée, à peine cet habile capitaine avait-il commencé à donner ses ordres, qu'il fut lui-même atteint à la jambe et grièvement blessé. Cette blessure ne l'empêcha point cependant, de veiller au salut de l'armée; il réussit à reformer la ligne et à rallier le centre et la gauche sur la droite qui n'avait point souffert. Ensuite, établissant une batterie de 15 pièces d'artillerie sur les hauteurs d'Arriba, pour arrêter l'armée anglaise, il commença un mouvement rétrograde qui sauva l'armée française

d'une destruction totale. L'armée alliée essaya vainement d'inquiéter cette retraite; la contenance hardie du général Foy, commandant l'arrière-garde, la tint en respect jusqu'au passage du Tormès. Cette rivière mit, pour quelques heures, les Français à l'abri des nouvelles attaques d'un ennemi, fort de sa supériorité numérique, et de la victoire qu'il venait de remporter (*).

Dans sa retraite sur Valladolid par Arevalo, l'armée de Portugal rencontra l'armée du centre qui, sous les ordres du roi Joseph, venait à son aide et qui, comme je l'ai dit plus haut, si elle eût été attendue pour la bataille des Arapyles, en aurait probablement changé l'issue. Il était impossible, dans l'état de désordre où se trouvaient les troupes du général Clausel, de songer à reprendre l'offensive; le roi Joseph se borna à manœuvrer pour faciliter leur retraite sur Val-

(*) La perte des hommes, à la bataille d'Arapyles, fut égale de part et d'autre (environ quinze cents tués ou blessés). Outre quatre généraux blessés, Marmont, Bonnet, Clausel et Menne, l'armée française eut trois généraux tués, Ferey, Thomières et Desgraviers; elle laissa onze pièces de canon sur le champ de bataille. Le major-général de l'armée anglaise, Marchand, y fut tué; les Anglais eurent, de plus, cinq généraux blessés.

ladolid et Burgos , qu'elles évacuèrent et qui furent occupées par les Anglais.

S. M. revint alors dans sa capitale. Cependant la conduite valeureuse des Français renfermés dans le château de Burgos (*), commandés par le

(*) La défense glorieuse des Français, renfermés dans la citadelle de Burgos, prouve ce que peuvent la bravoure et le dévouement, dirigés par un chef habile.

Le château de Burgos est voisin de la cathédrale de cette capitale de la Vieille-Castille, dont l'architecture gothique est fort remarquable. Il est situé sur une colline oblongue de forme conique. L'extrême sommet de cette colline supporte un donjon antique, ouvrage des vieux Castillans; sa partie inférieure est environnée d'un ouvrage découvert, plus moderne et d'un accès difficile. Entre ces défenses, les Français avaient construit, sur le penchant, deux lignes de redoutes qui entouraient la colline. Comme ce poste fortifié servait à couvrir le seul dépôt de munitions et de vivres qui restât à l'armée de Portugal, lord Wellington, après en avoir reconnu l'importance, résolut de s'en emparer.

Le siége fait suivant les règles, quoique sans grosse artillerie, dura trente-cinq jours, depuis le 19 septembre jusqu'au 23 octobre. L'ennemi fit jouer quatre mines, pratiqua cinq brèches, et tenta cinq assauts. Il perdit deux mille cinq cents hommes dans ses attaques inutiles. La garnison, à laquelle le général Dubreton et les autres chefs donnèrent l'exemple d'une bravoure à toute épreuve et d'une persévérance intrépide, fut exposée, dès les premiers jours du siége, à

général Dubreton, ayant forcé le général anglais à faire, dans toutes les règles, le siége de cette bicoque, ce général crut pouvoir, avec une forte partie de son armée, faire un mouvement menaçant sur la capitale. Il passa les monts Guadarama et descendit dans les plaines de la Nouvelle-Castille où, à la première rencontre auprès de Majalahonda, sa cavalerie fut très maltraitée par la division de dragons aux ordres du général Treilhard.

---

une privation cruelle. L'eau potable manqua. Elle eut à supporter, sans abri, un mauvais temps et une pluie continuelle qui, détrempant le terrain des remparts, obligeait les soldats à combattre et à coucher dans la boue. Rien cependant, ni fatigue ni dangers, ne diminua leur constance; la garnison de Burgos eut la gloire d'arrêter les progrès de l'armée anglo-portugaise, et donna aux armées françaises, du Nord et du Portugal, le temps de se réunir, de se reformer et de reprendre l'offensive.

CHAPITRE XXX.

Retraite sur Valence. — Grand convoi. — Évacuation de l'Andalousie. — Prise de Chinchilla.

Ce mouvement en forces de l'armée anglaise détermina le roi, après ce combat de cavalerie, et d'après les renseignemens les plus exacts, à évacuer sa capitale et à se replier sur Valence. L'armée du Midi, commandée par M. le maréchal Soult, reçut aussi l'ordre de quitter l'Andalousie, et ne l'exécuta pas sans regrets.

On vit alors sortir de Madrid (le 12 août 1812), avec les troupes sous mes ordres, qui formèrent leur escorte jusqu'à Aranjuez, une quantité considérable de familles espagnoles et françaises. Le nombre de voitures, charrettes, fourgons, tartanes, qui arrivèrent avec moi dans le royaume de Valence, après que j'eus repris à Almanza, du général d'Armagnac appelé à un autre commandement, celui de ce grand convoi, montait à deux mille cinq cent trente-sept: celui des in-

dividus étrangers à l'armée passait vingt mille, et d'après le recensement général, fait à Alberique par ordre de M. le maréchal Suchet, il s'en trouvait un pareil nombre en voitures, ou monté sur des ânes, des chevaux et des mulets.

Dans sa retraite sur Valence, cet immense convoi n'eut heureusement à suivre qu'une grande route large et magnifiquement construite. Les voitures, partagées en plusieurs divisions appuyées chacune de quelques troupes, marchaient constamment sur deux lignes de chaque côté de la route (*). La première division était composée d'une quarantaine de carrosses appartenant au roi, des équipages de ses ministres et des officiers de sa maison. Chaque division comprenait quatre ou cinq cents voitures, et telle était l'étendue de terrain occupée par la double file des chevaux de trait et des charrois, que la première division arrivait au lieu où le convoi devait passer la nuit à venir, alors que la dernière division sortait à peine de celui où il avait bivouaqué la nuit précédente.

Le convoi ne fut inquiété dans son mouve-

(*) Cet ordre de marche avait été adopté pour diminuer la longueur du convoi, et pour en faciliter la défense aux troupes chargées de l'escorte.

ment ni par les Anglais, ni par les guerillas espagnoles. Le pont d'Aranjuez, ayant été coupé, arrêta les troupes de l'armée anglo-portugaise, qui voulaient tenter la poursuite. L'escorte était composée des brigades de la garde du roi Joseph, marchant sur les flancs à une ou deux lieues de la route, des régimens espagnols et de plusieurs corps français : elle se montait à vingt et quelques mille hommes. Cette escorte eut beaucoup à souffrir de la chaleur et du manque d'eau (*). Nous voyagions au mois d'août sur le plateau de la Manche le plus élevé et le plus sec des Espagnes. Pendant une longue marche, du côté de Bonete, plusieurs soldats succombèrent à la soif qui les dévorait, on les vit se reposer

(*) Nous marchâmes pendant huit jours entiers, depuis la Provencia jusqu'à Fuente de la Higuera (quarante lieues de France), sans rencontrer aucun ruisseau. Le petit nombre de puits placés dans les villages de la route étaient bientôt à sec, par suite du grand nombre de chevaux et de bêtes de traits et de somme que nous conduisions avec nous. Il fallait quelquefois s'écarter à deux ou trois lieues de la route, pour aller dans quelques villages hors des communications, remplir d'eau les outres nécessaires aux hommes et aux chevaux. Un autre inconvénient résultait de l'excès de la chaleur : la poix qui garnit l'intérieur des peaux de bouc était devenue liquide et se mêlait à la boisson.

sur le bord du chemin, s'étendre sur le dos et périr dans les convulsions d'un rire effroyable, aux yeux de leurs camarades désespérés. Ce qui contribuait à augmenter la soif, c'était le nuage de poussière élevé par la marche du convoi : ce nuage, de quelques lieues de longueur, d'une demi lieue de largeur et d'une hauteur considérable, s'apercevait à plusieurs lieues de distance. Cette poussière impalpable et corrosive, pénétrait, malgré toutes les précautions, jusque dans les voitures les mieux fermées. Elle aveuglait les cavaliers et les fantassins, s'attachait au palais, desséchait la langue et, attaquant la poitrine, occasionnait une toux violente et douloureuse. Quand le convoi eut dépassé les frontières de la province de Tolede, et quand il arriva dans la province de Cuença et dans le royaume de Murcie, on trouva des vignes aux environs de la route; les soldats attirés par la saveur acide des grappes, qui apaisait momentanément leur soif, se précipitèrent avec avidité sur le raisin qui n'était pas encore mûr, et bientôt un grand nombre d'entre eux furent atteints par la dyssenterie.

Les plaines immenses de la Manche peu peuplées, privées d'eau et de verdure, ressemblent aux steppes de l'Ukraine ou des grands plateaux de la Tartarie; le convoi offrait aussi

plutôt l'image de l'émigration d'un peuple entier que celle de la retraite d'une armée régulière. Les officiers sans troupe, les employés des administrations françaises, les commis des différens ministères du roi, des femmes, des enfans, en voiture, à pied, à cheval, sur des ânes, sur des mulets, tous les âges, tous les rangs, tous les états s'y trouvaient réunis. Ceux qui voyageaient en voiture, couchaient dedans. Les maisons des villes pouvaient à peine suffire au logement du roi et de l'état-major. Les autres bivouaquaient. Heureux ceux qui s'étaient munis de provisions! car, dans sa lente marche, le convoi, pareil à une nuée de sauterelles, dévastait tout le pays où il passait.

Les habitans fuyaient à son approche, laissant leurs maisons désertes, et vides de toutes provisions. Quelques-uns, connaissant les souffrances que la soif causait aux Français, empoisonnaient, dans leur féroce patriotisme, les puits de leurs maisons avec du fumier ou des cadavres d'animaux; d'autres détruisaient, par le feu, les dépôts de fourrages et les récoltes. Un pain était devenu un objet rare; un verre d'eau, un cadeau précieux.

Pendant les premiers jours de la marche, la chaleur était si forte que chacun avait le visage et les mains couverts de cloches et de gerçures,

comme s'ils avaient été exposés au feu ardent d'une fournaise (*). Au commencement de la retraite, tout le monde paraissait abattu par tant de fatigues; mais, bientôt, on se familiarisa avec les incommodités du voyage: l'esprit français reprit le dessus, retrouva sa gaîté avec ses espérances; et le chemin, entamé dans un silence taciturne, fut achevé au milieu des chansons.

Dans cette retraite, le convoi passa à Quintanar de la Orden, bourgade de la Manche, où, selon quelques auteurs espagnols, Cervantes, emprisonné, composa son immortel don Quichotte (**). Quintanar est voisin du Toboso, que l'on aperçoit à une lieue à droite de la grande route. A l'aspect du séjour de la belle Dulcinée, tous nos soldats ne pouvaient s'em-

(*) Quelques personnes eurent recours à un moyen ingénieux pour éviter l'ardeur cuisante du soleil; profitant de la propriété qu'ont les surfaces blanches de réfléchir et de repousser les rayons solaires, elles s'étaient fait des capuchons en papier blanc, qui, placés et retenus sous la forme du chapeau, donnaient de l'ombre au visage. Leur exemple eut des imitateurs. Le roi Joseph lui-même ne dédaigna point ce moyen sûr et simple de diminuer la chaleur.

(**) Suivant d'autres, ce fut à Argamasilla de Alba, que Cervantes conçut son ouvrage immortel.

pêcher de rire. Quatorze ou quinze moulins à vent, élevés sur une colline auprès de ce village, semblaient placés là pour rappeler au voyageur le souvenir des malencontreux exploits du chevalier de la Triste-Figure.

Pour que notre voyage ressemblât davantage aux émigrations des peuples de l'Asie, des femmes accouchèrent pendant le trajet. A Corral de Almaguer, Mme la duchesse de Cotadilla, épouse du capitaine-général de la garde du roi Joseph, mit au monde un enfant qui naquit pendant que, refugiée dans sa voiture, sa mère entendait, tranquillement, les balles siffler autour d'elle. Un détachement de dragons, et plusieurs grenadiers, venaient de prendre querelle, sur la place de Corral, à l'occasion de quelques mesures de vin, et vidaient leur différend à coups de fusil.

Arrivés à Albacéte, et menacés par l'artillerie du fortin de Chinchilla, qui plonge sur la route de Valence, nous dûmes quitter le chemin tracé et nous engager dans les terres pour tourner, hors de la portée du canon, ce château qui pouvait, si ses batteries eussent atteint, faire beaucoup de mal à un convoi aussi nombreux que le nôtre.

Enfin, après douze ou quinze jours d'une marche pénible, nous atteignîmes à Fuente de

la Higuera, la frontière du royaume de Valence. On a vu, au commencement de ce chapitre, que j'avais pris le commandement du convoi à Almanza. Je fus chargé d'effectuer sa dispersion. Cette opération eut lieu à Alberique, de l'autre côté du Jucar, et dura quelques jours, après lesquels je rejoignis S. M. à Valence. Je passai, à Alberique, une revue d'inspection des troupes au service du roi Joseph. La désertion avait presque détruit les régimens composés d'Espagnols; l'un d'eux, ne comptait plus que sept soldats sous les armes. Les débris de tous ces régimens, furent remis en un seul. La brigade étrangère, se réduisit à un seul régiment composé du reste des régimens Royal-Étranger et Royal-Irlandais. Il conserva le nom de Royal-Étranger, et mon frère Louis pour colonel.

Des personnes qui gagnèrent Valence avec notre grand convoi, bien peu rentrèrent dans Madrid. Quelques-uns commençaient à craindre que les Français ne pussent pas se soutenir dans la Péninsule. Plusieurs officiers-généraux, au service du roi Joseph, renvoyèrent leurs familles en France, et la plupart des employés des administrations y retournèrent également par la route de Saragosse et par celle de Barcelonne.

Tandis que le roi et son convoi opéraient

leur retraite, le maréchal duc de Dalmatie commençait l'évacuation de l'Andalousie.

Le 25 août, le siége de Cadix fut abandonné; les ouvrages, élevés avec tant de fatigues, furent détruits; les mortiers à la Villantroys, fondus avec tant d'obstacles, furent précipités des batteries dans la mer; la division de siége renversa ses retranchemens, et s'éloigna de l'île de Léon; les autres divisions, obéissant successivement aux ordres du maréchal, évacuèrent les villes qu'elles occupaient, et, se repliant sur Grenade et Baza, sur Cordoue, Jaen et Huescar, effectuèrent leur retraite par le nord de la province de Murcie, vers le royaume de Valence où elles devaient se rencontrer avec l'armée du Centre.

Dans cette retraite pénible, à cause de la chaleur et de la difficulté des subsistances, l'armée du Midi ne fut point inquiétée par l'ennemi; mais elle eut à éviter un danger d'autant plus terrible, que le courage et l'habileté sont d'inutiles armes contre lui. Je veux parler de la fièvre jaune qui, à l'époque du passage des troupes françaises, régnait encore dans la province de Murcie.

Il fallut employer les plus grandes précautions pour garantir les soldats de cette horrible maladie. On établit un lazaret ambulant pour ceux qui, malgré les ordres sévères du général

en chef, avaient communiqué avec les villages infectés. Les troupes bivouaquèrent constamment sans pénétrer dans les endroits suspects.

Une petite ville, où la maladie exerçait ses ravages, Jumilla, qui se trouvait sur la route de l'armée, fut entourée d'un cordon de troupes d'élite, commandées par le colonel Beauvais, dont l'active vigilance sut empêcher l'armée de courir aucun danger. Cet officier, connu par sa bravoure et son habileté, resta même à l'extrême arrière-garde, à deux journées de marche des derniers corps, pour écarter toute possibilité de contagion.

A son arrivée, sur la frontière du royaume de Valence, l'armée du Midi s'arrêta dans les plaines d'Almanza (*) et s'y reposa quelques jours, pendant lesquels le maréchal, duc de Dalmatie,

(*) C'est dans cette plaine que le maréchal de Berwick remporta, en 1707, une victoire complète sur l'armée des alliés, pendant la guerre de la succession. De trente cinq mille hommes, il n'en resta pas six mille sous les armes; seize mille hommes furent faits prisonniers; le reste fut tué ou prit la fuite. Un obélisque carré, de trente pieds de hauteur, élevé sur le champ de bataille, à une demi-lieue de la ville, consacre, par une inscription latine et par une autre espagnole, le souvenir de cette victoire.

eut, avec le roi Joseph, une entrevue où fut concerté le mouvement de retour sur Madrid.

C'est pendant ce mouvement, que les Français prirent le petit fort de Chinchilla, dont j'ai parlé plus haut. Les circonstances de cette prise sont assez curieuses. Ce fort qui commande la route d'Almanza à Albacète, est appelé, dans le pays, *la Torre del Capitan;* il est bâti, sur un rocher escarpé et entouré d'un fossé creusé dans le roc même. Il était armé de six pièces de canon, et défendu par une garnison de quatre cents hommes, commandés par un lieutenant-colonel qui avait refusé de se rendre, après une sommation faite. Le comte d'Erlon reçut, du maréchal Soult, l'ordre de s'en emparer. L'entreprise était difficile, l'attaque de vive force ne présentait aucune chance de possibilité. On se borna donc à le cerner. Déjà, le blocus durait depuis quatre jours, et le mouvement progressif de l'armée allait obliger de l'abandonner, lorsque, pendant un orage, le tonnerre, tomba sur le gouverneur qui était à table, et le tua sur la place. La garnison épouvantée de cet accident, et croyant y voir un ordre du Ciel, ouvrit les portes et se rendit sur-le-champ.

CHAPITRE XXXI.

État prospère du royaume de Valence.— Ses causes.— Marche sur le Tormès. — Armée anglo-portugaise. — Situation des deux armées opposées. — Salamanque. — Rentrée à Madrid.

L'ARMÉE du maréchal Suchet occupait les riches et magnifiques contrées qu'elle avait conquises; et dans lesquelles son excellente discipline avait maintenu les habitans. Le maréchal n'y souffrait aucun désordre : une justice prompte et sévère y maintenait la tranquillité la plus parfaite; aussi le soldat voyageait-il dans le royaume de Valence avec autant de sécurité que dans nos départemens français de l'intérieur. L'habitant exposait en vente les productions de ses propriétés ou de son industrie, et ne craignait pas que la main d'un pillard vînt les lui ravir.

L'administration de M. le maréchal Suchet était avantageuse à la fois à l'armée et à la province de Valence. D'une part les services des vivres et des fourrages étaient assurés par des réquisitions frappées avec discernement et avec mesure; l'habillement de la troupe se trouvait

fourni par les fabriques du pays, et la solde des corps régulièrement payée au moyen d'impositions pécuniaires levées suivant la richesse de chaque ville ou village. De l'autre part, l'égale répartition des impôts en rendait le paiement moins onéreux aux habitans. Le paysan protégé contre les vexations et le pillage, cultivait avec tranquillité le champ dont les productions servaient à sa nourriture et à celle des soldats; et comme les terres, toujours occupées par leurs propriétaires, ne restaient jamais en friche, elles pouvaient facilement suffire, à cause de leur grande fertilité, à alimenter l'armée et les habitans. L'inactivité des fabriques des provinces voisines contribuait à augmenter l'activité des manufactures du royaume de Valence. Comme, par suite de l'excellente police établie par le maréchal duc d'Albufera, les ouvriers étaient restés dans leurs ateliers, au lieu de former des guerillas, la main-d'œuvre ne s'éleva jamais à un prix exorbitant, et les produits des fabriques allaient toujours en augmentant, parce qu'il fallait fournir en même temps l'armée française, les habitans du royaume et les provinces voisines, qui étaient privées de tout commerce, sans industrie et ruinées tour à tour par les mouvemens militaires des armées impériales et par les courses des partisans espagnols. On con-

çoit facilement que cet état prospère du royaume en assurait la tranquillité.

Un des actes les plus sages de l'administration, fut l'établissement de grands entrepôts militaires, où les villages envoyaient les réquisitions frappées. L'égalité de la répartition se trouvait établie sur-le-champ, parce que, recevant dans les entrepôts les produits variés du sol, nécessaires à l'armée, les agens administrateurs faisaient évaluer, en argent suivant le tarif des marchés, les denrées versées en excédant du montant de la réquisition exigée, et les recevaient à compte ou en paiement de l'impôt pécuniaire. Ainsi un village qui ne produisait que du riz et qui était obligé de fournir une quantité déterminée de riz, de froment, de fourrage, de viande et d'argent, acquittait son impôt en riz seulement, tandis que d'autres, ne produisant que de la paille et du grain, faisaient un versement composé de leurs productions spéciales. L'équilibre se rétablissait dans les magasins. L'impôt pécuniaire rentrait dans la circulation, parce que les corps prenaient dans le pays une grande partie de ce qui leur était nécessaire, et payaient avec l'argent qu'ils recevaient. Aussi le royaume de Valence entretenait-il, sans être appauvri, un corps d'armée considérable.

Les productions principales de ce royaume consistent en riz, en maïs, en vin et en huile. Les citronniers, les orangers, les figuiers, les pêchers y sont très nombreux et donnent d'excellens fruits. Les végétaux de l'Afrique et de l'Amérique y croissent en pleine terre. Il y a plusieurs plantations de cannes à sucre. On voit dans les environs de la ville de Valence et à Elche, des palmiers et des dattiers qui produisent une assez grande quantité de fruits. Les cactus, les raquettes, les palmistes et l'aloës sont assez communs dans quelques cantons pour être employés à faire des haies. On récolte sur un de ces végétaux le *kermès*, dont la couleur est employée concurremment avec la cochenille.

Comme l'orge est très rare dans la province, le fruit du caroubier le remplace pour la nourriture des chevaux. Ce fruit, assez semblable par sa dimension et par sa forme à une grande cosse de fève, est d'un rouge violet. Il a un goût sucré et contient une partie farineuse assez agréable à manger. La classe pauvre en consomme une grande quantité (*).

(*) Le caroubier, que les Espagnols appellent *algarobba*, est une espèce de chêne commun en Afrique : un voyageur anglais, Twis, se fondant sur ce que le fruit de cet arbre est appelé *locusta*, en latin, (nom commun à

Notre séjour dans le royaume de Valence fut de courte durée; l'armée d'Andalousie ayant commencé son mouvement sur Madrid, le roi marcha par les défilés de Cabrillas et Siete-Aguas pour se porter par Réquena à sa rencontre et nous en rejoignîmes la première colonne à Cuença.

S. M. passa, ensuite, une revue de cette armée, à la tête de laquelle était M. le maréchal Soult, sur le champ de bataille d'Ocaña, d'un si glorieux souvenir pour tous les deux.

Le général Hill, ayant renoncé à défendre le passage du Tage, dont les gués étaient praticables, M. le duc de Dalmatie fit rétablir le pont d'Aranjuez, et l'armée s'avança à la poursuite des anglais. Nous rentrâmes dans la capitale.

Après être restés quelques jours à Madrid, nous passâmes la chaîne du Guadarama pour nous porter sur le Tormès, où nos mouvemens et ceux de l'armée de Portugal, tendaient à rejeter les Anglais. L'armée du Midi passa d'abord cette rivière, partie sur un pont volant, partie

---

la sauterelle) a prétendu que les sauterelles dont l'apôtre se nourrissait dans le désert, ne sont pas autre chose que les fruits du caroubier. Cette opinion est un peu sujette à contestation, surtout depuis qu'il a été reconnu que les Arabes de l'Égypte conservent salées une espèce de grandes sauterelles qui servent à leur nourriture.

à des gués au-dessus d'Alba (à Galisancho) et celle du Centre la suivit.

Les combinaisons du maréchal Jourdan, concentraient donc, sur ce point, toutes les armées alors existantes dans la Péninsule, à l'exception de celle du maréchal duc d'Albuféra. A voir réunis environ quatre-vingt mille vieilles bayonnettes, douze mille sabres et trois cents pièces de canon, devant l'armée ennemie, composée de quarante-cinq mille Anglais et d'environ dix-huit mille auxiliaires Portugais, nous nous attendions tous à une affaire sanglante et prochaine. Les Français, qui avaient à venger la défaite des Arapyles, devaient desirer cette affaire avec d'autant plus d'ardeur, que tout paraissait persuader que cette bataille aurait lieu sur le même terrain, au pied des mamelons isolés de ce nom devenu fameux.

A peine l'armée impériale fut-elle sur la rive gauche du Tormès, que, par suite de pluies dans les montagnes où il prend sa source, ses eaux s'élevèrent de plus de quatre pieds et firent disparaître tous les gués (*). Les Anglais,

(*) La crue des eaux fut si subite, que les troupeaux de l'armée, qui devaient passer après les soldats, furent en grande partie noyés; on ne put sauver que sept à huit cents moutons. Les troupeaux de porcs que les ré-

qui avaient cette rivière à dos, nous virent, en même temps, occuper Salamanque; mais inexactement informés, ils ne prirent notre mouvement du 14 novembre (1812) que pour la simple reconnaissance d'un de nos corps d'armée. Le développement de notre belle cavalerie les détrompa bientôt, et, de part et d'autre, nous occupâmes la position convenable aux événemens qu'on attendait le lendemain.

Le roi Joseph, passa la nuit parmi les troupes. Ses cantines étant restées en arrière, on le vit, ainsi que ses officiers, dîner avec le gland rôti du chêne vert, connu dans le pays sous le nom de *vellotas* (*).

---

gimens emmenaient échappèrent à la destruction; mais, arrivés dans les bois, ils se dispersèrent et furent perdus.

(*) Ce dîner singulier me rappelle un trait de présence d'esprit qui eut lieu le lendemain. Vers dix heures, aucun corps n'étant engagé, nous déjeunions sur le champ de bataille, pendant la prise de position des brigades; et le roi, M. O-Farill, son ministre de la guerre, et M. le maréchal Jourdan, son major général, déjeunaient près de nous, dans un petit groupe isolé. Un grenadier de la garde royale française était en faction près des cantines, et se promenait devant Sa Majesté. Le roi, prenant alors un grand plat d'argent couvert de volaille, dit à ce grenadier : « Tiens, mon ami, voilà pour toi. » Le brave, sans s'étonner du cadeau, répartit : «*Et le*

Tout nous annonçait une bataille pour le 15 novembre (1812), et tout tendait à nous persuader que nous la gagnerions ; nos forces composées de l'élite des armées de Napoléon, à sa garde près, excédaient, de plus de quinze mille hommes, les troupes aux ordres de Wellington ; nous avions une cavalerie excellente et magnifique, ainsi que trois cents pièces de canon bien attelées et bien approvisionnées. L'armée anglo-portugaise se trouvait, en quelque sorte, former la corde sur un arc du Tormès (*) ; enfin, Salamanque, seule retraite de

---

plat aussi, Sire ?— Et *le plat aussi*, » répondit gaîment S. M., à cet acte de présence d'esprit. J'ai depuis souvent revu ce grenadier; il portait sur son havresac le cadeau qui lui avait été fait.

(*) Le Tormès, grossi par les pluies, formait, entre Salamanque et Alba, un demi cercle dont la base est appuyée sur la route d'Alba à Salamanque : voici quelles étaient, au milieu de la journée du 15, les positions respectives. L'armée anglaise était concentrée dans l'espace compris entre la route et la rivière, sa droite en ligne vers Salamanque. Cette ville, ainsi que la ville d'Alba, étaient occupées par les troupes françaises. Nos trois armées réunies se trouvaient placées en bataille, dans la direction de la route. L'aile gauche (armée du Midi), commandée par le maréchal duc de Dalmatie, arrivait presque jusqu'à Salamanque; le centre (armée

cette armée, en cas de malheurs, se trouvait occupée par un détachement de l'armée de Portugal; ainsi, d'après cet état de choses, la bataille ne pouvait qu'être sanglante; mais surtout elle devait, pour toujours, décider du sort de l'Espagne et de l'armée de Wellington; je m'attendais à voir signer la paix au milieu des débris de cette dernière sur ce champ de bataille des Arapyles, si glorieux pour elle: toutes ces espérances s'évanouirent en moins de vingt-quatre heures!

Le 15 novembre, les troupes arrivèrent sur le champ de bataille par un temps pluvieux, qui se soutint toute la journée, après avoir duré toute la nuit; les terres grasses et profondes, converties en boue épaisse, rendaient tous les mouvemens difficiles, et nous firent passer les heures les plus précieuses à prendre des positions: une faible canonnade s'engagea, un peu avant la nuit, entre notre cavalerie légère et

du Centre), commandé par le général comte d'Erlon, était auprès du village des Arapyles; le roi Joseph et le maréchal Jourdan se tenaient avec ce corps d'armée: enfin, l'aile droite (armée de Portugal), sous les ordres du général Souham, s'appuyait sur Alba. La seule issue ouverte à l'armée anglaise se trouvait donc entre Salamanque et l'aile gauche de notre armée.

l'arrière-garde anglaise; ainsi, l'affaire que cette canonnade composa seule, se réduisit à quelques centaines de boulets et obus envoyés à l'ennemi.

Le général anglais, ayant, lors de sa reconnaissance de la veille, senti combien sa position était critique, plaça, dès le matin du 15, un gros corps de cavalerie, à portée de canon de notre première ligne, pour nous observer et couvrir sa retraite qu'il opéra par les hauteurs. Cependant l'intention bien prononcée du roi, l'intention écrite du maréchal Jourdan, était de livrer bataille, et ce ne fut néanmoins pas leur faute si, par suite du mauvais temps, cette intention ne fut pas remplie.

M. le maréchal Soult suivit et talonna l'armée anglaise, jusqu'à sa rentrée en Portugal: c'est dans cette poursuite que le lieutenant-général sir Edward Paget, commandant en second l'armée ennemie, fut fait prisonnier par quelques cavaliers, qui s'étaient avancés jusqu'au milieu des colonnes anglaises. Trois mille hommes, parmi lesquels un grand nombre d'officiers, des caissons et des voitures de bagage, tombèrent aussi en notre pouvoir. Cependant, le jour où commença la retraite de lord Wellington, ayant vu passer des dragons français avec un prisonnier espagnol, je m'en approchai et reconnus ce

malheureux pour un des administrateurs civils d'Avila. Je lui demandai alors comment il se trouvait parmi les ennemis. « Je me suis échappé de leurs mains, M. le gouverneur, » me répondit-il, en me reconnaissant et en manifestant la joie la plus vive de me retrouver dans sa fâcheuse position, « et les dragons, qui ne me comprennent pas, m'ont rencontré et fait prisonnier. Les Anglais entraînent après eux, de l'autre côté de cette montagne, le pauvre Espina, le chanoine Cuesta, le commissaire Cecilia, et quelques autres fonctionnaires. » Je rapportai immédiatement la chose à M. le maréchal Jourdan, et S. E. donna des ordres si convenables, que ces infortunés furent délivrés presque aussitôt.

Pendant les mouvemens de M. le maréchal Soult, le roi s'établit pour quelques jours à Salamanque, et après avoir déterminé les quartiers des diverses armées, il quitta cette ville pour rentrer à Madrid.

En revenant dans la capitale, le froid excessif que nous éprouvâmes le 26 novembre, fit périr beaucoup de soldats, quelques femmes trop légérement vêtues, et un grand nombre d'ânes, venus du royaume de Valence et conséquemment très sensibles au froid. Une neige qui fon-

dait à mesure qu'elle tombait, pénétrait les habits, collait du verglas sur la peau, et causait un engourdissement que la mort suivait de très près.

CHAPITRE XXXII.

Pourparlers. — Propositions. — Dernière évacuation de Madrid. — Situation critique.

L'ARMÉE anglo-portugaise, échappée aux Arapyles contre toute apparence, s'étant, pendant la durée de l'hiver, renforcée des levées du Portugal et de l'Espagne, fit au printemps des démonstrations offensives, qui exigèrent la prompte concentration, sur le Duero, de nos forces singulièrement affaiblies par le départ des hommes et des cadres que Napoléon en avait retirés depuis le mois de novembre. Alors le roi Joseph partit de Madrid pour se mettre à la tête de l'armée, continuant cependant à occuper sa capitale par la division Leval, et la faisant couvrir sur le Tage par une autre division de cavalerie légère.

Cependant en mai (1813), à la veille d'évacuer cette grande ville, dont j'avais repris le commandement, il existait, entre le roi Joseph et un corps d'armée espagnol, des pourparlers dont l'objet n'était rien moins qu'une

défection en faveur de ce prince: si donc cette évacuation eût pu se retarder de quelques jours seulement, c'en était fait: la jonction de ce corps s'opérait et augmentait nos forces de plus de vingt mille hommes; c'est à moi que les premières ouvertures furent faites à cet égard, et j'en fis aussitôt part au roi, qui sur-le-champ envoya un de ses aides-de-camp, pour lui donner la suite convenable. Mais les circontances étaient devenues si impérieuses sur le Duero, que les ordres les plus pressâns furent donnés aux généraux Leval et d'Erlon, de passer le Guadarama et de rejoindre l'armée.

En conséquence j'évacuai Madrid le 27 mai (1813), avec un convoi de plus de trois cents voitures, renfermant des ministres, des conseillers d'état, une partie du corps diplomatique et beaucoup de familles distinguées de cette capitale. Je fus le même jour bivouaquer entre Galapagar et Guadarama. On m'avait prescrit d'attendre de nouveaux ordres en position près du Lion, qui sépare les Castilles, et j'y passai deux nuits par un temps épouvantable. Enfin ces ordres me parvinrent et me tracèrent jour par jour les gîtes où je devais coucher en me rendant à Valladolid. Les journées étaient fort courtes, de sorte que, choisissant chaque soir des bivouacs charmâns, je cherchais, par l'ex-

cellente musique du 88e, à étourdir sur leurs chagrins les familles qui abandonnaient leurs foyers encore une fois et avec si peu d'espoir d'y rentrer. Le 88e et le 24e de ligne formaient l'escorte du convoi. Plusieurs détachemens de dragons, qui faisaient aussi partie de cette escorte, avaient profité de leur passage près de leurs régimens pour nous abandonner sans ordre.

On m'avait officiellement prévenu que le général Treilhard, avec sa division de dragons, resterait à Cuellar pour m'y attendre, et de ce point, déjà devenu dangereux, marcherait de manière à couvrir la marche de mon convoi. Mais tandis que nous cheminions gaiement et tout à notre aise, le roi, qui ne savait rien de l'ordre qui m'avait été donné, était fort inquiet de ne nous point voir arriver. L'ennemi le pressait de toutes parts et le mettait dans la dure alternative de nous abandonner à nous-mêmes, ou de risquer le sort d'une bataille, s'il nous attendait plus long-temps.

Un billet au crayon, que m'adressa le général Treilhard, par un paysan, et que je reçus le jour même où je comptais le rejoindre, me fit craindre que mon ordre de marche ne fût mal lié avec les mouvemens des corps que je devais croire voisins de moi; et lors de mon arrivée sous Cuellar, pendant qu'on élargissait et répa-

rait le mauvais pont jeté au bas de cette ville, sur la Cerquilla, je montai au galop chez un espagnol très recommandable, et que je connaissais depuis l'époque à laquelle j'avais commandé la province de Ségovie; il me donna beaucoup de détails très alarmans pour mon convoi, mais cependant de la plus haute importance pour ma position. « Votre cavalerie est partie cette nuit, me dit-il, elle rejoint l'armée par une marche forcée. La lenteur de votre mouvement m'étonne d'autant plus, que les colonnes ennemies s'avancent de toutes parts et sont déjà très près d'ici. Demain, deux fortes guerillas d'infanterie et de cavalerie vous disputeront le passage des longs défilés, qui conduisent à Tudela, et, malgré les troupes qui vous accompagnent, je doute que votre convoi, qu'elles savent être assez long, et qui le sera davantage dans des chemins étroits, leur échappe en totalité. »

J'avais sans doute lieu d'être excessivement surpris de l'ordre, donné cependant de bonne foi par le comte d'Erlon, qui avait réglé ma route par petites journées, comme celle d'un corps qui voyage par étape, et qui, sans une urgente nécessité, et incontestablement par suite de renseignemens inexacts, me faisait passer avec tant de voitures, de guimbardes et fourgons,

pas des chemins de traverse, à chaque pas coupés par de profondes ravines pleines d'eau, ou très souvent mal tracés dans les sables mouvans des *pinarès* (bois de pins).

Je me trouvais alors excessivement compromis, et ne pouvais me flatter de me tirer honorablement d'affaire, soit que je suivisse exactement mon ordre de route, soit que je combattisse dans les défilés. L'avis que de fortes guerillas se disposaient à en occuper les flancs, me détermina au seul parti que j'avais à prendre dans la circonstance avec cette espèce d'ennemis : c'était de leur faire adresser, par leurs espions et leurs partisans, des rapports fidèles de mes ordres publics, sauf à changer ceux-ci tout à coup par des dispositions imprévues, et dont les chefs ennemis ne pussent être prévenus que trop tard.

En conséquence, tout ce convoi étant arrivé et parqué dans Cuellar même, j'annonçai un séjour pour le lendemain : aussitôt chacun des voyageurs manifesta sa joie, de pouvoir dormir et se reposer enfin sous un toit, après tant de nuits consécutivement passées au bivouac. Chacun s'empressa d'en faire part à ses hôtes espagnols. Les guerillas ne tardèrent point à être informées des ordres donnés au cercle. Leurs

chefs pensèrent, en recevant cet avis, que j'étais prévenu de leur voisinage, mais que, l'attribuant au mouvement général qui s'opérait autour de moi contre l'armée française, plutôt qu'à des projets formés sur mon convoi, je croyais, en gagnant du temps dans Cuellar, dont au besoin le château fort pouvait me servir de refuge (*), les voir s'éloigner et pouvoir me risquer ensuite à travers un long défilé, où l'embarras de tant de voitures donnait trop de désavantage à l'escorte.

Nous passâmes dans Cuellar une nuit qui reposa tout le monde : d'excellentes rations, de bons lits, d'abondans fourrages, que de motifs d'applaudir au choix que j'avais fait de cette petite ville pour mon séjour! Mais pour raisonner ainsi, il fallait ignorer le danger de notre position; et mon Espagnol, fidèle à la promesse qu'il m'en avait faite, s'était bien gardé de ré-

(*) Le château fort qui domine Cuellar est un château gothique fort bien bâti, dont les murailles sont parfaitement conservées. Il est vaste et d'une défense facile. Avant la guerre, il s'y trouvait une belle collection d'armes du moyen âge. Cette collection a été détruite par les Espagnols, et jetée, en partie, dans le puits du château, puits très profond et dont le diamètre n'est pas moindre de douze pieds.

pandre les fâcheuses nouvelles dont il m'avait rendu le confident, et que ses compatriotes, par esprit national, ne révélèrent à personne du convoi.

CHAPITRE XXXIII.

Le convoi sauvé par une ruse rejoint le quartier du roi. — Son arrivée à Burgos.

Déja le soleil brillait depuis long-temps sur l'horizon, dans cette belle journée accordée au repos de tous : les uns occupés de leur toilette, se préparaient à visiter le château de Cuellar, les autres, mollement étendus dans des lits, qui leur semblaient d'autant plus doux qu'ils en avaient été privés plus long-temps, n'en voulaient sortir que pour déjeuner. Vaines espérances! neuf heures du matin sonnent! aussitôt le tambour de ma garde bat précipitamment la générale! cette batterie se répète et retentit dans toute la ville. Les cris *on part, on part, on part sur-le-champ* s'y joignent ; on sort en tumulte des maisons ; on apprend que j'ai donné l'ordre de se mettre en route : alors partout on charge, on selle, on attelle à la hâte. Pour moi, à mesure que les voitures se présentent au rendez-vous, je leur fais monter la côte par les deux

débouchés qui mènent au chemin de Tudela (*), avec dessein de leur faire reprendre, dans un terrain plus ouvert ou à la première halte, l'ordre de marche et leur rang dans les divisions du convoi.

De cette manière, nous ne perdions point de temps, les plus tôt montés dégageaient les rues de la ville et la place. Nous marchâmes ainsi deux heures consécutives sur le plateau : mais,

(*) La ville de Cuellar est encaissée au sein d'une profonde vallée, creusée dans un vaste plateau; il faut, pour en sortir par la route de Tudela, monter une côte fort escarpée : le rendez-vous général avait été indiqué sur une place de la ville, situé au pied même de la route qui gravit le plateau. L'escarpement du terrain rendait fort lente la sortie des voitures; elles commençaient à s'embarrasser sur la place, et je voyais le moment où il me serait impossible de sauver, malgré mes efforts, la totalité du convoi confié à ma défense, lorsqu'en descendant à cheval de la plaine où les voitures se rassemblaient au haut de la côte, je découvris un chemin d'une pente assez douce, et qui fort heureusement aboutissait au lieu du rendez-vous (cependant aucun des habitans, voyant notre embarras, ne nous l'avait indiqué). Je profitai sur-le-champ de cette découverte, et la plus grande partie des voitures suivit, d'après mes ordres, la nouvelle route connue : en peu de temps, j'eus le plaisir de voir le convoi sauvé du mauvais pas, et réuni dans la plaine supérieure.

au signal de la halte, chacun vint la faire en prenant son rang dans sa division : à peine ce classement fut-il fait, je donnai ordre à la tête du convoi de se remettre en route.

Sourd à tous les murmures, je les entendais tous. Beaucoup de personnes disaient que c'était fort mal d'annoncer un séjour pour ne pas le donner; d'autres se plaignaient de ce qu'on marchait plus vite que de coutume, les plus sages se taisaient : et parmi eux se trouvaient deux des ministres du roi, dont l'un était mon intime ami. Mais sans communiquer mes inquiétudes, je continuais avec ordre mon mouvement précipité.

Nous entrâmes dans le défilé; voyant ce passage long, étroit, boisé, au milieu des montagnes, on pensa que l'intention de le franchir était la seule raison qui m'avait fait diminuer le nombre des haltes, mais qu'à la sortie on serait dédommagé, par quelque bon gîte, des fatigues de la marche. La nuit s'approchait au moment où nous quittâmes le défilé pour entrer dans les forêts de pins, et je ne ralentis pas la célérité de notre mouvement.

Tandis que le convoi, dans lequel chacun, quoique toujours mécontent, avait pris le parti de se taire, cheminait en silence, l'avant garde me fit dire, vers onze heures, qu'elle entendait

trotter de la cavalerie sur la route, et que cette cavalerie s'avançait vers nous ; je me portai aussitôt à la tête pour reconnaître cette troupe, et m'abouchai presque immédiatement avec un officier de dragons qui cherchait de mes nouvelles. Il me fit part des inquiétudes que l'on avait sur mon convoi, et m'apprit que le colonel Braun, avec le 8ᵉ régiment d'infanterie de ligne, devait rester à Tudela de Duero jusqu'à minuit, heure à laquelle il ferait brûler le pont si je n'étais pas arrivé, et se retirerait sur Valladolid. Cet officier, enchanté de m'avoir rencontré, rebroussa chemin sur Tudela, où je lui promis de me présenter à temps. Minuit sonnait effectivement quand la tête des voitures y arriva.

La nuit était obscure, et le pont, très élevé au-dessus de la rivière, le paraissait davantage encore, par une chute d'eau, produite, ou par la nature du lit du Duero, ou par les digues de quelques écluses. Depuis la guerre, on avait coupé le centre de ce pont, et les arches détruites étaient remplacées par de longues solives tremblantes et couvertes seulement de madriers sans garde-fous. Les premiers qui y arrivèrent, ne purent s'empêcher d'un mouvement d'effroi ; mais, pressés par la nécessité de hâter leur passage, ils s'avancèrent en gardant un si-

lence profond, commandé autant par la crainte que par la prudence. La faible lumière des bivouacs du 8e régiment, placés sur la rive opposée, éclairait seule ce passage effrayant; mais l'ordre que j'avais donné de faire descendre tout le monde des voitures et de cheval, ainsi que la précaution de faire conduire les attelages par la bride, nous préservèrent de tout accident. Je présidais à toutes ces mesures; et ayant vu enfin la dernière voiture franchir le pont sans malencontre, je me hâtai de le passer moi-même.

On vit aussitôt les flammes en dévorer la charpente, en même temps que de nombreux coups de fusils, échangés par l'arrière-garde du 8e de ligne, chargée de cette opération incendiaire, contre ceux d'une colonne ennemie qui se présentait au passage, firent connaître à mon convoi que l'ordre de séjourner à Cuellar n'avait été qu'une ruse, dont l'objet, ainsi que la précipitation de mon mouvement, était d'éviter un combat dans des positions trop désavantageuses. Aux murmures, succédèrent les félicitations, les éloges, les remercîmens; on s'abandonna pleinement à mon expérience; on continua la marche sans faire d'objections, et l'on arriva enfin, au jour, dans Valladolid, où se trouvait l'avant-garde de l'armée française.

Après avoir tourné cette ville, par les boulevards, et passé la rivière, j'accordai trois heures de repos, afin de pouvoir, ensuite, continuer le mouvement (nous avions marché pendant vingt-deux heures de suite).

Le quartier-général du roi était à trois lieues de cette ville, sur la route de Burgos : il était convenable que je m'y rendisse au plutôt, non seulement pour dissiper les inquiétudes causées par mon retard, mais encore afin de dégager mon convoi de l'immense quantité de bagages dont Valladolid et la route étaient encombrées.

Le convoi, s'étant remis en mouvement, arriva vers midi, en vue du quartier-royal, dont les environs étaient couverts de masses de toutes armes au bivouac. Je me rendis près du roi, dont aucun rapport n'avait encore calmé les inquiétudes sur notre compte, et qui fut enchanté de nous voir sauvés. S. M. me prévint que j'allais reprendre mes fonctions près du major-général; et lui ayant fait connaître les causes qui m'avaient fait marcher si lentement à mon départ de Ségovie, elle me dit de conserver soigneusement l'original de cet ordre, attendu que, s'il arrivait quelque fâcheux événement à l'armée, on ne manquerait pas de l'attribuer à l'obligation dans laquelle on s'était

vu de m'attendre. J'allai présenter ensuite mes services au respectable maréchal Jourdan, qui me prévint que le convoi allait continuer sa marche sous le commandement du colonel du 88e; mais à peine venais-je d'envoyer prendre mes équipages, que le roi me fit rappeler et m'annonça, qu'à la demande des ministres et des autres personnages importans qui étaient venus de Madrid avec moi, je conserverais ce commandement jusqu'à Burgos.

Le soir, le convoi étant parqué, nous nous aperçûmes que quelques hommes trop confians, restés en arrière, avaient disparu. Des guerillas s'étant présentées à portée du canon, furent vigoureusement éloignées par des détachemens d'un corps de cavalerie, très bien armé et très bien monté, qu'en partant de Ségovie, j'avais entièrement formé de toutes les personnes à cheval de ma colonne, c'est-à-dire, de conseillers d'état, de préfets, d'agens diplomatiques, d'officiers et de négocians: je donnai à l'un de mes amis, le duc de Sotomayor, maréchal-de-camp des armées du roi, et l'un des gentilshommes de sa chambre, le commandement de ce corps, jusqu'à Burgos, où il fut dissous.

Voyageant alors sur les derrières de l'armée, nous n'avions à craindre que les partis de gue-

rillas; mais le bon ordre qui régnait dans la marche du convoi le rendait si respectable, que nous arrivâmes à Burgos, sans avoir rien éprouvé de fâcheux.

On a vu, par ce chapitre et par le précédent, combien il est important qu'un officier, chargé d'un commandement, conserve, même à travers les pays ennemis, de sûrs moyens de communication avec le gros de l'armée dont il dépend; j'ai toujours apporté une grande attention à la sûreté de ces moyens, étant convaincu d'ailleurs que le succès des entreprises que je dirigeais et le salut des corps ou des convois placés sous mes ordres, dépendaient, en grande partie, d'une connaissance exacte des mouvemens et des intentions de l'ennemi; j'ai consigné ce que ma longue expérience de la guerre m'a appris de mieux, à cet égard, dans un opuscule qu'on trouvera placé parmi les notes de cette Partie de mes Mémoires (*).

(1) *Voyez*, Note N° II.

CHAPITRE XXXIV.

La retraite continue. — On fait sauter le château de Burgos. — Mina retarde la marche du général Clauzel. — Position en avant de Vittoria. — Désordre. — Bataille de Vittoria. — Proposition d'un brillant coup de main. — Retraite sur Pampelune.

Le grand quartier-général ne tarda point à entrer dans Burgos, où il ne fit qu'un séjour de courte durée. Le roi alla reconnaître l'armée ennemie, et pour en retarder les mouvemens, fit sauter, en sa présence, le pont de pierre bâti sur l'Arlanzon, à quelques lieues de la ville. Cette armée, très supérieure en nombre, nous débordant toujours, et nous serrant de très près, l'évacuation de Burgos fut résolue. Elle s'effectua le 14 juin. On avait senti, qu'attendu les désastres survenus à la grande armée, la France serait long-temps dans l'impossibilité de reprendre l'offensive en Espagne, et pour ne pas perdre de temps dans des garnisons inutiles, on s'était déterminé sagement à faire sauter le château de cette ville.

Cette opération fut, malheureusement, faite avec négligence ; une grande quantité de bombes chargées, et restées dans l'oubli, depuis le siége, s'élevèrent avec les murailles, prirent feu, couvrirent, de leurs éclats meurtriers, les masses arrêtées sur les quais de l'Arlanzon, où, passant le pont, et y causèrent une perte extrêmement sensible (*).

En nous repliant sur l'Èbre, nous avions le dessein de nous y maintenir, si la jonction du général Clauzel, et de quelques autres divisions, s'opérait avant que les Anglais tentassent de passer ce fleuve. Mais les troupes aux ordres de Mina, retenant en observation le corps d'armée de ce général, la jonction fut retardée, et obligea le roi à porter son quartier-général à Vittoria.

L'armée du Midi, aux ordres du général comte Gazan, prit alors position en première ligne, la droite appuyée à la Zadorra, à la hauteur du pont de Villodas.

L'armée du Centre, commandée par le comte

(*) On m'a assuré depuis que l'explosion avait causé aussi des dégâts dans la ville, et endommagé la flèche gothique du clocher de la cathédrale de Burgos, ouvrage remarquable par son élévation et par la hardiesse et l'élégance de sa construction.



d'Erlon, fut placée en seconde ligne et sur un front parallèle.

L'armée de Portugal, sous les ordres du général comte Reille, et qui, depuis plusieurs jours, n'avait pas cessé de combattre, fut établie sur la même rivière (la Zadorra), couvrant Vittoria.

Chacune de ces armées avait sa réserve.

C'est dans cette position que, toutes trois, composant ensemble environ trente mille fantassins et cinq mille chevaux, se proposaient d'attendre les quatorze mille hommes aux ordres du général Clauzel (*), les six mille de la division Foy (**), autant de la division Thouvenot et le retour de celle du général Maucune, qu'on avait chargé d'escorter un gros convoi de voitures jusqu'à Irun. L'essentiel était de gagner assez de temps, et de pouvoir se conserver sur la défensive, non seulement jusqu'à l'arrivée de ces renforts très voisins, lesquels eussent porté l'armée du roi à plus de soixante et dix mille combattans ; mais jusqu'à l'entière évacuation sur la France de tous les convois d'artillerie et d'équipages que le défaut de troupes, pour es-

(*) Qui revenaient de Logroño sur Vittoria.

(**) Occupés à assurer la tranquillité dans le Señorio.

cortes, avait malheureusement retenus sous Vittoria (*).

Informé des projets de Wellington, le roi partit de Vittoria le 21 juin (1813), à quatre heures du matin, et vint s'établir au centre de la division Leval. A neuf heures, l'ennemi, s'avançant par le chemin de Nanclarès, parut dans le bois de Villodas, et ne tarda point à s'engager avec les tirailleurs de cette division, sans cependant arrêter son mouvement vers le pont d'Yruña.

(*) Les voitures royales, les équipages des généraux attachés à S. M., ceux d'une grande partie des employés espagnols de tous les rangs et les fourgons du trésor de l'armée étaient parqués dans la plaine hors de Vittoria, à gauche de la route de France. Vittoria, capitale de la province d'Alava, est située au milieu d'une plaine inégale de deux lieues d'étendue, bornée, d'un côté, par les montagnes qui séparent l'Alava de Señorio de Biscaye; de l'autre, par la chaîne des Pyrénées orientales. Trois grandes routes aboutissent à Vittoria du côté de l'Èbre, celles de Logroño, de Bilbao et de Burgos; ces trois routes étaient couvertes par les positions de l'armée française en avant de la ville. Du côté de la France, deux routes principales viennent y aboutir : ce sont la grande route de Bayonne et celle de Pampelune. Cette dernière serpente, au sortir de Vittoria, à travers un grand nombre de marais, de ravins et de fossés qui coupent cette partie de la plaine.

Bientôt, l'aile droite de l'armée ennemie débouchant par la route et le pont de Nanclarès, forma sa ligne de bataille devant le comte Gazan. Le feu commença vivement, de part et d'autre, et se soutenait sur ce seul point, lorsque vers midi, le roi m'envoya reconnaître ce qui se passait aux armées du Centre et de Portugal. Je trouvai cette dernière fortement engagée avec l'aile gauche de l'ennemi. En revenant vers ce prince, je vis déboucher le centre de l'armée Anglaise par le pont d'Yruña.

Le général comte d'Erlon n'était point en forces pour résister aux masses formidables qui se présentaient devant lui : il se soutint cependant avec vigueur jusqu'à ce qu'entièrement débordé par sa gauche, il fut dans l'obligation de céder du térrain. J'avais vu un parc d'artillerie dans un bas fond, près de la route de Vittoria (*), je m'y portai rapidement et le fis mettre en batterie sur un mamelon dominant la position du comte, et très voisin de ses lignes. Cette batterie, forte de trente-cinq canons, vo-

---

(*) Ce parc se composait en partie des pièces d'artillerie de rempart sorties du fort de Burgos. Elles n'avaient malheureusement ni affûts ni attelages qui offrissent la possibilité de les faire manœuvrer facilement.

missant bientôt la mort dans les masses rouges qui se trouvaient à sa portée, refroidit la vigueur de leur attaque et les empêcha de couper la division Leval, que leur mouvement forçait à se replier. Je rejoignis le roi sur la ligne, entre les armées du Centre et du Midi, et lui fis mon rapport de l'état des choses, en présence de M. le maréchal Jourdan. Le roi, se rapprochant alors du comte d'Erlon, se porta vers la batterie de trente-cinq pièces, dont il vit l'admirable effet, et me demanda si j'avais vu d'autres parcs dont on pût encore profiter. Ma réponse fut, malheureusement négative.

Vers quatre heures, le comte Gazan, qui se battait avec acharnement depuis le commencement de l'action, fut obligé de perdre aussi du terrain ; le centre de l'armée anglaise se lia, dès ce moment, avec sa droite, et le comte d'Erlon dut, conséquemment, se replier sur Vittoria.

Joseph ne fit que traverser cette ville, et se porta vers l'armée de Portugal ; mais celle-ci succombant aussi sous les forces dirigées contre elle, se retirait également.

Vers trois heures et demie, l'ordre avait été donné, en ma présence, par M. le maréchal Jourdan, à un officier d'état-major, de se rendre à Vittoria et d'en mettre toutes les voitures en

mouvement, par la route de France (*). Lorsque nous eûmes traversé cette ville, je vis, à ma grande surprise, que les parcs étaient encore sous ses murs. On renouvela cet ordre alors, non pour qu'il s'effectuât par la route d'abord indiquée, laquelle était déjà couverte de masses ennemies, mais pour qu'il fût exécuté par celle de Pampelune : malheureusement personne ne la connaissait, et nous n'avions aucun bon guide.

Quoique nous battissions en retraite, tout allait encore assez bien, lorsqu'une nuée de hussards ennemis, faisant une trouée sur les équipages, y jetèrent l'épouvante. Tous les traits furent aussitôt coupés par leurs conducteurs, et ce fut le signal d'un désordre qui gagna les troupes voisines. Dans cette bagarre, quelques-uns des hussards vinrent étourdiment se faire tuer aux pieds du roi, et M. Massieu, officier employé près de moi, mourut percé d'une balle de pistolet derrière ce prince (**).

(**) Il était déjà parti, le matin, un convoi sous l'escorte de quelques bataillons au service de Joseph. Ce convoi arriva heureusement à Bayonne.

(*) En tombant de cheval, cet officier, qui était né en Espagne, adressa au roi ces paroles : « Sire, je meurs « content, puisque je meurs pour le service de Votre



Si le terrain de la plaine de Vittoria eût été moins entrecoupé de fossés larges, profonds et la plupart boueux, le désordre des voitures n'eût point influé sur les corps qui en étaient voisins, mais ces obstacles à leurs manœuvres étaient si multipliés, qu'il leur devint impossible de se reformer en ordre; alors les rangs se confondirent, et les cavaliers, pêle-mêle avec l'infanterie, ne songèrent plus qu'à gagner un terrain plus facile. Personne ne fuyait; personne ne paraissait frappé de terreur; mais les régimens qui avaient à se mouvoir dans ce terrain difficile, étaient si fortement mêlés, que leurs officiers durent renoncer à l'espérance de les rallier ce jour-là.

En quelques endroits les Espagnols réfugiés, hommes, femmes, enfans, et les employés des administrations militaires, mêlés aux soldats, augmentaient encore la confusion. Les fourgons du trésor furent vidés par des pillards français, anglais, espagnols et portugais, qui quoique ennemis, semblèrent oublier un instant leur inimitié, pour s'emparer de l'argent, que le hasard de la guerre mettait si soudainement à leur

« Majesté et sous ses yeux. » Puis, tendant son sabre à un de ses amis : « Prends-le et venge-moi, » dit-il. Il expira ensuite.

disposition. Quelques hommes et un plus grand nombre de femmes, cherchant à se sauver, périrent dans les fossés bourbeux, dont ils ne purent pas sortir (*).

(*) Voici un des faits horribles et singuliers auxquels donna naissance le désordre de cette malheureuse bataille :

Au premier *houra* des Anglais, une vivandière, montée sur un âne, avait pris la fuite au grand galop de sa monture; déjà elle avait passé heureusement, quoiqu'avec peine, quelques-uns des ravins profonds qui sillonnent la plaine, quand l'âne qui la portait s'engagea dans une fondrière boueuse. L'animal s'y enfonça aussitôt. La femme, après de vains efforts pour s'en tirer, sentait aussi qu'elle allait disparaître dans la bourbe. Elle se débattait, et jetait des cris perçans. Arrivent quelques soldats français poursuivis par l'ennemi, et combattant avec acharnement. Ils veulent porter quelques secours à la vivandière; ils lui tendent en vain une main protectrice; déjà, à moitié étouffée par la bourbe qui l'entoure, cette malheureuse ne peut pas en profiter. Cependant l'ennemi s'avance toujours, et il ne reste plus aux soldats d'autre moyen de retraite que de traverser le large fossé où gît mourante la femme qu'ils ont voulu sauver. La nécessité l'emporte : l'un d'eux pose avec horreur la crosse de son fusil sur le sein palpitant de l'infortunée, et, s'en aidant comme d'un appui, franchit le fossé. Ses camarades l'imitent, et passent comme lui. Puis, ces braves, à qui le soin de leur conservation a fait oublier la loi de l'humanité, se rangent sur le bord

Cependant les troupes, que de pareils obstacles n'avaient pas divisées, étaient restées entières. Les armées des généraux Reille et Gazan, ainsi que plusieurs brigades de celle du centre ne s'étaient également pas débandées : malgré cela, comme le désordre continuait, l'ennemi en profitait pour s'avancer toujours par le centre. Le maréchal Jourdan, que ces obstacles avaient séparé du roi, inquiet de ce qu'il pouvait être devenu, m'envoya à sa recherche. Mes efforts, pour percer jusqu'à S. M., furent inutiles, il me fallut revenir à M. le maréchal, que je trouvai marchant à pied au milieu de l'infanterie (*). S. E. me dit alors de voir si je pourrais rallier quelques corps et protéger la retraite.

Empressé de remplir les instructions du maréchal, je le laissai continuer sa marche et je me portai vers les corps qui se retiraient, j'en trouvai plusieurs qui m'étaient particulièrement connus et auxquels je fis faire halte à la hauteur d'Alegria, dans la direction de Pampelune, la

---

des ravins, saluent d'une décharge meurtrière les cavaliers qui les poursuivent, et les obligent à rétrograder.

Cet événement fut heureusement unique dans cette journée. Un grand nombre de réfugiés durent leur salut aux secours généreux des soldats français.

(*) Le cheval de S. Exc. s'était abattu et blessé.

droite appuyée à la montagne, la gauche au ruisseau, le front vers Vittoria. De ce nombre étaient le régiment de Baden, le régiment de Francfort, un bataillon du 27e léger et un bataillon de mineurs. Leurs masses, formées en bon ordre, en imposèrent au corps, chargé de poursuivre, et l'obligèrent à s'arrêter à demi-portée de canon. Cette disposition contribua puissamment au salut de plusieurs milliers d'hommes, qui s'échappèrent par nos intervalles vers Salvatierra, où se dirigeait le gros de l'armée.

Comme les troupes étaient fatiguées du long et malheureux combat de la journée, et comme elles avaient besoin de repos, je fis former les faisceaux et déposer les havresacs, avec injonction de ne pas s'en écarter. La nuit étant venue, et la ligne des feux ennemis s'étant dessinée, j'appelai à moi les chefs, parmi lesquels se trouvaient le baron de Kreus et M. de Salaignac(*), premier aide-de-camp du général en chef comte d'Erlon, et je leur exposai : « que l'ennemi « fier d'un succès, qu'il ne devait qu'à l'extrême « supériorité du nombre et au rhum qui lui « était prodigué, reposait à l'heure où je parlais

(*) Aujourd'hui colonel, et un des officiers supérieurs les plus distingués du Corps royal d'État-Major.

« auprès des feux de ses bivouacs, que le mo-
« ment était venu de réparer, par un coup de
« main audacieux, les malheurs de la guerre,
« en enlevant dans Vittoria même, une partie des
« généraux anglais, espagnols et portugais; que
« lord Wellington, tout couvert des lauriers
« qu'il venait de cueillir, pouvait cette nuit
« même périr sous nos coups, ou venir sous
« notre escorte consoler nos camarades de la
« perte de la bataille; qu'il ne fallait pour cela
« que de la confiance, le courage de me suivre
« et la résolution de mourir si nous ne réussis-
« sions pas. »

M'adressant ensuite particulièrement aux chefs des régimens de Baden et de Francfort, j'ajoutai : « Qu'ils avaient dans leurs corps beau-
« coup d'officiers et de sous-officiers qui par-
« laient la langue anglaise; que nous en place-
« rions quelques-uns près de moi, pour répondre
« comme une troupe qui revient de poursuivre
« l'ennemi; que le reste réparti sur les deux
« flancs de la colonne, servirait pour confirmer
« les Anglais dans l'idée que nous leur apparte-
« nions; qu'à la faveur du langage nous sur-
« prendrions le mot et pénétrerions dans Vit-
« toria, où j'avais commandé et que je con-
« naissais bien, dans le palais du roi, dont toutes
« les dispositions intérieures m'étaient fami-

« lières (*); que nous y trouverions le lord Wel-
« lington, et que son enlèvement serait pour « nous un très beau fait d'armes, dont je m'en- « gageais à leur laisser toute la gloire. »

Chacun applaudit à ce projet audacieux; mais bientôt les chefs allemands firent des réflexions. « Si vous aviez, me dirent-ils, entre autres choses, des ordres écrits du roi, pour risquer un pareil événement, nous vous seconderions de tout notre pouvoir; sans cet ordre, comment nous justifier envers nos princes si, par suite de cette tentative brillante et hasardeuse, nous venions à perdre nos régimens (**). »

(*) Le mur à escalader, pour arriver par derrière le palais et le jardin, n'a pas douze pieds de haut. Un escalier dérobé, qui ne ferme pas, conduisait à la chambre où Joseph couchait, et qui ne se fermait également jamais. Ainsi, lord Wellington n'en pouvant choisir une autre, y eût été incontestablement surpris dans le sommeil à l'heure du coup de main : c'eût été pour moi le second et le plus brillant de cette nature.

(**) Le roi de Prusse perdit, le 3 novembre 1760, la bataille de Siplitz. A dix heures du soir, le champ de bataille était aux Autrichiens; mais, pendant la nuit, le général prussien de Zieten leur arracha, par ses mouvemens, le fruit de leur victoire, et profita du remplacement momentané du maréchal de Daün, blessé à la

Je n'avais aucune autre raison à leur offrir, à l'appui de ma proposition, que la gloire et l'utilité de l'entreprise, ainsi que la presque certitude du succès; mais ce ne fut point assez, et nous changeâmes alors de conversation. Selon ces chefs nous étions trop près de l'ennemi, par suite des mouvemens rétrogrades de la journée; nous pouvions être tournés pendant la nuit et enlevés dès le lendemain matin. Ils me conjurèrent donc de profiter, pour m'éloigner davantage de Vittoria, du moment où les feux de l'ennemi annonçaient son inaction.

Les ordres de rallier quelques troupes et d'arrêter l'ennemi, ordres que j'avais reçus de M. le maréchal Jourdan, ayant été ponctuellement exécutés, et les représentations des chefs n'étant pas sans fondement, nous rompîmes les faisceaux vers onze heures du soir, et prîmes en silence notre route dans l'obscurité, à travers les champs et dans la direction, tracée par les

---

jambe, pour prendre une position où le roi vint le rejoindre avec ses armées, et dont les Autrichiens, dépourvus de munitions, désespérèrent de les déloger. Ils repassèrent en conséquence l'Elbe le surlendemain de la bataille gagnée par eux.

(*Histoire de la dernière campagne* (1760), page 131.)

troupes, dont le mouvement de retraite avait précédé le nôtre.

A une lieue du point de notre première halte, nous joignîmes la garde royale, le 75ᵉ de ligne et au milieu d'eux, au même bivouac, le général de division Tirlet. Nous prîmes alors position sur leur alignement.

Cette journée désastreuse enrichit l'armée ennemie des bagages de la nôtre, ainsi que des dépouilles de beaucoup de familles espagnoles et françaises, qui n'avaient pas pu quitter Vittoria, sous l'escorte de la division Maucune. Toute notre artillerie, à l'exception d'un petit nombre de pièces, resta sur le champ de bataille, n'ayant pas pu franchir l'étonnante quantité de fossés qui coupent la plaine en arrière. Outre cette artillerie, l'ennemi s'empara de toutes les pièces espagnoles, évacuées de différens points du royaume sur la France, lesquelles, par le défaut d'escorte et d'attelages, étaient restées près de Vittoria. Il nous prit environ huit cents hommes, la plupart comptables ou domestiques, les uns surpris dans cette ville, les autres ramassés avec les bagages de leurs maîtres; il n'y avait ainsi, dans ce nombre, que très peu de combattans.

Le lendemain nous nous remîmes en route au jour et nous retrouvâmes l'armée, partie

en avant, partie en arrière de Salvatierra de Biscaye. Les corps qui s'étaient arrêtés sous mes ordres, reprirent leurs places dans leurs brigades, et j'allai rejoindre le roi.

CHAPITRE XXXV.

Suite de la bataille. — Caractère de Joseph. — Réflexions.

Cette bataille, que le maréchal Jourdan voulait et ne put pas éviter, décidait l'évacuation de l'Espagne; il n'était plus possible de se soutenir ailleurs que dans les Pyrénées, et l'on n'avait plus, pour s'y rendre, que le chemin de Pampelune qui était dans un état affreux. L'armée française, dépouillée de ces convois immenses, qui étaient devenus la proie de l'ennemi, ne traînait plus à sa suite que quelques canons; ce ne fut cependant qu'avec beaucoup de difficultés qu'elle parvint à les conduire à la route carrossable d'Erasun.

Le roi, après s'être présenté partout où l'on combattait, après avoir couru froidement les plus grands dangers pour sa personne, car il était très brave, quoi qu'on ait prétendu; le roi, dis-je, s'était retiré avec l'armée, une partie de sa maison, et l'état-major général, à Salvatierra de Biscaye, où il avait passé la nuit. Il en

partit le 22 pour aller coucher à Huerta Araquil, petite ville de Navarre, à l'entrée des gorges qui aboutissent à la route de Pampelune à Tolosa. Quelques détachemens de guerillas, perchés sur des rochers inaccessibles et couverts par la rivière, tiraient impunément sur l'armée pendant toute la durée de son passage.

On ignorait à Pampelune, où commandait le général Cassan, les désastres de Vittoria; aussi ne fut-ce qu'avec beaucoup de surprise qu'on y vit entrer les premiers détachemens de notre armée. Les ordres furent donnés, dès l'arrivée du roi, pour la mise immédiate de cette place dans le meilleur état de défense : on peut dire que, sous aucun rapport, elle ne pouvait être en de meilleures mains qu'en celles du général Cassan, officier de beaucoup de mérite, et très décidé à soutenir sa belle réputation militaire ; d'un autre côté, Pampelune avait une garnison très bien composée. Le seul point de vue sous lequel cette place n'était pas bien, était l'approvisionnement en subsistances.

Cependant l'armée ralliée, pendant la nuit du 21 au 22 juin, par ses généraux, sous les murs mêmes de Salvatierra, ne présentait plus, le lendemain de la bataille, la moindre trace de désordre. Tous les corps étaient à leurs rangs, et il n'y manquait, pour ainsi dire, d'autres personnes

utiles, que les braves qui avaient succombé. L'ennemi, qui ne pouvait soupçonner cet état de choses, se présenta, pour inquiéter notre marche, dès le 22; mais il fut si bien reçu, que dès lors il prit le parti de ne plus nous suivre qu'à portée de canon, et nous laissa opérer tranquillement notre retraite.

Nous ne restâmes que peu de jours à Pampelune, et l'armée, s'étant remise en mouvement pour gagner les cols ou *puertos* d'Arrayz, de Belated et de Roncevaux, le roi quitta cette ville (Pampelune), et suivit l'armée du centre. Bientôt les autres armées arrivèrent comme celle-ci sur la Bidassoa, d'où elles occupèrent les principaux passages des Basses-Pyrénées.

En nous rendant de Berra à Urrugne, nous gravîmes les roides sentiers des monts élevés, qui séparent ces deux points de nature différente. Les brouillards s'étant dissipés, quand nous fûmes au sommet de ces monts, nous saluâmes, les larmes aux yeux, la terre sacrée de la patrie, que, depuis plus de cinq ans, la plupart d'entre nous n'avaient pas revue; nous promenâmes nos regards émerveillés sur un vaste horizon, borné à l'est par l'Océan, et couvert au nord et à l'ouest de toutes les richesses de l'été, d'habitations éparses, de villages paisibles, de cités commerçantes; nous admirâmes

cette immense nappe de verdure, formée par les forêts de chataigners et par les clôtures boisées de chaque héritage, sillonnée par les eaux fugitives de la Nive et de l'Adour, et se terminant dans un lointain brumeux aux départemens des Landes, du Gers et des Basses-Pyrénées.

Arrivé en France, le roi établit son quartier à Saint-Jean-de-Luz, et quelques jours après à Saint-Pé, au pied des montagnes.

L'empereur, mécontent du revers éprouvé sous Vittoria, frappa M. le maréchal Jourdan du poids de sa disgrâce, et envoya M. le maréchal Soult prendre le commandement en chef. Le roi dut conséquemment quitter l'armée. Cependant avant que M. le duc de Dalmatie arrivât, les affaires avaient déjà bien changé de face : l'infanterie, renforcée par la jonction des divisions Thouvenot, Maucune et Foy, ainsi que du corps d'armée du général Clauzel, s'élevait à soixante et dix mille combattans; déjà l'ennemi s'était aperçu, lors de ses tentatives au col de Maya, qu'une bataille perdue n'avait point influé sur le moral des Français.

Le jour même où M. le maréchal Soult arriva au quartier royal de Saint-Pé, les officiers de la maison du roi partirent avec ce prince et le maréchal Jourdan, pour aller s'établir au Saint-Esprit, de l'autre côté de l'Adour : là,

nous nous séparâmes. M. le maréchal se retira dans sa famille, et les officiers attachés au roi reçurent l'autorisation de solliciter du service en France.

Ainsi se termina, pour le Roi Joseph, la longue série d'événemens qui signalèrent la courte durée de son règne en Espagne. Si, pendant les cinq années que ce prince fut assis sur le trône de cette vaste monarchie, il n'y fit pas tout le bien que son caractère doux et conciliant devait faire espérer, la faute n'en peut être imputée qu'aux contrariétés de toute espèce qu'il éprouva. Reconnu par toutes les puissances européennes à l'exception de l'Angleterre, il avait vu la Péninsule à la veille d'une pacification générale (*); mais cette pacification n'était point dans les intérêts de cette dernière puissance, et

(*) Ce fait, que quelques Espagnols d'un rang élevé ont démenti dans les feuilles publiques, est cependant exact. Les cortès avaient décidé leur soumission au roi; le sénat, voulu par la constitution du 6 juillet 1808 (*), allait être créé; M. O-Farill, ministre de la guerre, devait en être président; et il était alors question de moi pour une des hautes dignités de l'État, lorsqu'une bataille perdue arrêta tout.

(*) *Voyez*, tome II, Pièces justificatives N° IV.

ses efforts eurent tous pour objet d'en éloigner l'époque.

Les Espagnols, malgré les injures et les calomnies que les journaux de l'insurrection vomissaient contre Joseph, savaient cependant à quoi s'en tenir ; ils n'ignoraient aucune des grandes qualités de ce prince, et se promettaient le bonheur et la liberté sous son règne. La violence des mesures prises pour comprimer l'opinion établie en sa faveur, est la preuve qu'elle s'étendait chaque jour ; aussi, ne permit-on plus, depuis sa sortie d'Espagne, que l'émission des sentimens qui lui étaient absolument contraires.

A juger d'après l'histoire, on trouve beaucoup de ressemblance entre le caractère de Philippe V et celui de Joseph Napoléon. Trop de bonté dans l'un et dans l'autre, a été considéré comme un sentiment de faiblesse. Leur position eut des rapports singuliers, et fut jugée selon l'époque. Ainsi, Philippe V n'agissait que sous l'influence de la France, et les Espagnols en étaient enchantés ; Joseph agissait sous la même influence, et c'est une des principales raisons pour lesquelles ils s'attachaient à le repousser. Comme un grand prince du nord de l'Europe, et, sous beaucoup de rapports, non moins éclairé, Joseph avait aussi l'habitude,

quand il prolongeait plus que de coutume ses repas, dont la durée ordinaire était de 15 à 20 minutes, de discourir avec ses ministres et ses conseillers d'état, tous hommes de mérite, sur la littérature française, sur celle de l'Espagne et de l'Italie, sur l'économie politique, et beaucoup d'autres sujets non moins intéressans. Qui le croirait? qui pourrait se persuader que, sous les plafonds dorés des destructeurs de Montézuma et des Incas, dans la société intime de Joseph, dans un petit cercle de sept à huit personnes, il était souvent question des belles époques de notre histoire moderne, et que ce prince y défendait avec chaleur les droits et la liberté des peuples?

Un maréchal de France, digne appréciateur des talens militaires, m'a assuré que Joseph avait, dans la discussion des grandes opérations stratégiques, des conceptions qui semblaient émaner du génie de Napoléon. A l'époque de la bataille des Arapyles, perdue en juillet 1812, la première idée du roi, pour forcer les Anglais à regagner précipitamment leurs lignes de Torres-Vedras, avait été d'ordonner au duc de Dalmatie un mouvement par l'Alentejo, qui les menaçât, et leur fît craindre pour leur établissement de Lisbonne; mais il n'osa point émettre cette opinion devant un vieux

guerrier, imposant par les lauriers de Watignies et de Fleurus : à cette époque malheureuse, S. M. croyait pouvoir se maintenir en Espagne par un pivotement de forces dont la droite se serait appuyée sur le duc d'Albufera, et dont le front aurait embrassé alternativement la défense des lignes du Guadarrama, du Tage, de la Sierra-Morena, et du Guadalquivir; mouvement qui lui présentait, pour appui, les troupes de l'armée de Valence, et pour réserve celles du Midi; le roi ne mit pas cette manœuvre à exécution, craignant de voir les Anglais pousser l'armée de Portugal vers le nord de l'Espagne et menacer la France avant que les deux armées dont je viens de parler fussent en mesure d'y mettre opposition, Napoléon étant alors loin de sa capitale.

Le règne de Joseph a, du reste, laissé des souvenirs et des germes qui ne seront pas perdus. Il a été marqué par des actes et des travaux qui passeront à la postérité. Madrid avait besoin de places et de fontaines publiques, Joseph en a laissé de fort belles; l'Espagne n'avait pas une population proportionnée à son étendue et à la fertilité de son territoire, Joseph, en réduisant et, bientôt après, en supprimant les couvens d'hommes et en ne permettant pas les vœux de nouvelles religieuses sans son autorisation, avait

jeté les fondemens d'une prompte repopulation (*); la dette de l'état était immense, Joseph, par la mise en vente des domaines nationaux, la diminua considérablement, et serait parvenu à l'éteindre sans la guerre et les nouvelles dépenses qu'elle l'obligea d'y ajouter chaque jour (**).

Si l'empereur eût pu remplacer, par le double de conscrits, tous les anciens officiers, sous-officiers et soldats qu'il tira des cadres de l'Espagne, l'armée française eût conservé sa supériorité dans la Péninsule; mais après les désastres de la Russie, il tira toujours et ne remplaça rien, tandis que l'ennemi, s'attachant au principe contraire, augmenta chaque jour ses forces. Les Anglais recrutèrent partout; à leur voix, les Espagnols levèrent les célibataires depuis

---

(*) Décrets royaux en date des 4 décembre 1808 et 18 août 1809. (V. les *Annales politiques et diplomat.*) *Voyez,* sur les variations de la population de l'Espagne, la Note N° III, dans les Notes de ces Mémoires.

(**) Je pourrais, sans crainte d'offenser aucun des princes augustes qui règnent maintenant, ajouter encore à cet éloge; et il les inquiéterait d'autant moins, qu'aujourd'hui fixé hors de l'Europe, Joseph, que jamais l'ambition n'a tourmenté, vit, selon ses goûts, dans sa retraite en Amérique. (*Note écrite en* 1823.)

l'âge de seize ans, et multiplièrent les guerillas; tous les Portugais furent enrôlés avec l'uniforme et sous des chefs anglais. D'après cet état de choses, le maintien de Joseph sur le trône tenait aux événemens du Nord; mais l'évacuation de l'Espagne pouvait être nécessitée par la perte d'une bataille générale, et cette bataille, vingt mille conscrits de plus dans l'armée française, en eussent éloigné l'époque, s'ils n'eussent pas fait entièrement tourner les chances en notre faveur, lors de l'événement.

Les Français, dans leur retraite, faisaient la guerre au milieu de toutes sortes de difficultés; ils étaient sans pain depuis dix jours, lors de la bataille de Vittoria (*): les Anglais, au contraire, loin d'éprouver aucune privation, vivaient dans

(*) Ce n'était pas la faute de l'administration, car elle faisait des demandes; mais les Espagnols n'y répondaient pas. Allait-on chez eux, on n'y trouvait presque jamais personne et aucune subsistance : ainsi, l'armée ne pouvant traîner à sa suite des convois de farines, que souvent elle n'eût su où prendre, restait sans pain. Elle ne manquait pas de viande, parce que, depuis quelque temps, chaque régiment avait son troupeau; que ce troupeau marchait sous l'escorte d'un de ses détachemens, et venait, chaque soir, parquer auprès du bivouac des braves, à la nourriture desquels il devait servir.

l'abondance. Non seulement ils recevaient leurs rations avec beaucoup de régularité, mais en outre, chaque soldat avait un petit bidon toujours pourvu d'excellent rhum, et les jours de bataille, buvait de cette liqueur à discrétion. Cependant trente-cinq mille Français, à jeun (*hambrientos*, comme disaient les Espagnols), luttèrent pendant huit heures consécutives contre toutes les forces réunies de l'Espagne et du Portugal, ainsi que contre la plus belle armée de l'Angleterre, c'est à-dire, au moins contre cent mille hommes.

ꟷꟷꟷ

CHAPITRE XXXVI.

Réflexions sur la guerre intestine de l'Espagne.

Nonobstant, toutes ces privations et ces difficultés sans cesse vaincues et toujours renaissantes, le caractère de Joseph, et la valeur des armées françaises auraient incontestablement triomphé de l'Espagne, sans les efforts et la persévérance de l'Angleterre, sans les nouvelles coalitions des puissances continentales, contre Napoléon, et surtout sans la funeste bataille des Arapyles.

Celle de Baylen, gagnée par les Espagnols seuls, sur des divisions formées de nos plus jeunes conscrits, fit prendre aux vainqueurs une idée trop présomptueuse de leurs forces, et alluma chez eux cet esprit d'insurrection qui s'étendit dans toute la Péninsule. Je dis une idée trop présomptueuse, parce que leurs efforts eussent été tout à fait sans succès, si la coopération que je viens de rappeler et beaucoup de fautes de notre part n'eussent pas eu lieu.

Mais nonobstant les moyens étrangers qui vinrent seconder les efforts des Espagnols, il y en eut encore d'intérieurs, qu'on n'a point approfondis ou que, peut-être, on a négligés comme de peu d'importance : je veux parler des pouvoirs différens qui se trouvèrent appelés à concourir au même but (la fin des troubles), alors que, centralisant davantage, concentrant même, il n'eût fallu, dans les provinces en état de guerre, qu'une seule autorité que rien n'eût contrariée dans ce but difficile. Or, en pareilles circonstances, quelle pouvait être l'autorité à laquelle on devait donner une supériorité momentanée? c'était, sans contredit, celle du gouverneur.

Le gouverneur avait, quelquefois, la haute police, mais souvent aussi il était contrarié par le chef de l'administration ; souvent l'un et l'autre étaient de nations et de gouvernemens différens et ne s'entendaient point entre eux pour beaucoup d'actes où le concours des deux autorités devenait indispensable : ce ne pouvait donc être qu'au préjudice de la chose publique.

Pendant tout le temps que les provinces se trouvaient soustraites à l'empire de la constitution, le général ayant à créer des troupes, à faire combattre celles sous ses ordres, à surveiller et à diriger l'esprit public, aurait dû

peut-être réunir, dans ses mains, le commandement militaire et l'administration civile, comme je les réunissais dans l'étendue des provinces que j'ai eues sous mes ordres : mais comme, malgré des talens militaires et politiques remarquables, un officier peut être fort ignorant en administration civile étrangère, il aurait fallu donner au gouverneur un secrétaire général destiné, en se conduisant bien, à devenir intendant de province ou préfet, lors de la pacification ou de la rentrée sous le régime constitutionnel : de plus, il aurait encore fallu faire seconder le gouverneur, pour la police, par un bon commissaire général, et lui donner un chef d'état-major pour le débarrasser de ces détails, qui, depuis quelques années, retiennent trop les chefs militaires à leur bureau.

Par cette organisation, tout eût marché sans entraves et sans jalousie. Pendant l'absence du chef commun, les affaires ordinaires n'eussent point été interrompues : à son retour, il eût prononcé sur celles qu'on lui eût réservées.

Il aurait enfin fallu négliger moins d'éclairer le peuple ; non par des journaux, mais par des bulletins et placards, soigneusement affichés aux portes des églises, des villes et des campagnes, et ces bulletins auraient dû contenir, outre les lois du prince, les actes de l'autorité

publique et l'exposé de nos succès en Espagne et en Europe.

Dans la position délicate où l'insurrection d'une province place le chef qui la commande, ce chef ne peut rien laisser au hasard ; il doit donc diriger, en personne, toutes ses opérations importantes, et il ne peut se reposer sur des subalternes que rarement, et dans des cas peu difficiles. C'est à mon attention scrupuleuse d'en agir ainsi, que j'ai dû la continuité de mes succès et surtout le bonheur rare de ne m'être jamais vu prendre un seul homme sur les champs de bataille où j'ai commandé contre l'Empecinado. Je n'entends pas parler ici des hommes restés en arrière dans les marches et dont aucun, après avoir perdu de vue son corps ou son détachement, n'a reparu: cela tenait, ou à des projets de désertion de la part de ces hommes, ou au malheur de s'isoler au milieu d'une nation ennemie, dont les paysans armés et cachés partout, ne faisaient aucun quartier.

En principe, il importe, dans les guerres civiles, que ceux qui commandent contre les insurgés, soient d'une conduite, sous tous les rapports, irréprochable. Ce n'est point en s'occupant trop des plaisirs de la table, en ne songeant qu'à entasser de l'or, en ne rêvant que la

séduction des femmes ou des filles, qu'on éteint la sédition et qu'on fait les affaires de son prince; au contraire!

L'officier, chargé d'un pareil comandement, doit être d'un accès facile, affable, et plutôt porté à la clémence qu'à trop de sévérité; Il doit méditer beaucoup toutes ses mesures fortes, et ne faire verser de sang qu'alors qu'il ne peut pas s'en dispenser: un luxe modéré, et qui ne pèse en rien sur un peuple malheureux, convient mieux, pour sa position, que l'étalage pompeux de la magnificence.

Enfin il ne suffit pas que la conduite du général soit telle que je l'ai tracée, il faut encore qu'elle serve de modèle aux subalternes. Le chef supérieur doit tenir la main à ce qu'ils ne se permettent aucun genre de vexations, à ce qu'ils ne recherchent aucun gain illicite, et à ce qu'en tout ils s'attachent à faire du bien. Dans les guerres dont l'opinion est la cause, c'est l'opinion qu'il faut conquérir: une fois cette tâche remplie, on trouve peu d'obstacles à la réussite des autres desseins.

CHAPITRE XXXVII.

Armée du roi Joseph. — Sa composition. — Mes projets à son égard.

Les Français et leurs alliés firent presque seuls la guerre, les corps espagnols, au service du roi, désertant d'une manière scandaleuse. Aussi, quoiqu'ils eussent généralement de bons chefs, n'osa-t-on que rarement présenter ces corps à l'ennemi, ou les conduire aux avant-postes. Les compagnies franches, la garde royale et les régimens Royal-Étranger et Royal-Irlandais seuls lui furent constamment opposés, tandis que les régimens purement espagnols, de l'armée du Centre, tenaient garnison à Madrid, Tolede et Guadalaxara.

Les démonstrations d'amour et de dévouement des royaumes du midi, avaient, comme je l'ai dit, fait ordonner la création de beaucoup de régimens à la fois : ce ne fut une faute que par la tournure critique que prirent les événemens, et par la désertion qu'ils firent éclater dans ces corps; mais on doit le dire à la louange

de ces derniers, si la désertion produisit leur presque total anéantissement, jamais aucun d'eux, jamais même une compagnie entière ne quitta son poste, ni la ligne de bataille, pour tourner lâchement ses armes contre nous.

On forma des cadres, et l'on crut avoir des régimens en les remplissant de misérables prisonniers qui, pour éviter un séjour illimité en France, s'empressaient de prendre du service; mais en s'enrôlant de la sorte, l'arrière pensée de la plupart était la désertion : nus, comme presque toutes les troupes de la junte, ils attendaient patiemment qu'on les eût habillés pour consommer ce crime, partout infâme. C'est particulièrement dans l'armée du Centre qu'ils tinrent cette conduite, si ruineuse pour les finances du roi Joseph.

Ce n'était point en Espagne, ce n'était pas même dans le midi de la France, qu'on devait former des régimens avec des prisonniers de guerre espagnols, parce que, trop voisins de leur patrie en armes, ils trouvaient chaque jour des secours et des occasions pour s'y rendre. J'ai vu des prisonniers espagnols rentrés dans leur patrie, après avoir traversé, sans être arrêtés nulle part, toute la France, quoiqu'elle fût couverte de gendarmes et de commissaires de police.

Les masses considérables de prisonniers espagnols, faits sur les champs de bataille par les armées françaises et alliées, se réduisaient singulièrement avant de franchir les Pyrénées ; car d'un côté les nouveaux régimens, au service du roi, y puisaient leur complet plusieurs fois dans l'année ; de l'autre la négligence et la cupidité de la plupart des escortes, presque toujours composées de troupes étrangères, en laissait échapper un grand nombre, qui allait immédiatement prendre parti dans les guerillas, ou se trouvait reconduit par elles à ses anciens corps.

Pour former, avec des prisonniers de guerre, des régimens utiles, je ne dis point à la cause de Joseph, il était impossible qu'ils le devinssent avant la pacification de la Péninsule ; mais à la cause de Napoléon, il eût fallu que cette opération eût lieu dans les places de l'est et du nord de la France. Le régiment Joseph Napoléon, à l'égard duquel on suivit cette marche, se soutint espagnol tant qu'on put l'alimenter.

Pour former des régimens utiles à la cause du roi, pendant l'existence même des troubles politiques, il en eût fallu bien composer et peu multiplier les cadres, par suite de ce principe : que c'est et que ce sera toujours une duperie que de vouloir, sans de bons officiers et sous-

officiers, mais surtout sans sujets dévoués, créer beaucoup de corps à la fois; en Espagne il eût fallu se conformer aux ressources du moment, et créer un, deux, trois régimens; les laisser bien s'organiser, s'instruire et prendre un esprit de corps, avant de les multiplier; et quand une inspection générale les aurait eu constatés sous ce triple rapport, les dédoubler, et compléter ensuite les dédoublemens par les miliciens.

On voit que je parle ici de miliciens plutôt que de conscrits, quoique, aujourd'hui, la conscription soit une coupe réglée pour la jeunesse de l'Europe; mais les Espagnols en ont une idée affreuse, tandis que la levée des milices leur est familière. Or, pour de grands résultats qui ne sont pas du goût de l'opinion publique, il est prudent de ne point aller prendre à l'étranger le type d'institutions réprouvées par elle, quand on en a d'anciennes qui peuvent conduire aux mêmes fins sans contrainte et sans secousses. Les juntes insurrectionnelles levèrent tout ce qui se trouva d'âge et de force à porter les armes sans donner de nom à leurs levées.

Ainsi j'aurais pris d'abord, tous les six mois, deux miliciens par chaque millier d'âmes, et, dans l'état que présentait, en 1809 et depuis, la population soumise à l'action des lois, ou à

l'armée impériale, j'aurais pu disposer annuellement de sept mille recrues, c'est-à-dire de trois mille cinq cents par semestre. En affectant alors la septième partie de cette levée à la cavalerie, au génie et à l'artillerie, il serait resté six mille hommes, dont, au 1er janvier 1810, on aurait fait six régimens égaux, à deux bataillons de cinq cents hommes chacun. Le roi aurait été prié de passer souvent en revue ces corps, parce que ses manières étaient plus de nature que nos armes à opérer la conquête du cœur de ses sujets. Ces régimens, dédoublés au 1er janvier 1811, en auraient donné douze qui eussent reçu les milices de l'année. En ne dédoublant, en 1812, que les six plus anciens d'entre eux, l'armée eût alors présenté dix-huit régimens d'infanterie, à mille hommes effectifs chacun, et quatre de cavalerie à cinq cents hommes, parce que, dans cette année, je lui aurais appliqué le septième en totalité.

Mais au 1er janvier 1813, et pour ne pas trop multiplier les cadres et les états-majors, les régimens d'infanterie auraient été portés et conservés à un effectif de treize cent trente trois hommes, savoir : deux bataillons de guerre à six cents chacun, et deux compagnies de dépôt montant ensemble à un fonds variable de cent trente trois et au-delà ; les régimens de cavale-

rie auraient été portés à six cents hommes, dont cent au dépôt. Les autres armes eussent reçu le reste des levées, ce qui eût porté leur effectif à seize mille hommes, tout compris.

Ainsi, en suivant cette base jusqu'à ce que l'armée fût parvenue à un complet de cinquante à soixante mille hommes, le roi aurait pu avoir au 1er mai 1813, époque où l'on a vu qu'il avait le plus grand besoin de troupes, puisque cette époque est celle de notre dernière évacuation de Madrid, savoir :

36 Bataillons d'infanterie, à 600 h. présens.	21,600
16 Escadrons, à 125 chevaux présens......	2,000
1 Régiment d'artillerie à pied..........	800
2 Escadrons d'art. légère, de 125 ch. chacun.	250
2 Escadrons du train, de 125 chev. chacun.	250
2 Compagnies de mineurs, de 50 hommes.	100
1 Compagnie de pontonniers..........	60
2 Compagnies d'ouvriers, de 60........	120
Total............	25,180

Sans compter ceux existans dans les dépôts.

Cette armée nous eût valu les vingt mille conscrits dont je parlais dans le XXXVe chapitre, comme si nécessaires pour rétablir l'équilibre entre nos forces et celles de l'ennemi.

Les pertes journalières auraient été couvertes

par les enrôlemens volontaires, et par les déserteurs de l'ennemi. Les communes auraient été responsables de leurs miliciens, et auraient fourni deux hommes habillés, équipés et armés, en remplacement de chacun de ceux qui auraient abandonné leur drapeau.

Quoiqu'une armée de cinquante à soixante mille hommes paraisse peu de chose pour l'Espagne, je n'aurais pas été d'avis de la porter plus haut, tant que la bonté de son gouvernement n'y aurait pas rattaché les colonies, l'Espagne étant assurée d'une longue paix avec la France; tant qu'on n'y eût pas établi un bon système de contributions, et qu'on n'eût pas diminué sa dette nationale des deux tiers. Faiblement peuplée, l'Espagne, même dans cet état, n'aurait pas été blâmable de chercher des troupes auxiliaires partout où elle en aurait pu trouver de disciplinées.

J'avais le dessein de proposer au ministère, dont, en Espagne, mon inspection-générale était une branche permanente,

1° De donner un même fonds d'uniforme à tous ces corps francs, de manière à pouvoir au moyen de quelques changemens économiques, les organiser en corps de cavalerie ou d'infanterie légère.

2° De n'organiser les troupes à cheval qu'en deux espèces de corps différens, savoir :

De chasseurs pour éclairer, escorter, poursuivre, courir en partis ; ayant l'uniforme élégant et simple que les nôtres portèrent si longtemps, c'est-à-dire, rien du luxe inutile et trop dispendieux des hussards ; portant des contre-épaulettes à écailles de cuivre, et pour coiffure le schako à calotte de fer; pour armement, le sabre courbe, un pistolet, une petite hache et une carabine, afin de pouvoir, au besoin, combattre à pied, comme le font rarement nos dragons (*).

(*) Le chapeau était une coiffure mauvaise, et qu'autrefois on rendait ridicule à force d'en rogner les cornes, pour qu'elles gênassent moins le maniement du fusil; il n'eût été convenable que pour la cavalerie, et encore pourvu qu'en temps de guerre, on y ajoutât une calotte de fer.

Le schako, le casque et les bonnets à poil sont plus beaux sous les armes que le chapeau, mais n'en sont pas moins des coiffures vicieuses. Les bonnets à poil ne sont propres que pour les parades. Le schako et le casque ne seront de bonnes coiffures que lorsque leur partie inférieure pourra se rabaisser sur les oreilles, et les garantir de la rigueur du froid; et que lorsqu'ils auront par derrière un rebord qui puisse à la fois, empêcher l'eau de couler dans le dos du soldat, et amortir la violence des coups de sabre portés sur le cou.

De dragons lanciers pour combattre en ligne, donner ou arrêter un choc, enfoncer des masses et jamais pour aucun service léger; ayant un uniforme grave, imité de celui de notre grosse cavalerie; portant des épaulettes à chaînettes, un casque à calotte de fer, et sur le devant seulement, une cuirasse à l'épreuve; enfin, pour armement un long sabre droit, un long pistolet et une lance de neuf à dix pieds (*).

(*) Pourquoi tant de régimens, d'armes, de noms et d'uniformes différens, quand le service qu'ils ont à faire est le même. N'est-ce pas moins par l'utilité que par la mode, que, jusqu'à ce jour, on s'est réglé pour leur création, et que l'on a conséquemment pour troupes légères des hussards, des chasseurs, des dragons, des chevau-légers, des corps-francs; et, pour cavalerie de ligne, des régimens cuirassés et d'autres qui ne le sont pas, des grenadiers et des carabiniers à cheval?

Les troupes à cheval n'ont jamais eu que deux genres de service à la guerre, le service léger et le service de bataille : c'est-à-dire, pour le premier, le soin d'éclairer l'armée, d'escarmoucher, d'escorter les convois, de poursuivre les fuyards; et, pour le second, le devoir de combattre en ligne et d'enfoncer les masses ennemies.

Ayons, pour le premier genre de service, des chasseurs seulement, armés d'un sabre courbe, d'un pistolet, d'une carabine et d'une petite hache; couvrons leur tête d'un casque avec gourmettes à écailles de mé-

Je desirerais voir former des brigades et des divisions, dont les généraux fussent permanens pendant la paix comme pendant la guerre, et

---

tal, et avec une crinière assez longue pour abriter le cou contre les armes tranchantes; garantissons leurs épaules contre ces mêmes armes par des contre-épaulettes couvertes d'écailles plus épaisses. Ne chargeons point l'habillement de ganses inutiles et dispendieuses, comme celles des hussards. C'est un luxe que l'état, sur qui pèse l'habillement des sous-officiers et soldats, peut remplacer par des chevaux de plus, et que l'officier, s'il n'est pas riche, supporte difficilement; car il faut que le harnachement de son cheval n'ait pas moins d'éclat que l'uniforme.

Tirons de nos chasseurs les corps de partisans dont nous avons besoin.

Ayons, pour le second genre de service, des dragons-lanciers, armés d'un sabre droit à côtes, d'un long pistolet, d'une lance à flammes rouges, et d'une petite hache. Donnons-leur un costume grave, un casque à crinière à l'épreuve, et avec gourmettes, ainsi qu'une cuirasse et des contre-épaulettes à écailles.

Ces dragons, recevant une charge de pied ferme, seront inabordables pour le sabre, toutes les fois qu'ils baisseront la pique horizontalement, à hauteur du poitrail; car il ne faut pas qu'ils s'occupent du cavalier ennemi : chargeant, ils enfonceront tout.

Il serait bon que ces dragons eussent, par régiment, une compagnie de chasseurs pour le service léger, et le

j'aurais proposé qu'ils en eussent été, en tout temps, les seuls inspecteurs et sous inspecteurs-généraux (*).

Enfin, la dignité de capitaine-général me paraissant offrir trop de distance entre elle et le grade de lieutenant-général, j'aurais voulu qu'on donnât le titre de général de division, avec trois étoiles, au lieutenant-général, et qu'on créât cet emploi avec quatre étoiles pour les commandans d'ailes et de corps d'armée.

Déjà, pour faciliter la création toujours extrêmement dispendieuse des nouveaux corps, j'avais proposé celle d'une masse de recrutement, dans laquelle tous les prisonniers de guerre qui auraient sollicité la permission de rentrer dans leurs familles, auraient dû pour l'obtenir, verser un cautionnement de huit mille réaux en espèces. Le conseil-d'état craignant d'augmenter les guerillas, en déterminant un mode de recrutement, n'en arrêta aucun et l'on continua à tenter le complétement par des prisonniers qui n'attendirent que leur

---

maintien des tirailleurs ennemis qui inquiéteraient la masse du régiment.

(*) *Voyez*, sur les avantages de cette mesure, la note de la page 90 du tome 1er de ces Mémoires.

habillement neuf pour déserter; on permit à des prisonniers de retourner dans leurs foyers, moyennant un cautionnement de huit mille réaux en immeubles, et comme ils ne pouvaient craindre qu'on le leur enlevât, ils retournèrent presque tous dans les rangs ennemis.

Le Royal-Étranger et le Royal-Irlandais, qui continuèrent, sous le titre de Royal-Étranger, à combattre dans l'armée française, ne furent meilleurs qu'en ce que les hommes qui entrèrent dans leur composition étaient presque tous nés hors de la Péninsule. De fait, dans les changemens de dynastie, c'est toujours l'étranger qui se montre le plus sûr et le plus soumis, puisqu'il a rarement un autre intérêt que celui du prince qui le paye. On a cependant distingué long-temps dans ces corps les hommes qui avaient servi l'Espagne avant la guerre, par leur éloignement pour les Français et leur peu de fidélité aux drapeaux de Joseph. Tous deux aussi perdaient des hommes par la désertion; et ce qu'il y a de surprenant, c'est que ces hommes désertaient même après la victoire. Il est vrai que tous les moyens de séduction leur furent constamment prodigués.

CHAPITRE XXXVIII.

Réflexions sur Joseph. — Sa généreuse résignation. — Autorisations générales.

On a vu que je connaissais Joseph depuis le congrès de Luneville, et que depuis cette époque il ne cessa jamais de me témoigner de la bienveillance : élevé au rang suprême par la politique de son frère, Joseph porta ses aimables qualités sur le trône, et c'est à tort qu'en Espagne l'esprit de parti poussa la haine jusqu'à flétrir son caractère par une accusation de défauts et de vices, qui n'étaient point les siens. Que ce prince ait senti la douce influence du beau sexe espagnol, c'est un reproche dont tous les guerriers français se chargeront avec lui ; mais on doit dire qu'il ne sacrifia à cette influence ni ses devoirs, ni les intérêts publics ; qu'il se soit adonné au jeu, au vin, c'est une calomnie, une pure méchanceté. La sobriété est la vertu dominante des Corses, et Joseph la possède au plus raisonnable degré.

Le roi, après les malheurs de Vittoria et l'arrivée de M. le maréchal duc de Dalmatie, se retira dans ses domaines français, au sein d'une famille justement chérie, autant par les douces vertus de la reine que par les belles qualités des princesses ses filles. Il ne faut pas s'imaginer que l'idée de se voir jeté hors de la Péninsule et de perdre peut-être la couronne, ait, un instant, affecté l'âme grande et généreuse d'un prince, dont la seule ambition connue, et jamais il n'en manifesta d'autre, était de rendre ses peuples heureux ; n'ayant pas pu réussir, la conviction de son impuissance l'empêcha d'éprouver des regrets.

Par suite du départ du roi pour Morfontaine(*), chacun de nous reçut du ministère espagnol l'autorisation de prendre un parti. Les uns sollicitèrent alors du service dans l'armée française, très peu à cause de l'état peu florissant de nos armes, préférèrent l'obscurité d'une retraite. Je fus du nombre des premiers, et, en attendant une réponse, je me rendis aux eaux dont l'état de ma

(*) A la fin de l'année 1813, par un traité signé à Valençay, le 11 décembre, Napoléon, maîtrisé par les circonstances, rendit à Ferdinand sa liberté et sa couronne (*Voyez* note N° IV).

blessure au pied continuait à réclamer le secours. C'est pendant que je m'y trouvais qu'eut lieu la seconde affaire du col de Maya, si sanglante des deux côtés, et si honorable pour la valeur française. Cette affaire (la première ayant été non moins glorieuse, conduite et soutenue par le brave comte Gazan, avant que le roi et M. le maréchal Jourdan eussent quitté leurs fonctions); cette affaire, dis-je, et quelques autres non moins brillantes dans les Pyrénées et sur la Bidassoa, retinrent encore long-temps l'ennemi sur le territoire espagnol; mais elles ne purent réussir à opérer le ravitaillement de Pampelune.

Le ministre, après avoir beaucoup tardé à répondre à ma demande de service, m'ayant alors envoyé l'ordre de me rendre à la grande armée en Allemagne, je ne la rejoignis que pour revenir avec elle sur le territoire français, où je restai quelque temps à la suite de l'état-major général sans destination particulière: mais ce qui modéra mon mécontentement de cet état d'inutilité, ce fut que, sans aucun armistice, on resta néanmoins pendant tout ce temps-là sans combattre.

L'empereur Napoléon ne m'aimait pas, et lorsque je recherchais les motifs de sa haine envers moi, j'en trouvais en partie l'origine dans son aver-

sion pour les officiers que le général Moreau avait particulièrement affectionnés. Cependant ma conduite à Caldiero, conduite qui avait si fortement contribué à empêcher notre retraite et sans doute l'évacuation d'une partie de l'Italie; ma conduite, dis-je, devait d'autant plus mériter de sa part quelque retour de bienveillance, que peut-être sans elle le mouvement rétrograde de l'armée du général Massena, aurait influé sur les succès de la sienne, alors seulement arrivée à Ulm.

Cependant cette aversion, pour les officiers de Moreau, n'existant pas en 1800, pourquoi, à la fin du congrès de Lunéville, le ministre de la guerre, depuis prince de Wagram, avait-il fait nommer M. Goris au commandement de la 61e demi-brigade, aussitôt que Joseph Bonaparte eut demandé ce corps pour moi. Le prince de Wagram me l'a expliqué à Burgos, une nuit que nous attendions seuls, lui, l'empereur occupé avec le roi; moi, des ordres de ce dernier prince pour le lendemain.

Le prince de Wagram avait eu en Amérique de graves différens avec un ancien officier supérieur de mon nom, et m'avait cru long-temps la même personne; mais quand il fut détrompé, et voulut réparer le tort qu'il avait fait à ma carrière, je n'appartenais plus au service de France.

Si, au milieu de ses immenses occupations, l'empereur trouvait mon nom quelque part, il l'accueillait, tantôt avec les impressions qu'il avait reçues de son auguste frère, tantôt avec celles que lui avait données le prince de Wagram. Ainsi tantôt il permettait que mes affaires fussent toutes consignées dans le Moniteur, ou qu'on me confiât des troupes françaises, faveur qu'il ne prodiguait point aux officiers étrangers à son service; tantôt il me traitait avec une négligence et une aigreur que rien ne pouvait justifier.

J'avais soutenu la gloire et l'honneur des étoiles de mon grade, et, après plus de quatre années passées dans des fonctions qui n'étaient, la plupart, remplies partout que par des généraux de division français, j'obtins du ministre français, pour toute récompense, l'ordre d'aller servir comme major dans l'armée française (*). Je m'y rendis avec la seule intention d'y combattre comme volontaire.

(*) Je venais d'être nommé à ce grade, en 1806, quand je passai au service de Naples; mais je ne le sus que bien long-temps après : c'est pourquoi j'acceptai alors le grade de chef de bataillon, que j'avais depuis long-temps en France.

Ce ne fut cependant pas en cette qualité que M. le général Béliard croyait avoir à me placer, quand, me donnant la seule main qui lui restât libre (il avait le bras et la jambe encore garnis des attelles dont la fracture récente de ces deux membres, par un boulet, avait nécessité l'appareil), il me dit :

« Général, je suis fâché que vous ne soyez « pas arrivé assez tôt pour prendre le comman-« dement d'une division, il n'y en a plus de « vacante. »

Si, depuis lors, on m'a vu rendre encore quelques services à la France, comme officier général, je le dois à l'estime et à la continuelle bienveillance de ce digne officier, ainsi qu'à ces mêmes sentimens de la part de LL. EExc. MM. les maréchaux Jourdan et Kellermann.

L'empereur, il est vrai, revenant enfin de toutes ses préventions sur mon compte, me fit dire, en 1814, lorsque M. le comte Durutte me secourut la deuxième fois dans Thionville, forteresse qu'à la grande armée on croyait depuis long-temps au pouvoir de l'ennemi, qu'il me félicitait de ma conduite toute française, et qu'il me donnerait très incessamment des preuves de la satisfaction qu'il éprouvait de mes services. Les événemens ne lui permirent plus sans doute de s'occuper de moi, et je serais

sorti général espagnol de la grande lutte nationale, si l'extrême justice de S. M. le Roi Louis XVIII n'eût, en partie, réparé les torts de la fortune envers moi.

FIN DE LA SECONDE PARTIE DU TEXTE DES MÉMOIRES.

NOTES.

NOTE N° I[er].

CHAPITRE ADDITIONNEL (*).

CARACTÈRE DES ESPAGNOLS.

Amour de la patrie. — Orgueil. — Dicton ridicule. — Fierté d'un mendiant. — Noblesse des enfans trouvés. — Le duc d'Albe. — Prétention des Asturiens et des Biscayens. — Caractères particuliers des provinces. — Les Castillans. — Les Aragonais. — Les habitans de la Galice, des Asturies, de la Vieille-Castille, de Léon, de Biscaye et de Navarre. — Réponse d'un paysan. — Piété, superstition. — Fidélité aux rois. — Dévouement du seigneur de Hita. — Fernand Cortez et Charles-Quint. — Le Cid. — Action d'un Castillan amoureux. — Déclaration d'un grand d'Espagne. — Comparaison des provinces du midi et des provinces du nord. — Caractère des Andalous. — Caractère des Catalans. — Sobriété et paresse. — Opinion des Espagnols à cet égard. — Mort d'un soldat. — Le général barbu.

L'AMOUR de la patrie est un sentiment général parmi les Espagnols. C'est dans ce sentiment développé avec énergie, qu'ils ont puisé les moyens de résister à l'ac-

(*) Les divers détails contenus dans les *Mémoires du général Hugo*, sur le caractère du peuple Espagnol, en éveillant la curiosité d'une manière plus étendue, font desirer de connaître davantage ce caractère : occupé des opérations militaires, M. le général Hugo n'a pas dû interrompre la gravité du récit pour y pla-

tion des armées françaises, et d'opérer avec le secours des Anglais la délivrance de la Péninsule.

L'orgueil national du peuple de l'Espagne est élevé au plus haut degré. A entendre un habitant de ce pays ouvrir une large bouche et dire d'un ton solennel : (soy Espanol) je suis Espagnol; il semble, que les temps glorieux, où Charles-Quint dictait des lois à la moitié de l'Europe, durent encore pour l'Espagne. Les Castillans expriment leur orgueil avec une naïveté que la pompe habituelle de leur langage rend encore plus emphatique. Cette vanité n'est pas seulement particulière aux classes supérieures de la société et à cette grandesse espagnole, plus orgueilleuse de l'illustration des races que toute autre noblesse de l'Europe, elle se trouve chez les moindres *hidalgos* de province (*), chez les marchands et même dans les degrés les plus infimes du peuple.

---

cer des détails assez piquans, qui trouveront naturellement place dans ce chapitre additionnel. Il èst extrait d'un ouvrage inédit sur l'Espagne, composé par un jeune écrivain, déjà connu par ses travaux sur ce pays, qu'un long séjour l'a mis à portée de bien étudier et de bien connaître.

(*) Le ridicule orgueil de ces hobereaux, à l'époque où Philippe V monta sur le trône d'Espagne, donna lieu à un dicton injurieux pour la Majesté Royale : *Yo soy mas noble que el Rey;* je suis plus noble que le Roi. Les Espagnols, entichés de leur noblesse, prétendaient que celle du petit-fils de Louis XIV n'était pas pure, parce qu'il descendait par les femmes d'une famille de marchands, les Médicis de Florence !

On connaît la réponse de ce mendiant de Madrid, qu'un passant raisonnable engageait à travailler (*os pido limosna y no consejos*) : Je vous demande l'aumône et non pas des conseils.

L'orgueil est en quelque sorte consacré par les lois : une coutume fort ancienne, et une disposition légale plus moderne anoblissent les enfans trouvés ; cet usage est fondé sur la raison tout espagnole, qu'il vaut mieux donner sans cause la noblesse à un roturier, que d'en priver à tort un enfant noble.

Les Asturies et les Galiciens ont tous la prétention d'être nobles, à cause de la part qu'il ont prise aux guerres contre les Maures, et parce qu'il se disent issus, en droite ligne et sans mélange, des Goths. Le roi n'est pas roi de Biscaye, mais seulement *señor*, seigneur. La petite province de Molina, dépendante de l'Aragon, ne donne aussi au roi d'autre titre que roi d'Espagne et seigneur de Molina.

La fierté castillane et l'amour jaloux de la patrie n'empêchèrent cependant pas, lors du règne si court de Joseph, un grand d'Espagne de première classe, le duc d'Alba, de signaler son dévouement pour le nouveau roi que Napoléon donnait aux Espagnols, d'une manière tout à fait inusitée : ce seigneur, d'une des plus illustres familles du royaume, voulut servir et servit en effet comme simple cavalier, dans les hussards de la garde espagnole de Joseph.

Le caractère du peuple espagnol se compose d'un mélange de gravité et de fierté, de courage et de patience, de paresse et de sobriété. Ces qualités et ces

défauts, produits par les origines différentes des diverses peuplades qui couvrent la surface de la Péninsule, sont modifiés par les climats ou développés par les institutions et par les mœurs, de telle sorte que le caractère de chaque province a un cachet particulier et une qualité dominante.

Les Castillans (de la Nouvelle-Castille), que le séjour de la cour et le voisinage de la capitale du royaume semblent placer à la tête des peuples qui forment la nation espagnole, montrent une fierté plus grande que tous les autres.

Les Aragonais, à qui d'anciennes habitudes de libertés politiques et de résistance au pouvoir absolu des rois ont fait sentir davantage leur importance personnelle, offrent, avec une fierté moins expansive, un plus grand caractère de fermeté.

Les habitans des Asturies, de la Galice, de Léon, de la Vieille-Castille, de la Navarre et de la Biscaye, qui ont su les premiers résister aux Maures, et qui ont reconquis peu à peu la liberté du reste de l'Espagne, sont courageux et surtout braves. La persévérance est leur qualité distinctive.

C'est un paysan de la Vieille-Castille qui, pressé par un officier français de reconnaître Joseph Napoléon pour souverain, et qui, entendant vanter les forces invincibles de l'empereur, répondit, avec fermeté et avec flegme, à celui qui voulait lui démontrer l'inutilité de la défense et l'impossibilité de chasser les Français hors d'Espagne : « Nous en avons bien chassé les Maures. »

C'est aussi dans ces provinces qui ont si long-temps

combattu pour la foi des chrétiens, que les sentimens religieux sont plus profondément enracinés. Le siége principal de l'inquisition fut long-temps placé à Valladolid, capitale de la Vieille-Castille; la piété fervente dégénérait souvent alors en superstition; mais depuis que les doctrines inquisitoriales se sont adoucies, et que le conseil de la *suprema* a attiré à Madrid le plus important tribunal des inquisiteurs, la superstition disparaît par degré pour faire place à une foi vive mais suffisamment éclairée.

Pendant les guerres continuelles avec les musulmans, le dévouement à la patrie et à la religion s'est confondu dans le cœur des habitans de cette partie de l'Espagne, avec l'attachement pour le souverain. Les Vieux-Castillans ont toujours été renommés à cause de leur fidélité à leurs rois, et ils en ont donné fréquemment d'héroïques preuves.

Ainsi, sous le règne de Jean Ier, à la désastreuse bataille d'Aljubarotta (en 1385), le seigneur de Hita, voyant le roi embarrassé dans son armure et prêt à être pris par l'ennemi, par suite de la mort de son cheval, descend du sien, l'offre généreusement à son souverain, l'aide à y monter, et lui dit : « Lâchez la bride et pressez l'éperon ; moi, je vous recommande mon fils, car je vais mourir pour vous. »

La franchise des assemblées politiques avait donné aux Espagnols une fermeté respectueuse, mais juste, vis-à-vis de l'autorité.

« Quel est cet homme » demande l'empereur Charles V en voyant un inconnu arrêter hardiment la bride

de son cheval pour lui demander justice : « Sire, répond Fernand Cortez (car c'était lui), c'est un homme qui a conquis plus de royaumes pour votre majesté que les rois ses ayeux ne lui avaient laissé de provinces. » Et reprenant sa situation de sujet, il met un genou en terre et présente à Charles un placet respectueux.

Quelques siècles auparavant, le Cid reçoit, d'un monarque ingrat, cet ordre injuste : « Je vous exile de tous mes royaumes. — Desquels, répond le champion de Bivar, de ceux que j'ai conquis ou de ceux que j'ai conservés ? » et, après cette réponse altière, il part sans chercher à se venger.

Les invasions successives des Carthaginois, des Romains, des Goths et des Maures ont altéré la pureté primitive de la race espagnole; le véritable peuple indigène doit se trouver dans les parties de l'Espagne qui ont eu le moins de contact et de mélange avec les étrangers; c'est aussi dans les provinces du nord et de l'ouest de la Péninsule, qui, par leur position et par le courage de leurs habitans, sont demeurées libres du joug des conquérans, que les grandes qualités particulières aux Espagnols primitifs se développent avec plus d'éclat. Dans les mouvemens impétueux de l'amour, de cette passion dont la force paraît égale chez tous les peuples, ils ont porté une délicatesse qui n'avait point eu d'exemple ; car on prétend à tort que les Espagnols ont eu pour maîtres en galanterie les Maures de l'Andalousie. Ces Arabes avaient transporté de leurs tentes, sous les dômes éclatans de l'Alhambra, les sentimens

que la loi de Mahomet donne à tout Musulman pour les femmes. Le respect que les Espagnols des provinces conquises montraient à la beauté, atténua peu à peu le mépris que les conquérans avaient pour elle. Ceux-ci comprirent que la plus aimable compagne de l'homme ne doit pas être son esclave. Ils devinrent galans ; les Castillans sont passionnés.

Où trouver, dans les royaumes Mauresques, un trait de passion égal à celui-ci :

Un jeune seigneur castillan reçoit dans son château celle qu'il aime et qu'il ne peut obtenir ; il met le feu à sa demeure, seul héritage que son père lui ait laissé, et s'élance dans les flammes, qui consomment sa misère, pour jouir au péril de sa vie, du bonheur d'enlever dans ses bras, et de sauver du danger, la jeune femme à demi nue.

De brillantes qualités, se joignent au courage dont ils ont donné des preuves successives, tant dans leur guerre contre les Romains et contre les Maures que dans leur défense acharnée contre Napoléon (*).

Ils ont une haute idée des devoirs de l'hospitalité, une franchise et une loyauté chevaleresques.

Témoin ce grand d'Espagne qui, obligé par Charles-Quint de donner l'hospitalité à un général français (**),

(*) Numance était situé dans la Vieille-Castille, près de Soria. Saragosse, qui a donné à l'Espagne un si mémorable exemple, est la capitale de l'Aragon. Ce que nous disons des provinces du nord peut s'appliquer aussi à cette province.

(**) Le connétable de Bourbon.

traître envers son roi et sa patrie, répondit fièrement à l'empereur : « Il entrera dans ma maison, puisque vous le voulez, mais je n'y resterai plus ; je ne veux pas habiter une maison qu'aura souillée la présence d'un traître, elle sera brûlée. » Elle le fut en effet (*).

Il est à remarquer que les provinces, qui avaient constamment résisté aux Sarrasins, furent aussi celles qui opposèrent la résistance la plus opiniâtre aux armées françaises. Ainsi les maréchaux, commandant dans les royaumes de l'Andalousie et de Valence, parvinrent facilement à pacifier leurs gouvernemens, et à empêcher la formation des *guerillas;* tandis que les provinces du nord et de l'ouest, quoique plus rapprochées de la France, furent presque constamment en armes et couvertes d'une innombrable quantité de partisans. Ces corps nomades n'étaient point épouvantés de leurs défaites ; ils semblaient au contraire, comme

(*) Les Espagnols ont, dans tous les temps, montré une grande susceptibilité de conserver pur leur honneur. La fréquentation d'un homme déshonoré leur paraissait une souillure. On lit dans les romances qui racontent l'affront fait au père du Cid, et les exploits de ce héros, que le vieux Diego Lainez ne parlait pas à ses amis, de crainte que l'haleine d'un homme déshonoré ne les souillât.

No puede............
Nin fablar con sus amigos,
Antes les niega la fabla,
Temiendo que les ofenda
El aliento de su infamia.

Antée abattu par Hercule, retrouver de nouvelles forces chaque fois qu'ils étaient vaincus.

Les peuples de l'Andalousie, qui avaient subi pendant long-temps la domination des rois musulmans, accueillirent avec les plus vives acclamations et l'enthousiasme le moins équivoque, le nouveau roi que la victoire allait leur donner; les peuples du nord au contraire conservèrent pour Ferdinand VII un attachement, qu'ils ne prenaient même pas la peine de cacher, et faisaient hautement des vœux en sa faveur (*).

(*) Un convoi de prisonniers espagnols se rendant en France, fut rencontré par un colonel français au service de Joseph, au moment de la halte. « Criez *vive le roi Joseph!* » leur dit le colonel, qui avait sans doute des instructions particulières; ils s'écrièrent tous : « *Vive l'Empereur Napoléon! vivent ses troupes invincibles!* » L'un d'eux, plus faible que les autres, cria seul : « *Vive Joseph!* » Alors un officier espagnol, prisonnier, qui était assis au pied d'un arbre, et qui n'avait pris aucune part aux acclamations, se leva, et, sans mot dire, passa son épée au travers du corps de l'imprudent soldat. Cet officier et les soldats qui partageaient sa captivité, étaient du régiment de Ségovie, qui se recrute dans la Vieille-Castille.

Comparons cette conduite de quelques espagnols du nord avec celle d'un officier-général né en Andalousie, que des raisons de convenance m'empêchent de nommer (cette conduite a été rapportée par un des journaux de Paris).

Le maréchal de camp *** commandait une division de l'armée espagnole, lorsqu'il apprit la captivité de Ferdinand, et l'invasion de l'Espagne par Napoléon. Transporté, à cette nouvelle, d'une vive indignation, et entraîné par cette chaleur d'imagination particulière aux Andalous, il fait sur-le-champ le vœu de ne point se raser jusqu'au moment où le roi Ferdinand sera délivré,

Le caractère des Andalous n'est point espagnol : ils ont une pétulance qui contraste avec la gravité castillane. Spirituels mais hableurs, courageux mais fanfa-

---

et jusqu'à ce que les Français soient expulsés de la Péninsule. Deux années s'écoulent ; le général ***, combattant à la tête de ses soldats, et portant une barbe noire et touffue comme celle du plus barbu sapeur d'un régiment, est fait prisonnier dans un combat où les Français ont l'avantage. Il est dirigé sur Madrid, pour de là être envoyé en France ; arrivé à Madrid, toujours avec sa barbe, il y trouve sa femme. Le besoin de passer quelques jours auprès d'une épouse chérie lui fait desirer de séjourner dans la capitale : sa femme le présente (toujours avec sa barbe) à un officier général français, qui lui fait obtenir la permission de rester à Madrid aussi long-temps que ses affaires l'exigeront. Il veut rendre une visite au général français, sa femme l'engage à se raser ; retenu par le souvenir de son vœu, il résiste et fait ses remercîmens (toujours avec sa barbe). Le général français l'engage à aller saluer le ministre de la guerre du roi Joseph, et se propose pour l'y conduire ; l'Espagnol hésite quelque temps, puis il accepte. Nouvelles instances de la femme pour faire couper l'horrible barbe. Ce n'est plus pour son mari qu'elle voudrait la voir disparaître, c'est pour ne pas rendre ridicule le généreux français qui a pris ses intérêts : le général barbu fait une héroïque résistance et se présente chez le ministre (toujours avec sa barbe).

Cependant l'aspect de cette longue barbe, la connaissance du vœu singulier qui l'a fait croître, éveillent la curiosité des habitans de Madrid ; la barbe du général forme le sujet de toutes les conversations : « Il la coupera, il ne la coupera pas, » voilà le cri universel. Les Espagnols *ferdinandistes* soutiennent qu'il se laissera plutôt hacher en morceaux que d'en arracher un seul poil ; les *afrancesados* parient qu'il n'en gardera pas un seul :

rons, les habitans des royaumes de Séville, de Jaen, de Cordoue et de Grenade, sont regardés comme les gascons de l'Espagne. Les habitans de l'Estramadure

---

les Français paraissent peu intéressés à cette querelle, et n'en témoignent pas moins d'égards et d'estime à un brave adversaire victime du sort des combats.

Le général ***, toujours en butte aux instances de sa femme, ne voit pas d'autre moyen de sauver sa barbe que de partir pour la France, où la captivité l'attend. Il fait ses adieux et se dispose au départ. Une invitation du ministre de la guerre l'arrête : il s'y rend. Celui-ci lui annonce que le roi veut le voir, et qu'il l'a confirmé dans tous ses grades et honneurs. Nouveau surcroît d'embarras, nouvelles instances de sa femme : « Comment, dit-elle, refuser une faveur offerte aussi délicatement? comment abandonner, pour une captivité sans doute éternelle, et sa famille et sa patrie? comment enfin paraître devant sa majesté avec cette horrible barbe qui fait peur aux petits enfans? » La résolution du général est ébranlée; il résiste encore, mais avec moins de fermeté, et ne paraît pas s'apercevoir, ou ne s'aperçoit pas qu'en le caressant et en le suppliant, sa femme, adroitement armée de ciseaux, a raccourci des deux tiers la barbe, témoin honorable de son opiniâtreté; il est présenté à la cour avec sa barbe ainsi coupée. Le roi, qui ne semble point faire attention à cette bizarrerie, l'accueille avec un sourire gracieux, lui adresse des paroles flatteuses sur son courage et sur son mérite, et finit en lui disant : « J'espère, M. le général, que vous me servirez avec le même dévouement que vous avez montré pour le roi Ferdinand. » Le général *** s'incline sans répondre; rempli d'irrésolution, il quitte le palais et rentre chez lui combattu par cent idées différentes; il y trouve sa femme, qui a tout fait préparer, et qui, le voyant ainsi ému, l'accueille avec un sourire malin. Aussitôt elle le pousse sur un fauteuil disposé à cet effet, un

joignent au caractère des Andalous, une sorte d'orgueil local et de confiance en eux-mêmes, depuis que leur compatriote Pizarre a conquis, seulement avec quelques centaines de braves, le vaste empire des Incas. Quoique le népotisme ne soit pas à la mode en Espagne, le prince de la Paix ayant fait partager sa puissance, à tous les membres de sa famille et à ses amis, nés comme lui en Estramadure, cette haute fortune entretient parmi la noblesse de cette province une ambition, qui devient ridicule par l'impossibilité qu'elle doit trouver à se satisfaire.

Les Catalans forment aussi un peuple à part dans l'Espagne, dont ils ont été long-temps indépendans. Actifs, infatigables et opiniâtres, ils sont toujours mécontens et toujours disposés à la révolte; Ils ont prouvé à toutes les époques, par leurs grandes tentatives commerciales, et par la hardiesse de leurs entre-

---

valet lui passe une serviette autour du cou, un autre, le plat à barbe à la main, le savonne avec promptitude, puis un troisième, armé du rasoir, s'empresse de faire tomber ces poils épais qui formaient la garantie de sa fidélité à Ferdinand, semblables à ces longs cheveux, principe de la force de Samson. La cérémonie achevée avec une rapidité étourdissante, le général ***, revenu du désordre de ses idées, porta la main à son menton, et le trouva rasé; il allait se fâcher : un baiser de sa femme, et le brevet de maréchal-de-camp qu'elle lui présenta, apaisèrent sa colère.

Des vœux pareils à celui du général *** étaient fort communs en Espagne pendant le moyen âge; c'était une des coutume chevaleresques.

prises maritimes, qu'ils avaient le génie de l'industrie et du commerce. Dans la guerre d'invasion (*), ils ont résisté aux armées françaises, plutôt par haine d'une domination étrangère que par amour pour Ferdinand VII. On sait qu'au commencement du siècle dernier, il a fallu une guerre de plus de dix ans, pour les réduire sous l'obéissance de Philippe V, et qu'à cette époque Barcelonne soutint un siége de onze mois. Il paraît que la maison de Bourbon a long-temps redouté la turbulence de la Catalogne, car cette province resta désarmée jusqu'à l'avénement de Charles IV à la couronne d'Espagne. Sous le règne de Charles III, il était défendu aux Catalans de porter des couteaux, et il n'y avait qu'un seul coutelas, dans chaque hôtellerie de la province, pour l'usage des voyageurs; encore ce coutelas, dont la pointe était soigneusement arrondie, se trouvait-il fortement retenu, par une chaîne de fer, à la table de la cuisine.

La sobriété, qualité commune à presque tous les Espagnols, est plutôt un effet du climat qu'une habitude de tempérance. Dans les pays chauds, la faim n'est jamais aussi pressante que dans les pays froids;

(*) Le bas peuple de la Catalogne, presque exclusivement occupé de la culture des terres ou du soin des pêcheries, est fort ignorant; aussi pousse-t-il la superstition à l'excès. M. le maréchal Gouvion Saint-Cyr rapporte, dans ses Mémoires, que les autorités de la ville de Girone, assiégée par les Français, nommèrent, pour exalter l'esprit du peuple, le saint, patron de la ville, général en chef des troupes espagnoles et gouverneur de la place.

l'estomac a moins de chaleur et digère plus difficilement ; c'est ce qui y a généralisé l'usage des épices et des spiritueux destinés à stimuler l'appétit.

Cette sobriété, jointe à la fertilité d'une grande partie de l'Espagne, y entretient la paresse. L'Espagnol peut se nourrir à peu de frais, il trouve dans son large manteau, un vêtement à la mode, un asyle contre la pluie, un abri contre le soleil et un lit pour se reposer. Ses besoins nécessairement sont peu nombreux. « Il vaut mieux, dit-il, restreindre ses desirs, pour avoir la liberté de ne rien faire, que de subir l'esclavage du travail, pour satisfaire les besoins superflus qu'on s'est créés. »

NOTE N° II.

MÉMOIRE

SUR LES CORRESPONDANCES MILITAIRES

A TRAVERS LES ARMÉES ENNEMIES (*).

Après le besoin de subsister, celui de correspondre, ou de donner de ses nouvelles, est encore un des plus importans. On y parvient avec plus ou moins de facilité, selon le genre de moyens ingénieux que l'on emploie, mais surtout avec de la persévérance, et en n'épargnant ni la dépense ni les duplicata.

Deux places de guerre en vue l'une de l'autre, l'une libre, l'autre investie, pourront communiquer entre elles par différens signaux : de nuit, par des fusées et des feux très scintillans, comme ceux des tourteaux goudronnés ; de jour, par des colonnes d'épaisse fumée,

(*) Ce Mémoire, cité page 131, est extrait de l'ouvrage important du général Hugo, mentionné dans le tome 1er de ses Mémoires, page 259. Cet ouvrage a été approuvé, en 1818, par S. Exc. Mgr. le ministre de la guerre.

des draps de couleur vive, mais mieux encore par un télégraphe.

Les télégraphes fixes, pouvant être aisément détruits par les projectiles de l'ennemi, on en construira facilement de mobiles [pour les placer au moment de s'en servir, et après avoir donné ou aperçu le signal d'avertissement (*)], soit sur des cavaliers, soit sur d'autres points élevés et distincts des objets voisins, mais, s'il est possible, masqués contre les coups directs de l'assiégeant.

On doit se servir d'un chiffre pour toutes les choses secrètes qu'on est obligé d'écrire (**); mais comme il en est peu qu'on ne parvienne à pénétrer, il convient, pour rendre le sien plus difficile, d'avoir des signes uniques, pour exprimer les rivières, les villages, les positions, les grades, les noms propres, et en général les petites phrases, dont on est dans le cas d'user le plus communément dans la correspondance: une soixantaine de signes suffiront. Outre cela, il faut éviter de chiffrer tout le discours, et n'en traduire qu'une partie

(*) Ce signal est indispensable pour qu'on monte aussitôt le télégraphe correspondant : on peut s'en dispenser si c'est un télégraphe fixe.

(**) Quelquefois le gouvernement en donne un, mais compliqué, et dont on n'est pas toujours libre de se servir avec tout le monde. Il est donc bien d'en avoir un à soi, qu'on puisse employer communément et confier à des officiers, sauf à le changer de temps à autre.



avec intelligence, autant pour abréger le travail, que pour rendre rares les points de comparaison (*).

Il y a beaucoup de moyens pour déguiser sa pensée,

(*) Voici, pour exemple, un alphabet et un thème :

FIGURES :

a...... *par*......	e	L'ennemi... *par*..	1
b................	f	Mayence..........	2
c................	g	Cologne..........	3
d................	h	Rhin............	A
e................	a	Moselle..........	Z
f................	b	Général en chef...	O
g................	c	Infanterie........	V
h................	d	Cavalerie.........	N
i................	i	Artillerie........	R
j................	j	Général..........	X
k................	k	Détachement......	B
l................	l	Chevaux..........	L
m................	q	Camp............	M
n................	r	Fantassins........	P
o................	s	1................	4
p................	t	2................	5
q................	u	3................	6
r................	v	4................	7
s................	x	5................	8
t................	y	6................	9
u................	z	7................	C
v................	m	8................	D
x................	n	9................	E
y................	o	0................	F
z................	p	2e o.............	G
		3e o.............	H
		4e o.............	I
		5e o.............	J

EXEMPLE :

Je suis informé qu'un détachement de mille chevaux doit tenter cette nuit une surprise sur le petit camp de Cologne ; il portera

sur un papier qui reste blanc au premier examen; de ce nombre sont: le lait animal, le suc d'oignon, le jus de citron, les sucs laiteux des jeunes branches de figuiers, et des plantes de l'espèce des tithymales, parce que tous prennent couleur en éprouvant un certain degré de chaleur. Un autre moyen non moins ingénieux, indiqué par M. Valmont de Bomare (*), c'est l'emploi de l'espèce de phosphore appellé Pyrophore, lequel est produit par l'évaporation de l'urine, la coction de l'alun avec le miel, etc. « Ces phosphores, dit-il, sont « d'autant plus singuliers qu'on peut, à l'air libre, en « allumer de l'amadou et du papier, tracer des carac-« tères phosphoriques. Cette écriture lumineuse peut « être utile pour établir une correspondance secrète et « mystérieuse pendant la nuit. »

---

mille fantassins en croupe, et sera commandé par le général Noël.

TRADUCTION :

Je suis irbsvqa uzzr B de 4FGH L bsig yaryar cette rziy une xzvtvixa xzv le petit M de 3; il tsvyave 4FGH P ar gvszta, et xave gsqqerba tev le X rsal.

On voit qu'on ne peut saisir le fil du discours par la petite quantité de mots non déguisés; que le peu de lettres traduites n'offriront pas assez de signes de comparaison; qu'enfin, eût-on pénétré tout ce qu'elles cachent, il faudrait encore du temps et du bonheur pour deviner que B veut dire détachement, 3 Cologne, M un camp, etc. Or, ces mots sont les plus essentiels de la phrase, puisque, sans eux, elle reste absolument vide de sens.

(*) *Dictionnaire d'Hist. nat.*, art. *Phosphore.*

On a aussi la ressource, quand on a pu en convenir à l'avance, d'user des feuilles de papier à petits carrés, ouverts sur des lignes tracées; on écrit par ces ouvertures ce qu'on veut faire savoir, et l'on arrange ensuite avec intelligence le reste des phrases, afin que les mots y paraissent naturellement placés; mais de tous les moyens, le meilleur est encore un chiffre peu compliqué, et d'une traduction impossible sans l'alphabet d'explication. Il reste à faire connaître les différentes manières de faire parvenir les lettres, quand on a des gens de bonne volonté qui s'en chargent; car sans ces gens là, les meilleures ruses deviennent inutiles.

D'abord je conseille :

1°. De ne pas enfermer ces lettres dans des comestibles, parce que, quelque grossiers qu'on les choisisse, ils peuvent néanmoins tenter quelques soldats ennemis.

2°. De ne pas se servir de manches, soit de haches, soit de coignée, parce que les soldats enlèvent de ces instrumens partout où ils en trouvent, et n'en ont jamais assez lorsqu'ils ne sont pas en route.

3°. De ne pas employer de talons creux de bottes ou de souliers, parce que, quelque mauvaise que soit la chaussure, il peut se trouver quelque ennemi plus mal chaussé qui s'en accommode.

Mais ce qui convient, ce sont des morceaux de fagot creusés à une, ou à chaque extrémité, tamponnés ensuite d'un bois plus coloré qui figure le cœur, puis coupés de biais, comme s'ils avaient été naturellement séparés de la souche; des instrumens aratoires à manches susceptibles d'être creusés, de mauvaises

selles, de vieux bâts d'âne ou de mulet; des hottes à double fond, ou à fond de bois ou à branches creusées; des quenouilles forées par le milieu, recollées ensuite et garnies de chanvre, quand on emploie des femmes de la campagne; des toupies comme celles avec lesquelles les enfans s'amusent, si l'on employe de jeunes garçons; enfin toutes les nombreuses pièces d'un habillement déguenillé, et surtout les boutons; si la dépêche est écrite en caractères et sur du papier très fins; alors on la fait servir de moule et on la recouvre (*); tous ces moyens sont excellens.

Outre ces moyens, et tous ceux qu'on peut imaginer encore, il en a été employé d'autres, dont l'exposé peut n'être pas de trop ici; par exemple:

Il y a des borgnes qui ont un œil artificiel et creux, en porcelaine, en verre ou en fayence; on le leur fait scier en deux par un bijoutier, on unit les deux parties par une charnière et un ressort, et l'on dépose, au milieu, des dépêches sur papier très fin. J'ai employé quel-

(*) Le maréchal duc de Belle-Isle, prévoyant qu'il allait être mis à la bastille, dit à son frère que, si cet événement avait lieu, il fallait qu'il l'instruisît de tout ce qui se passerait, par le moyen de l'apothicaire de cette prison d'état (qu'il le chargeait de séduire), en lui envoyant des pillules qu'il se ferait ordonner, et qui seraient chacune enveloppées dans un papier, où il y aurait un mot écrit assez mal, avec un numéro imperceptible, au moyen duquel il pourrait déchiffrer avec ordre tout ce qu'on lui écrirait. La chose fut faite ainsi qu'il l'avait réglée, et le mit dans le cas d'écrire et d'obtenir sa liberté.

(*Test. polit. du maréchal duc de Belle-Isle*, page 28.)

que fois ce moyen, et toujours avec un tel succès, que souvent mon émissaire causait une demi-heure avec le général ennemi, ou ses officiers, sans qu'aucun d'eux se doutât de ce qu'il portait.

Un autre émissaire intelligent peut avoir un chien barbet, qui ne se laisse toucher que par son maître : on fait tondre à moitié l'animal par devant, recouvrir la partie tondue d'une demie peau de sa couleur, et l'on fixe les dépêches dessous.

Il est un autre moyen très connu, et dont l'emploi réussit toujours pour des réponses impatiemment desirées, c'est (quand le passage, encore libre pour l'aller, est susceptible d'être fermé pour le retour), de charger l'émissaire d'un ou plusieurs pigeons mâles, dont les femelles aient des petits : on attache la réponse au col de l'oiseau, on lui rend la liberté, et bientôt il revient au colombier.

Si l'on se trouve près de sa patrie, et qu'on veuille absolument y donner de ses nouvelles, on fait construire de petits ballons aérostatiques pour les y envoyer par un vent favorable. On y attache ses dépêches, enveloppées de plusieurs vessies; mais ces dépêches, et toutes les lettres que quelques particuliers veulent hasarder, ne doivent rien contenir qui puisse nuire à la place. On y joint une invitation à l'autorité du lieu où tombera le ballon, pour qu'elle fasse porter les dépêches à la poste voisine, si elle ne peut mieux faire (*).

(*) J'ai voulu essayer ce moyen pendant le blocus de Thion-

Pour la correspondance officielle, on peut encore, soit de jour, soit de nuit, charger quelques projectiles creux de dépêches, et les envoyer, avec ou sans mèche dans une direction où l'ennemi exerce peu de surveillance, afin que des personnes de confiance non renfermées, et avec lesquelles, avant le siége, on sera convenu de cette ruse, aillent chercher les dépêches et les fassent tenir à leur adresse (*).

Lorsqu'enfin l'on a en son pouvoir quelques lettres, ou quelques-uns des passeports de l'ennemi, avec ou sans cachet, on se procure quelqu'un d'intelligent pour contrefaire bien l'écriture, un graveur pour imiter le cachet, et l'on donne des passeports de cette écriture et avec ce cachet à ses espions, mais pour des directions contraires aux points où ils pourraient rencontrer les auteurs des lettres, ou les propriétaires du cachet. J'ai plusieurs fois usé avec succès de ces ingénieux stratagèmes. Bien avant moi, le marquis de Chamilly avait, au siége de Grave, fait contrefaire des ordres pour surprendre Bois-le-Duc (**). Les cachets dont j'eus occasion de me servir n'étaient point ceux des généraux ni des chefs employés contre moi, mais

ville, en 1814; le ballon ne put pas malheureusement être suffisamment rempli pour s'enlever.

(*) Ces boulets peuvent être faits de cuivre bronzé, se vissant par le milieu; on avertit, par un signal, qu'ils vont être lancés, ou qu'il y en a de lancés.

(**) *Relat. du Siége de Grave*, en 1674, page 54.

de ceux qui commandaient sur le Rhin. L'empreinte n'ayant été complète dans aucun, je la fis achever le mieux possible, et fis suppléer par un vide qui paraissait un manque de cire, à ce que je n'en avais pas pu deviner.

Il reste encore quelques moyens à indiquer, ce sont ceux que fournit le cours des eaux.

Dans les places traversées par des rivières ou de gros ruisseaux dont les eaux descendent vers des points avec lesquels on a besoin de communiquer, ou par lesquels on peut envoyer de ses nouvelles, on livre au courant des bouteilles, des vessies ou des boîtes suiffées ou goudronnées (*).

Toutes les heures ne sont pas indifférentes pour cette opération; car il faut empêcher l'ennemi de la rendre nulle, ou de la faire tourner à son avantage : il convient donc que le corps lancé traverse ses postes pendant l'obscurité de la nuit, et qu'il arrive de jour sur le territoire ami, pour y être aperçu et retiré. On connaît à peu près, dans chaque place, combien l'eau qui la traverse emploie, dans son cours ordinaire, de temps pour faire cinq kilomètres. On se règle en conséquence, avec les précautions ci-dessus prescrites, pour le moment du départ et celui de l'arrivée.

Si la rivière est large, et que la saison permette de supporter la température de l'eau, on fait, pendant la nuit, descendre un nageur affidé et bon plongeur, en

(*) Ce moyen a été employé avec succès pendant le siége de Thionville, en 1814. Voyez *Journal du siége et du blocus de Thionville*, Chap. III.

simple pantalon de toile et en bonnet, portant sur ses épaules ou sur sa tête, selon qu'il nage plus ou moins légèrement, un gilet et un sarrau léger. On lui donne quelques pièces d'or ayant cours dans le pays, il met ses dépêches dans une double vessie, et les porte où l'on veut, quand il a passé la ligne ennemie. Au moyen de son or, il se pourvoit des effets indispensables d'habillement, et se met en route. Il importe à la sûreté des dépêches que cet émissaire sache la langue du pays qu'il doit traverser, et qu'il ne soit ni causeur ni porté au vin. Le moyen pour sortir de la place sera employé au-dessus de la ville pour y rentrer.

Il arrive quelquefois que l'assiégeant, après avoir établi son camp autour d'une ville, somme le gouverneur, lui donne de mauvaises nouvelles, et lui offre même de laisser passer un officier pour aller s'en assurer. Le gouverneur peut profiter de cette offre pour envoyer à son prince, ou au général en chef de sa nation, tous les détails qu'il croit devoir lui donner, tant sur sa position que sur celle de l'ennemi.

Il est aussi des circonstances très graves, dans lesquelles le danger de porter des lettres est si grand pour les malheureux qu'on emploie, qu'on ne peut plus en trouver, à quelque prix que ce soit.

En Espagne, nos lettres passaient de *justice en justice* (municipalité en municipalité). Il y en avait bien quelques-unes de perdues, mais il en parvenait toujours, au moyen des *duplicata* (*) : le plus difficile était de

(*) *Voyez* tome II de mes Mémoires, page 74.

les faire sortir des villes, parce que les bourgeois sont, en général, moins braves, moins habiles que les paysans pour ces sortes de commissions, et qu'ils se faisaient entre eux un tableau épouvantable des dangers qu'on y courait.

Il arrivait, il est vrai, quelquefois que les guerillas fendaient aux porteurs une oreille, comme traîtres, ou la leur coupaient entièrement. D'autres fois, ils les détenaient dans des cachots ou les fusillaient impitoyablement. Alors, quand on n'avait rien de pressant à écrire, on interrompait soi-même la correspondance pendant quelques jours; mais quand il fallait absolument qu'elle passât, on ne négligeait rien, et l'on usait de toute la latitude possible, jusqu'à promettre, dans certains cas, la grâce à des criminels déjà condamnés, si leurs femmes ou leurs parens rapportaient la preuve que la dépêche avait été remise à son adresse.

Pour expliquer comment on peut établir de nuit une correspondance entre deux places qui se voient, je n'ai besoin que de rapporter ce que j'ai fait moi-même, et ce que je ferais encore en pareil cas.

Pendant le blocus de Thionville, en 1814, j'ai communiqué avec Metz par des feux, quand tout autre moyen m'a été interdit; je ferais la même chose en cas d'événemens graves, quand, gouverneur d'une place, j'aurais été trois jours sans pouvoir communiquer avec la place voisine.

Je ferais allumer trois feux, distans de deux mètres l'un de l'autre, pour annoncer que je n'ai rien de nouveau : ils seront allumés au premier coup de dix heures,

brûleront pendant vingt minutes, montre à la main, et seront éteints ensemble à dix heures vingt minutes précises.

Quatre feux annonceront qu'il y a du nouveau, mais rien d'inquiétant ;

Cinq feux, que l'ennemi a reçu des renforts ;

Six feux, que nous avons eu une affaire heureuse.

Dix feux allumés, à trois mètres de distance pendant toute la nuit, seront un signal de grande détresse.

Deux feux entretenus seulement toute la nuit annonceront que la détresse a cessé.

Pour que les signaux soient aperçus, je les fais faire avec des tourteaux goudronnés, dont je remplis des réchauds de 15 pouces de diamètre.

A Thionville les signaux se plaçaient sur un plan horizontal et sur les tours de la paroisse.

A Metz, on me répondait par un nombre égal de signaux, pour m'annoncer qu'on voyait les miens : ces signaux étaient placés sur la cathédrale.

NOTE N° III.

SUR LES VARIATIONS DE LA POPULATION EN ESPAGNE.

La population de l'Espagne a souffert de grandes variations :

Du temps des Romains, suivant l'opinion commune et le témoignage de tous les auteurs anciens, elle était de quarante millions d'individus. L'écrivain moderne, le plus modéré dans ses évaluations, pense qu'elle s'élevait au moins à vingt millions d'habitans. Cependant en 1808, suivant le recensement officiel, le nombre total des Espagnols de la Péninsule et des îles Canaries, n'était que de 10,541,221 (*).

Les recensemens faits à diverses époques présentent des résultats bien différens entre eux :

A la fin du XIVe siècle, on comptait.	21,700,800 individus.
A la fin du XVe..................	15,000,000
En 1688......................	10,000,000
En 1700, à la mort de Charles II...	8,000,000
En 1715, sous Philippe V.........	6,000,000
En 1768, sous Charles III.........	9,307,804
En 1788.......*id*...............	10,143,975

(*) *Voyez* tome II de ces Mémoires, pages XX et XXI.

On voit que la population a toujours été en diminuant jusqu'à l'avénement des princes de la maison de Bourbon, et que, depuis, elle a toujours augmenté. Ce résultat fait honneur à leur administration.

Plusieurs causes ont successivement contribué à la dépopulation de l'Espagne :

1° Les guerres continuelles des Romains et des Carthaginois, des généraux de Marius et de ceux de Sylla.

2° Les invasions des barbares du Nord.

3° La grande invasion des Maures, en 713.

4° Les guerres des chrétiens et des Maures, les guerres civiles des chrétiens, celles des Musulmans.

5° La peste qui a ravagé l'Espagne à diverses époques, en 1341, 1348, 1483, 1488, 1501, 1506 et 1649, et la fièvre jaune.

6° La famine reparaissant souvent, malgré la fertilité des terres, dans un pays mal cultivé. En 1540, ce fléau enleva le onzième de la population.

7° L'expulsion des Juifs, en 1492. (Il en sortit plus de 800,000 à la fois).

8° L'expulsion des Maures, en 1614. (Dix millions d'individus quittèrent alors d'Espagne.)

9° La découverte de l'Amérique et les migrations multipliées qui en furent la suite (*).

10° Enfin des causes permanentes, telles que la multitude des couvens, les déprédations des corsaires Algériens. (Il y a eu long-temps plus de trente mille

(*) *Voyez* tome II, page XXI.

Espagnols prisonniers dans les états Barbaresques : les rachats continuels ne pouvaient faire diminuer ce nombre, sans cesse complété par de nouveaux captifs). L'inquisition pendant le XVI[e] siècle, les privilèges de la société de la *Mesta* (*) et l'accumulation des grandes propriétés dans une seule famille.

(*) *Voyez* plus haut, pages 17 à 19.

NOTE N° IV.

Traité *entre l'empereur Napoléon et le roi Ferdinand VII, le 11 décembre* 1813, *à Valencey.*

Peu de temps après l'évacuation de l'Espagne, la ligue de tous les rois du Nord, les malheureuses batailles de Leipsick et de Hanau, les défections successives des troupes alliées, de la Bavière, du Wurtemberg et de la Westphalie ébranlèrent la puissance de Napoléon assez fortement pour que ce conquérant superbe, cédant à la fortune, se décidât à demarder aux rois coalisés une paix qu'il avait si souvent et si fièrement refusée.

Il savait qu'une des premières conditions qui lui seraient imposées devait être le rétablissement de la famille des Bourbons sur le trône d'Espagne; et, voulant prévenir une clause qu'il regardait comme une chose humiliante pour son caractère, il résolut de faire lui-même, et de son propre mouvement, ce qu'il prévoyait devoir être forcé de faire plus tard.

Le château de Valencey, propriété de M. le prince de Talleyrand, un de ceux qui s'étaient le plus vivement opposés à la guerre de Napoléon contre l'Espagne,

avait été désigné pour demeure au roi Ferdinand VII, et au petit nombre de serviteurs fidèles qui avaient voulu partager sa fortune. Ce prince y vivait environné de la plus sévère surveillance, surtout depuis que la police impériale avait arrêté une tentative faite, pour le délivrer, par M. le baron de Kolly. Napoléon donna ordre à M. le comte de La Forest de se rendre auprès du roi Ferdinand, pour lui proposer de lui rendre, sous certaines conditions, et sa liberté et sa couronne.

Déjà M. le comte de La Forest était connu du roi Espagnol; il avait été accrédité auprès de la cour de Madrid après l'ambassade de M. de Beauharnais. Il connaissait parfaitement l'Espagne, ayant continué à y résider pendant le séjour de Joseph, et n'étant rentré en France qu'avec ce prince.

Ferdinand VII, à Valencey, s'était résigné à sa mauvaise fortune : il n'osait pas espérer de voir sitôt finir sa captivité; on peut aisément se faire une idée de la joie avec laquelle il accueillit les offres de Napoléon. Il chargea aussitôt de ses pouvoirs M. le duc de San-Carlos; en peu de temps le traité suivant fut conclu et signé (*).

NAPOLÉON, empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, médiateur de

(*) Nous rapportons, en tête de ce traité, les copies des pouvoirs donnés par Napoléon et par Ferdinand; ils peuvent servir à faire connaître quelles dispositions d'esprit animaient alors, du moins en apparence, les deux contractans.

la confédération Suisse, etc., à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Desirant faire cesser les hostilités, et concourir au rétablissement d'une paix solide et durable entre la France et l'Espagne, prenant entière confiance dans la fidélité du comte de La Forest, membre de notre conseil d'état, grand officier de la légion d'honneur, etc., nous lui donnons plein et absolu pouvoir, commission et mandement spécial, pour, en notre nom et avec le plénipotentiaire nommé à cet effet par S. A. R. le prince des Asturies, et pareillement revêtu de pleins pouvoirs, convenir, arrêter, conclure et signer, conformément à ses instructions, tels traités, articles, conventions et autres actes qu'il jugera bon être, promettant d'accomplir et d'exécuter ponctuellement tout ce que notre plénipotentiaire aura promis et signé en vertu du présent pouvoir, et d'en faire expédier les lettres de ratification en bonne forme, pour qu'elles soient échangées dans le temps dont il sera convenu. En foi de quoi sont données les présentes, signées, contresignées, et revêtues de notre sceau.

Au palais des Tuileries, le 1er décembre 1813.

NAPOLÉON.

Par l'empereur :

Le ministre des relations extérieures,
CAULAINCOURT, *duc de Vicence.*

Mon cousin le duc de San-Carlos, desirant faire cesser les hostilités, et concourir au rétablissement

d'une paix solide et durable entre l'Espagne et la France, et par suite des propositions de paix qui m'ont été faites par l'empereur des Français, roi d'Italie, prenant entière confiance en votre fidélité, je vous donne plein et absolu pouvoir et charge expresse de traiter en notre nom, conclure et signer avec le plénipotentiaire nommé à cet effet par l'empereur des Français, roi d'Italie, tels traités, articles, conventions et autres actes que vous jugerez convenir, promettant d'accomplir et d'exécuter ponctuellement tout ce que, en qualité de plénipotentiaire, vous aurez promis et signé en vertu du présent pouvoir, et d'en faire expédier les lettres de ratification en bonne forme, pour qu'elles soient échangées à l'époque dont il sera convenu.

A Valencey le 4 décembre 1813.

FERDINAND.

Au duc de San-Carlos.

S. M. C. et S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, médiateur de la confédération Suisse, également animés du desir de faire cesser les hostilités et de conclure un traité de paix définitif entre les deux puissances, ont nommé plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. D. Ferdinand, D. Joseph Michel de Carvajal, duc de San-Carlos, comte del Puerto, grand-maître héréditaire des postes des Indes, grand d'Espagne de la première classe, mayordome major de S. M. C., lieutenant général des armées, gentilhomme de la

chambre en exercice, grand'croix et commandeur de différens ordres, etc.

Et S. M. l'empereur et roi, M. Antoine-Réné-Charles-Mathurin, comte de La Forest, membre de son conseil d'état, grand-officier de la légion-d'honneur, grand-croix de l'ordre impérial de la réunion, etc.

Lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans :

Art. Ier. Il y aura à l'avenir, et à dater de la ratification du présent traité, paix et amitié entre S. M. Ferdinand VII et ses successeurs, et S. M. l'empereur et roi et ses successeurs.

II. Toutes les hostilités, tant sur terre que sur mer, cesseront entre les deux nations, à savoir: dans leurs possessions continentales d'Europe, immédiatement après l'échange des ratifications; quinze jours après, sur les mers qui baignent les côtes d'Europe et celles d'Afrique en deçà de l'équateur; quarante jours après ledit échange, dans les pays et mers d'Afrique et d'Amérique au-delà de l'équateur; et trois mois après, dans les pays et les mers situés à l'est du cap de Bonne-Espérance.

III. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, reconnaît D. Ferdinand et ses successeurs, selon l'ordre d'hérédité établi par les lois fondamentales d'Espagne, comme roi des Espagnes et des Indes.

IV. S. M. l'empereur et roi reconnaît l'intégrité du territoire d'Espagne, telle qu'elle existait avant la guerre actuelle.

V. Les provinces et places actuellement occupées par les troupes françaises seront remises dans l'état où elles se trouveront, aux gouverneurs et aux troupes espagnoles qui y seront envoyées par le roi.

VI. S. M. le roi Ferdinand s'engage, de son côté, à maintenir l'intégrité du territoire d'Espagne, des îles, places et présides adjacens, et notamment de Mahon et de Ceuta. Il s'engage à faire évacuer les provinces, places et territoires, par les gouverneurs et l'armée britanniques.

VII. Une convention militaire sera conclue entre un commissaire français et un commissaire espagnol, pour que l'évacuation des provinces espagnoles occupées par les Français ou par les Anglais, soit faite simultanément.

VIII. S. M. C. et S. M. l'empereur et roi s'engagent réciproquement à maintenir l'indépendance de leurs droits maritimes, tels qu'ils ont été stipulés dans le traité d'Utrecht, et tels que les deux nations les avaient maintenus jusqu'en 1792.

IX. Tous les Espagnols qui ont été attachés au roi Joseph, et qui l'ont servi dans les emplois civils, politiques et militaires, ou qui l'ont suivi, rentreront dans leurs honneurs, droits et prérogatives dont ils jouissaient. Tous les biens dont ils auraient été privés, leur seront restitués. Ceux qui voudraient rester hors d'Espagne auront un terme de dix ans pour vendre leurs biens et prendre tous les arrangemens nécessaires à leur nouvel établissement. Leurs droits aux successions qui s'ouvriraient en leur faveur, leur seront conservés,

et ils pourront jouir de leurs biens et en disposer sans être soumis au droit d'aubaine ou de détraction, ou à tout autre droit.

X. Toutes les propriétés mobiliaires et immobiliaires appartenant en Espagne à des Français ou à des Italiens, leur seront restituées telles qu'ils en jouissaient avant la guerre. Toutes les propriétés séquestrées ou confisquées en France ou en Italie sur des Espagnols, leur seront également restituées. Des commissaires seront nommés de part et d'autre pour régler toutes les questions contentieuses, qui pourraient exister ou survenir entre des Français ou Italiens et des Espagnols, soit pour des discussions d'intérêts antérieures à la guerre, soit pour celles qui se seraient élevées depuis.

XI. Les prisonniers faits de part et d'autre seront rendus, soit qu'ils se trouvent dans les dépôts ou dans tout autre lieu, soit même qu'ils aient pris du service, à moins qu'aussitôt après la paix ils ne déclarent devant un commissaire de leur nation, qu'ils veulent rester au service de la puissance chez laquelle ils se trouvent.

XII. La garnison de Pampelune, les prisonniers de Cadix, de la Corogne, des îles de la Méditerranée, et ceux de tout autre dépôt qui auraient été remis aux Anglais, seront également rendus, soit qu'ils se trouvent en Espagne, soit qu'ils aient été envoyés en Amérique ou en Angleterre.

XIII. S. M. Ferdinand VII s'engage à faire payer au roi Charles IV, et à la reine son épouse, une somme annuelle de trente millions de réaux, qui sera acquit-

tée régulièrement, et par quart, de trois mois en trois mois. A la mort du roi, deux millions de francs de revenu formeront le douaire de la reine. Tous les Espagnols à leur service auront la liberté de résider hors du territoire espagnol, partout où LL. MM. le jugeront convenable.

XIV. Il sera conclu un traité de commerce entre les deux puissances, et jusqu'à la conclusion, leurs relations commerciales seront sur le même pied qu'avant la guerre de 1792.

XV. Les ratifications du présent traité seront échangées à Paris dans le terme d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait et signé à Valencey, le onze décembre mil huit cent treize.

Le duc de San-Carlos. *Le comte de* La Forest.

Nous soussignés, plénipotentiaires nommés respectivement à l'effet de négocier et de signer un traité de paix entre l'Espagne et la France, avons dressé le présent protocole de notre dernière conférence au moment de la signature du traité, pour constater qu'il a été entendu de part et d'autre, savoir :

1°. Que le plein pouvoir donné au plénipotentiaire espagnol en forme de lettre autographe à défaut de chancellerie, a été présenté avec réserve d'y substituer, lors de l'échange des ratifications, s'il y avait lieu, d'autres pouvoirs revêtus des formes consacrées en Espagne.

2°. Que si le terme de trente jours stipulé à l'art. 15 du traité pour l'échange des ratifications, se trouvait excédé par l'effet de quelque empêchement réel et véritable, il est réservé de procéder à cet échange dans les quinze jours suivans, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait et signé à Valencey, le onze décembre mil huit cent treize.

Le duc de San-Carlos. *Le comte de* La Forest.

Quand ce traité fut connu, un grand nombre de personnes s'étonnèrent que Napoléon qui avait refusé de reconnaître, à Bayonne, Ferdinand VII pour roi d'Espagne, l'eût choisi plutôt que son père Charles IV pour le replacer sur le trône. Il est probable que Napoléon voulait avoir aux yeux des Espagnols le mérite de leur rendre le prince pour lequel ils avaient si longtemps combattu. Une autre raison a peut-être aussi déterminé son choix : s'il faut en croire quelques écrivains espagnols, il aurait alors été fortement question, dans la Péninsule, de proclamer Lord Wellington roi d'Espagne. Ce général avait un parti dans les cortès, et on disait que, connaissant le projet, il avait promis de se faire catholique si la religion anglicane était un obstacle à son élévation à la dignité royale. Quelque peu vraisemblable que paraisse cette assertion au premier examen, ce n'est pas une raison pour refuser d'y croire. Napoléon avait donné lui-même à l'Europe plus d'un exemple d'un général passant subite-

ment de la tente sous le dais royal; et l'Angleterre aurait bien pu faire bon marché des grands principes de légitimité, en faveur d'un projet qui lui assurait un nouvel empire sur le Continent. Napoléon, en rappelant Charles IV sur le trône d'où il était volontairement descendu, divisait le peuple Espagnol, et favorisait, par cette division, la réussite d'un événement agréable à l'Angleterre; en rendant, au contraire, la couronne à Ferdinand VII, il réunissait tous les Espagnols autour de leur jeune souverain, et posait un obstacle invincible à l'élévation de lord Wellington, sans être certain que le général anglais eût le projet ambitieux d'usurper une couronne; Napoléon qui jugeait de l'ambition des autres par la sienne propre, pouvait croire à ce projet et le redouter; il se décida en conséquence pour Ferdinand VII.

Deux mois après la signature du traité de Valencey, le jeune roi rentra dans ses états; mais les événemens du mois de mars, 1814, qui amenèrent la chûte de Napoléon, persuadèrent aux nouveaux conseillers du monarque espagnol, que le traité signé était nul. Déjà les cortès avaient déclaré qu'elles ne voulaient pas le ratifier. Les réfugiés *Joséphins* restèrent donc toujours exilés de leur patrie.

Joseph fut tiré de la retraite de Morfontaine par les événemens qui amenèrent l'armée des Russes, des Prussiens et des Autrichiens devant la capitale de la France, et par suite l'abdication de Napoléon.

L'article VI, du traité de Fontainebleau, garantit à

Joseph un revenu annuel de cinq cent mille francs. L'article II lui conservait le titre de prince.

Les effets de ce traité ont été annulés par les événemens de 1815.

FIN DES NOTES DE LA DEUXIÈME PARTIE DES MÉMOIRES.

TROISIÈME PARTIE.

RELATION

(EN FORME DE JOURNAL)

DU BLOCUS, DU SIÉGE ET DE LA DÉFENSE

DE THIONVILLE,

EN 1814 ET EN 1815.

« Où serait le dévouement à la patrie, si, dans des circonstances critiques, on se rebutait à l'aspect des dangers d'une entreprise hasardeuse. »

(*Journal du Siége*, page 236.)

« La gloire est attachée aux petits événemens, bien conduits et soutenus hardiment, aussi bien qu'à des actions plus décisives. »

(*Histoire de la Campagne de* 1741.)

AVERTISSEMENT.

Cette relation, dont tous les détails sont empruntés aux notes quotidiennes écrites par le général Hugo, durant les deux siéges de Thionville, a été rédigée par un officier qui lui était particulièrement attaché. Elle renferme les Mémoires de cet officier général, pendant les années 1814 et 1815, et devait, à ce titre, être publiée à la suite de ses Mémoires sur l'Espagne, offrant ainsi le complément du récit de sa carrière militaire.

On a cru devoir lui conserver la forme de journal que les notes du général, et la mise en ordre primitive, lui ont donnée.

La défense d'une place forte est une des commissions les plus délicates dont un militaire puisse être chargé : ce journal, outre les détails intéressans qu'il présente pour l'histoire des guerres du XIXe siècle, donne, aux officiers généraux et supérieurs, des

renseignemens importans et des avis précieux pour la conduite qu'ils doivent tenir, lorsque la conservation d'une ville est confiée à leur courage et à leur patriotisme.

Les livres les plus estimés sur l'attaque et la défense des places fortes, ne contiennent guères que des instructions propres aux officiers du génie, assaillans ou assiégés; la défense matérielle des remparts est, et doit être en effet, le premier et le principal but des grands traités de fortifications offensive et défensive; le reste est laissé à l'intelligence des gouverneurs et des commandans de place.

Il ne faut pas croire pourtant que tout gisse dans la défense opiniâtre des murs et ouvrages fortifiés; la discipline intérieure de la ville, les précautions nécessaires contre les maladies contagieuses, les mesures efficaces contre la famine, les communications avec l'armée nationale qui appuie les défenseurs des citadelles, sont au premier rang des devoirs d'un gouverneur.

M. le général Hugo a dû, comme on l'a vu dans ses Mémoires, s'occuper de toutes

les parties de l'art militaire, et les étudier avec soin. Cette relation, qui (à quelques éloges près, éloges que le général n'aurait voulu accepter que pour les rendre à ses compagnons d'armes) est, en quelque sorte, son ouvrage, offrira à tous les militaires un guide précieux, et dont, jusqu'à présent, ils sentaient tous le besoin.

P. S. En conservant à ce journal sa forme primitive, on a dû, cependant, en supprimer plusieurs détails d'un intérêt purement local et temporaire; cette suppression justifie les lacunes qui se trouvent entre les dates de quelques jours du blocus et du siége.



RELATION

DU BLOCUS, DU SIÉGE ET DE LA DÉFENSE

DE THIONVILLE,

EN 1814.

CHAPITRE PREMIER.

Détails préliminaires. — Situation de l'armée française. — Entrée en France des armées ennemies. — Le général Hugo à Metz. — Il est nommé commandant de Thionville.

On ne retracera point ici les événemens à jamais fameux qui, des rives de l'Elbe, ayant ramené la grande armée sur le Rhin, furent presque immédiatement suivis de l'invasion de la France. Ces événemens appartiennent à l'histoire et seront présentés par elle à la postérité.

On devait croire alors que le cours d'un fleuve large, profond et rapide (le Rhin), concourrait avec la première ligne de nos places fortes à arrêter le débordement des armées étrangères, et que ces moyens réunis donne-

raient à la France étonnée le temps de recompléter ses brigades, et de s'établir sur une défensive salutaire. Telle eût été, peut-être, la marche des choses, si l'armée française moins affaiblie et par une maladie affreuse (*), et par une

---

(*) On peut comparer cette maladie, pour sa nature, ses causes et ses progrès, à celle que les armées éprouvèrent en Allemagne un siècle auparavant (en 1713), et qui infecta particulièrement la Silésie, la Bohême, Vienne, Nuremberg, Ratisbonne, Hambourg, etc.

L'opinion des médecins était alors que ce n'était pas la peste, mais que c'était une fièvre maligne et pourpreuse (*) : à Metz, on avait la même opinion de cette maladie, qui cependant, depuis le 1er décembre 1813 jusqu'au 31 mars 1814, enleva 6940 soldats dans les hôpitaux de cette ville (**). Malgré ce grand nombre de morts, dont la perte fut moins supportée par la garnison que par les autres corps de l'armée, Metz, qui comptait avec un juste orgueil les officiers de santé, sous tous les rapports les plus distingués, perdit bien moins que beaucoup d'autres places, où presque la moitié de la garnison fut victime de cet horrible fléau. Cette ville dut cette heureuse différence aux talens et à l'expérience des médecins qui s'y trouvaient à cette époque, ainsi qu'à la sagesse des mesures de son maire, M. le baron Marchand. (On peut voir, à cette occasion, tome 1er des Mémoires du général Hugo, son *Mémoire militaire sur les maladies contagieuses et la peste.*)

(*) *Campagne du maréchal de Villars*, en 1723, page 154.

(**) *Journal de la Moselle*, n° 9, 1814.

désertion considérable, eût pu forcer les puissances ennemies à l'abandon du nouveau plan de campagne qu'elles avaient arrêté.

D'après ce plan les alliés devaient passer le Rhin, ne destiner que peu de troupes au blocus des places, et marcher avec la masse de leurs forces sur la capitale des Français.

Ce fleuve ayant donc été franchi, les troupes françaises se retirèrent lentement sur la Moselle, suivies à peu de distance par l'ennemi. Bientôt après les places furent entourées d'un cordon de troupes proportionnées aux garnisons qu'on y avait laissées, mais beaucoup trop faibles pour se livrer à des opérations plus sérieuses.

Ce plan d'invasion n'était pas nouveau : l'histoire en offre plusieurs exemples : il avait déjà été suivi, quelquefois, dans le cours des guerres de la révolution, notamment dans la campagne de l'an VIII, où, pendant que l'armée du général Moreau s'avançait sur l'Autriche et franchissait le Danube et l'Iler, elle laissait derrière elle Ulm bloquée par une division aux ordres du général Richepanse, et plus faible que la garnison de la place investie.

Au commencement de 1814, les armées étrangères ne traînant point à leur suite de grosse artillerie, ne pouvaient suivre un plan d'inva-

sion qu'en s'attachant à des blocus qui rendissent les forteresses de la France inutiles à la défense du territoire national. Leur plan n'eût pas pu être exécuté avec assez de rapidité, si elles se fussent arrêtées à des siéges; en voici la raison: d'abord pour tenter à la fois ces opérations majeures, seulement contre une partie de notre première ligne, il leur eût fallu plus de moyens en tous genres, qu'elles n'en pouvaient réunir dans la situation où se trouvait alors l'Europe, dont presque toutes les forteresses étaient occupées par des garnisons françaises; en second lieu, pour attaquer ces places et les prendre successivement, cela eût exigé trop de temps, et l'on aurait perdu le moment opportun, celui où les armées françaises étaient très inférieures en nombre, c'est-à-dire, la véritable époque où l'on pouvait enfin espérer des succès contre elles.

Ce plan était donc le seul qui pût conduire les alliés à de grands résultats; car outre qu'il portait le théâtre de la guerre au centre d'un pays abondant, riche et, jusqu'alors, protégé par la victoire; il offrait encore à l'ennemi l'attrayante perspective de se voir successivement, et à peu de frais, maître de places, dont les garnisons épuiseraient journellement leurs ressources, sans moyen de les renouveler.

L'ennemi n'ignorait pas que les forteresses françaises étaient dans une situation d'autant plus critique que, depuis long-temps, tous les soins avaient été prodigués à celles de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule; cette première ligne seule avait été entretenue, tandis que les deuxième et troisième, dont les fortifications devenues inutiles alors par l'accroissement du territoire de l'empire, devaient en partie être rasées, n'avaient fixé l'attention du gouvernement qu'au moment même où ces places furent sérieusement menacées. Cependant, un ordre du jour de S. E. monseigneur le duc de Valmy, en date du 4 janvier 1814, rendu à cause du mouvement offensif des armées ennemies, déclara en état de siége, toutes les places de la 3me division militaire. Le même ordre prescrivait de les approvisionner pour deux mois (*).

M. le général Léopold Hugo, maréchal de camp, étant rentré en septembre 1813, du service de l'Espagne, où il avait fait très activement la guerre depuis 1808, conjointement avec les armées de la France, sa patrie, suivait, en attendant des ordres, le grand état-major

(*) On verra plus loin que cet ordre ne fut pas exécuté, du moins en ce qui concernait la place de Thionville.

général, avant qu'on l'eût désigné pour le commandement de Thionville; il avait, ainsi que ses camarades, remarqué l'état peu satisfaisant dans lequel se trouvait Metz, l'une de nos plus belles places. On disait publiquement et partout que toutes les villes de guerre du Rhin, de la Sarre et de la Moselle, se trouvaient dans un état pire encore, et bientôt il fut témoin de la répugnance d'un colonel à se charger de la défense de Sar-Louis.

Les circonstances étaient pressantes; mais plus le dénuement de ces places était absolu, plus le général sentait qu'il y avait de la gloire à les bien défendre; il ne s'épouvantait point de la responsabilité qui pèse sur la tête des gouverneurs; « Avec de l'activité, du dévouement, et « un caractère ferme, on peut faire beaucoup, « se disait-il, et quand un homme d'honneur a « fait tout ce que le devoir prescrit, on doit « aussi lui savoir quelque gré de ce qu'il a fait « de plus? Où serait d'ailleurs le mérite d'une « action, ajoutait-il, si l'on trouvait toujours les « difficultés aplanies? Où serait le dévouement à la patrie, si, dans des circonstances « critiques, on se rebutait à l'aspect des dangers d'une entreprise hasardeuse. »

Plein de ces nobles idées et du souvenir encore récent de ce qu'il avait fait à Ségovie, à

Siguenza et surtout à Avila ; fatigué, d'ailleurs, de son inaction, il n'hésita point à se présenter chez M. le général comte Béliard, et à lui demander la permission de se rendre à Paris pour solliciter un service plus actif.

Vous chargeriez-vous, lui dit ce brave général, *de la défense d'une de nos places ?* — *De tout ce qui pourra servir utilement mon pays !* lui répondit-il (*). — *Eh bien ? je vais chez M. le maréchal duc de Valmy, venez ce soir chez moi apprendre ce que nous aurons résolu.*

C'était le 9 janvier 1814 ; le général Hugo n'ayant encore reçu aucune destination, était

---

(*) Il avait cependant gouverné presque toute la Vieille-Castille, car les provinces d'Avila, Ségovie, Soria et tout le cours du Tage jusqu'en Portugal en forment plus des trois quarts ; il avait eu depuis, et toujours en Espagne, le gouvernement tout à fait guerrier des provinces de Guadalaxara, Siguenza et Molina-d'Aragon ; il avait enfin commandé Madrid et le Retiro. Mais le commandement d'une petite ville de quatre à cinq mille habitans n'était point à dédaigner, en ce qu'elle était une des célèbres forteresses de la France, une des clefs principales de sa frontière de l'est ; en ce qu'elle était menacée par l'ennemi ; en ce qu'enfin il y avait beaucoup de gloire à acquérir.

déterminé à partir le lendemain pour Paris, lorsqu'à minuit M. le maréchal duc de Valmy lui envoya l'ordre de se rendre précipitamment à Thionville, afin d'en prendre le commandement supérieur.

CHAPITRE II.

JANVIER, DU 10 AU 14.

Thionville. — Siége de 1792. — Arrivée du général Hugo. — Examen et état de la place. — Mesures de défense et d'approvisionnement. — Première apparition de l'ennemi. — Moyen ingénieux de rompre les glaces. — Approche de l'ennemi. — Situation critique. — Départ de la jeune garde. — Dévouement des estropiés.

Thionville, chef-lieu d'une sous-préfecture du département de la Moselle, est située sur la rive gauche de cette rivière (*), dans une petite plaine riante et fertile entourée de collines boisées, dont quelques-unes sont à portée du canon de la place. La contrée environnante est couverte de riches villages et de bourgs considérables parmi lesquels on remarque Sierck, Rodemack, Hettange, Florange, Cattenom, Manom,

(*) A trois lieues (nord) de Metz, à huit lieues (sud) de Luxembourg, et à quatre-vingt-deux lieues (est-est-nord) de Paris.

Ingling et Konismaker. Trois grandes routes, celles de Luxembourg, de Trèves, et de Sar-Louis, à Metz, passent par Thionville dont, comme on voit, la position est très importante. Cette place forte renferme plus de six mille habitans, et possède un tribunal de première instance.

S'il faut en croire les historiens de la province des Trois-Évêchés dont Thionville faisait partie avant la création du département de la Moselle, cette ville est la plus ancienne de la province après Metz : elle était dans le huitième siècle une maison royale dont on voit encore quelques vestiges au château. Pepin d'Heristall, chef de la race carlovingienne, et d'autres rois de France, y tinrent des assemblées tant politiques qu'ecclésiastiques, dans ce siècle et dans le neuvième. Plusieurs capitulaires sont datés de cette ville, de même que le partage des enfans de Louis-le-Débonnaire.

Dans le dixième siècle, Thionville passa au pouvoir de seigneurs qui en prirent le nom, et dont la race masculine s'éteignit en 1200; les comtes de Luxembourg l'unirent alors à leur domaine.

Fortifiée par Charles-Quint, elle fut prise en 1558 sur Philippe II, son fils, par le duc François de Guise, commandant de l'armée fran-

çaise; rendue l'année d'ensuite à l'Espagne par le traité de Cateau-Cambrésis, elle fut inutilement assiégée de nouveau en 1639 par le célèbre Feuquières, qui, grièvement blessé en combattant contre le secours amené par Picolomini, tomba au pouvoir des assiégés et mourut parmi eux.

Attaquée après la bataille de Rocroi par le grand Condé, et défendue par trois mille hommes bien approvisionnés, elle fut prise en 1643, et définitivement cédée à la France par le 41ᵉ. article du traité des Pyrénées. Depuis lors, ses fortifications ont été considérablement augmentées, particulièrement sur la rive droite de la Moselle.

Aujourd'hui, ces fortifications présentent un développement de onze bastions, régulièrement tracés et couverts par quelques ouvrages avancés. La porte de Luxembourg est défendue par un ouvrage à cornes. Un ouvrage à couronne et un fort défendent la rive droite et commandent les routes de Sar-Louis et de Trèves, ces deux ouvrages communiquent avec la place par un pont de bois couvert, dont les piles sont en maçonnerie, et qui mérite, par sa construction hardie et légère, de fixer l'attention des mécaniciens.

Thionville avait été assiégée au commencement de la révolution. Le brave général Wimpfen y

commandait. C'était au moment où les armées réunies de l'Autriche et de la Prusse pénétraient en France; la place fut investie le 23 août 1792 par ordre du duc de Brunswick. On espérait que quelques démonstrations menaçantes suffiraient pour engager les habitans à se rendre. Le bombardement commença le 24 août, et après trois jours de tranchée ouverte, une sommation fut faite au gouverneur. Il répondit : « Vous pouvez brûler la ville, mais pas du moins les remparts. »

Un même courage animait alors tous les cœurs : les défenseurs avaient juré, avec leur brave général, de s'ensevelir sous les ruines de la place, plutôt que de capituler. Irrités de la réponse de Wimpfen, les Autrichiens se préparaient à une attaque générale, lorsqu'ils furent prévenus par la garnison qui, dans une sortie vigoureuse, leur ôta l'envie de s'approcher des remparts. Désespérant de s'emparer de Thionville par la force, ils résolurent de tâcher de la prendre par famine. Le siége fut converti en blocus, mais la garnison, encouragée par le succès de sa première sortie, en fit d'autres non moins heureuses, détruisit, à plusieurs reprises, les ouvrages de circonvallation, fit un grand nombre de prisonniers et tua beaucoup de monde aux assiégeans.

En désespoir de cause, les Autrichiens voulurent essayer la voie de la séduction. Ils espéraient corrompre Wimpfen (c'est ainsi qu'en 1814 les Hessois ont eu vainement recours au même moyen avec le général Hugo.) L'offre d'un million fut faite au gouverneur, s'il voulait livrer la place : « Volontiers, répondit Wimpfen en riant, pourvu qu'on consente à passer l'acte de donation par devant notaire. » Voyant enfin l'inutilité de leurs tentatives, les Autrichiens se décidèrent eux-mêmes à la retraite, le 16 octobre, après un blocus qui avait duré cinquante-cinq jours.

L'artillerie ennemie avait maltraité les fortifications de Thionville ; mais les conquêtes successives de la France, depuis 1792, ayant ôté à cette place son importance défensive, on ne s'était pas encore occupé de les réparer en 1814.

10 *Janvier.*

On a vu, dans le chapitre précédent, que le général Hugo avait été nommé, le 9 janvier, au commandement de Thionville. Lorsque l'ordre d'en aller prendre la défense lui parvint dans la nuit du 9 au 10, on dépeignait, sous des couleurs si fâcheuses, l'état de cette forteresse, et les bruits de l'approche de l'ennemi étaient devenus si alarmans, que si les portes de

Metz eussent été ouvertes à cette heure, il serait parti à l'instant même. Il attendit donc leur ouverture avec impatience, et s'étant mis en route, il arriva incognito, et de bonne heure, à Thionville.

Après avoir déposé ses équipages dans une auberge, il se hâta de parcourir l'enceinte et les dehors de la place. Cette enceinte se trouva meilleure qu'il ne pensait; les ouvrages extérieurs étaient assez généralement en bon état, à l'exception cependant de quelques lunettes où l'on pouvait entrer aisément par les faces. La place était ouverte, ainsi que le fort, par le manque absolu de barrières, portes et ponts-levis, ce qui avait obligé MM. les généraux de la jeune garde, dont une division occupait Thionville conjointement avec le dépôt du 96e de ligne, à n'y conserver que deux portes, à faire couper les ponts de celles de Luxembourg et des jonctions, ainsi qu'à en obstruer le passage par des chevaux de frise entassés.

Du haut des parapets, le général Hugo, remarqua avec inquiétude, quelques villages dont les uns étaient à la portée du mousquet (*), les autres à demi-portée de canon (**), le seul moulin

(*) Haute et Basse-Yutz.

(**) Manom et la Briquerie.

qui fût à l'usage de la ville, était assis aux portes mêmes, sur une petite rivière dont le canal resserré par deux digues, forme un boyau de tranchée tout établi; il observa aussi ce que la négligence laisse malheureusement toujours élever, dans les environs des places depuis longtemps en état de paix, c'est-à-dire, de grands arbres, des haies épaisses, beaucoup d'espaliers et des bâtimens jusqu'à la queue des glacis.

Après cette reconnaissance qui dura jusqu'à la nuit, il se présenta chez M. le général Decouz (*), et lui communiqua ses ordres: comme ce général venait d'en être prévenu, il entra avec le général Hugo dans le détail de ce qu'il avait déjà fait, avec ses généraux de brigade, pour mettre la place à l'abri d'un coup de main; il lui fit connaître qu'il avait donné le commandement provisoire du fort à M. le général Baste (**), ancien officier de marine, et que, déjà, une trentaine de pièces étaient placées sur les remparts; il lui parla aussi des approvisionnemens comme d'un objet dont personne ne s'était encore occupé, et l'assura que les maga-

(*) Ce général, officier distingué, est mort des blessures qu'il reçut à la bataille de Brienne.

(**) Ce brave officier a été tué à la même affaire.

sins, à l'exception de ceux de M. Méer (*), étaient absolument vides; qu'il n'y avait ni viande sur pied, ni viande salée, point de combustibles, point de sel, point de fourrages. — *Vous n'êtes guères plus riches en munitions de guerre*, ajouta-t-il, *et s'il n'en arrive pas de Luxembourg, où l'on en a demandé, à peine en aurez-vous pour le service journalier. La ville a beaucoup de grains, et vous pourrez vous en procurer par des réquisitions : celles qui devraient se faire ne se font point, et cependant l'ennemi s'avance à grands pas. Quant à votre garnison, vous ne pouvez ni ne devez compter sur la jeune garde, qui s'attend à partir d'un instant à l'autre. Toutes vos ressources sont donc, à cet*

(*) Il est impossible de mieux servir, de servir avec plus de loyauté, de zèle et de désintéressement que ne l'a fait ce garde magasin, pendant le blocus. Tout ce qu'il a fourni aux troupes, soit de ses nombreuses et fortes avances, soit du produit des réquisitions, était non seulement de bonne qualité, mais scrupuleusement soigné dans la distribution; il voyait les soldats en bon père de famille, et disait que, puisque ces braves gens n'avaient que cela, ils devaient le recevoir bon. Son fils, qui parcourt la même carrière que lui, est élevé dans les mêmes principes.

égard, dans le dépôt du 96ᵉ, composé de conscrits et d'estropiés.

Ce tableau, d'accord avec ce que le général Hugo avait vu, prouvait qu'il n'y avait pas une minute à perdre pour améliorer ce fâcheux état de choses. Il fallait faire des réquisitions, les appuyer à l'heure même par des baïonnettes : et comment donner des ordres dans une place dont plusieurs généraux de la garde s'étaient, avec raison, partagé le commandement? Comment se servir de troupes qui n'obéissaient qu'à leurs chefs, et point à ceux de la ligne? L'expérience de tous les temps a confirmé partout que les corps d'élite ne sont dociles qu'à la voix de leurs officiers! Cependant, M. le général Roger, commandant de la 3ᵉ division militaire, ordonnait au général Hugo de retenir la jeune garde jusqu'à ce que les détachemens de passage eussent porté le dépôt du 96ᵉ à deux mille hommes présens. Mais la jeune garde ne recevait des ordres que du général Curial, et aucun détachement de passage ne se présentant, ce dépôt restait toujours d'un effectif aussi faible. Thionville était donc à la veille de se trouver sans garnison.

On a vu, qu'en vertu d'un ordre du jour, en date du 4 janvier, toutes les places de la 3ᵉ division avaient été mises en état de siége. Cet ordre,

d'autres, en date du 5, et ceux du ministre duc de Feltre, qui parvinrent quelques jours après, portaient que l'approvisionnement serait fait pour deux mois: cependant le 10 était arrivé, et le sous-préfet disait hautement qu'on ne lui avait encore ordonné de faire aucune réquisition. Il était cependant bien temps de s'y prendre.

Le général s'empressa, dès le même jour, d'annoncer son arrivée à S. E. le maréchal duc de Valmy et au général comte Béliard, ainsi qu'aux autorités civiles et militaires de la place; mais des motifs particuliers, détaillés dans ses instructions, l'empêchèrent de faire enregistrer sa nomination devant le tribunal de première instance.

Le général aurait desiré avoir un ordre de prendre le commandement, séparé et distinct de ses instructions; il se serait empressé d'obéir aux lois, en le faisant enregistrer par-devant ce tribunal, mais comme l'ordre qu'il avait reçu contenait des instructions qui devaient rester secrètes, et des expressions de mécontentement envers un fonctionnaire public qu'il voulait ménager, et que M. le maréchal duc de Valmy accusait de lenteur et de négligence; il crut ce motif suffisant pour le dispenser des formalités voulues, et sans doute ordonnées pour des

lettres-patentes dans la forme et les circonstances ordinaires. Le tribunal remarqua néanmoins l'omission d'une formalité impérieusement prescrite, et que le général aurait dû remplir nonobstant toute considération particulière.

11 *Janvier.*

Le général passa une partie de la matinée en conférences avec MM. les commandans du génie et de l'artillerie. Il ordonna au premier (M. le capitaine Prudhomme) de réunir les ouvriers, tant de la ville que des villages de Haute et Basse-Yutz, et d'en former sur-le-champ une compagnie; il enjoignit ensuite de transporter en ville tous les bois de marine qui existaient tant sous le canon de la place qu'au village de Huckange; et n'ayant aucune palissade en magasin, que très peu de bois pour en faire, il fit prévenir les habitans qu'il allait leur reprendre celles qu'on leur avait autrefois vendues, mais avec promesse de les leur faire rendre ou payer à la fin du siége. Puis réfléchissant qu'avec sa faible garnison il ne pourrait garder les dehors, il ordonna qu'une partie des poternes fût murée ou barricadée, et dans ce cas intérieurement terrassée.

Une des raisons qui portèrent le général à ne défendre que l'enceinte et les ouvrages des

portes, fut de ne pas trop écraser sa garnison par le nombre des gardes, et de conserver, malgré sa faiblesse et l'opinion de Montécuculli (*), les moyens de faire et de soutenir au besoin les sorties. Comme il ne pouvait faire palissader que le chemin couvert des parties intérieures de la fortification, il avait eu soin d'en fermer l'entrée par une haie de palissades, qui prenait depuis la contrescarpe du chemin couvert jusqu'à l'escarpe de l'enceinte, dans la partie des fossés qu'on ne pouvait inonder. Une autre raison qui empêchait de défendre les dehors, c'est que l'inondation des fossés devait priver les gardes des ouvrages extérieurs de toute communication avec le corps de la place, puisqu'il n'y avait ni ponts, ni moyens d'en construire. Si ces moyens eussent existé, et si le général avait prétendu tout défendre, les troupes auraient à peine suffi pour monter et relever la garde, jusqu'au moment où l'excès des fatigues les aurait conduites et fait périr dans les hôpitaux.

Le général convint le même jour 11, avec le commandant de l'artillerie (M. le chef de ba-

(*) § 4. « Qu'on ne fasse point de sortie quand la garnison est faible, ou quand on se défie de la bourgeoisie. » *Mém. de Montécuculli*, liv. 1, chap. 5, pag. 167.

taillon Hulot) de tout ce qui pressait le plus pour l'armement du corps de la place et du fort; et bientôt tout marcha sans entraves, et avec la plus grande activité, dans cette arme comme dans celle du génie, au moyen des ouvriers et des auxiliaires que la ligne et la garde nationale fournirent et qui furent organisés et mis à la disposition de ces deux services.

Pendant que ces mesures se prescrivaient, un adjudant de place vint faire le rapport que l'ennemi se montrait par la route de Sierck et qu'on entendait la mousqueterie des gardes avancées. En effet, quelques cavaliers s'étaient présentés, avaient tiré sur les sentinelles, et s'étaient retirés à l'approche du piquet du fort, que le général Baste avait fait sortir aussitôt. Le bruit se répandit aussi que cinq cents chevaux venaient d'arriver à Metzervise et qu'on y attendait huit mille hommes.

Déjà en se rendant de Metz à Thionville, par la rive gauche de la Moselle, le général Hugo, pressentant l'arrivée prochaine des divisions ennemies, et voyant la rivière couverte de bateaux, avait conçu le projet de faire entrer au plutôt dans cette dernière place tous ceux qui se trouvaient dans l'étendue de son commandement.

En enlevant à l'ennemi les moyens de passer

la rivière, le général rassurait pour quelque temps la rive gauche; il avait en outre l'intention d'employer lui-même ces bateaux à protéger les villages de Manom, Basse-Yutz et Maquenom, en faisant armer de canons et bastinguer les bacs dont les cales sont construites pour le support de très grosses charges.

La rapidité du courant fit plus tard renoncer à l'idée de se servir, même à la voile, de cette espèce de bateaux, pour la partie haute de la Moselle (chose que l'on pourrait tenter cependant si l'on avait de bonnes rames et de bons rameurs); mais le général espéra qu'au moyen de cables amarrés le long des ouvrages, au dessus du pont couvert, ces bateaux armés pourraient remonter à volonté. Il se proposait de n'y embarquer que des officiers et des soldats bons nageurs, afin de ne pas les perdre si l'ennemi réussissait à couler un de ces bâtiments. Une escouade de bateliers fut formée pour servir à ce dessein.

Cette escouade, la compagnie de pompiers, et deux compagnies de garde nationale, soudainement organisées, furent placées sous le commandement de M. Faydi, ancien et loyal militaire retiré.

Le plus pressant, l'article essentiel des subsistances et du chauffage, allait être réglé. Le

général en conféra avec le sous-préfet (M. Rolli), et ne connaissant point le décret qui chargeait un commissaire spécial du soin des approvisionnements, il résolut de faire mettre la plus grande célérité dans la rentrée des ressources principales. Ces deux chefs convinrent en conséquence de créer de suite une commission sous le titre *d'approvisionnement de siége*. M. Rolli désigna pour la composer MM. Parisot, Abram et Grandmange, fit au général, qui ne connaissait encore personne à Thionville, le plus grand éloge des principes et de la moralité de ces messieurs, et les lui envoya pour recevoir ses instructions. Le général, après leur avoir fait sentir l'importance de leurs fonctions et la confiance qu'il mettait en eux, d'après le bien que lui en avait dit le sous-préfet, leur recommanda de frapper, sans perdre une minute, leurs réquisitions sur tous les villages de la rive gauche, compris dans un rayon de deux ou trois lieues; la rive droite se trouvant déjà occupée, au moins par de forts partis.

Il arriva vers midi dans la place un bataillon du 14e de ligne fort de trois cents hommes, qui se dirigeait sur Worms. Les communications avec cette ville étant rompues, le général le retint conformément aux instructions qu'il avait reçues du général Roger.

La commission d'approvisionnement ayant sur le soir annoncé qu'elle était en mesure d'adresser des réquisitions, le général fit de suite sortir des détachemens avec les agens (*) qu'elle avait désignés et d'après l'activité dont elle lui donnait un exemple, il espéra tirer de la rive gauche de la Moselle assez de ressources pour attendre que les communes de la rive droite, occupées par l'ennemi, fussent en situation de l'aider à leur tour. Le plus difficile consistait à rassembler assez de voitures pour le transport du bois de chauffage, qui manquait absolument; mais le généreux propriétaire des belles forges de Hayange. M. de Wendel (**), vint au

(*) Les communes n'obéissaient déjà que lorsqu'elles s'y voyaient contraintes par la présence des troupes. Le général n'ayant dans le 96e que des conscrits récemment incorporés, n'osait pas faire de détachemens sur la rive droite, avant de les avoir aguerris; il aima mieux ajourner ce qu'il pouvait faire sur cette rive, que de les exposer à des événemens malheureux, qui eussent trop vivement frappé leur moral, déjà passablement ébranlé par les narrations des soldats qui revenaient de la grande armée.

(**) Aujourd'hui membre de la Chambre des députés; cet excellent citoyen a rendu, comme on le verra par la suite, les plus grands services à Thionville pendant tout le temps du siége.

secours de la place, et la tira pour long-temps d'inquiétude, en faisant remettre à la commission plusieurs grands bateaux chargés de houille.

12 *Janvier.*

Voulant profiter du moment où la rive gauche était encore libre, le général fit commander un fort détachement pour escorter à Luxembourg les grains rassemblés et destinés pour cette place; ce détachement eut ordre de ramener les poudres qui en étaient attendues.

Le général écrivit aux commandans du génie et de l'artillerie de tenir un registre journal de tous les travaux qu'ils feraient exécuter pendant les vingt-quatre heures, et fit donner au dernier soixante-quatorze auxiliaires, par les corps de la garnison qui n'en avaient pas encore fourni.

Il régla en outre les fonctions de la commission d'approvisionnement, et donna son approbation à l'arrêté qu'elle prit pour procurer au génie tous les corps d'arbres nécessaires au palissadement. Les hôpitaux étaient encombrés, une évacuation devenait urgente, il la fit disposer et exécuter de suite. Le dépôt du 96e avait cent cinquante hommes estropiés à la guerre; il demanda aussi qu'on les lui retirât comme bouches inutiles; mais une décision contraire

lui fut donnée, et le mit dans l'obligation de les conserver comme partie de la garnison, pendant toute la durée du blocus.

Un espion (je le désignerai par le nom plus honnête d'affidé, réservant l'épithète odieuse pour ceux qui nous seront contraires) que le général avait expédié la veille sur Trèves, étant rentré pendant la nuit, rapporta qu'il y avait des védettes ennemies à l'entrée de Stuekhange; et que des détachemens de trente à quarante chevaux occupaient ce village, ainsi que ceux de Volstroff, Renange, et Guénange sur la rive droite. Cet affidé avait également appris par un Français faisant partie des hussards prussiens de la mort, que l'ennemi avait jeté un corps de vingt mille chevaux sur la rive gauche du Rhin et que c'était par ce corps que le pays, depuis Saverne jusqu'à Luxembourg, était occupé. Ce Français ne lui parla pas d'infanterie, mais il ajouta que *le pillage de notre territoire était défendu sous peine de mort.* L'affidé rapporta de plus, que le 11, il y avait huit ou neuf cents hommes au bivouac dans les jardins de Luttange.

Les ordres furent donnés aussitôt sur la rive gauche pour couler tous les bateaux et nacelles qui existaient entre Mézières et Thionville, ainsi qu'entre cette place et Remich.

Cependant la rivière chariant beaucoup, il était à craindre qu'elle ne prît tout à fait, et que, d'un instant à l'autre, les communications avec Metz ne fussent coupées par le passage de quelques partis ennemis sur la rive gauche. Le général imagina alors un moyen d'empêcher cet événement et écrivit ce qui suit à M. le général commandant la division : « Si la rivière « venait à prendre, il conviendrait de fermer « chaque soir les écluses de Metz pendant six « heures et de les ouvrir ensuite pendant dix- « huit. L'abaissement des eaux laissant la glace « sans points d'appui, elle s'affaissera pour en « trouver, se brisera sur les rives, et peut-être « encore au centre. Les eaux venant à couler « avec une extrême abondance, lors de l'ouver- « ture des écluses, passeront en partie sur les « glaces affaissées, achèveront de les rompre et « les entraîneront : cette espèce de débâcle « faite avec méthode et les précautions néces- « saires de mon côté, pour ne point endomma- « ger mon pont couvert, doit assurément pro- « duire le meilleur et le plus étonnant des « effets. »

Le moyen proposé ayant été agréé et mis à exécution dès le soir même, les troupes cantonnées sur la Moselle, qui en se couchant, avaient vu cette rivière sur le point d'être tout

à fait prise, furent tout émerveillées, le lendemain, de la trouver grosse sans qu'il eût plu, et de n'y plus voir aucun glaçon. L'ennemi, qui ne s'attendait point à une pareille mesure, ne fut pas moins surpris; la débacle lui enleva les barques et les pontons qu'il avait réunis, et en coula bas plusieurs.

Cette opération simple et facile à pratiquer dans les places qui ont des écluses sur une rivière commune, fut souvent répétée à Metz, et chaque fois très avantageusement pour Thionville.

13 *Janvier*.

Pour s'éviter, ainsi qu'aux chefs tant des troupes que de l'administration, tous les détails d'une correspondance qui absorbait un temps précieux, le général convint d'une réunion journalière et à une heure déterminée, chacun dans son costume de travail; rien ne dérangeant autant l'homme qui s'occupe, que les apprêts de la toilette! Ce rapport général eut lieu tous les jours à onze heures du matin, tantôt chez le général, tantôt sur les remparts, partout enfin où cet officier se trouvait à l'heure convenue, et continua même pendant plusieurs mois après le blocus.

Dans la journée, de nouveaux détachemens furent mis à la disposition de la commission

d'approvisionnement qui expédia de nouvelles réquisitions toujours sur la même rive.

Le général régla avec le sous-préfet les moyens de faire passer sa correspondance avec Metz et les environs de Thionville, par des hommes à pied, n'en ayant pu trouver que quelques-uns qui eussent osé le faire à cheval, encore leur bonne volonté ne dura-t-elle que trois ou quatre jours. Ce service est celui qui, pendant la durée du blocus, a offert le plus de difficultés. Le général devait un rapport au ministre ainsi qu'au commandant de la division; et l'on verra plus tard qu'il employa tous les moyens imaginables pour s'acquitter de cette obligation alors indispensable.

La garde impériale, sur l'ordre de M. le général Decouz, qui sentait aussi le besoin de voir activer les travaux de défense, mit, d'après la demande du commandant supérieur, soixante-quatorze auxiliaires à la disposition de l'artillerie de la place.

Le général Hugo ayant, le même jour, annoncé aux autorités civiles qu'elles devaient continuer l'exercice de leurs fonctions, régla encore tout ce qui concernait la police. Le lieutenant de gendarmerie (M. Boissier, homme à la fois ferme et modéré) eut ordre de remplir les fonctions de prévôt militaire, et le commis-

saire de police, celui de s'occuper des objets civils seulement, mais toujours sous l'autorité directe du général, qui conserva pour lui le soin de la police secrète ou espionnage.

Cette partie est fort importante pour un gouverneur qui ne doit rien négliger, afin de se tenir au courant des desseins, des opérations et des moyens de l'ennemi : c'est aux soins habituels du général Hugo, à cet égard, qu'il a dû l'avantage, bien précieux pour sa tranquillité, de n'avoir pas détruit alors tous les édifices et les villages dont l'insouciance a malheureusement laissé couvrir le rayon d'attaque de Thionville.

La conservation de ces villages a fait alors et depuis élever cette question : Le général Hugo devait-il laisser exister les villages de Haute et de Basse-Yutz, la Grange, Saint-François, et la Briquerie?

On peut y répondre :

1° Que tous ces villages sont à la vérité dans l'intérieur du rayon d'attaque (500 toises), et que le décret du 24 décembre 1811 prescrivait positivement de les détruire;

2° Que Thionville n'ayant pas même été menacée sur la rive droite depuis la construction du fort, laquelle a porté le rayon d'attaque au-delà de Haute-Yutz, on ne s'était pas vu dans l'obli-

gation de faire disparaître ce hameau, quoique tous les plans du génie l'eussent signalé comme devant être rasé;

3° Que le siége de 1792 n'ayant consisté que dans un bombardement de quelques heures, et de peu d'effet, à la suite duquel l'ennemi s'était retiré, et avait formé un blocus, le général Wimpfen n'avait pas été dans l'obligation de raser les villages de la rive gauche.

Lors de sa reconnaissance des environs de la place, après en avoir pris le commandement, le général Hugo fit de profondes réflexions sur ce que les lois lui prescrivaient, et sur ce qu'il pouvait se dispenser de faire sur-le-champ.

« Si ma garnison était assez forte, se dit-il, « je lui ferais retrancher et occuper ces villages, « et l'ennemi pour m'en déloger serait obligé de « les détruire lui-même, en me les arrachant « pied à pied. Le peu de troupes que j'ai à « ma disposition ne me permet pas l'emploi « de cet honorable moyen; dois-je donc les faire « raser moi-même? »

On était dans le cœur de l'hiver; l'ennemi n'avait pas d'artillerie devant Thionville; toutes les places du Rhin tenaient encore; il ne pouvait donc en tirer que de l'Allemagne même, et il était très difficile d'en faire passer sur les ponts volans jetés sur ce fleuve (le Rhin). D'après cela,

le général jugea que, 1° tant que l'ennemi n'aurait pas d'autres moyens de passage, il ne pourrait pas songer à des opérations plus sérieuses que des blocus; 2° qu'après la saison des frimats, celle des pluies arrivant, les routes se dégraderaient et par les eaux et par les passages continuels, ce qui retarderait assez l'artillerie de siége pour qu'on pût être à temps prévenu de sa marche.

Ces réflexions lui firent calculer qu'avant quatre mois l'ennemi ne pourrait rien entreprendre de très vigoureux contre les places fortes; que Mayence et Luxembourg, se trouvant en première ligne, auraient sans doute la préférence sur Thionville; que jusqu'à ce qu'on arrivât près de cette forteresse, il pourrait se passer des événemens qui lui éviteraient la terrible nécessité de détruire tout ce que ses prédécesseurs avaient laissé élever ou exister.

Il résolut en conséquence de n'en venir là que quand il s'y verrait tout à fait réduit, c'est-à-dire, quand il serait *certain* que l'artillerie de siége approcherait de lui; et malgré les troupes qui le bloquaient, il était assez bien servi par ses affidés pour être assuré d'avoir cette certitude en temps utile.

L'eunemi, dont on avait annoncé la retraite dans la journée du 12, revint avec plus de forces

pendant la nuit, et occupa plusieurs villages des environs de Thionville sur la rive droite de la Moselle. Ses troupes étaient assez nombreuses pour que, dans quelques endroits, le plus pauvre habitant eût jusqu'à dix hommes à loger.

Par ces dispositions, les communications avec ces villages devinrent d'un instant à l'autre plus difficiles, et les affidés eurent beaucoup de peine à rentrer dans la place.

Dans un tel état de choses, l'ennemi se renforçant beaucoup, le général devait attendre avec une juste impatience qu'on lui donnât une garnison. Il le faisait sentir dans sa correspondance et par ses rapports journaliers; mais on ne pouvait disposer de rien, partout il existait des besoins pressans.

Une circonstance vint alors le placer dans une détresse difficile à décrire. Comptant sur le service que fournissait la jeune garde, il avait inondé la campagne de détachemens du 96e pour appuyer les réquisitions; rien n'était encore rentré. C'est sur ces entrefaites précisément et vers cinq heures du soir, que M. le général Decouz lui communiqua des ordres qui venaient d'arriver, et qui enjoignaient à la jeune garde de partir tout de suite.

Après avoir prié M. le général Decouz de lui faire cette communication par écrit, afin de

pouvoir y répondre de même, le général Hugo lui exposa en réponse : « que le détachement du « 25e léger qu'on annonçait n'était point encore « arrivé; que, quand il le serait avant le départ « de la jeune garde, il n'apporterait pas un « gros renfort à la garnison, puisque sa force « ne s'élevait qu'à deux cent vingt-cinq hommes « présens; que cette garnison en avait trois cents « en route sur Luxembourg où ils avaient été « conduire un convoi; que déduisant de sa force « et ces trois cents hommes et les cent cinquante « estropiés du 96e, ainsi que les détachemens « employés aux réquisitions, il restait à peine « dans la place quatre cents hommes, compris « l'artillerie et ses auxiliaires; que M. le général « Roger avait écrit que la jeune garde ne devrait « point quitter Thionville avant que la garnison « n'en eût été portée à deux mille hommes pré- « sens, et que le mouvement ordonné compro- « mettait singulièrement la forteresse, consi- « dérée avec raison comme un des boulevards « de la France; et cela dans un moment où l'in- « vestissement en était déjà commencé par la « rive droite de la Moselle. »

Cet exposé, que le général Decouz ne pouvait révoquer en doute, lui fit faire de sérieuses réflexions et le détermina à expédier, ainsi que le général Hugo, un officier à Metz, chacun pour

y exposer cette situation alarmante. Le général Hugo donna en outre de son côté quelques ordres pour faire rentrer à la hâte les détachemens les moins éloignés de la place et rapprocher les autres : mesures urgentes et indispensables mais qui contrariaient beaucoup les approvisionnemens.

La réponse apportée de Metz fut « que la division Decouz retarderait son départ de quelques « heures (*) ; que les estropiés ne partiraient « pas et feraient tout ce qu'ils pourraient pour « être utiles (**) ; qu'enfin un détachement de

(*) Rien à la guerre n'est plus précieux qu'un bon emploi du temps. Ce retard de quelques heures ne parait rien, il n'était rien en effet pour la jeune garde, qui pouvait perdre ce peu d'heures dans les haltes de sa première marche, mais il était beaucoup pour le général Hugo. La présence de la division Decouz tenait l'ennemi en respect, l'empêchait de rien tenter de sérieux, tant qu'elle était à Thionville, et chaque heure de retard voyait augmenter la force de cette place par l'organisation rapide des moyens de défense, par l'armement des points principaux, l'arrivage continuel des subsistances, et la rentrée successive des détachemens rappelés.

(**) En laissant les estropiés dans Thionville, le général commandant la division avait bien jugé le soldat français, *bon jusqu'au dernier soupir*. Ces estropiés,

« trois cents conscrits armés, destinés au 24ᵉ lé-
« ger, partait pour se rendre à Thionville. »

Ce renfort était peu de chose pour une place qui compte onze bastions et présente un grand développement, mais son arrivée qui eut lieu le 14, et la rentrée de beaucoup de détachemens, firent cesser une partie des inquiétudes du général commandant supérieur.

---

composés d'une belle jeunesse, intéressantes victimes des événemens de la guerre, ont fait tout ce qu'ils ont pu pour se rendre utiles. Réduits à monter la garde avec des béquilles, ou le bras en écharpe, ils obéissaient gaîment, ne murmuraient jamais, servaient d'exemple aux conscrits et méritaient à la fois la juste admiration des bons citoyens et l'estime de tous leurs chefs.

Aucun habitant n'ayant osé rester à l'hôpital pour infirmier, on prit des prisonniers espagnols de bonne volonté pour en remplir les fonctions. Quelques-uns donnèrent de graves motifs de mécontentement, soit par leur haine pour les Français, soit par le désir de s'approprier l'argent des malades, et le général fut obligé de les faire remettre avec les prisonniers. Personne ne s'étant présenté pour les remplacer, on fit demander quelques estropiés de bonne volonté, mais aptes à ce genre de service : tous s'offrirent, considérant comme un devoir sacré de donner des soins à ceux de leurs camarades que la maladie ou des blessures avaient conduits à l'hôpital.

CHAPITRE III.

JANVIER, DU 14 AU 21.

Arrivée et établissement de l'ennemi devant la place. — Première attaque. — Bombardement. — Rupture de la glace des fossés. — Correspondance à travers les postes ennemis. — Mesure prise pour couper les communications de l'ennemi. — Ruse de guerre. — Approvisionnement de la place. — Divers engagemens. — Assainissement de l'hôpital. — Sorties et avantages.

14 *Janvier.*

La jeune garde était partie à huit heures du matin, le général Hugo compléta aussitôt l'organisation de ses moyens de défense; il augmenta le nombre des compagnies de la garde nationale, et régla, par une instruction, l'emplacement des corps en cas d'alerte.

Le détachement, envoyé à Luxembourg, rentra, dans le courant de la journée, avec le convoi de poudre qu'il avait été y chercher. Ces poudres étaient d'une nécessité pressante pour l'armement de la place, dégarnie en quelque sorte de munitions de guerre. Les trois cents hommes du 24ᵉ léger arrivèrent de Metz peu de

temps après, et furent immédiatement incorporés dans le 96ᵉ. Le général s'entendit avec le sous-préfet pour faire remettre à ce régiment tous les effets destinés à l'habillement de la légion nationale qui ne se formait pas ; les soldats composant le détachement qu'il venait de recevoir, n'étaient pas vêtus pour la saison : ils avaient un besoin urgent d'habillemens chauds et en bon état.

Les eaux ayant, pendant la nuit, été retenues, puis relâchées, à Metz, rompirent les glaces de la Moselle, et en emportèrent une grande partie.

On se figurera difficilement quelle impression cette opération ingénieuse, mais dont on ignorait la cause, produisait, chaque fois et chez l'ennemi et parmi les habitans de la Moselle.

15 *Janvier.*

Vers deux heures du matin, l'ennemi placé en arrière de Haute-Yutz et près du château, commença à jeter des obus dans le fort et dans la place. La générale fut battue ; les chefs de corps et les commandans de compagnies se portèrent rapidement à leurs postes. Le général, qui passait presque entièrement la nuit sur les remparts, se trouvait au fort avec le commandant du génie, quand le feu commença : mais ne pouvant apercevoir le point d'où l'ennemi ti-

rait, attendu que ce point était masqué, il fit attendre les événemens sans répondre et dans le plus grand silence. L'ennemi n'ayant vu résulter de son bombardement aucun effet dont il pût tirer parti, quoique quelques obus eussent éclaté dans un magasin à fourrages, et dans des maisons particulières, quitta ses positions un peu avant le point du jour. Le général Hugo n'était pas un officier à s'effrayer d'une pareille tentative de la part de l'ennemi, il avait médité, depuis long-temps, sur tous les devoirs qu'imposent la défense et la conservation d'une citadelle. Il connaissait tous les moyens de rendre nuls les effets d'un bombardement, et les incendies qu'il peut occasionner. Sa propre expérience ajoutait encore, dans cette circonstance, aux lumières qu'il avait puisées dans les écrits des maîtres dans l'art de la guerre (*).

Le général apprit, par les découvertes sorties du fort, que pendant l'envoi de ces projectiles, l'ennemi avait placé, dans les villages de Haute et Basse-Yutz, près de sept à huit mille hommes

(*) *Voyez*, dans les Notes et Pièces justificatives (Pièce N° Ier), le Mémoire du général Hugo, sur les incendies et les bombardemens. Ce Mémoire, inédit jusqu'à présent, a obtenu, en 1818, l'approbation éclairée de S. Exc. Mgr. le ministre de la guerre.

d'infanterie; on ajoutait qu'il avait été très étonné qu'on n'eût pas répondu à son feu, et que, lors de sa retraite, il avait annoncé son retour pour la nuit prochaine.

Le général devant, par tous les rapports qu'il recevait, et dans la supposition que l'ennemi revînt bientôt à la charge, se tenir de plus en plus sur ses gardes, ordonna que la prise d'armes qui avait été réglée, pour chaque matinée, une heure avant le jour, eût lieu à deux heures du matin, et que les troupes, à l'exception de la garde nationale, attendissent à leur poste et sans le moindre bruit, le jour et la rentrée des découvertes. L'artillerie eut ordre de répondre avec vigueur de tous les points où elle pourrait atteindre l'ennemi.

16 *Janvier.*

L'infanterie ennemie, en se retirant de Haute et Basse-Yutz, après le léger bombardement du 15, descendit sur Malling, où l'on disait qu'elle devait passer la Moselle; mais comme il n'y avait pas de barques, elle fut obligée de descendre jusqu'à la hauteur de Remich où se trouvaient six pontons, et des bateaux appartenant au commerce. On estimait à trente mille hommes les forces répandues depuis ce point, jusqu'à Metz.

Informé de ce mouvement, le général expédia aux détachemens qu'il avait dehors, sur la rive gauche, l'ordre d'accélérer la rentrée des subsistances, et se hâta de reconnaître le cours de la Fench, ruisseau qui, descendant de quelques lieues, a ordinairement plusieurs pieds d'eau dans un lit très encaissé, aux environs de Thionville; son intention était d'en rompre les ponts, afin d'obliger l'ennemi à un long détour; mais après cette reconnaissance, il jugea que ce serait un dégât inutile, et que l'ennemi en aurait bientôt établi d'autres, s'il ne se contentait pas des gués nombreux de ce ruisseau.

Le départ de la jeune garde avait très fort affaibli la garnison de Thionville, cependant la gendarmerie reçut des ordres pour se rendre à Metz; mais le général, d'après l'autorisation qui lui en avait été donnée, ne laissa partir que celle à cheval du département de la Sarre et garda celle à pied pour faire le service avec la garnison.

Les troupes commencèrent à recevoir les vivres de campagne.

17 *Janvier*.

L'opération proposée (*voyez page* 257), ayant eu lieu aux écluses de Metz, les glaces des fossés de Thionville entraînées par la baisse des eaux,

par de petites barques qui, partant à la nuit de Metz, descendaient, avant le point du jour, jusqu'à Thionville.

Il indiqua en outre une manière plus sûre, quand la Moselle ne charrierait pas : c'était de placer, dans des bouteilles soigneusement bouchées, ou dans des vessies, les ordres et les avis qu'on aurait à lui transmettre. Ces bouteilles, jetées dans la rivière et entraînées par le courant, devaient arriver à Thionville où des filets suspendus aux arches du pont couvert, étaient préparés pour les recevoir.

C'est à cette époque que le général résolut d'employer un moyen trop peu usité dans la guerre, celui d'*affamer l'ennemi dans son camp autour de la place*, et il en confia l'exécution à un habitant riche, adroit et qu'on lui avait signalé comme un homme entreprenant : ce moyen consistait à faire cacher, dans toutes les directions qui conduisaient aux points occupés par l'ennemi, des hommes munis d'armes, soit couverts par leurs sarraux ou blouses, soit placés dans les buissons voisins.

Ces hommes devaient, à une certaine distance, faire rebrousser chemin à tous les individus qui se rendraient dans les postes ennemis, quel que pût être le motif de leur voyage; dès lors ni vivres, ni lettres ne pouvaient y arriver

que sous escorte ou par ordonnance; encore à la vue de ceux-ci, les apostés devaient-ils s'embusquer, tirer sur eux, les démonter, les tuer ou les prendre (*).

L'ennemi chagriné par cette petite guerre, eût été contraint de placer des détachemens sur tous les points : dès lors, il n'eût pas pu employer autant d'hommes dans ses gardes, dans ses piquets ; autant de travailleurs dans ses tranchées, tout se serait ressenti, chez lui, de la nécessité d'opposer partout des troupes, et la place eût été moins pressée.

Malheureusement ce plan n'eut pas pour Thionville le même résultat qu'on en avait obtenu devant Siguenza; la confiance du général Hugo ne fut justifiée par aucune tentative; l'habitant qu'il en avait honoré ne s'occupa que de ses propres affaires : cette confiance n'eût point été trompée, si le général avait eu le temps de connaître les gens qu'on lui désignait.

L'artillerie des remparts tenait en respect l'ennemi qui n'osait tenter les approches de la place; il était certain d'être reçu avec vigueur.

(*) Le général Hugo avait emprunté cette idée militaire à un des plus fameux partisans de l'Europe, à l'Empecinado, qui avait réussi, en l'employant, à bloquer et à affamer la garnison de Siguenza. (*V.* tome II de ces Mémoires, pages 274-276.)

Le soir, étant chez le sous-préfet, le général reçut l'avis certain que le corps ennemi, qui, de la position de Haute-Yutz, avait envoyé des obus dans la place et le fort, venait de passer la Moselle à Remich avec un train d'artillerie assez considérable, et qu'il allait se diriger sur les hauteurs de Guentrange, où les batteries de bombardement avaient été établies en 1792. Un pareil événement était d'une importance d'autant plus grande, que tous les détachemens d'approvisionnemens n'étaient pas encore rentrés et que l'ennemi pouvait en quelques heures arriver sur ces hauteurs. Le succès de cette opération eût privé la place, et des détachemens auxquels on coupait la retraite, et des nombreux convois qu'ils devaient ramener. Il fallait parer ce coup funeste ou voir succomber la place sous peu de jours. Dans cette circonstance embarrassante et difficile, le général n'hésita pas une minute sur le parti à prendre, et passant dans le cabinet du sous-préfet, il envoya chercher un piéton qu'il chargea d'une lettre de la teneur suivante :

Meneville, le 14 janvier 1814, huit heures du soir.

« *A Monsieur le Maire de Zetrich.*

« Veuillez bien, Monsieur le maire, faire pré-
« parer le logement pour S. E. M. le maréchal

« prince de la Moscowa, ses aides-de-camp, son « chef d'état-major, un commissaire ordonnateur et trois commissaires des guerres, qui « demain arriveront dans votre village

« L'intention de S. E. étant que son avant-« garde s'établisse au bivouac à l'entrée des bois « de Roussi, et que les divisions de son corps « d'armée, occupent les villages de Keibourg, « Œtrange, Sentrich, Gavies, Cattenom et les « bois environnans; vous ne prendrez pas d'autre « soin, et les troupes feront elles-mêmes leur « logement à leur arrivée.

« J'ai l'honneur de vous saluer.

« *Le chef de l'état-major*, signé N.

« P. S. Répondez-moi chez M. le maire de « Meneville, et ayez la bonté de me faire con-« naître si la division Cesine est arrivée à Hés-« perange. »

Le général achevait d'écrire l'adresse lorsque le piéton entra; il lui remit la lettre avec ordre de la porter sur-le-champ à sa destination. Comme cet individu demandait quelques instructions, le général lui dit: « Si en allant à Ze-« trich, vous rencontrez quelques hussards en-« nemis et qu'ils vous interrogent, vous leur « répondrez que vous portez une lettre au maire

« de cet endroit; ils vous emmèneront peut-être « avec eux; mais, comme vous aurez dit la vé« rité, vous n'aurez rien à craindre. » Le piéton partit et le général expédia aussitôt l'ordre à tous ses détachemens de rentrer sur-le-champ avec tout ce qu'ils auraient pu réunir.

Le général apprit, le lendemain matin, que le piéton avait rencontré une patrouille ennemie auprès de Hettange; que, sur sa déclaration naïve, on l'avait conduit chez le maire de ce village, et que ce magistrat avait été obligé de traduire la lettre (*); qu'aussitôt la patrouille, enchantée de sa capture, avait fait donner un cheval au prisonnier, et l'avait emmené au galop au quartier-général du corps d'armée qui marchait sur Thionville: là, le général ennemi avait beaucoup questionné le messager français; mais n'en ayant pu tirer que peu de renseignemens, l'inquiétude s'était manifestée sur tous les visages; la marche des quatre divisions françaises, leur prochaine arrivée, la haute réputation de

(*) Ce bon français, craignant de nuire à ses compatriotes, aurait bien voulu tromper les hussards ennemis, en leur annonçant toute autre chose que le contenu de la dépêche : mais cela était impossible! Ce fut donc avec beaucoup de regrets et d'hésitation qu'en la traduisant avec exactitude il seconda la ruse du général.

leur général en chef, la crainte d'être pris à dos par la division Cesine, augmentèrent la terreur; enfin toutes ces considérations avaient déterminé la retraite de l'ennemi qui, pendant la nuit, et malgré les dangers de la rivière, s'était hâté de remettre la Moselle entre lui et ce corps redoutable qu'il croyait sur le point d'arriver.

C'est à cette ruse, permise à la guerre, et dont le fond était d'autant plus vraisemblable, que M. le maréchal prince de la Moscowa était encore dans le département de la Meurthe; c'est à la promptitude du mouvement qu'elle fit opérer, que les détachemens durent leur salut. En effet ils se replièrent tous dans la place avec la presque totalité des réquisitions : quelques-uns seulement abandonnèrent leur convoi pour ne pas se compromettre; enfin de grandes pluies survinrent et pénétrèrent tellement les terres grasses et profondes des environs, qu'elles firent espérer au général, que de quinze jours au moins, aucun établissement de batteries ne pourrait être fait sur les hauteurs de Guentrange.

18 *Janvier*.

M. Milleret, maire, fut chargé de faire reconnaître, par des commissaires spéciaux, si toutes les familles s'étaient conformées à l'ordre de s'approvisionner pour quatre mois, et d'adresser,

sous quarante-huit heures, les procès-verbaux de cette opération à l'état-major de la place.

Le général apprit que l'ennemi, tout en effectuant sa retraite, d'après l'avis supposé, avait cependant laissé un petit corps de cavalerie pour observer les troupes qu'il croyait en marche contre lui, et que dans la matinée cette cavalerie avait poussé des reconnaissances en avant de Veymerange dans la direction de Meneville.

Tous les détachemens étant rentrés, le général se fit remettre l'état de ce que les réquisitions avaient produit; cet état présentait :

250 maldres de grains (de 320 livres chacun); 771 quintaux métriques de foin; 663 de paille; 121 maldres d'avoine; 62 hottes de vin; 2 hottes de vinaigre; 6 hottes et demie d'eau-de-vie; (chaque hotte de 40 et quelques litres); 183 bœufs ou vaches; 95 moutons; et 299 kilogrammes de lard salé.

19 *Janvier.*

Par suite de ses reconnaissances et des rapports de sa cavalerie, l'ennemi ne tarda point à manifester son opinion sur la lettre interceptée; il reconnut qu'elle était supposée, et qu'il en avait été la dupe. Mais le but du général Hugo était rempli, et les terres profondément trempées ne permettaient plus aucune ma-

nœuvre à l'artillerie, hors des grandes routes. D'après cet état de choses, l'ennemi crut devoir reprendre une partie de son projet, mais renoncer à toute idée prochaine d'un nouveau bombardement : il porta en conséquence sa cavalerie dans les environs de la place pour nous fermer tous les passages, et compléter l'investissement. Cette opération eut lieu dans la soirée du 19 ; un cordon très serré de postes et de védettes s'établit sur la rive gauche, et rompit tout à fait nos communications avec Metz et Luxembourg.

20 *Janvier.*

Les eaux continuant à s'élever, par suite des pluies non interrompues, inondèrent la route de Metz, ainsi que la partie basse des environs de la place, dans les rues de laquelle elles pénétrèrent même par les égouts : elles remplirent aussi beaucoup de caves. Le pont couvert, courait risque d'être emporté, on le fit charger davantage, et le général envoya des nacelles et des charrettes sur les ponts du double couronné, afin de faciliter le passage des gardes et des corvées.

Des affidés rapportèrent que l'armée qui manœuvrait entre Thionville et Nancy, était celle qui avait passé le Rhin, à Coblentz : on la disait

commandée par S. M. le roi de Prusse; ils ajoutèrent qu'elle avait six batteries de huit pièces chacune, et que tous ses caissons étaient de forme française.

Les grandes eaux ayant emporté les pontons à Remich, l'infanterie ennemie fut obligée de descendre la Moselle et d'aller la passer au pont de Trèves pour venir appuyer les troupes employées aux blocus de Luxembourg et de Thionville.

21 *Janvier.*

Les eaux se maintenaient à quatre mètres et demi au dessus de leur niveau ordinaire. Les pluies ayant continué, et le temps s'étant beaucoup adouci, les neiges des Vosges se fondirent et causèrent encore une crue considérable (*); la Moselle franchit ses rives, et les îles haute et basse furent inondées jusqu'à la banquette des parapets. On reconnut par là que, si le pont couvert eût été garni d'écluses, on aurait pu facilement couvrir d'eau toutes les tranchées que l'ennemi voulait ouvrir sur la rive gauche,

(*) On s'aperçoit du dégel de ces montagnes par les crues qui ont lieu vingt-quatre heures après qu'il a commencé, c'est-à-dire qu'il faut vingt-quatre heures aux eaux pour arriver à Thionville.

contre la place, et dans les îles, contre le fort.

Il n'y avait presque aucunes troupes à Trèves et dans les environs de Luxembourg : l'ennemi n'occupait que faiblement la route de cette place à Thionville: à Rodemack il n'y avait que cent dix hommes, mais Huckange, Ebange, Hayange, et Florange étaient fortement occupés par des lanciers.

22 *Janvier.*

Le général avait pris depuis long-temps pour habitude, dans la guerre de Naples et dans celle d'Espagne, où, par le système de l'ennemi, les troupes sous ses ordres furent presque continuellement en état de blocus, de ne jamais confier à personne le secret de ses opérations, et de ne donner les ordres pour leur exécution que quelques heures auparavant, et seulement lorsque déjà toutes les portes de son quartier général étaient fermées. Il s'était trop bien trouvé de cette conduite, pour ne point agir de même dans la défense de Thionville. Ni secrétaire, ni aide-de-camp, ni ami, enfin aucune personne investie de sa confiance n'était employée à des écritures concernant une opération importante à exécuter, avant que les précautions dont je viens de faire l'exposé, n'eussent rassuré le général contre une indiscrétion; le plus souvent, après avoir

fait ses ordres, il les transcrivait encore lui-même sur son registre.

On entendait malgré cela dire quelquefois: *il y aura une sortie cette nuit, il y aura une sortie demain!* alors il ne négligeait rien pour connaître les auteurs de ces nouvelles, parce que l'opération pouvait être dans sa pensée, et que ces bruits eussent nui singulièrement à ses projets; s'ils fussent parvenus jusqu'à l'ennemi.

Les auteurs de ces bruits, classe d'hommes plus indiscrets sans doute en cette circonstance, que mal intentionnés, se cachaient avec soin, car le général les aurait fait arrêter et détenir par voie correctionnelle pour leur apprendre à se taire.

Le 22, les ordres furent donnés pendant la nuit à différens détachemens de sortir au point du jour afin d'appuyer des travailleurs qui allèrent couper des fascines pour l'artillerie. Le feu s'engagea vers sept heures et demie du matin et tous les postes ennemis placés dans le bois d'Ilange, furent culbutés. La mousqueterie ayant continué entre leurs tirailleurs et ceux de la garnison, les uns et les autres se virent successivement renforcés au point que l'ennemi engagea environ trois cents chevaux et quinze cents fantassins.

Le général ordonna la retraite de ses déta-

chemens vers deux heures après midi, non parce qu'il y était forcé, mais par l'inutilité de prolonger l'action plus long-temps, l'objet de la sortie ayant été rempli. Le feu cessa de part et d'autre à trois heures, l'ennemi ne nous ayant osé suivre que jusqu'à la lisière du bois où notre canon portait. Pendant la durée de l'engagement on applaudit beaucoup à la valeur avec laquelle nos jeunes conscrits, qui se battaient pour la première fois, soutinrent le feu de l'ennemi. La perte de l'ennemi était considérable; la nôtre fut d'un homme tué et quatorze blessés. Nous n'en aurions presque éprouvé aucune, sans l'ardeur des officiers et des soldats. Le général qui connaissait le prix des hommes, surtout dans une position fermée, avait recommandé de combattre à couvert des arbres et de ne point sortir du bois, mais l'envie de culbuter l'ennemi l'avait emporté, et c'est en débouchant sur les terres labourées que nous souffrîmes le plus. Néanmoins notre sortie réussit et l'ennemi fut repoussé jusqu'à Ilange.

Malgré la manière distinguée dont alors et dans la suite presque tous les officiers qui ont commandé des détachemens, ont répondu à la confiance du général et justifié son choix, on doit dire qu'il n'a pas été tiré un coup de fusil, pas un coup de canon, sans que le général lui-

même, constamment préoccupé de ce qu'il devait à la place, n'ait été présent, et n'ait, par ses dispositions toujours couronnées du succès, secondé le dévouement des braves de sa garnison. A cette justice, qu'il n'entre pas dans mes intentions de lui rendre à titre d'éloges, je dois ajouter, certain de n'être démenti par aucune des personnes renfermées avec nous, que malgré le froid, la neige, le mauvais temps de plus d'une espèce, le général a passé plus de nuits sur les remparts que dans son logement.

23 Janvier.

L'ennemi fut culbuté dans une nouvelle sortie, dont le but était d'aller enlever du bois nécessaire au palissadement des portes. Cette opération fut commencée dans la matinée.

Le général fit organiser une compagnie de grenadiers et une de voltigeurs provisoires dans le 96e: Elles furent chacune de cent hommes, presque tous conscrits, il est vrai, mais animés d'un si bon esprit, qu'elles manifestèrent tout de suite le desir le plus vif de se mesurer avec l'ennemi : huit jours après leur formation, on ne les distinguait plus des anciens soldats.

Le même jour on créa aussi des partisans à

pied et à cheval (*). Enfin on augmenta l'artillerie de soixante auxiliaires, que le nombre de pièces mises en batterie rendait indispensables.

Les ordres furent également donnés le même jour, pour mettre tous les moulins à bras en état de servir, afin de prévenir par cette précaution, les suites de la rupture des digues de la Fench: une partie de ces moulins fut destinée pour les habitans.

24 *Janvier*.

A huit heures du matin, toutes les charrettes du parc sortirent avec les piquets, pour faire un fourrage à la Basse-Yust. L'ennemi qui s'attendait à un mouvement sur Guentrange avait préparé une forte embuscade dans les bois voisins, de sorte que celui sur Basse-Yust eut lieu sans coup férir.

Dans l'après midi, le général, au grand mécontentement de quelques propriétaires, fit

(*) MM. Demetiviers et Emeringer, officiers du 96e, furent tour à tour chargés de commander ces partisans, et s'en acquittèrent de la manière la plus satisfaisante. Toutes les prises que fit cette compagnie lui furent entièrement abandonnées, à l'exception des armes, que le général fit remettre à l'artillerie, parce que l'arsenal de la place n'était pas riche.

couper les haies, ébrancher les arbres, enlever les palissades des jardins, les toits et la charpente des logettes, dans un rayon de 500 mètres.

L'hôpital, depuis long-temps en proie aux maladies putrides et malignes, se trouvait dans un état pitoyable : les blessures les plus légères, les indispositions les plus simples y devenaient mortelles; on n'y entrait que pour aller au cimetière. Dans cet état fâcheux, le général fit réunir les officiers de santé les plus habiles en comité spécial, pour aviser au moyen d'y porter remède. Ils déployèrent le plus grand zèle en cette circonstance, ils firent multiplier les fumigations, reblanchir les salles, augmenter le nombre des fournitures, brûler celles empestées, et soumettre le reste à de fortes lessives. Dès lors, grâces à leurs soins, on ne vit plus un misérable attendre qu'on retirât un mort d'un lit étroit, pour lui en donner la troisième place; enfin ces dignes médecins et chirurgiens, grâce à leurs courageuses visites multipliées malgré les dangers de la contagion, parvinrent à retirer quelques convalescens de ce gouffre redoutable (*).

(*) *Voyez*, page 266, les services que les braves estropiés rendirent aussi aux malades de l'hôpital.



25 *Janvier*.

La correspondance éprouvant trop de difficultés, il fallut recourir à la ruse, et employer toutes sortes de moyens ingénieux pour la faire parvenir à Metz. Le général fut chaque jour dans l'obligation d'en imaginer de nouveaux, parce que les paysans dévoilaient à leur retour ceux qu'il avait employés ; ils le faisaient à la vérité, moins par malice, que pour satisfaire les curieux (*).

Toutes les troupes ennemies qui étaient sur la rive droite firent dans la journée un mouvement vers Metz ; elles furent remplacées, dans le cordon, par celles stationnées à Histroff et environs.

26 *Janvier*.

Nos escarmouches faisaient déjà impression sur l'ennemi : il avouait y avoir perdu un chef de bataillon, plusieurs soldats et quelques chevaux. Il avait aussi un assez grand nombre de blessés. Pour s'en consoler, et nous intimider, il faisait répandre le bruit de l'arrivée prochaine d'une armée de siége de soixante mille hommes, mais des nouvelles plus récentes que

(*) *Voyez*, page 199, le *Mémoire sur les correspondances militaires à travers les armées ennemies*.

les siennes, et apportées des rives du Rhin, annonçaient le contraire.

En attendant il ne se passait pas de nuit ou de jour que nous ne lui fissions éprouver quelque perte. Nous lui enlevâmes ainsi plusieurs postes.

L'ennemi occupant Daspich, le général l'en fit chasser par les grenadiers provisoires du 96e, commandés par le brave capitaine de Dienne (*),

---

(*) M. de Dienne, issu d'une famille noble du midi, est entré fort jeune au service, comme simple soldat. Longtemps il a refusé l'avancement qui lui était offert, et que, chaque jour, il méritait davantage. Son ambition unique était de devenir le premier voltigeur des armées françaises, comme La Tour-d'Auvergne en avait été le premier grenadier. Mais on était alors sous l'empire, les temps avaient changé, et M. de Dienne, reconnaissant à regret que son désintéressement n'était qu'une héroïque chimère, consentit enfin à devenir officier. Connu du général sous les ordres de qui il avait servi en Espagne, il s'était trouvé aux affaires de Hita, Cogolludo et Jadraque, où le général commandait en personne; il s'y était très vaillamment comporté, et même avait été grièvement blessé à la dernière. En 1815, M. de Dienne, après avoir coopéré à l'organisation des volontaires royaux de Paris, rejoignit, sur la Drôme, le 10e régiment de ligne, auquel il appartenait, et se distingua au passage du pont, sous les yeux de S. A. R. Mgr. le

qui se fit remettre le contingent dû par ce village.

N'ayant aucun obusier, le général, pour y suppléer, fit essayer des obus de six pouces dans de vieilles pièces de vingt-quatre; ils y entrèrent bien, et furent chassés à une très bonne distance.

Ainsi tout le secondait dans ses ingénieuses entreprises pour remédier à l'incomplet de son armement : ici ce sont de vieux canons qu'il fait servir d'obusiers : bientôt il emploiera des grenades pour obus dans des pièces de quatre.

31 *Janvier*.

Nous fûmes informés que des officiers russes, qui la veille étaient venus faire des logemens à Hettange, avaient assuré que les alliés n'avaient encore pris aucune de nos forteresses. C'était la vérité! c'était en même temps le plus bel éloge du caractère national! En lisant cet article le 1er avril 1814, après tous les désastres

---

duc d'Angoulême. Il reçut, au retour de S. M., la récompense de son courage et de sa fidélité, et fut appelé, avec son grade et le rang de chef de bataillon, dans le 1er régiment de la garde royale. Il vient de faire la dernière campagne de la Péninsule, à la tête des voltigeurs du 1er bataillon de guerre de ce corps d'élite.

de la campagne, qui peut n'en être pas ému? Notre territoire était envahi de toutes parts, toutes les armées de l'Europe en foulaient les départemens, la capitale était devenue le quartier-général de leurs souverains, et cependant aucune de nos forteresses ne voyait flotter de pavillons ennemis sur ses remparts, tous les gouverneurs, fidèles à leurs devoirs, conservaient au sein des malheurs publics une attitude à la fois imposante et sublime. O siècle fecond en prodiges, tu avais aussi cet exemple unique à présenter à la postérité! Mais à peine l'abdication de Napoléon est-elle connue : à peine les gouverneurs sont-ils par elle déliés de leurs sermens, que ces braves, jusqu'alors sourds à toute espèce de propositions, élèvent sur leurs remparts, non pas un étendard sinistre, mais le blanc drapeau, signal de leur adhésion; ils protestent de leur soumission à la patrie et reconnaissent unanimement que leur premier devoir, envers cette mère chérie, est d'obéir au monarque auguste, petit-fils d'Henri IV, qui règne sur la France pacifiée.

CHAPITRE IV.

FÉVRIER, DU 1er AU 28.

Sorties heureuses. — Ruse atroce de l'ennemi. — Fricoteurs. — Contributions locales. — Nouvelles routes tracées. — La Fileuse. — Boulets ramassés. — Engagement de Beauregard. Diminution des rations de viande. — Situation de la place. Hôpitaux. — M. Lelong. — Dévouement de Mme Delisle, née Merlin. — Parlementaire. — Ballon essayé. — Affaire de Maquenom. — Prise du colonel Fischer. — Propositions d'échange. — Nouvelles de l'intérieur.

1er Février.

Voulant s'assurer si l'infanterie russe était encore à Hettange, le général Hugo fit faire, dans l'après midi, des démonstrations sur Manom, et bientôt une colonne de fantassins ennemis, précédée d'éclaireurs à cheval, déboucha par deux points différens, partie le long de la Gasch, et partie en avant du village de Gavies sur Manom. Un feu assez vif s'engagea entre les tirailleurs ennemis et les Français; mais à la nuit, le général ayant appris ce qu'il desirait savoir, fit rentrer ses détachemens, et alors l'ennemi se retira. Pendant la nuit l'artillerie de la place

tira avec des pièces de quatre longues, des grenades (ensabotées comme des obus) sur les bivouacs russes (*).

2 Février.

Une longue et forte colonne d'infanterie et de cavalerie, commença, vers dix heures du matin, à défiler par la route (dite des Romains) de Hettange sous Terville. Comme elle marchait à portée, on la salua, pendant toute la journée, du feu des grosses pièces en batterie sur les remparts. Ce feu l'incommoda tellement qu'il l'obligea à se jeter dans les terres où les boulets arrivèrent également et causèrent une grande perte d'hommes à l'ennemi. Ce changement de route la retarda tellement que la queue ne passa que vers sept heures du soir : cette colonne était de douze à quinze mille hommes au moins. Le danger que l'ennemi bravait en s'approchant de la place fit voir aux défenseurs combien était importante la position qu'ils avaient à garder, et redoubla leur courage et leur opiniâtreté.

Dans la journée, et pendant que la colonne ennemie défilait sur la rive gauche, le général

(*) Cet essai militaire fut suggéré au général par le succès qu'il avait déjà obtenu dans des tentatives du même genre (*voyez* plus haut, page 289).

faisait faire une reconnaissance sur la route de Sar-Louis et culbutait tous les postes, sans éprouver de pertes de notre part.

On sera sans doute étonné de trouver si souvent ces expressions *et sans perte de notre part :* c'est cependant un fait dont tous les habitans de Thionville peuvent attester l'exactitude. Il y avait peut-être du bonheur, mais il faut avouer aussi que jamais rien ne fut négligé, ni pour couvrir les troupes quand on le put, ou quand on dut le faire ; ni pour les faire arriver en tirailleurs plutôt qu'en colonne, à des positions bien défendues, mais qui pouvaient être emportées de cette manière (*).

Le général a eu beaucoup d'affaires en Espagne, et toutes étaient de nature à devenir très sanglantes; il y a cependant perdu peu de

(*) M. de Vauban, au siége de Namur, en 1692, recommandait aux troupes chargées d'attaquer les retranchemens, de s'arrêter sagement dans les endroits propres à les couvrir, et dans le cas où elles verraient quelques bataillons ennemis derrière leurs retranchemens, de ne les point charger, mais de tenir bon si ces bataillons allaient à elles, auquel cas il leur promettait qu'elles seraient soutenues; mais il ne voulait pas qu'elles allassent mal à propos se faire échiner sur la contrescarpe et les ouvrages des ennemis.

(*Histoire du siége du château de Namur,* page 101.)

monde, quoique toutes ayent eu lieu contre des forces souvent triples et quadruples, et dans des positions difficiles que nous avons toujours enlevées. Les deux belles affaires de Cifuentes, celles d'Atienza, de Sotoca, de Guijosa, de Cogolludo, etc.; le passage du Tage au pont de Trillo, sous un feu des plus vifs, ne nous coûtèrent presque personne (*).

Le même jour 2, on entendit très distinctement le canon, et de nombreuses décharges de mousqueterie, pendant toute la journée, dans la direction de Fontoi, où l'on ne se battait cependant pas (**).

4 *Février.*

Ayant un besoin urgent de fascines pour soutenir les revêtemens des batteries des remparts, que les pluies dégradaient sans cesse, la garnison de Thionville s'empara avant le jour des hauteurs de la Grange. Pendant toute la durée du chargement des voitures, elle fut aux prises avec l'ennemi qui, vers midi, au moment où elle se mettait en route pour revenir, ayant reçu un renfort d'infanterie, deux cents chevaux et

(*) *Voyez* les chapitres III, IX, X, XII et XVIII du tome II de ces Mémoires, et le chap. XXV du tome III.

(**) Le combat de Brienne eut lieu le 2 février.

deux pièces de six, mit plus de vigueur dans son attaque. Le feu de la place, en répondant vigoureusement à son artillerie, l'empêcha de profiter de la supériorité de ses forces. Le détachement rentra et ne perdit que quelques hommes. Le corps de partisans aux ordres de M. Émeringes se distingua dans cette occasion.

Le nombre des malades augmentant de nouveau, malgré tous les soins pour prévenir les maladies, le général réussit à faire passer à Metz une demande de six cents chemises et de quatre cents paires de draps; il rappela qu'en embarquant ces effets, à la nuit sur la Moselle, nous les recevrions avant le point du jour (*); et comme l'approvisionnement de sel (denrée de première nécessité dans une ville de guerre) n'avait pas encore été fait, le général profita de l'occasion pour en demander aussi à Metz.

On entendit de nouveau, à l'ouest de la place, le canon vers quatre heures après midi; le général envoya sur Fontoi pour tâcher d'avoir des données certaines sur l'armée française, et de la rassurer sur notre position, celle de Luxembourg et de quelques autres places du Rhin, dont il s'était procuré des nouvelles. En effet, il

(*) *Voyez* le Mémoire sur les correspondances à travers les armées ennemies, plus haut, page 199.

avait appris, malgré tous les soins de l'ennemi pour nous bloquer parfaitement, que le 17 janvier, il n'y avait rien de nouveau à Strasbourg, ni à Landau; que ces places n'étaient resserrées que par des corps de cavalerie; que Bitché tenait également et s'était approvisionnée pour plusieurs mois; enfin qu'il régnait parmi les alliés une défiance générale envers l'Autriche, qu'ils croyaient n'être pas de bonne foi dans la coalition.

5 *Février.*

L'ennemi s'imaginant sans doute que nous allions continuer à prendre des fascines dans le bois de M. Berthier, où il y avait beaucoup de branchages abattus, essaya un moyen inouï jusqu'alors dans les fastes de la guerre, et digne d'être signalé au mépris des militaires honorables de tous les pays. Voulant associer par force les habitans aux dangers qu'il affrontait avec crainte, il ordonna que chaque village enverrait dix hommes montés et dix à pied, munis de long bâtons, sur les hauteurs de la maison rouge : son but était de former des pelotons de ces malheureux, et de les exposer au feu de notre artillerie, mais sa ruse atroce fut heureusement inutile, car nous ne sortîmes pas. Elle ne contribua qu'à augmenter la haine naturelle que les paysans éprouvaient déjà pour lui.

6 *Février.*

Nous apprîmes que la veille il était passé beaucoup de troupes alliées, se dirigeant, par la route de Longwi, sur l'intérieur de la France. Des bandes, composées d'hommes de tous les corps, suivaient une direction contraire; s'en retournaient, sans chef, comme sans autorisation, vers le Rhin, répandant le bruit qu'elles allaient dans leur pays. Ces bandes de déserteurs étaient organisées comme nos *fricoteurs* français.

On sait qu'on donnait ce nom à une multitude de soldats, échappés à la surveillance de leurs chefs et qui, après les désastres de Leipzig, marchaient chacune pour leur compte, et par petites troupes; vivaient de pillage, aux dépens des habitans: pareils à ces nuées de sauterelles, dont les irruptions désolent souvent de vastes contrées d'Afrique, ils dévoraient toutes les ressources dans la direction que l'armée devait nécessairement suivre pour arriver sur le Rhin. Ces *fricoteurs* marchaient rarement isolés; ils s'étaient réunis en bandes et procédaient, sous les ordres d'un chef, aux rapines qui fournissaient à leur existence. C'étaient de véritables flibustiers de terre. Ils volaient également ennemis et compatriotes. La discipline sévère qui

régnait dans l'armée régulièrement réunie ne pouvait les atteindre; si quelques-uns d'entre eux, arrêtés par la gendarmerie prévôtale, étaient obligés de rejoindre les corps dont ils sortaient, ils savaient, plus tard, retrouver leur indépendance en prétextant des maladies ou en abandonnant leurs drapeaux pendant les marches longues et pénibles. Les troupes de *fricoteurs* se recrutaient parmi les convalescens isolés sortis des hôpitaux, les prisonniers échappés à l'ennemi et les maraudeurs que l'ignorance du mouvement de leurs régimens, empêchait de rejoindre. Malgré leur conduite, indigne de soldats français, ils n'étaient pas tout à fait inutiles à l'armée, par les pertes qu'ils causaient aux ennemis, au milieu desquels leurs bandes aventureuses se hasardaient à pénétrer, et dont ils inquiétaient les convois et massacraient les traînards.

8 *Février.*

Comme il n'existait que cinq cents et quelques francs en caisse, à l'époque où le blocus fut complet, et qu'il n'avait été fait aucun fonds pour la solde, le général se fit remettre un compte exact de tout ce qui pouvait être dû par les habitans, afin d'en faire opérer la rentrée et de l'appliquer, par une répartition équitable, aux besoins les plus urgens des corps civils et

militaires : il avait bien reçu l'autorisation de faire payer les contributions pour l'année entière (1814), mais réfléchissant combien il lui faudrait employer de mesures rigoureuses et aliéner d'esprits, pour en effectuer l'imparfait recouvrement; combien serait insuffisant le montant de cette rentrée pour faire face à toutes les dépenses légitimes pendant la durée de la résistance qu'il avait projetée, et pensant en outre qu'en n'accordant que des secours périodiques et faibles, il serait accablé de réclamations tant qu'on lui connaîtrait des fonds en caisse, il préféra laisser suivre les rentrées ordinaires, selon le mode établi par les lois, et n'en disposer, pour ses répartitions, qu'à mesure qu'elles seraient de quelques mille francs. Par cette marche, dont il ne s'écarta point, et surtout par l'attention délicate de ne rien toucher pour lui, la bouche fut fermée à toutes les réclamations. Il ne donna, il est vrai, que de faibles à comptes, mais tout le monde, le civil comme le militaire, y participa. Il augmenta les revenus publics en autorisant la vente des cuirs verts (des bestiaux abattus pour l'approvisionnement), en faisant verser le produit de cette vente chez le receveur de l'arrondissement, pour n'être plus séparé des fonds destinés aux dépenses légales.

Une autre autorisation du général Roget,

commandant la division, lui donnait le droit de requérir tout ce dont il avait besoin pour l'habillement des troupes, il n'en usa point; mais il se contenta de leur faire distribuer les effets réservés pour la cohorte nationale, pour les prisonniers de guerre, et enfin ceux abandonnés par les déserteurs. Il tira des hôpitaux un armement précieux que les malades décédés y avaient apporté, et le distribua aux corps militaires ainsi qu'à la garde nationale.

9 *Février.*

Le charriage de la Moselle rendant les communications de l'ennemi extrêmement difficiles, d'une rive à l'autre, le général résolut de profiter de cette circonstance pour envoyer, avec plus de sécurité, des détachemens sur différens points, à l'effet de faire rentrer les réquisitions dues par tous les villages situés entre Bletange et la Bibiche, lesquels, jusqu'alors, ne nous avaient rien envoyé; en conséquence, dès quatre heures du matin, il fit marcher sur Stuchange trois cents hommes et une pièce de canon, sous les ordres de M. le chef de bataillon Milon, du 14e, afin d'occuper ce village pendant la journée, d'observer, menacer et maintenir les troupes placées à Distroff, et protéger par cette manœuvre les opérations d'un autre détache-

ment de cent cinquante hommes partis à la même heure pour Imeldange, point central choisi pour la réunion et le départ des objets requis. Un autre détachement de cinquante hommes prit position à Haute-Yutz, avec ordre de communiquer par le bois d'Ilange et de soutenir, au besoin, la retraite des troupes portées sur Imeldange.

Comme l'ennemi avait fait remonter des barques à la hauteur de Basse-Ham, on devait craindre que, malgré les dangers du passage de la rivière, il ne tentât de secourir le corps placé sur la rive attaquée. Le général Hugo, pour le détourner de ce dessein qui aurait peut-être causé quelques revers à la garnison, sentit le besoin de maintenir en position les troupes qui occupaient la rive gauche : il ordonna en conséquence à cent grenadiers, commandés par le capitaine de Dienne, de remonter la Fench par Daspich jusqu'à Florange, d'inquiéter Hebange et Betange, centre de ces dernières troupes, d'attirer l'ennemi sur eux, et de se retirer ensuite et lentement sur Beauregard. Tous ces mouvemens furent ponctuellement exécutés : l'ennemi accourut, avec toutes ses forces, sur le détachement qui venait de le chasser de Florange, et il s'engagea, entre eux, un feu très-vif de mousqueterie. Le canon de la place ap-

puya nos grenadiers contre la supériorité de l'ennemi.

Pendant que le général Hugo surveillait l'exécution de ses ordres, on vint à la hâte le prévevenir qu'une forte colonne d'infanterie et cavalerie, débouchant de Basse-Ham, prenait le chemin de Kensich. Ces forces que nous ne soupçonnions pas dans notre voisinage, venaient de Sierck, où elles étaient tout récemment arrivées. Le général alla les reconnaître, et comme la direction qu'elles prenaient, pouvait compromettre fortement le détachement de Stuchange qui protégeait ceux partis d'Imeldange, il envoya de suite à tous, et par triple expédition : l'ordre de se replier sur Thionville, avec tout ce qu'ils avaient déjà réuni. Il se porta sur la route de Sar-Louis avec des troupes en échelons, et de l'artillerie pour canonner cette colonne, la retarder dans sa marche sur Kensich, et donner au commandant Milon le temps d'exécuter sa retraite; il se fit de plus rejoindre par les grenadiers déjà repliés sur Beauregard, et par les cinquante hommes établis à Haute-Yutz.

Les ordres de retraite arrivèrent à temps à Stuchange : M. Milon les exécuta dans le meilleur ordre à la vue de l'ennemi, qui déjà se formait devant lui, et qu'il ne salua point inuti-

lement, de quelques coups de quatre tirés avec des grenades ensabottées. Le détachement français vit avec joie nos échelons formés à moitié chemin de Thionville, et faisant aussitôt face en arrière avec la plus noble confiance, il arrêta l'ennemi sur le ruisseau qui va tomber dans la Moselle, au-dessous de Maquenom. Le général lui envoya l'ordre de canonner aussi dans cette position, de s'y maintenir, et d'y attendre que le convoi parti d'Imeldange commençât à déboucher du bois d'Ilange. Trois charettes de fourrages qui venaient sans escorte, furent enlevées par des tirailleurs ennemis; mais le gros du convoi entra très heureusement dans nos magasins.

A quatre heures du soir, tous nos détachemens étaient rentrés sous notre canon sans avoir éprouvé de pertes, tandis qu'à notre connaissance, l'ennemi avait eu quinze hommes hors de combat, un cheval et un homme de pris. M. Dimet, officier au 14ᵉ, avait fait seul quatre prisonniers, mais pressé par le nombre, il n'en put conserver qu'un, et mit les autres hors de combat. M. Hulot, chef de bataillon commandant l'artillerie, officier aussi modeste que distingué, se fit remarquer pendant l'action, comme à toutes celles où il se trouva, par sa valeur et ses talens.

Des voituriers Luxembourgeois, échappés de l'armée ennemie pendant l'engagement, arrivèrent dans la place et nous donnèrent des nouvelles satisfaisantes sur l'intérieur de la France; ils nous apprirent que nos compatriotes avaient *échiné* les Prussiens et pris beaucoup d'artillerie dans les environs de St.-Dizier.

Tous les villages du canton de Thionville, étaient remplis de troupes, qui se rendaient à la grande armée.

16 *Février*.

Les eaux ayant miné les fondations de différens ouvrages, et ceux du batardeau qui sépare la Moselle de l'avant-fossé vers la porte de Luxembourg, le tout s'éboula pendant la nuit, et fit écouler l'inondation de notre front d'attaque. L'ennemi n'en sut rien que fort long-temps après; à cette époque il occupait beaucoup de paysans à la réparation des chemins.

Dans les terres grasses et dans les sables de nos environs, l'ennemi réparait les routes comme dans certaines contrées de l'Allemagne, avec des corps d'arbres (*), il en faisait même de nou-

(*) Une partie de la route, à travers les Landes, de Bordeaux à Bayonne, est composée de troncs d'arbres

velles aux dépens de nos forêts, parce que la chaussée dite des romains n'existant plus qu'en petites parties, et les grandes routes entrant dans Thionville, ou suivant la sinuosisé de ses glacis, il fallait pour les aller rejoindre hors de portée, s'en tracer de nouvelles à travers les champs et les bois.

Le grand nombre de troupes qui occupaient les villages des environs, rendirent depuis lors impossible la continuation de la correspondance régulière établie avec Metz. Le général ne put réussir que de loin en loin à envoyer quelques rapports parce que l'ennemi, pour mettre en défaut les nombreux moyens de communiquer, avait augmenté les difficultés du passage.

12 *Février*.

L'ennemi fit courir, dans nos environs,

---

grossièrement équarris, et posés sur le sable les uns à côté des autres. Cette route, construite à l'époque du passage de la grande armée pour l'Espagne, en 1808, était en si mauvais état en 1814, que les postillons, plutôt que de se hasarder avec leurs chevaux sur ces poutres tremblantes et désunies, préféraient suivre un chemin pénible, tracé dans les sables, à côté de la grande route.

Cette manière de faire des routes est néanmoins usitée avec un grand succès dans quelques provinces de la Russie.

la nouvelle de l'arrivée prochaine d'un gros corps de troupes et d'un parc de siége, destinés à des opérations contre la place : ces bruits furent répandus dans la place, le général fut alors obligé de prendre des mesures sévères de précaution, tant contre les alarmistes, que contre les personnes qui excitaient les soldats à vendre leurs cartouches : les troupes du cordon éprouvant beaucoup de difficultés à se procurer des munitions, ne laissaient passer les paysans qu'autant qu'ils leur en apportaient des nôtres.

Une femme sortit de Thionville portant des rapports chiffrés, dans sa quenouille : on ne la laissa ni passer, ni rentrer en ville. Sans doute elle se sert encore de la même quenouille, car elle n'était pas dans le secret de ce qu'elle portait ; pour toutes instructions, on lui avait dit de la remettre au général commandant la division.

14 *Février.*

Nous remarquâmes que les troupes du blocus étaient Hessoises.

15 *Février.*

Nous nous aperçûmes qu'il n'y avait pas de cavalerie dans les troupes du cordon, et bientôt nous acquîmes la certitude que cette cava-

lerie était partie pour la grande armée, et qu'elle devait être remplacée par des gardes d'honneur.

Le général fit dans la journée sortir un détachement à la hauteur de Gassion (*), à l'effet de protéger l'enlèvement des boulets jetés à la Moselle près de Beauregard ; et nous en retirâmes huit voitures qui furent conduites à l'arsenal.

Cet enlèvement était d'autant plus nécessaire, que, comme on l'a vu plus haut, la place était très mal approvisionnée en munitions de guerre.

On néglige trop dans les armées françaises de ramasser les projectiles laissés sur les champs de bataille. Cette négligence a été la cause de la fortune d'un des plus riches propriétaires de forges qui soit en France.

Il s'était chargé, au commencement des campagnes de Napoléon contre l'Allemagne, de la fourniture des boulets nécessaires au service de

---

(*) Après la bataille de Rocroi, le siége de Thionville ayant été décidé, le duc d'Enghien en fut chargé, et prit cette place. M. de Gassion, qui fut tué au siége de Landau en 1647, à l'âge de trente-huit ans, était employé à ce siége, et tenait son quartier dans une ferme qui depuis a conservé le nom illustre de ce jeune et vaillant maréchal de France.

l'artillerie. Sa première fourniture une fois faite, (comme l'armée française s'avançait toujours, et que l'ennemi battu dans chaque combat, abandonnait chaque jour le terrain qu'il avait occupé la veille), le fournisseur fit ramasser sur les champs de bataille les boulets qui y restaient après la victoire. Des primes accordées aux soldats et aux habitans les encourageaient à cette recherche, ils les lui apportaient, et ses employés les rassemblaient ensuite par numéro de calibre, pour être ensuite de nouveau livrés au chef de l'artillerie. Grâce à cette mesure, le service n'éprouvait jamais aucun retard, et le même boulet servait plusieurs fois de suite contre l'ennemi. On conçoit facilement quels bénéfices faisait le fournisseur.

16 *Février.*

Il passa quantité de chariots chargés de lances, cuirasses, selles et autres effets à l'usage de la cavalerie, lesquels se rendaient dans les dépôts : on disait que cette arme avait considérablement souffert dans les batailles livrées à nos compatriotes.

Les villages protégés par le canon de la place, étant moins sujets à toutes les charges que la ville, on leur demanda pour nos hôpitaux, cinquante paires de draps, cinquante chemises et

vingt-cinq paillasses. Ils fournirent ce qu'ils purent, et pour récompenser leur empressement, on ne leur demanda rien de plus.

Plusieurs individus furent livrés à une commission militaire, comme prévenus d'espionnage : les uns furent acquittés, les autres condamnés à la détention jusqu'à la fin du blocus. Ces individus étaient accusés d'avoir informé l'ennemi des embuscades que nous lui tendions, et de lui avoir dénoncé les habitans qui servaient notre cause.

18 *Février.*

Le bétail d'approvisionnement diminuant sensiblement, le général résolut de s'emparer de celui qui existait encore dans notre voisinage. En conséquence il rassembla, et fit sortir sans bruit, plusieurs détachemens, qu'il dirigea sur Gassion, Mariendhal, La Grange et Saint-François. Leurs instructions ordonnaient que ces coups de main seraient faits avec rapidité, afin que les troupes fussent en route pour revenir au moment où le jour commencerait. Mais à leur sortie des ouvrages avancés, ces détachemens furent obligés de repousser les védettes, et les postes du cordon qui pendant la nuit s'étaient beaucoup rapprochés; il s'engagea dès lors une mousqueterie qui donna l'éveil aux

cantonnemens. Toutefois, cet incident et un engagement très vif sur Mariendhal, n'empêchèrent pas d'achever l'opération avant le jour, et conformément aux ordres, le détachement porté sur ce point, vint prendre position à Beauregard, pour soutenir Gassion.

Le détachement dirigé sur La Grange n'ayant pas complété ses recherches, lorsque le jour parut, l'ennemi se renforça beaucoup devant lui, et la mousqueterie s'anima successivement. Quelques coups de canon dirigés sur une masse d'infanterie, qui se démasqua, la pénétrèrent d'outre en outre. Le général Hugo fit renforcer le détachement, mais ne voulant point engager d'affaire meurtrière, il profita du moment où ce renfort en imposait à l'ennemi, pour faire rentrer ses troupes dans la place.

L'ennemi, après avoir retiré ses morts et ses blessés, se mit en retraite sur ses cantonnemens. Nous jugeâmes qu'il avait porté sur La Grange environ quinze cents fantassins, et une trentaine de chevaux.

Vers une heure après midi des pillards Hessois arrivèrent à Beauregard, et se répandirent dans les maisons. On les en fit chasser par un détachement du piquet, mais s'apercevant bientôt que Gassion et Terville étaient fortement occupés, tandis qu'une petite colonne

d'infanterie marchait encore d'Ebange sur ce dernier point; présumant alors que l'ennemi n'avait envoyé des pillards à Beauregard que pour nous y attirer, le général fit sortir le reste du premier piquet, et tous les seconds avec une pièce de 12, arrangée pour tenir la campagne par M. le chef de bataillon Hulot, et pour le service de laquelle, on avait fait ensabotter des obus. Nos piquets, couverts tant par les haies que par les murs des jardins de Beauregard, et soutenus par des réserves, dirigèrent un feu très nourri sur les Hessois, en partie cachés dans le lit de la Fench, dont les eaux avaient été détournées depuis quelque temps. Après avoir chassé à coups de canon, ce qui s'était établi dans Gassion, et le moulin de Terville, on dirigea de la mitraille sur l'infanterie qui garnissait le bois de ce dernier village.

Plusieurs bataillons en masse se montraient pendant cet engagement sur le plateau en arrière de Mariendhal, et faisaient mine de vouloir descendre: mais ils se contentèrent de pousser quelques cents hommes en avant d'eux, et hors de portée. Vers cinq heures l'ennemi se retirant, nos piquets rentrèrent aussi, laissant seulement à Beauregard un détachement jusqu'à la fermeture des portes.

Nous eûmes dans cet engagement trois

hommes hors de combat: l'ennemi attiré sous notre canon où il combattit plus à découvert que nous, perdit beaucoup de monde du côté de La Grange et de Terville.

N'ayant pas tiré de cette sortie tout l'avantage qu'il en attendait, le général céda aux instances du commissaire des guerres, et le chargea de demander à la municipalité, un approvisionnement de lard pour six semaines: on assurait qu'il y en avait considérablement chez les charcutiers.

Cette mesure pouvait, il est vrai, être différée, mais tant de gens indiscrets répétaient sans cesse et partout que la ville regorgeait de grains, de vin et de lard, que le général dût céder aux importunités et demander un approvisionnement de ce dernier article. S'il eût pris cette mesure plus tard et qu'elle n'eût pas eu d'effet, on n'eût pas manqué de crier à la négligence, et une pareille négligence dans un commandant supérieur compromettant la longue résistance d'une place, eût fourni matière à une accusation grave. Il fit donc une demande à la municipalité, mille réclamations s'élevèrent aussitôt, et en cédant peu-à-peu de ses prétentions, selon le fondement des réclamations, le général laissa réduire sa demande à cinq mille kilogrammes, qui ne purent même jamais être fournis, et

dont il ordonna la remise aux habitans sur la fin du blocus.

A l'époque où le général fit faire la demande de cet approvisionnement, il avait encore des ressources en viande fraîche; il n'avait pas encore fait saisir tout le bétail qui était retiré en ville, et il comptait enfin sur tous les quadrupèdes vivans et existant dans la place. Jamais il n'a dissimulé son intention, il y avait accoutumé les oreilles les plus délicates; il n'aurait jamais rendu la ville tant qu'il y aurait eu un animal dont *la mise au pot* eût pu retarder cet événement d'une minute.

19 *Février*.

L'après midi, nous fîmes une sortie sur Maquenom, Haute et Basse-Yutz, avec l'intention d'enlever du bétail dans ces villages (*). L'en-

(*) On a vu que l'investissement de la rive droite avait été fait avec une telle rapidité, que le général n'avait pas eu le temps, n'étant arrivé que de la veille, d'y puiser toutes les ressources qu'elle devait lui fournir. Il dut donc s'occuper de ce soin à la première occasion favorable, et surtout enlever, entre le cordon et la place, tout ce qui s'y trouvait encore. Mais comme cette opération en chagrinait les habitans, les malheureux cachaient tout ce qu'ils avaient, quelques-uns appelaient par fois l'étranger à leur secours, et nous mettaient dans

nemi ne présenta guères qu'une quarantaine de chevaux et une centaine de fantassins, que quelques coups de canon obligèrent à se jetter dans les bois d'Ilange.

20 Février.

La journée fut employée à dès détails d'administration. On sépara les vaches pleines pour ne les abattre qu'à la dernière extrémité. Les cochons maigres furent rendus à leurs propriétaires, moyennant un équivalant en viande fraîche ou salée : on fit enfin le recensement de tout le bétail qui se trouvait en dépôt chez les habitans.

La ration de viande fut, par un ordre du jour, réduite à six onces pour les troupes, et à quatre pour les parties isolées, qui fatiguent moins, et toujours ont plus d'une ration. On remplaça, aux premières seulement, les deux onces qu'elles perdaient par un supplément de pain de soupe.

A cette époque nos approvisionnemens étaient

---

l'obligation de nous retirer pour revenir plus tard à notre but. Le général ne négligea rien pour le remplir sans combattre, afin de réserver les troupes pour le moment du siége, époque où, malgré toutes les précautions qu'on prend pour les ménager, on perd toujours trop d'hommes.

tellement incomplets que, des réquisitions frappées par la commission, il était encore dû par les villages de l'arrondissement :

501 maldres de meteil ; 116 *idem*, de légumes secs ; 460 *idem* d'avoine ; 2828 quintaux de foin ; 2381 *idem* de paille ; 462 vaches ; 612 moutons ; 152 quintaux métriques de lard salé ; 641 cordes de bois, etc.

Les travaux pour l'armement n'avaient pas discontinué, et nous avaient mis sur le pied de défense le plus respectable. Tous les bastions du front d'attaque, et surtout ceux qui battent le point important dit le mouchoir, étaient garnis chacun au moins de douze pièces de gros calibre (*). Tous les établissemens que l'ennemi aurait pu faire dans cet endroit, auraient été écrasés en peu d'heures par le feu supérieur de toutes les batteries qu'on y avait opposées.

Les mesures prises jusqu'alors pour désinfecter les hôpitaux, n'étant pas encore suffisantes, il y eut un nouveau conseil, où les officiers de santé, le commissaire des guerres et un adjoint de la mairie se réunirent. Ils y arrêtèrent beaucoup de nouvelles dispositions dont la mise en

(*) Le général, qui ne voyait rien devant lui qui pût lui démonter son artillerie, n'arma ainsi provisoirement que pour tranquilliser les citoyens.

pratique commença sur-le-champ, et donna les plus heureux résultats.

Parmi les médecins qui tous se distinguèrent, un de ceux dont le général eut le plus lieu d'être satisfait, est M. le docteur Lelong, médecin des épidémies : voici en quels termes après la levée du siége, le général lui exprima sa satisfaction et son estime :

« Tous les états dans la société exigent du « courage ; il y en a beaucoup à braver la mort « dans les combats, mais la braver tous les « jours et sous les formes les plus hideuses, « la braver pour arracher ses semblables aux « ravages d'une épidémie dévorante, leur por- « ter partout des soins généreux, étendre ses « recherches jusqu'au centre des lieux infec- « tés par la contagion, voilà le courage su- « blime ! voilà le courage dont vous avez « donné de si touchans et de si nobles exem- « ples, et qui tout en prouvant chaque jour « en vous plus de talens et de vertus, force vos « concitoyens à soulever le voile de la modestie « dont vous vous enveloppez, et à vous payer « le glorieux tribut de la plus juste reconnais- « sance. J'ai fortement éprouvé les mêmes sen- « timens qu'eux, mais comme homme public, « je leur dois une manifestation plus éclatante,

« et je me fais un devoir de vous les faire con-
« naître ».

Non seulement M. le docteur Lelong donnait gratuitement ses soins à nos malades, mais on le voyait partout où ses talens pouvaient être utiles. On se rappelait avec attendrissement l'avoir vu au milieu des bateaux qui remontaient la Moselle, chargés de morts et de mourans, rechercher ces derniers, les enlever souvent sur ses épaules et les déposer à l'hôpital confié à ses talens.

MM. Malraison et Hermann, anciens chirurgiens-majors, Bonnaventure, ancien pharmacien-major des armées, Bartouille, Fontaine, Neveu, Monhoven, Stilldorff, etc., officiers de santé, doivent également trouver ici le juste éloge dû à leur zèle, à leur courage et à leurs talens; ils ont constamment fait le service de l'hôpital, et presque tous sans la moindre indemnité.

Madame veuve Delisle, née Merlin, offrait à son sexe des exemples aussi beaux; elle avait bravé partout la terrible épidémie, donnait des soins maternels à tous les militaires malades, les visitant sur les bateaux de passage, dans les hôpitaux, chez leurs hôtes, et se dépouillant en leur faveur de son linge, de son argent; elle ga-

gna la maladie épidémique au milieu de ces infortunés et faillit en être la victime. A peine convalescente, elle fit porter chez elle un officier d'artillerie qu'elle ne connaissait pas, et qu'un coup de canon avait blessé très grièvement à l'affaire de Hettange. A force de veilles et de soins, elle parvint à lui sauver la vie. Cette digne femme était la mère d'un fils mort glorieusement à la grande armée; elle est sœur de plusieurs officiers généraux d'une belle réputation.

Enfin, un fait honorable qu'il ne faut pas taire, c'est que les dames de Thionville, en se réunissant pour passer les longues soirées de la saison, ne s'occupaient qu'à faire des bandes et de la charpie pour nos hôpitaux.

22 *Février*.

Pendant la nuit, des spéculateurs amenèrent un bateau de sel, dont le général fit faire l'acquisition avec d'autant plus d'empressement, que c'était un article qui allait tout à fait nous manquer.

Dans l'après midi, M. le général hessois Müller, envoya un parlementaire au général Hugo, sous prétexte de réclamer la sortie de quelques jeunes demoiselles bloquées dans la place. Ce parlementaire entra après avoir été soumis aux

formalités d'usage : nous apprîmes par lui, que l'ennemi n'était pas à Paris, comme on nous le faisait annoncer depuis quelque temps, et il nous confirma le gain, par les Français, de plusieurs batailles, mais avec des détails moins avantageux que ceux qui nous avaient été donnés par les bateliers qui avaient introduit le bateau de sel dont il vient d'être parlé. Le général apprit par ce parlementaire que beaucoup d'officiers supérieurs et autres, des anciens et braves chevau-légers westphaliens qui, sous ses ordres, avaient fait la guerre dans les deux Castilles, se trouvaient employés contre la place, et agréa les complimens qu'ils lui firent adresser..

23 *Février.*

Au moyen des fournitures prises tant dans les magasins des lits militaires, que dans les casernes, nous pûmes enfin parvenir à mettre les malades de l'hôpital un à un, dans des lits propres. Les salles ayant été successivement toutes reblanchies, on en affecta une aux blessés qui jusqu'alors avaient été confondus, et il fut donné un ordre des plus sévères, pour qu'aucun autre malade ne fût mêlé avec eux.

24 *Février.*

Voulant mettre en défaut les précautions prises par l'ennemi contre nos correspondances, le gé-

néral fit construire un ballon. Les efforts qu'on fit pour le lancer furent malheureusement sans résultat. Si cet essai eût réussi, le vent étant favorable, nos lettres et quelques dépêches eussent été portées dans l'intérieur de la France. Mais le froid était si vif, que malgré tous les soins de M. Bonaventure, chimiste habile et ancien pharmacien-major des armées, le gaz ne put se développer assez. Une légère piqûre ne contribua pas moins que le froid, au défaut de succès de cette ingénieuse tentative.

26 *Février.*

Notre bétail ayant besoin d'être augmenté, et le général ne voulant qu'à la dernière extrémité toucher à celui qui était réfugié dans la place, résolut d'en faire prendre à Kensich, village qui, n'étant qu'à une petite lieue de Thionville, n'avait encore rien fourni. Les troupes, au lieu de partir à trois heures précises du matin, comme elles en avaient l'ordre, et comme elles furent prêtes à l'exécuter, ne purent sortir des portes qu'à quatre, à cause du retard apporté par les voitures du parc. Elles eurent, à la hauteur de Maquenom, un léger engagement avec les postes établis le long du bois; toutefois l'opération se fit; on était parvenu à enlever treize vaches, trois voitures d'équipages, et leur es-

corte, ainsi qu'un bon nombre de charrettes de fourrages; tout était en route vers Thionville, lorsque les troupes furent attaquées entre le village et le bois de Maquenom par des forces très supérieures. Le colonel Fischer de Dicour, chef de la cohorte de gardes nationales, qui, en sa qualité d'officier supérieur de jour, et d'ancien militaire, commandait la sortie, soutint vigoureusement le choc de l'ennemi; il se battit avec opiniâtreté, et déjà il avait écarté plusieurs fois l'ennemi, lorsque les tirailleurs Hessois s'avançant de nouveau, tuèrent les chevaux du timon de la pièce. Cet événement joint à la terreur qui se répandit parmi les charretiers, mit quelque désordre dans l'arrière-garde; la cavalerie ennemie en profita pour la charger, et le brave colonel fut pris. Nous perdîmes en outre dans cette affaire, vingt-trois hommes tués, blessés ou prisonniers: mais ce qui dut nous consoler, ce fut la perte considérable qu'éprouvèrent les Hessois, et qu'ils ne dissimulèrent point. La nôtre eût été beaucoup plus forte, si dès le commencement de l'action, le général qui, de la route de Sar-Louis en suivait les progrès, n'eût fait tout de suite avancer ses réserves placées à Maquenom, vers notre détachement qu'elles soutinrent par leur vive mousqueterie. Pendant ce mouvement, nos pièces ayant

pris position sur cette route, canonnaient l'ennemi en flanc et en queue.

Cet incident affligea beaucoup le général, qui se vit dans la nécessité de réduire encore la ration de viande, laquelle fut dès le lendemain de cinq onces pour toute la garnison, à l'exception cependant des parties isolées, qui continuèrent à la recevoir de quatre.

Le même jour, on fit monder de l'orge pour le donner en remplacement des légumes. M. Revillon, l'un des meilleurs citoyens de Thionville, nous rendit dans cette occasion, comme dans beaucoup d'autres, des services d'une haute importance.

Ayant beaucoup de prisonniers qui, pour nous, étaient des bouches plus qu'inutiles, le général Hugo, écrivit à M. le général Müller, commandant le blocus, pour lui proposer un échange, grade pour grade, homme pour homme. Ce général répondit qu'il en référerait à ses chefs et qu'il ferait part de leur décision.

On pourrait objecter ici avec quelque apparence de raison, que par les conditions qu'on vient de lire, M. le général Hugo paraissait exclure M. le colonel Fischer de l'échange demandé, puisqu'il n'existait dans les prisonniers faits par la garnison aucun officier de son grade. Le général savait bien positivement, lors des

propositions qu'il fit, que le colonel Fischer était sur parole rendu à sa famille, aux forges de Hayange; que M. le général Müller le traitait bien, et continuerait à le traiter de même.

M. le général Müller est un de ces sages ennemis qui commandent partout l'estime, et dont on s'empresse de se faire un ami, aussitôt que les intérêts de la patrie et du prince le permettent.

28 *Février*.

Quoiqu'on ne se battît point aux environs de Metz, on avait entendu la veille une forte canonnade dans la direction de cette place (*).

Nous étions à notre quarante-deuxième jour de blocus; les médicamens se trouvaient épuisés, et nous en fîmes faire un nouvel approvisionnement d'un mois, par les pharmaciens de la ville, qui s'y prêtèrent non seulement sans la moindre réclamation, mais encore avec le plus généreux empressement.

L'ennemi ne négligeait aucun moyen de répandre dans les campagnes et de faire parvenir jusqu'à nous, les bulletins de ses opérations en France; mais, malgré toutes ses mesures, nous

(*) *Voyez* les anniversaires du *Journal général de France*.

en recevions aussi des Français, et nous n'admirions pas sans orgueil tous les efforts de nos camarades, pour défendre le territoire sacré de la patrie, contre le grand nombre d'ennemis dont il était foulé; nous ne négligions rien pour fixer beaucoup de forces devant nos remparts; et plus nous y en comptions, plus nous nous applaudissions d'en débarrasser, ct nos compatriotes de l'intéricur, et nos intrépides frères d'armes.

CHAPITRE V.

MARS, DU 1.er AU 31.

Sortie du bétail. — Amusemens des soldats. — Bruits politiques. Arrivée de la colonne du général Durutte. — Renfort fourni par la garnison. — Signaux de correspondance. — Bulletins. — Générosité et patriotisme. MM. Poulmaire et Néron. — Retour du général Durutte, et son départ. — Menaces de l'ennemi.

1.er *Mars.*

Comme M. le général Müller avait laissé M. le colonel Fischer en liberté sur parole, le général Hugo s'empressa de renvoyer un officier et un maréchal-des-logis des gardes d'honneur hessois, auxquels le général Müller avait paru prendre de l'intérêt.

5 *Mars.*

L'ennemi avait intimidé les habitans des campagnes, et même ceux de la ville, en répandant le bruit que sous trois jours, nous capitulerions faute de viande. En accréditant ces bruits, et en rappelant nos opérations sur Kensich, Mariendhall et Lagrange, il voulait prouver nos

besoins en viande : mais des Français ne se rendent pas faute d'une chose à laquelle on peut suppléer par une autre. Ils eussent éprouvé et supporté long-temps les plus dures privations, avant de songer à remettre aux ennemis une place de l'ancien territoire français.

Le général en était persuadé, mais pour rassurer sa garnison, il fit sortir par la jonction de gauche dans l'île inférieure et en vue des villages voisins, ainsi que de l'ennemi, plus de 150 bœufs ou vaches renfermés dans la place et appartenant, partie au parc et partie aux particuliers, dont le public et la garnison ignoraient incontestablement l'existence; cette mesure confondit les faiseurs de nouvelles, et produisit un excellent effet. Le général considérait ce bétail comme sa dernière ressource, et respectait la partie réfugiée, comme un gage de la confiance qu'on avait dans sa parole de n'y toucher qu'à la dernière extrémité. Les habitans qui soignaient et nourrissaient l'autre partie, savaient qu'on ne la leur retirerait qu'autant qu'on s'y verrait obligé. Les soins et la bonne nourriture qu'ils donnaient aux vaches qu'on leur avait confiées, étaient une économie pour les magasins et le parc militaires. Le lait de ces utiles animaux qui aurait été perdu, servait à nourrir beaucoup de petits enfans nés depuis le blocus:

aussi le jour où l'on faisait entrer quelque vache au parc pour la tuer, était-il un jour de deuil pour les familles qu'on en privait.

Les subsistances furent réglées de manière à les faire durer encore six mois (jusqu'au 6 septembre 1814); sans nuire aux forces du soldat.

Quelques paysans venus des villages occupés par l'ennemi, nous rapportèrent qu'il répandait le bruit que le grand-duc Constantin devait régner sur la France (*).

9 *Mars.*

Informé que l'ennemi se disposait à des mouvemens, enlevait tous les chevaux, et les rassemblait dans le château de la Grange, le général les lui fit reprendre par le capitaine de Dienne : quelques coups de fusil seulement furent échangés dans cette opération, qui réussit complétement.

Voulant ensuite s'assurer si l'ennemi avait détaché beaucoup de monde, ainsi que le bruit en courait, le général fit sortir les grenadiers du 96e par la porte de Luxembourg sur le chemin de cette forteresse, et porta le piquet du

(*) Les puissances alliées, dont les plénipotentiaires étaient réunis à Châtillon, traitaient cependant encore avec Napoléon.

14ᵉ ainsi que celui du 25ᵉ léger sur Manom, aux ordres du capitaine Courtois (du 14ᵉ), afin d'attaquer ce village. Cette attaque fut bien conduite; l'ennemi, vigoureusement abordé, fut culbuté, et nos jeunes soldats mirent le feu à ses baraques.

Ces deux détachemens qui avaient ordre de ne pas se compromettre devant des forces supérieures, bornaient là leur opération, quand ils virent déboucher de Gasch environ 50 chevaux et 300 fantassins; au même instant deux cents cinquante hommes d'infanterie quittant Guentrange marchèrent par les hauteurs pour gagner la Grange, et arriver sur le flanc gauche et les derrières des piquets établis près de la croix de Manom. La réserve hessoise ne quitta point Guentrange, et s'y maintint en position. Voyant ces divers mouvemens, le général fit marcher ses grenadiers, de la Grange, où ils étaient postés, sur le chemin de Manom, pour échelonner la retraite des piquets; et celui du 96ᵉ sortant de l'ouvrage à corne, s'avança également vers eux. L'ennemi voyant ces troupes à portée, dirigea sur elles, mais sans leur faire aucun mal, le feu de son artillerie, dont les enfans de la ville, accoutumés, malgré toutes les défenses, à se mêler avec les tirailleurs les plus avancés, apportèrent les boulets à l'arse-

nal. La retraite se fit lentement, et dans le meilleur ordre; nous n'eûmes qu'un homme de blessé. Quelques enfans, parmi lesquels on distinguait un joli petit sourd-muet nommé Clochet, eurent leurs habits percés de balles.

L'ennemi, dans son mouvement sur Manom, déploya huit cents hommes d'infanterie et cinquante chevaux, non compris ses réserves de la Grange et Guentrange.

En récapitulant ce que pouvaient renfermer les villages des environs, le général estima qu'il ne restait autour de la place qu'environ 4400 hommes, cavalerie comprise.

12 *Mars.*

Pour relever le moral des jeunes soldats de la garnison, que l'état de blocus abattait visiblement, le général avait fait ouvrir un bal public dans le manége : ils s'y rendaient tous les dimanches et fêtes, y dansaient jusqu'à minuit, et s'y amusaient beaucoup. La bonne société allait jouir de ce spectacle, où tout se passait avec décence.

Les inondations avaient rempli les bas-fonds du canal; il s'y trouvait ainsi que dans les fossés, beaucoup de poisson; on leur en abandonna la pêche, jusqu'alors affermée. Enfin pour ne point leur laisser d'oisiveté, on leur fit faire

des jeux de quilles, et on leur distribua les glacis du couronné de Moselle, (ils sont dans l'intérieur du fort) pour en faire des jardins de compagnies. Tout le monde remarqua une grande diminution dans les entrées à l'hôpital, après l'emploi de ces moyens (*).

14 *Mars.*

Le bruit courut qu'il y avait un congrès et que la paix y serait signée sous trois semaines. L'ennemi publiait de nouveau que Napoléon cessait de régner sur la France, et que le grand-duc Constantin le remplacerait sur le trône.

15 *Mars.*

Vers trois heures après midi, une colonne d'infanterie déboucha des bois d'Ilange, se dirigeant sur la porte d'entrée du fort. Au même moment le commandant supérieur reçut une

(*) Dans son fameux voyage au pôle nord, le capitaine Parry, pour ranimer le courage et la gaîté de ses matelots, eut recours au même moyen. Pendant tout le temps que son vaisseau fut bloqué par les glaces, lui et ses officiers furent occupés à distraire, par la musique, par les bals, et même par des petites représentations théâtrales, l'esprit des marins de l'équipage, épouvantés des dangers de leur navigation arctique.

lettre de M. le général comte Durutte, qui l'invitait à se porter à sa rencontre.

Les habitans de Thionville, instruits de l'approche d'une colonne française, accoururent de toutes les parties de la ville : hommes, femmes, enfans, tout le monde s'établit sur son passage. Bientôt les nouvelles les plus heureuses de la grande armée se répandirent; elles furent publiées avec solennité, et reçues avec enthousiasme. Chaque habitant jaloux de posséder quelques militaires de cette colonne, se porta vers la municipalité, et chacun en obtint selon ses facultés : le bal ouvert par extraordinaire le soir au manège, fut très brillant et réunit une assemblée nombreuse.

M. le général comte Durutte, ayant manifesté le desir d'emmener avec lui un renfort pris dans notre faible garnison, les ordres furent donnés en conséquence.

Peu après l'arrivée de cette colonne, le gouverneur et M. le comte Durutte firent ensemble une reconnaissance sur la rive gauche.

16 *Mars.*

Le lendemain M. le général comte Durutte, desirant s'assurer de l'impression que son arrivée avait pu faire sur l'ennemi, le général Hugo fit pousser une reconnaissance sur le retran-

chement de la Grange, avec ordre de ne pas se compromettre. L'ennemi tira sur elle quelques coups de canon, et nous en envoyâmes quelques autres à des détachemens qui, des hauteurs de Guentrange, descendaient contre le nôtre.

Cet ordre, qui enchaînait l'ardeur bouillante des officiers et des soldats, était une mesure de haute prudence; on ne peut pas trop recommander la circonspection aux jeunes officiers français renfermés dans des places ou livrés à eux-mêmes. Si le général Hugo avait laissé faire ceux de sa garnison, l'impétuosité nationale et le desir de se distinguer, les auraient entraînés trop loin. Après avoir fait en allant des actions admirables, ils auraient été peut-être obligés en revenant de se rendre ou de se faire tuer; événement de toute manière très malheureux pour une place dont les défenseurs étaient en très petit nombre.

Les instructions du général avaient toutes pour objet de réussir dans l'opération ordonnée, en même temps qu'elles étaient destinées à conserver à la forteresse des braves si précieux, et pour l'exemple et pour d'autres occasions périlleuses. En leur traçant ce qu'ils devaient faire, ces instructions indiquaient le point précis qu'il ne fallait pas franchir; le général applau-

dit beaucoup, à leur retour, au courage qu'ils avaient eu de s'arrêter suivant ses ordres.

L'ennemi disait dans ses bulletins, qu'il nous avait repoussés, qu'il nous avait repris des positions d'où nous l'avions chassé; le public qui nous voyait rentrer dans nos murs, sans autre trophées que nos prisonniers, pouvait le répéter sans réflexion; mais les gens sensés, seuls juges compétens de notre conduite en pareil cas, savaient bien que, défenseurs affectés à une forteresse, nos soldats n'en sortaient pas pour aller faire des conquêtes, mais pour un but toujours important à sa conservation; qu'ainsi ils n'en sortaient que pour y rentrer.

La colonne de M. le comte Durutte ayant été renforcée par six cent cinquante hommes du 96ᵉ, une soixantaine de la garde sortis des hôpitaux, deux canons de quatre et deux caissons approvisionnés, se mit en mouvement vers neuf heures et demie du matin.

Pour opérer une diversion et fixer l'attention de l'ennemi, le général Hugo déboucha avec le 14ᵉ de ligne, et prit, à la tête de cette colonne, la route de Sar-Louis. M. le comte Durutte prit par la Haute-Yutz celle de Metz. Les tirailleurs du 14ᵉ ne tardèrent pas à s'engager avec les Hessois, que la marche de l'autre colonne faisait replier de leur côté. La mousqueterie devint

plus vive, et des masses ennemies s'étant réunies pour attendre un renfort d'environ trois cents fantassins, qui leur venait de Kensich, le général Hugo les fit canonner de manière à remplir convenablement ses instructions, c'est-à-dire, à fixer toutes ces troupes contre lui. Cet engagement dura jusqu'à une heure après midi que les Hessois allèrent se rallier du côté de Valmestroff. M. Milon, chef de bataillon, commandant le 14°, M. Jacquemard, son adjudant-major, et quelques autres braves furent blessés. Dans cette affaire, l'ennemi eut un homme et un cheval pris, le boulet lui mit beaucoup de soldats hors du combat. M. le chef de bataillon Hulot se distingua particulièrement.

17 *Mars.*

MM. les généraux Durutte et Hugo, étant convenus d'une correspondance, par signaux, dès le soir même, on alluma dans Thionville des réchauds de quinze pouces de diamètre, très élevés et chargés de tourteaux goudronnés, mais les signaux de Metz ne furent point aperçus. Ces signaux, répétés chaque soir, inquiétaient beaucoup l'ennemi (*).

On remarqua, pendant la journée, un grand

(*) *V.* plus haut, pages 209-210.

nombre de travailleurs en arrière de la maison Rouge et nous reconnûmes qu'on construisait des retranchemens sur le chemin.

L'ennemi, redoutant les opérations du corps que le comte Durutte réunissait, envoyait de nombreux renforts dans tous les villages de la rive droite.

Une bombe fut envoyée, pour essai, d'un mortier à grande portée, sur les retranchemens élevés en arrière de la Grange et vint éclater tout auprès. Cette opération fut renouvelée par la suite, et toujours avec succès.

Les paysans ayant répandu, dans la campagne, les bulletins réimprimés à Thionville, l'ennemi en fit distribuer annonçant absolument le contraire. Le soir, plusieurs boîtes suiffées contenant une centaine de nos bulletins, furent lancées à la Moselle.

22 *Mars.*

MM. Poulmaire et Néron, propriétaires des brasseries de Beauregard, informés que le général avait été dans l'obligation de réduire à moitié la ration de bierre, vinrent le trouver, et, pour le décider à changer cette disposition, ils versèrent, tout de suite, trois cents hottes de cette liqueur dans les magasins de siége. Une pareille action ne peut pas rester inconnue, il

est impossible d'être meilleurs citoyens que ne le sont MM. Poulmaire et Néron; la garnison doit leur être constamment reconnaissante du rare désintéressement avec lequel ils vinrent si généreusement à son secours, à une époque critique, où quelques riches habitans, pour ne point nous aider, cachaient derrière des murailles noircies avec soin, des ressources précieuses pour la défense de la place; des ressources dont on abusait cependant si peu, que les principaux officiers ont toujours acheté le vin pour leur table. MM. Poulmaire et Néron sont, le premier, un respectable père de famille, le second, un loyal jeune homme qui en fait partie comme gendre de ce vertueux propriétaire. L'action signalée ici à la reconnaissance publique, ne fut pas la seule par laquelle cette famille vint au secours de la garnison; le général lui en a laissé un témoignage authentique.

La garde nationale faisant, depuis le départ de la colonne, un service très rude, beaucoup de citoyens ne pouvaient pas se livrer à leurs travaux habituels et nécessaires; l'ordre fut donné, pour n'en mortifier aucun, de comprendre dans les distributions de vivres tous ceux qui voudraient y participer.

Plusieurs corps ennemis passèrent dans les environs, et pour éviter le canon de la place, ils

furent tous obligés de faire un détour qui allongeait leur marche d'une journée. Cet avantage, alors qu'il eût été le seul, était déjà une forte preuve de l'importance de Thionville ; en ne permettant aux étrangers de ne pénétrer qu'un jour plus tard au sein de la patrie, les défenseurs de la place donnaient aux armées françaises un jour de plus, pour se réunir et se préparer au combat.

23 *Mars.*

Nous entendîmes le canon dans le lointain et dans la direction de la Haute-Meuse. En recherchant dans les bulletins sur quels points on se battit les jours indiqués ici, et qui sont consignés dans le journal de beaucoup d'habitans de Thionville, on sera surpris de voir à quelle distance le canon peut être entendu par un vent favorable.

25 *Mars.*

Dans l'après-midi les sentinelles ayant averti que tous les postes ennemis se repliaient précipitamment, le général envoya la gendarmerie à cheval faire une reconnaissance sur la route de Sar-Louis, et bientôt après une ordonnance vint au galop le prévenir de l'approche de M. le général Durutte.

Après avoir conféré avec ce général, notre

gouverneur reçut ses ordres et pendant que le corps d'armée de M. le comte se formait entre Haute et Basse-Yutz, nous poussions sur Guentrange une forte reconnaissance aux ordres du major Hubert, du 96e; elle y eut un engagement assez vif, y tua du monde et fit des prisonniers : de notre côté nous n'éprouvâmes aucune perte.

26 *Mars.*

Dès neuf heures du matin, M. le comte Durutte, ayant débouché par la porte de Luxembourg, porta une brigade sur Manom, une autre suivit la grande route : un fort détachement de notre garnison sous les ordres de M. le major Hubert marcha sur Guentrange, enleva les hauteurs à la baïonnette, y tua une dixaine d'hommes, et en prit un cinquantaine.

La brigade du général Guérin attaqua de front les retranchemens de la Grange, pendant que celle du général Beurmann tournait cette position de l'ennemi. Ces deux mouvemens obligèrent les Hessois à la retraite sur Hettange, dont ils garnirent le plateau et où ils tinrent encore quelque temps, à la faveur du haut escarpement formé sur leur front par les carrières de ce village.

M. le comte Durutte, que le général Hugo avait accompagné jusqu'au-delà de Hettange,

ayant jugé la présence de cet officier nécessaire à la défense de Thionville, lui donna ordre d'y rentrer, mais sans les troupes appartenant à cette place. Le général y rentra donc vers quatre heures après midi, à la grande satisfaction de tout le monde. Présumant que la place allait être débloquée au moins pendant quelques jours, il résolut de mettre ce temps à profit pour la pourvoir de tout ce qui y manquait.

Les ordres furent en conséquence donnés dès le soir même, pour faire remonter les pontons ennemis qui se trouvaient à la hauteur de Kœnigsmacker et qui le lendemain entrèrent dans le port de Thionville; les gardes d'honneur restés à Cattenom furent enlevés; les échelles depuis long-temps réunies à Distroff furent brûlées; les eaux de la Fench rétablies dans leur lit; une partie des redoutes et des retranchemens élevés devant la place fut rasée. On acheva l'enlèvement des bois de marine, et l'on fit arriver dans l'arsenal la poudre et les projectiles que l'ennemi avait abandonnés. Les maires des communes eurent ordre de conduire dans nos magasins les approvisionnemens de toute espèce ramassés par l'ennemi, et la commune de Sierck fut sommée de nous renvoyer de suite tous les blessés restés prisonniers dans ses murs, après

l'affaire de Kensich, et dont elle avait pris le soin le plus généreux.

Cet ordre fut donné parce que, si la ville de Sierck eût obéi à une simple prière, l'ennemi l'en eût infailliblement punie. En lui donnant au contraire un ordre sévère, menaçant même en cas d'inexécution, on la mettait en état de se justifier de son obéissance. Le village de Guentrange fit solliciter un ordre pareil, pour pouvoir détruire les retranchemens que les Hessois avaient élevés sur plusieurs points de son territoire, et qui incommodaient beaucoup les habitans. On voit par là qu'un ordre formel, une sommation menaçante, tout en ne faisant aucun mal aux habitans, couvre la responsabilité de leurs magistrats. Le style sévère de l'ordre convient donc mieux dans ces circonstances que le style poli de la correspondance ordinaire, lequel oblige autant et compromet beaucoup plus.

27 *Mars.*

Le général fit battre la campagne de tous côtés, et de tous côtés on lui ramena des prisonniers. La commission d'approvisionnement adressa les réquisitions les plus pressantes aux maires qui n'avaient rien fourni, et eut la satisfaction de voir le ravitaillement de la place s'opérer.

Cependant ces réquisitions ont donné lieu depuis à quelques observations malveillantes. Les ordres que donnait la commission d'approvisionnement auraient, disait-on, dû partir de la sous-préfecture ou du général, et non d'une commission à laquelle on ne reconnaissait aucun droit de requérir.

Il faut s'entendre sur ce point : on ne conteste certainement ni au commandant supérieur, ni au sous-préfet le droit de réquisition; ces deux chefs occupés de beaucoup d'autres soins pouvaient, le premier surtout, substituer pour des choses urgentes; de concert avec ce fonctionnaire public et sur sa proposition, le général nomma les membres de la commission, régla leurs attributions, et dans le principe aucune réclamation ne s'éleva.

Lors du ravitaillement, les communes craignaient d'être châtiées par l'ennemi si elles obéissaient, et ce fut le général qui ordonna à la commission de faire de fortes menaces contre les récalcitrans, pour des raisons expliquées précédemment, afin que l'ennemi reconnût qu'on ne pouvait désobéir sans s'exposer à de grands châtimens. Qui fut châtié? personne! cependant beaucoup de communes ne purent pas justifier de leur défaut d'obéissance. Que dit l'ennemi aux communes qui nous avaient obéi?

— Il convint qu'elles n'avaient pas pu s'en dispenser, et ne leur en fit point un crime.

30 *Mars.*

La cavalerie qui avait reçu l'ordre de se rendre à Thionville pour faire partie de la garnison, n'ayant pu passer, le général avait cherché les moyens de s'en former un petit détachement. Tous ses soins à cet égard n'eurent pas un grand succès, puisqu'ils purent à peine lui procurer vingt hommes, lesquels, à l'exception de quatre ou cinq vieux cavaliers, étaient des conscrits qui jamais n'avaient manié de chevaux, et qui n'avaient de leur arme que l'habit. Ce petit détachement, revêtu de vieilles cuirasses abandonnées dans la place par un officier d'habillement, figura quelques fois dans les sorties, prit part à quelques coups de main, mais il était trop faible et trop peu instruit pour obtenir du succès, même à nombre égal; ainsi déduction faite de ce faible détachement, et d'environ deux cent cinquante hommes de service, la partie chaque jour disponible de nos forces passait rarement six à sept cents hommes, dans une place qui compte onze bastions.

Sur l'avis donné par plusieurs personnes, que la campagne du côté de Hettange était couverte d'ennemis, qui profitaient de l'éloignement du

comte Durutte pour essayer de rétablir le blocus, le général fit pousser, sur ce point, une reconnaissance de vingt chevaux (les seuls qu'il eût à sa disposition) avec ordre de ne pas se compromettre. Cette reconnaissance trouva de la cavalerie, fut chargée et perdit trois hommes de recrue du 11[e] régiment de cuirassiers; elle se replia sur les piquets qu'on avait fait sortir pour l'appuyer, et qui s'étant avancés jusqu'à la coupure, en chassèrent le détachement hessois qui venait d'y arriver. Un chef et quelques cavaliers se montrèrent dans ce moment sur le point dit le Mouchoir, au-dessus de Guentrange, et une vingtaine de chevaux parurent vers Manom. On aperçut également environ cinq cents hommes d'infanterie, et un escadron en avant de Gasch. Enfin dans l'après midi, nous n'eûmes plus aucun doute sur le retour de l'ennemi; il replaça une partie de ses postes, mais par la diminution que nous y remarquâmes, nous reconnûmes qu'il était très affaibli. Toutes les barques se trouvant ou détruites, ou réunies dans nótre port, il ne put pas repasser la Moselle.

31 *Mars.*

Le général reçut un parlementaire. Le commandant du blocus demandait des nouvelles de ses prisonniers et de ses blessés; il signifiait au

général que si nous continuions à tirer sur ses petits détachemens, il brûlerait les maisons que les trois plus riches particuliers de Thionville possèdent à Guentrange.

Maître d'un pays, l'ennemi peut sans doute y faire beaucoup de mal; mais en bonne guerre cela est-il permis? peut-on châtier une personne pour les fautes d'une autre? la raison répond négativement! Ici, quoique la chose paraisse semblable au fond, elle ne l'est point par le résultat : le but que se proposait le commandant ennemi, était d'obliger les habitans à des démarches infructueuses, peut-être même à des tentatives, mais bien certainement à des murmures contre le général Hugo. Il semble qu'il est permis de faire des menaces, d'y ajouter même des dispositions tendantes à y donner suite, mais on ne saurait aller plus loin sans injustice. La guerre a sa moralité; et le principe qu'on ne peut punir une personne pour les fautes d'une autre, ne doit pas être impunément méprisé par quiconque tient à la réputation d'homme d'honneur. Le général Hugo répondit comme il le devait à une pareille menace, et le soir même, ayant trouvé l'occasion de témoigner combien peu il s'en souciait, il fit, comme à l'ordinaire, tirer sur un détachement hessois qui s'approcha trop.

Cependant le ravitaillement de la place continua par la rive droite. Dans la journée l'ennemi occupa de nouveau les villages situés sur la Fench, et le général n'ayant plus de garnison, s'efforça de rallier autour de lui tous les hommes isolés de l'armée française dont les villages fourmillaient; mais il ne put cependant en réunir plus de quarante, qu'il arma de fusils pris sur l'ennemi et réparés à l'arsenal.

CHAPITRE VI.

AVRIL, DU 1er AU 14.

Mouvement de l'ennemi. — Sécurité fondée de la garnison. — Moulin mécanique. — Première nouvelle de l'occupation de Paris. — Communications du baron de Haynau. — Réponse du du général Hugo. — Propositions de trahison repoussées. — Communications officielles du Gouvernement français. — Adhésion aux actes du sénat.

1er *Avril.*

L'ENNEMI ayant manifesté l'intention d'enlever et de faire servir tous les jeunes gens en état de porter les armes, obligea le général d'envoyer des exprès à tous les villages de la rive droite pour qu'ils fissent réfugier à Thionville tous ceux qui se trouvaient dans ce cas-là. Nous avions le plus grand besoin de cette mesure pour augmenter notre garnison, car M. le comte Durutte ne nous avait laissé que nos gardes.

2 *Avril.*

Vers quatre heures après midi, nous vîmes descendre une quarantaine de voitures sous l'escorte d'environ quinze cents fantassins. Pres-

qu'au même instant, nous découvrîmes du haut des tours de la paroisse, une division ennemie qui prenait position en arrière de Richemont, la gauche à la Moselle et la droite au bois de Budange. Nous apprîmes aussi que l'ennemi faisait remonter des barques pour former un pont volant sur cette rivière.

3 *Avril.*

Les troupes postées à Richemont en arrière de la rivière d'Orne, y passèrent la nuit du 2 au 3 : elles se mirent en mouvement le 3 vers huit heures du soir, et descendirent sur Hettange. Nous découvrîmes à l'aide des lunettes d'approche deux grandes barques, des pontons et des nacelles entre Ham et Cattenom : des paysans travaillaient sur les rives de la Moselle pour en ouvrir l'escarpement.

Les chefs ennemis firent l'après midi une reconnaissance durant laquelle toutes leurs troupes restèrent sous les armes : il y avait beaucoup de monde à Hettange.

Au milieu de ces mouvemens en tous sens, la place était tranquille, tant la confiance dans le général était grande ! A peine la garnison jointe à la garde nationale pouvait-elle relever les postes ; mais une surveillance des plus actives, l'inondation des fossés, et le barrage de la rivière, nous garantissaient de toute surprise. L'ennemi

n'osait plus passer en vue de la forteresse, et se trouvait dès lors obligé à des détours considérables et très fatigans dans les terres. Nous remarquâmes qu'il faisait relever les ouvrages autour de nous, et qu'il avait de nouveau détourné la Fench. Mais que nous importaient les eaux de ce ruisseau? nos moulins à bras, et ceux mis en action par des chevaux, dans les souterrains de l'église, suffisaient à nos besoins et à ceux des habitans. Ce qui surprendra sans doute, c'est que malgré toutes nos opérations militaires, c'est qu'au milieu des travaux continuels que l'état de la place exigeait, et du blocus le plus serré, nous ayons trouvé le temps et les moyens de préparer pour le cours de la Moselle, un moulin sur bateau, magnifique et transportable sur l'une et l'autre rive. Les pièces de ce moulin, faites d'après les dessins et les soins de M. Prudhomme commandant du génie, sont déposées dans les magasins, et il n'y a plus qu'à les assembler.

Malgré l'activité de la commission à faire rentrer les contributions en deniers sur la rive droite, elle n'en tira presque rien, et les troupes se trouvaient fort mal sous le rapport de la solde (*).

(*) Dans ces circonstances difficiles, le général Hugo

6 *Avril.*

Selon tous les rapports, les forces réunies autour de Thionville étaient de 8000 hommes, cavalerie comprise. Leur première ligne occupait les hauteurs qui, de Guentrange s'étendent vers Gasch; la seconde était en position sur la lisière des bois de Hettange, en arrière du ruisseau qui traverse la route de Luxembourg au cabaret du Dragon. On travaillait beaucoup à la grande redoute de la Maison-Rouge. Le parc de l'ennemi n'était cependant composé que de treize pièces de calibre moyen.

Il n'était encore rentré aucun des affidés envoyés sur Luxembourg pour s'informer du ré-

---

consulta beaucoup de personnes sur les moyens de soulager la garnison. Il craignait que l'émission d'une monnaie obsidionale ne fît disparaître tout à fait le peu de denrées que les marchands mettaient en vente. Il se déterminait donc à demander à la ville un emprunt de cinquante mille francs, à compte sur les contributions, et payable entre les mains du receveur de l'arrondissement, lorsque le maire (M. Milleret) vint lui exposer la malheureuse situation de l'hôpital et des militaires retraités, en le priant d'augmenter sa demande de moitié. Le général la porta donc à soixante-quinze mille francs. Pendant qu'on la discutait, l'acte d'adhésion de la garnison se fit, et le gouvernement, venant aussitôt à son secours, rendit inutile tout besoin d'emprunt.

sultat de l'attaque de l'ennemi, qui devait avoir eu lieu la veille, et que le bruit de l'artillerie nous avait fait connaître.

9 *Avril.*

Divers petites sorties consécutives avaient été si heureuses que déjà le nombre des prisonniers faits par la garnison, était si considérable, qu'ils remplissaient tous les lieux de détention.

Vers huit heures du matin, nous aperçûmes avec les lunettes d'approche, une colonne de 2000 hommes d'infanterie, cinq cents chevaux, quelques pièces de canon et des équipages, qui sortaient de Volkrange et remontaient vers Metz.

Outre cette colonne, 400 hommes couchèrent à Nieucheff et 300 à Morlange.

10 *Avril.*

Un parlementaire ayant été annoncé au général, l'ordre fut donné de l'introduire avec les formalités d'usage. Déjà il était près d'arriver à la porte de l'enceinte, lorsque le général reçut l'avis que les jardins étaient remplis de soldats hessois, qui seulement armés de sabres, cherchaient à s'aboucher avec les soldats français de service à l'avancée, ainsi qu'avec les habitans qui se trouvaient dehors; il envoya sur-le-champ le sous-préfet de Prum, M. de la Salle, qui remplissait auprès de lui les fonctions de chef

de l'état-major, ordonner au parlementaire de sortir des ouvrages avancés, et lui signifier qu'on ne consentirait à le recevoir que lorsque tous les soldats de sa nation se seraient retirés : les canonniers étaient à leurs pièces.

Le parlementaire sortit aussitôt, donna les ordres qu'on exigeait de lui, et fut alors ramené dans la place : c'était un officier attaché à M. le baron de Haynau, commandant la 1re brigade hessoise du blocus ; il remit deux lettres au général, une en français qu'il lut sur-le-champ et une autre ainsi qu'un bulletin en langue allemande. La lettre en français était de la teneur suivante :

Hettange, le 10 d'avril 1814.

« Monsieur le général,

« Quoique persuadé que la nouvelle de la reddition de la capitale ne vous est plus un secret, je m'empresse de vous en donner les détails officiels, tant pour vous prouver les déclarations humaines et solides des hautes puissances alliées, qu'aussi pour vous informer des sentimens que le sénat, les autorités et la nation française ont déployés à cette occasion.

« Je répète que c'est la nation française qui a déployé ces sentimens, car c'est Paris qui dé-

puis des siècles a décidé le sort de la nation française, accoutumée à suivre l'exemple de sa capitale. Permettez-moi donc, général, que je vous prie de me faire part de l'effet que ces nouvelles importantes ont fait sur votre personne, et de m'assurer que la nation française, en se donnant une réforme sage et salutaire, pourra compter tant sur votre consentement que sur votre assistance.

« Veuillez me pardonner encore l'observation, que c'est à présent le moment, pour un vrai patriote, de déployer ses sentimens les plus secrets, pour ne pas regretter d'être oublié ou négligé parmi les milliers de ses compatriotes qui dans peu de jours se déclareront pour la bonne cause de la nation française.

« C'est avec la considération la plus haute, etc.

« *Signé*, le baron DE HAYNAU. »

Le général Hugo, en accusant la réception de cette lettre, de celle en allemand ainsi que du bulletin qui s'y trouvaient joints, ajouta : « Qu'il « ne connaissait aucun des événemens qui lui « étaient annoncés; qu'avant d'émettre aucune « opinion sur leur compte, il attendrait les « communications de son gouvernement; mais « qu'il ne considérerait ces communications « comme officielles qu'autant qu'elles lui par-

« viendraient par la voie hiérarchique, c'est-à-« dire par celle du général en chef de l'armée « de la Moselle (*).

A peine ce parlementaire avait-il rendu sa dépêche que déjà M. de Haynau en envoyait un second, pour demander au général une conférence hors de Thionville.

La réponse du général fut : « Que les lois de « la France l'attachaient aux glacis de la place, « et qu'il ne pouvait déférer à cette démarche; « que si l'objet pour lequel on desirait une con-« férence était assez important pour qu'on ne « le pût traiter directement qu'avec lui, M. de « Haynau était prié de se soumettre aux for-

(*) « Lors du blocus de Straubing, un trompette de la reine de Hongrie se présenta de la part des généraux hongrois; il annonça un officier des cuirassiers de cette princesse, pour lequel il demanda l'entrée dans la place. Cet officier y ayant été reçu, desira connaître si les chefs commandans pour LL. MM. le roi de France et l'empereur étaient informés de la remise de Braunau à la reine, et s'ils n'avaient pas reçu de LL. MM. l'ordre de remettre Straubing à M. le général Berenklau, ainsi qu'on lui en avait donné avis. On répondit à cet officier que, comme on n'avait reçu aucun ordre qui approchât de cela, on n'était ni dans l'intention, ni dans la possibilité de le faire (*). »

(*) Campagnes de Noailles, 1743, page 210, tome II.

« malités employées pour les parlementaires, « et qu'il serait introduit dans la place. »

Cette réponse était un peu sèche; quand deux chefs ennemis le peuvent, ils doivent mettre la plus grande politesse dans leurs relations : mais dans le cas dont il s'agit, la prudence ne permettait pas que M. de Haynau fût introduit les yeux ouverts dans la place, l'usage étant de les bander aux parlementaires, et même de leur nouer le bandeau sur la racine du nez, afin de leur ôter tout moyen de voir. On ne pouvait introduire un chef ennemi sans cette formalité, et le général en la négligeant eût en quelque sorte trahi ses devoirs, et compromis la sûreté de la place.

Vers huit heures du soir on annonça un troisième parlementaire : les lois prescrivaient au général d'éviter les communications avec l'ennemi, d'étouffer dans leur principe les bruits contraires à la défense de la forteresse. Comme tout ce manége n'avait pour objet que de s'aboucher et d'en répandre, le général fit refuser toute espèce d'accès.

M. de Haynau ayant reconnu combien il était difficile d'amener le gouverneur à une entrevue, prit une autre résolution. Informé qu'un officier de la garde nationale servait près du général, il fut à Cattenom trouver Mme Thierry,

mère de ce jeune homme, et l'obligea à venir en personne faire savoir au général : « Que les ar-« mées alliées étaient maîtresses de Paris depuis « le 31 mars; que le peuple et le sénat avaient « solennellement reconnu Louis XVIII ; que « sous peu de jours les affaires de la France « allaient être fixées pour son bonheur et celui « de l'Europe; que les alliés ayant eu l'honneur « de produire ce grand résultat, en recueille-« raient indubitablement tous les avantages ; « mais que par une fatalité des plus grandes, « les Hessois n'ayant été chargés que des opé-« rations les plus ingrates, celles du blocus des « places, avaient eu le malheur de n'en prendre « aucune, et qu'il importait, tant à leur hon-« neur qu'à leurs intérêts *pour avoir voix au « chapitre*, que la Hesse pût présenter quel-« ques faits en sa faveur; qu'en conséquence et « au nom du prince de ****, M. de Haynau of-« frait au général les grades, les honneurs et « les biens qu'il pourrait desirer, *pourvu qu'il « lui livrât la forteresse de Thionville.* »

M. le général Hugo aurait fait éclater la juste indignation que ces dernières paroles lui causèrent, si Mme Thierry (dont le mari, maire de Cattenom, était présent), qui vit bien que ce sentiment allait éclater, ne lui eût fait connaître aussitôt combien il était pénible pour une

bonne Française, d'être forcée au rôle infâme de séductrice; si ses larmes, sa réputation, la conduite de son mari et de ses enfans, réfugiés dans le sein d'une famille entièrement dévouée à la France, ne l'eussent convaincu qu'elle n'avait pu se dispenser d'une telle démarche.

« Comment; se disait le général, les alliés « sont entrés à Paris; ils ont rétabli l'ancienne « dynastie, ils annoncent que l'adhésion a été « unanime de la part du peuple et du sénat, et « le premier acte des Hessois, en m'annonçant « ces événemens, tend à faire de moi un traître, « à démembrer la France, à lui causer la perte « d'une de ses places! Ne dois-je pas me défier « d'une semblable nouvelle, et me tenir plus « que jamais en garde contre les communica- « tions de l'ennemi? »

Quand M[me] Thierry eut fini de parler, le général lui fit en peu de mots la réponse suivante: « Dites, madame, au baron de Haynau que je « n'ai besoin de rien; que ma seule ambition est « de bien remplir mon devoir, et de répondre « dignement à la confiance dont on m'a ho- « noré, en me donnant le commandement de « Thionville.

« Ajoutez que, quels que puissent être les « messages qui m'arriveront désormais, je ne

« prêterai l'oreille à aucun; que je sais ce que « je dois à mon pays, et que je désobéirai même « à tout ordre, qui m'enjoindrait de remettre « la forteresse à ses ennemis ».

Mme Thierry étant partie avec cette réponse, le général fit redoubler les mesures de surveillance, et pour confirmer mieux ce que cette dame allait rapporter, il fit, quelques heures après sa sortie de la place, envoyer des obus aux ennemis placés au-dessous de Manom. On s'aperçut bientôt, que le commandant du blocus n'avait pas goûté l'honorable réponse du général, car il resserra aussitôt ses postes sur la rive droite, et donna l'ordre de tirer sur tout ce qui sortirait des avancées de la place.

Dans l'incertitude de l'accueil que le général ferait à Mme Thierry, on avait chargé un étranger, ex-fonctionnaire public d'un des départemens de la rive gauche du Rhin, de se rendre à Hayange, d'y sonder l'opinion sur le compte de cet officier, et de s'assurer si le colonel Fischer qui s'y trouvait prisonnier, voudrait se prêter à quelques démarches envers lui.

Ce colonel, homme aussi brave que plein d'honneur, n'écouta pas, sans l'interrompre plus d'une fois, le récit des moyens qu'on voulait tenter pour corrompre le général Hugo, et des espérances qu'on osait en concevoir. « Vous

« pouvez venir avec moi, dit-il à l'émissaire, je « vous assure que nous serons l'un et l'autre « bien accueillis par le général, mais je ne vous « réponds pas, si vous lui faites vos propositions, « qu'il ne vous fasse jeter à la Moselle ».

Cet individu ne pouvait pas comprendre que, dans des circonstances comme celles qui se passaient, un gouverneur incertain du sort qui lui était réservé, pût rester sourd à la voix de la séduction; il fit à cet égard les raisonnemens les plus étrangers aux vrais principes de l'honneur. Informé par les officiers westphaliens, que le général Hugo avait perdu une grande fortune en Espagne, il lui paraissait tout naturel que cet officier s'en fît une nouvelle, par l'acceptation de ses offres : on voit qu'il était loin de penser que la plus belle fortune d'un Français est dans l'estime des braves, et dans celle de ses concitoyens!

12 *Avril.*

Ne voulant conserver aucune relation avec un ennemi qui n'avait pas su l'estimer assez, pour lui épargner des propositions déshonorantes, le général ne fit point baisser les pontslevis.

13 *Avril.*

M. de Haynau s'apercevant de la ferme persévérance du général dans ses résolutions, par-

vint à faire apporter par un chien un gros paquet contenant des journaux et une lettre à l'adresse du général : lettre dans laquelle il lui exposait tout ce qui s'était passé à Paris, et qu'il terminait encore par la demande d'une entrevue. Le général lui fit la réponse suivante :

« Monsieur le baron,

« Quels que puissent être les changemens survenus dans le gouvernement de la France, vous sentez que je ne puis y ajouter foi sur de simples journaux, qui me viennent du chef dirigeant le blocus de la forteresse que je commande. Rien d'officiel ni d'hiérarchique sur ces événemens n'est parvenu jusqu'à moi ; et M. le général en chef de l'armée de la Moselle, qui peut si bien et si facilement communiquer avec moi (*), ne m'en a encore rien écrit.

« Les lois de mon pays m'ordonnent d'éviter les communications avec l'ennemi : vous l'êtes toujours, Monsieur le baron, tant que je n'aurai pas du général en chef l'ordre de vous traiter différemment. Je ne puis donc avoir de conférence avec vous.

« Je vous prie d'agréer, etc. »

(*) En battant chaque fois l'ennemi, comme M. de Haynau l'avait déjà éprouvé.

14 *Avril.*

Enfin, le 14, nous sûmes à quoi nous en tenir sur la position délicate où les révélations de M. de Haynau avaient placé le général commandant : il arriva, dans la place, un officier de l'état-major de M. le général comte Durutte, des dépêches de S. E., et des journaux de Paris : ces dépêches annonçaient l'acte d'adhésion fait à Metz par les premières autorités, et renfermaient la copie d'une lettre de S. E. le ministre de la guerre, concernant les événemens qui avaient eu lieu. Les journaux, au nombre desquels était le Moniteur, allaient du 31 mars au 11 avril, et, parmi les pièces à l'appui, se trouvait l'abdication (sans date) de l'empereur Napoléon (*).

Au vu de ces pièces officielles, le général fit convoquer le conseil de défense, et lui en donna la plus entière communication : ce conseil, après les avoir lues et bien examinées, déclara unanimement qu'il adhérait à tous les actes du sénat ; le général en rendit compte tout de suite au gé-

(*) L'acte d'abdication fait le 11 avril 1814, au palais de Fontainebleau, est inséré au Moniteur du lendemain.



néral en chef, et le fit aussitôt savoir, par un parlementaire, à M. le baron de Haynau (*).

Le général, sentant le besoin de communiquer, à sa garnison, des événemens d'une aussi haute importance, fit, le même jour, ouvrir dans chaque caserne, une salle où il envoya des exemplaires de chaque pièce officielle, et mit cette mesure à l'ordre, afin que chacun pût en aller prendre connaissance : *il en usa de même envers les habitans*, et fit déposer, dans un lieu public, un double des journaux que le conseil de défense avait examinés.

(*) *Voyez* l'acte d'adhésion, Pièce N° II, dans les Notes et Pièces justificatives.

CHAPITRE VII.

AVRIL — SEPTEMBRE.

Armistice. — Convention — Proclamation du préfet. — Étonnement. — Propositions au nom de S. A. R. MONSIEUR. — Réponse du général Hugo. — Son remplacement.

15 *Avril.*

LE général commandant rédigea les conditions de l'armistice tel qu'il le desirait conclure, et envoya M. de la Salle, son chef d'état-major, les présenter à M. de Haynau. M. de la Salle passa la journée au quartier-général hessois, et rapporta le soir, au général Hugo, ses propositions, non totalement acceptées, mais émargées par M. de Haynau.

Voici quel était cet armistice, et quels furent les émargemens du baron de Haynau.

Armitice proposé par le général Hugo.

TEXTE.	ÉMARGEMENS.
ART. 1er. Le conseil de défense de la ville et du fort de Thionville, ayant accédé à tout ce qui a été fait par	Cette déclaration, souscrite des membres du conseil de défense, ainsi que des autorités de la ville, sera remise

le sénat conservateur depuis le 31 mars dernier, les hostilités cesseront dès aujourd'hui entre la garnison de cette place et les troupes hessoises, ou autres en formant actuellement le blocus.

entre les mains de M. le major de Dornberg, représentant de la part des troupes hessoises.

Art. II. Conformément à ce qui a été pratiqué devant Metz par les troupes alliées de S. M. l'empereur de Russie, le corps de troupes formant le blocus, se retirera à trois lieues de Thionville, sur les deux rives de la Moselle, et à partir du pied du glacis; la place sera entièrement débloquée, et aucun individu militaire ne pourra sortir de l'arrondissement tracé, sans une permission écrite, et signée du commandant supérieur auquel il est soumis.

La garnison de Metz étant quinze fois plus forte que celle de Thionville, et ayant par cela besoin d'une très-grande étendue pour nourrir ses troupes, il suffira, pour la subsistance de la garnison de Thionville, que les troupes hessoises cessent de bloquer cette place, en se retirant, sur une ligne de démarcation, à une lieue de la forteresse.

On s'entendra de part et d'autre sur les limites de cette ligne de démarcation, qu'aucun militaire allié ne pourra quitter sans avoir une permission écrite de son chef; de même qu'aucun Français militaire ne quittera la forteresse sans une permission écrite et signée du commandant supérieur, ou de son chef d'état-major.

Art. III. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, dans les sorties qui ont eu lieu, sont considérés

Tous les prisonniers des troupes alliées qui se trouvent détenus dans la forteresse seront rendus aussitôt après la ratifi-

comme échangés et seront rendus, savoir : les Russes, les Prussiens et les Hessois, aussitot après la ratification de la présente convention, par les chefs commandant le blocus de la place; les Français dans le délai d'un mois, à compter de ce jour, et en nombre égal à celui des alliés rendus, s'il en existe au pouvoir de S. A. S. le prince souverain de la Hesse, et dans le cas contraire par ses alliés.

Art. iv. Il ne sera mis par les troupes hessoises et alliées aucun empêchement, au retour dans Thionville, des bataillons des 14e et 96e de ligne, des détachemens et pièces d'artillerie, et de ceux du 25e d'infanterie légère, faisant instantanément partie du corps d'armée de S. Exc. M. le comte Durutte, général en chef, ni aux autres mouvemens pour changement de garnison, qui pourraient être ordonnés par S. Exc.

cation de la présente convention. Les Français qui ont été faits prisonniers, faisant partie de la garnison de Thionville, et ramenés en Hesse, seront rendus le plus tôt possible, et pour le dernier terme dans l'espace de six semaines, dès la ratification de la présente.

L'armistice qui a été conclu à Metz, entre les généraux Jousesowitsch et Durutte, renferme toutes les troupes qui se trouvent à Metz : la présente convention ne peut absolument comprendre d'autres troupes que celles qui se trouvent actuellement dans la place de Thionville.

Le général commandant cette forteresse ne fera dorénavant entrer d'autres troupes dans la place que celles qui font partie de la garnison de Thionville, et ne permettra pas non plus que d'autres troupes s'approchent, ou prennent position sous cette place, sans la permission spéciale de S. A. S. le prince électoral de Hesse.

Art. v. Afin d'éviter toute espèce d'altercations et de difficultés entre les troupes de la garnison et le corps du blocus, la ligne de démarcation sera établie d'une manière claire et précise, de façon que chacun connaisse les villages d'où il devra tirer ses subsistances, évite de donner des ordres à ceux qui ne seront pas compris dans son lot, et puisse y laisser circuler librement ses détachemens.	Les détachemens qui se trouvent entre la ligne de démarcation et la forteresse, porteront leurs épées et sabres, mais ne seront point munis de fusils.
Art. vi. Il ne sera mis par les troupes hessoises et autres, aux ordres des chefs des armées alliées, aucun obstacle à la libre communication de la place de Thionville avec toutes les autres de l'intérieur de la France, ainsi qu'à l'exécution des actes émanés des autorités militaires et civiles pour les objets ordinaires de police, administration générale et justice.	Accordé (*).

(*) Cet article éprouva des difficultés lors de la ratification, et le général aima mieux le supprimer en entier que d'y souffrir des changemens désavantageux.

ART. VII. Les déserteurs des puissances dans les intérêts desquelles nous faisons la présente convention seront remis de part et d'autre; la désertion ne sera point tolérée, et les déserteurs pourront être recherchés et ramenés sans qu'il y soit mis obstacle de la part des parties contractantes.

Les déserteurs ne pourront être poursuivis et ratrappés de la part des troupes alliées que jusqu'aux glacis de la forteresse; les déserteurs français jusqu'à la ligne de démarcation, sans que la poursuite des déserteurs puisse être empêchée jusqu'aux points fixés.

ART. VIII. La conservation et la sûreté des forteresses nécessitant, même en temps de paix, des mesures générales et de surveillance, il ne pourra entrer dans Thionville aucun officier, sous-officier ou soldat sans une permission signée de M. le commandant des troupes établies dans le voisinage : cette permission ne pourra être journellement accordée à plus de huit hommes sans armes, marchant isolément et au plus trois ensemble.

MM. les officiers pourront entrer avec leurs armes et chevaux, mais le présent article n'aura son exécution qu'après la rentrée des ba-

MM. les officiers français, sans fixer le nombre, viendront avec leurs armes, sans escorte de la part des alliés, voir amicalement les officiers hessois dans leurs cantonnemens, après avoir présenté une permission écrite de M. le général Hugo, ou de son chef d'état-major; et les officiers hessois entreront pareillement dans la place de Thionville, en présentant une permission signée de leur chef. Nul officier allié ne se permettra de monter sur les remparts, ou de voir les fortifications de la place sans une permission spéciale de la part de M. le général Hugo; mais pour passer les rues de la ville, MM. les officiers hessois ou alliés ne seront point du tout accompagnés d'un militaire français. Tout sous-officier ou soldat hessois,

taillons et détachemens dont il est question ci-dessus, art. 4.

qui entrera en ville, ne sera muni que de son épée ou sabre; mais il n'est pas permis à qui que ce soit des troupes alliées d'entrer dans la place, muni d'un fusil. Tant pour le maintien du bon ordre que pour éviter tout mal entendu, et pour se faire voir les passe-ports des sous-officiers et soldats alliés qui entreront dans la place, il existera la même relation entre les troupes hessoises et la garnison de Thionville, qui, depuis le 1er avril, existe entre les troupes alliées et françaises à Paris, qui font le service de cette capitale en commun, *de sorte que trois heures après la ratification de la présente convention, une garde composée d'un officier, un sous-officier et douze hommes de troupes hessoises fera le service à la porte de Luxembourg, en commun avec une garde de la même force, donnée par la garnison de Thionville.*

Cette garde, des deux nations amies, montera sans cartouches, et la garde hessoise sera nourrie des faubourgs de la Grange. Tout individu, hessois ou allié, qui pourrait donner occasion d'être arrêté par M. le commandant général de Hugo, sera délivré à cette garde

hessoise. Le nombre des sous-officiers ou soldats qui auront la liberté d'entrer en ville, ne passera pas journellement celui de six par régiment, menés par un sous-officier qui répondra de leur conduite, et les ramènera aussitôt leurs affaires finies et avant le coucher du soleil.

Art. ix. En conséquence du présent armistice, MM. les commandans des troupes alliées et leurs détachemens considéreront les habitans du pays comme amis, et s'engageront à punir et faire punir les délits qui seraient commis envers eux.	Les troupes alliées ont toujours traité les bons habitans du pays comme leurs amis, et puni sévèrement tout excès; elles ne cesseront jamais d'être humaines envers l'innocent, et justes envers le coupable.
Art. x. Les individus arrêtés pour avoir porté des lettres seront mis en liberté, et il leur sera donné des passe-ports et des secours pour rentrer dans leurs domiciles.	S'il se trouve des habitans de la place de Thionville arrêtés pour avoir porté des lettres, cet article sera appliqué envers eux dans toute son étendue.
Art. xi. Le présent aura son exécution aussitôt qu'il aura été ratifié par M. le baron de Haynau et M. le général Hugo, chacun en sa qualité respective.	Sauf ratification de S. A. S. le prince électoral de Hesse, au quartier-général de Frisange, pour tous les articles convenus entre M. le général Hugo et M. de Haynau.

Fait et arrêté le......, à.......

La réponse aux articles 2, 4, 5, 7 et surtout 8, n'ayant été conforme ni aux desirs du général commandant, ni convenable à la gloire d'une garnison constamment victorieuse, le général avisa aux moyens de terminer, sans ouvrir de nouvelles discussions. En conséquence il envoya le 16, au matin, la lettre suivante :

A M. le baron DE HAYNAU.

Thionville, 15 avril 1814.

« MONSIEUR LE BARON,

« Une lettre que j'ai reçue de S. E. le ministre de la guerre contient le paragraphe suivant :

« Du moment que votre acte d'adhésion sera « connu, toutes les hostilités cesseront entre « les troupes sous vos ordres et celles des puis- « sances alliées. »

« Ma lettre du 14, vous annonçant que mon conseil de défense, à l'unanimité, avait donné cet acte d'adhésion, a fait cesser l'état de guerre entre nous. Je ne crois donc plus convenable de signer conjointement avec vous la convention que je vous avais proposée.

« L'état de guerre a cessé entre les troupes des puissances alliées et celles que je commande, dès lors vous ne pouvez plus, sans une déclaration formelle du contraire, conserver vos

troupes en cordon de blocus, gêner mes communications, et traiter en ennemis les habitans des campagnes. Vous devez, ce me semble, prendre tout de suite un parti contraire, laisser circuler sur les routes, et faire en sorte de ne pouvoir contrarier en rien tous les actes qui émaneront de moi, ou des autorités locales.

« Si vous en agissez autrement, vous ne remplirez pas les intentions qui me sont manifestées par le nouveau gouvernement de la France, et tous les actes qui s'en suivront ne pèseront que sur votre responsabilité, puisque mon acte d'adhésion vous a été officiellement notifié le 14.

« Je n'ai donc plus à établir avec vous d'autre convention qu'un simple réglement de police, pour les permissions d'entrée (dans la forteresse), que je pourrai accorder aux troupes sous vos ordres, et pour empêcher la désertion, que loin de favoriser nous devons respectivement repousser.

« Je vous prie d'agréer, etc. *Signé* Hugo ».

Dès le soir même M. de Haynau répondit dans les termes suivans aux propositions du général Hugo.

« Monsieur le général,

« Je trouve réellement que la manière dont vous regardez votre position actuelle est la plus

vraie, la plus simple, et celle qui conservera et avancera les relations amicales que la paix et les vœux de nos souverains nous permettent à present de déployer de part et d'autre.

« Il ne me manque absolument que la copie de l'acte d'adhésion au gouvernement français, tant pour votre personne et le conseil de défense, qu'aussi pour les autorités de la place de Thionville. Je vous prie de me l'envoyer, et comme je suis sûr que vous accéderez à cette prière, je vais actuellement donner d'avance les ordres nécessaires, que les postes de mon corps, qui se trouvent sur les routes de Thionville à Bouzonville, à Metz et à Luxembourg, soient non seulement retirés sur-le-champ, mais aussi que les retranchemens et flèches qui traversent ces routes et gênent la communication, soient démolis le plus tôt possible, et dans l'espace de deux heures vous ne verrez plus de piquets ennemis; il ne restera absolument que des gardes de police, pour empêcher mes soldats de s'attrouper par curiosité au-devant de vos glacis.

« Pour ce qui regardera la position future de mon corps, je vais m'informer de suite des intentions et des ordres de S. A. le prince électoral de Hesse.

« Vous avez eu la bonté de me faire dire, par

l'officier porteur de votre lettre, que les prisonniers russes et prussiens qui se trouvent à Thionville venaient de partir pour rejoindre leurs corps, étant absolument mis en liberté, et que les prisonniers hessois retourneraient aussitôt que je vous demanderais leur retour.

« Je vous prie donc de les faire passer le plus tôt possible à mon quartier-général à Hettange; et pour vous prouver que je ne négligerai aucune occasion pour vous obliger, et vous persuader que je traite les habitans du pays en amis, je viens de relâcher les quatre otages que j'avais pris du village de Konigsmacker, pour l'affaire qui s'y est passée le 8 avril.

Pour régler avec vous les permissions d'entrée pour les sous-officiers et soldats de mon corps, comme aussi les conventions pour l'empêchement de la désertion, je prendrai le plus tôt possible la liberté de faire votre connaissance chez vous, et il me sera très agréable d'embrasser cette occasion, pour vous témoigner la considération la plus parfaite et personnelle avec laquelle, etc. Le baron DE HAYNAU.

« Hettange, le 16 avril 1814.

« *P. S.* Si cela vous convient, mon général, je viendrai demain matin, à dix heures, vous

rendre mes hommages, accompagné de quelques-uns de mes officiers.»

Le général, satisfait alors du ton de modération qui régnait dans la missive du général étranger, lui écrivit la lettre suivante en réponse:

A M. le baron DE HAYNAU.

Thionville, le 16 avril 1814.

« MONSIEUR LE BARON,

« D'après la lettre que vous venez de m'adresser, je vois que tout s'arrangera pour le mieux entre nous: je vous attendrai demain matin à déjeuner, avec ceux de MM. vos officiers qu'il vous plaira d'amener avec vous.

« Je vous renvoie vos prisonniers, ainsi que les Prussiens; les Russes ont pris une autre direction, mais toujours pour leur liberté. Vos malades vous seront rendus à mesure qu'ils se rétabliront: vous savez que je les fais traiter comme les miens.

« Présentez l'hommage de mon respect à S. A. S. le prince électoral, et croyez à la sincère et parfaite considération, etc.

« Le général HUGO.»

17 *Avril.*

Conformément à l'invitation du général Hugo, M. de Haynau passa dans Thionville une partie de la journée, et régla avec lui la convention (*) qui fut envoyée à la ratification de S. A. S. le prince électoral de Hesse à son quartier-général de Frisange.

18 *Avril.*

Les habitans de Thionville, et des villages voisins, commencèrent à éprouver l'effet des principaux articles de la convention, et purent librement circuler à travers les postes hessois, tant pour entrer dans la place que pour en sortir. S. A. le prince électoral, et notre général, n'étaient cependant pas encore tout à fait d'accord. S. A. ne voulait nous laisser qu'un très petit rayon autour de la place; le général en voulait un beaucoup plus étendu. « Le prince, disait-il, « a l'intention de m'accorder un rayon utile « ou non! s'il ne veut m'accorder que des villages épuisés, ces villages me seront à charge, « et j'aime mieux tenir mes ponts levés, que de « n'être débloqué qu'en apparence. »

Le général insistait donc pour avoir des vil-

(*) *V*. N° III, dans les Notes et Pièces justificatives.

lages en état de nourrir sa garnison, afin de ne point toucher aux approvisionnemens qui restaient dans nos magasins. Pouvait-on l'en blâmer? Il était de la prudence de conserver en réserve tout ce qui restait de subsistances; dès lors, il fallait obtenir des Hessois assez de villages pour que le nombre de rations à fournir journellement ne les écrasât pas. Thionville, une des belles places de la France, méritait bien qu'on ne négligeât aucune des mesures qui tendaient à sa conservation: malgré cela, l'ordre fut envoyé à l'administration de faire manger le reste de l'approvisionnement, et cela, quand la place était encore environnée des forces qui l'avaient bloquée, et plus d'un mois avant qu'elles se retirassent. Si les Hessois, ou plutôt si les armées alliées se fussent trouvées dans le cas de recommencer les hostilités, les glorieux efforts de trois mois n'auraient pu se renouveler qu'au milieu des horreurs de la famine et des affreuses mesures qu'elle entraîne! aussi M. le général Hugo crut-il faire son devoir, en résistant à l'exécution de pareils ordres, tant qu'ils n'émanèrent pas de l'autorité qui pouvait lever l'état de siége (*).

(*) L'état de siége n'a été levé que le 29 avril, par S. E. M. le maréchal duc de Valmy.

19 *Avril.*

Une proclamation de M. le préfet de la Moselle (*), en date du 17 avril, circulait partout : elle annonçait que Thionville n'ayant point encore adhéré aux actes du gouvernement, ce magistrat avait envoyé dans cette place un de ses chefs de bureau (M. Auburtin) qui les y avait fait reconnaître (**).

Cette proclamation, fondée sur de faux rapports, fut apportée au général et à M. de Haynau, dont la surprise et le mécontentement furent extrêmes. L'un et l'autre durent par beaucoup de motifs douter qu'elle fût l'ouvrage de ce préfet. Comment en effet se persuader que le premier fonctionnaire civil d'un département ait pu, sans motifs fondés, annoncer, au public dans une pièce datée du 17, et rédigée, ainsi qu'elle en contient la preuve, au retour de M. Auburtin ; que le 15 avril, Thionville n'avait point adhéré, quand M. Auburtin avait dû apprendre et lui rapporter que l'acte d'adhésion avait été fait, signé et publié le 14 (***).

Pour améliorer la position des habitans qui souffraient beaucoup du défaut de communi-

(*) Alors M. de Vaublanc.

(**) *V.* N° IV, dans les Notes et Pièces justificatives.

(***) *V.* N° II des Notes et Pièces justificatives.

cations, le général avait fait signifier cet acte le même jour au commandant en chef du blocus et parvenir aussi dans la même journée à Metz (cinq lieues de Thionville) au quartier général de la 3e division militaire; quel put donc être le motif de l'inexactitude de date dans la proclamation?

On ne parle ici de cette pièce (la proclamation) que parce qu'elle jeta pendant quelque temps sur le général, et sur les officiers de sa garnison, un mauvais vernis dont l'impression n'est peut-être point encore effacée; que parce que M. l'abbé de Montesquiou pendant son ministère n'a pu puiser que dans des rapports calomniateurs, la prétendue révolte de Thionville (*); qu'enfin ce sont des rapports de même nature, mais dont l'auteur reste ignoré, qui ont valu à plusieurs citoyens, notamment à M. Alexandre, gendre du sous-préfet, cette insolente apostrophe: *Vous êtes donc des rebelles à Thionville!* Nous des rebelles! eh pourquoi? est-ce à cause de l'abdication de l'empereur, et de l'avénement de Louis XVIII au trône de ses pères, que nous aurions fixé l'attention de la France par une conduite insensée? Jamais nous

(*) Moniteur du 15 avril 1815, page 3, au centre de la 2e colonne.

ne fûmes des rebelles, jamais nous n'eûmes l'odieux dessein de le devenir : nos cœurs vraiment français ne cessèrent jamais de l'être.

Monsieur, comte d'Artois, avait aussi été mal informé sur notre compte : mais loin de précipiter son jugement, S. A. R. envoya MM. de Jordy et de Montravel à Hayange pour s'assurer de la vérité. Ces messieurs députèrent le 17 MM. de Wendel et Parizot vers le général Hugo, pour lui dire qu'ils étaient autorisés à lui accorder ce qu'il demanderait, à transiger même avec lui, au nom de S. M. Louis XVIII, pour conserver la forteresse de Thionville à la France. Quelle fut alors la réponse du général à ces propositions? La réponse de ce rebelle fut : « qu'ayant « le 14 avril adhéré à tous les actes du sénat, « il n'avait aucune transaction à faire avec « Louis XVIII, que sujet soumis et fidèle il n'a- « vait que des ordres à recevoir de S. M. »

Cette réponse enchanta les députés; ils demandèrent au général quelque chose d'écrit pour M. le comte Roger de Damas, alors à Nancy, et M. de la Salle fut chargé de porter à ce gouverneur général la lettre(*) dont la pièce N° VI (**)

(*) *V*. Notes et Pièces justificatives, N° V.

(**) *V*. Not. et P. justif. N° VI.

fut la réponse. L'absence de M. de la Salle pour cette mission explique pourquoi ce digne fonctionnaire ne put pas signer la convention (*).

Le général s'étant abouché le 19 à Hettange avec le chef de l'état-major de S. A. le prince électoral, on discuta beaucoup l'article 6 des propositions (**). Voyant que le prince y voulait des changemens, qui en faisaient perdre les avantages occultes, le général préféra le supprimer en entier. Son objet, qu'on ne pénétrait pas, était d'obtenir que le sous-préfet pût exercer librement ses fonctions, et que les contributions arrivassent au trésor public. Le général ne pouvait mettre la chose en toutes lettres sans apprendre aux Hessois qu'elles n'avaient pas été perçues, et sans leur donner l'idée de les lever eux-mêmes. Enfin on tomba d'accord, et la ratification fut signée sous la date du 17, quoiqu'elle ne l'eût été véritablement que le 20.

Mai, Juin, Juillet, Août et Septembre.

Après ces glorieux événemens, la garde nationale et les habitans voulurent donner au général un témoignage de leur reconnaissance,

(*) *V.* Notes et Pièces justificatives, N° III.

(**) *V.* plus haut, page 366.

et en attendant lui firent remettre, séparément, l'une par son corps d'officiers, les autres par une députation des notables, une adresse qui peignait leurs sentimens d'estime et de sincère attachement. Ce témoignage recueilli dans le plus grand secret, et à l'insu du général, ne lui était sans doute pas nécessaire, mais il fut sensible à cette démarche, aussi honorable pour ceux qui la firent que pour celui qui en était l'objet.

Quelque temps après il reçut de S. Ex. M. le maréchal duc de Valmy, ainsi que du ministre de la guerre, des lettres (*) qu'il fit connaître à la garnison par un ordre du jour, moins comme un titre honorable pour lui, que comme un hommage rendu à tous les braves qui la composaient, comme une preuve de sa sollicitude pour eux, enfin comme le fondement le plus solide de leurs espérances.

Une demande faite par le général commandant la division, une autre adressée par les habitans, toutes tendant à conserver le général Hugo dans son commandement, semblaient à la fin accordées, et la lettre ministérielle (**) en

(*) *V.* Notes et Pièces justificatives, N°s VII et VIII.

(**) Pièces justificatives, N° VIII.

paraissait être une preuve; quel dut être l'étonnement de tout le monde, lorsqu'en septembre, c'est-à-dire dans le mois qui suivit cette lettre, le général Durutte fut informé que le général Curto venait prendre le commandement de Thionville, sans qu'on lui dît rien de relatif au général Hugo?

On ne peindra point ici la nature des sentimens que les Thionvillois éprouvèrent à la nouvelle de ce changement inattendu ; leurs regrets ne furent point équivoques, et le petit nombre d'individus qui avaient forcé à sévir contre eux, et qui n'avaient pas cessé de travailler sourdement à nuire au général, n'osèrent point manifester leur joie d'un événement qui comblait leurs vœux les plus ardens. Le général consola ses amis, justifia même le ministère qu'on accusait d'injustice, et après avoir refusé de puiser dans toutes les bourses qui lui furent ouvertes (*), il remit le

(*) Les citoyens professant le culte israélite firent prier le général d'acccpter une forte somme qu'il refusa ; ils renouvelèrent avec aussi peu de succès la même offre en 1815. L'un d'eux, chargé d'une grande fourniture pour les armées, ne voulut point signer un marché qu'on n'en eût diminué le montant, attendu que le prix demandé par ses co-associés, pour la ration de la viande, était trop fort de deux centimes et demi pour chacune

commandement à son successeur, et partit pour se rendre dans ses foyers.

Quelques personnes attribuèrent à la proclamation de M. le préfet de la Moselle, ainsi qu'au rapport de M. l'abbé de Montesquiou, la mise hors d'activité du général, et de tous les chefs (sans exception) qui concoururent à la défense de Thionville en 1814. Sans doute c'est une particularité remarquable qu'aucun d'eux n'ait été conservé; cependant ce serait blesser la justice du roi que d'oser croire que jamais S. M. ait rien su de cette disposition ministérielle.

Le général Hugo a défendu Thionville, mais il n'avait pour commander cette place qu'une commission de M. le maréchal duc de Valmy, il n'avait point été confirmé dans son grade en

---

d'elles. Ce digne Français est M. Mayer-Lévi. Une dame étrangère voyant des mendians se presser autour de la porte de ce bon citoyen, à certains jours réglés de la semaine, lui demanda si ces pauvres gens étaient de sa religion. « C'est ce dont je ne m'informe point, Madame, répondit-il; il me suffit qu'ils soient dans le besoin. » Qu'on ne croie pas que de pareils traits de patriotisme et de vertus privées soient rares chez les juifs français : ils ont parmi eux un grand nombre de familles très respectables, et dont le nombre s'accroîtra de jour en jour, puisque nos lois ne font pas de différence entre les hommes d'un culte et ceux d'un autre.

France, quoique officier-général depuis le 20 août 1809; et l'on assure que quand le 12 septembre on lui envoya un successeur, la division de la guerre, qui fit le rapport, ignorait qu'il y eût un général à Thionville, quoiqu'il se trouvât plusieurs régimens de ligne en garnison dans cette place, et que depuis le retour du roi, on eût laissé, lors de la rentrée des garnisons du Rhin et de l'Allemagne, plus de soixante bataillons sous les ordres de ce général. Au reste le roi n'a pas voulu qu'une action aussi honorable que la défense de cette place, appartînt à un général étranger à son service, et il a confirmé M. Hugo dans son grade, à dater du 11 septembre 1813, époque où il avait quitté l'Espagne.

S. E. M. le général comte Dupont, alors ministre de la guerre, a lui-même proposé au monarque et contresigné cet acte de justice; il a fait réparer, envers presque tous les officiers qui se trouvaient frappés par des mesures générales, le tort qu'elles leur avaient causé, en obtenant pour eux la confirmation dans leur grade, ou dans le grade immédiatement inférieur, selon leurs droits ou leur ancienneté.

Le général Hugo, militaire au sortir du collége, n'avait jamais connu les douceurs du repos : sa vie entière avait été consacrée à remplir

les devoirs nombreux dont on l'avait en quelque sorte surchargé (*) ; aussi l'inaction eût-elle été pour lui le comble de l'infortune, s'il n'eût pas su se créer du travail et bien partager son temps; pendant qu'il occupait utilement ses loisirs, les événemens extraordinaires de mars 1815 eurent lieu ; mais il est probable qu'ils n'eussent point influé sur sa position, si d'autres événemens qui se passèrent à Thionville, et les nouveaux dangers qui menaçaient cette place, ne l'eussent pas fait réclamer pour le commandement supérieur, par les autorités, par les habitans et surtout par M. le comte Durutte, toujours commandant de la 3e division militaire.

(*) Il s'est à la fois trouvé, comme on l'a vu dans ses Mémoires, majordome du palais, aide-de-camp de Joseph, aide-major général des armées françaises en Espagne, sous les ordres de S. E. M. le maréchal Jourdan; commandant de Madrid, et inspecteur général (unique) de tous les corps formés et à former dans la Péninsule.

BLOCUS ET DÉFENSE

DE

THIONVILLE, SIERCK ET RODEMACK,

EN 1815.

CHAPITRE VIII.

Evénemens de mars 1815. — Le général Hugo est de nouveau appelé au commandement de Thionville.

La nouvelle du retour de Napoléon avait causé à Thionville, dans tous les esprits, une fermentation générale. Le soldat avait donné des marques d'une joie excessive, et par ses cris avait manifesté des vœux que le départ du monarque ne fit que rendre plus hardis.

Le général Curto crut pouvoir opposer à la manifestation de ces vœux, les siens pour la fidélité aux sermens prêtés au roi; il le fit avec l'éloquence d'un soldat, c'est-à-dire avec une franchise dépouillée de toute politique, peut-être même de quelque prudence. Alors, dans un tel conflit d'opinions, la confiance qu'on avait en lui se perdit tout à coup. Un complot

tendant à le jeter hors des remparts, fut médité dans le secret, et bientôt après exécuté pendant la nuit, avec un silence qui ne permit aux chefs de connaître l'événement que lorsqu'il eut eu lieu. Le commandant d'armes, M. le colonel Dubreuil, fut le seul informé de cet acte de sédition, parce qu'on mena le général à sa porte, quand on vint chercher les clefs pour l'expulser de la place.

Thionville venait d'être déclarée en état de siége, par S. Exc. M. le maréchal duc de Reggio. Cette déclaration, nécessaire au milieu d'un ébranlement général, avait jeté les habitans dans l'inquiétude. Leur ville, à la veille du plus grand des dangers, se trouvait sans général. On pouvait en envoyer un de Metz, mais il n'aurait peut-être pas été connu! aucun ne l'était à leurs yeux par de plus honorables services que l'officier distingué qui, lors du blocus de 1814, avait donné tant de preuves d'activité, de valeur, et de désintéressement. Chacun prononça son nom; ce nom devint un vœu unanime, et de toutes parts le général Hugo fut réclamé. Ce qu'il y a de plus étonnant dans cette circonstance, c'est que le même accord de sentimens se soit trouvé dans la demande faite par M. le comte Durutte, et dans celle de Thionville; cependant ces demandes n'avaient point été rédigées de concert.

Le général Hugo n'avait rien demandé à Napoléon : oublié par ce prince, pendant la campagne de 1814, le général rappelé par lui au service de France, et qui ne dévait son grade qu'à la demande du major-général des armées françaises, pour les services importans qu'il leur avait rendus à l'époque de la bataille de Talaveyra, était du petit nombre de ceux dont on ne s'était point occupé ; il se retrouvait sans brevet, sans lettres de service pour la France, enfin dans la même position qu'à l'époque de la malheureuse bataille de Vittoria, c'est-à-dire général espagnol (*) et aide-de-camp du prince Joseph ; encore, pour remplir ce dernier emploi, lui eût-il fallu du ministère français des lettres de service qu'il ne reçut jamais.

Dans cet état de perplexité, n'ayant rien à craindre de sa conscience, puisqu'il avait rempli tous les devoirs d'un bon citoyen et d'un guerrier fidèle à sa patrie, il n'avait, malgré ses droits à être favorablement écouté, encore arrêté, au 31 mars, aucun plan deconduite pour l'a-

(*) Les nominations et les confirmations faites en 1814 par le général Dupont, ministre de la guerre de S. M. Louis XVIII, étaient, en 1815, nulles aux yeux du ministre de Napoléon



venir, lorsqu'il reçut l'invitation de se rendre sur-le-champ auprès de S. Exc. le prince d'Eckmühl.

Ce prince, plus vaillant que complimenteur, l'ayant admis à son audience, lui dit devant un cercle nombreux : « Général, vous allez partir « dans un quart d'heure pour Thionville. Les « vœux les plus honorables vous y rappellent ; la « garnison, les habitans, les autorités, le général « commandant la division ; il n'y a qu'une voix « pour que vous en repreniez le gouvernement : « c'est un bel hommage rendu à vos talens et à « votre conduite ! »

Cet ordre inattendu, ces vœux unanimes, le consentement de Napoléon, remplirent le cœur du général de mille sentimens divers. Ces témoignages éclatans d'estime, de confiance et d'attachement, décidèrent de sa conduite. Il accepta la défense d'une place qu'il avait déjà défendue avec tant de succès, où il était appelé par le vœu honorable des habitans ; et il quitta la capitale pour se rendre à Thionville.

CHAPITRE IX.

AVRIL — JUIN 1815.

Arrivée du général Hugo à Thionville. — Sourdes menées. — Tolérance politique du général. — Mesure de défense. — Destruction de Haute-Yutz. — Hostilités partielles. — Attaque de Rodemack. — Sommation du général Czernilchef.

QUATRE jours suffirent au général Hugo pour son voyage de Paris à Thionville.

Il fut reçu dans cette place avec les égards et la satisfaction que commandaient les souvenirs qu'il y avait laissés. Toute la ville l'attendait avec impatience.

Le lendemain de son arrivée, et de bonne heure, il fit une visite au général Marie, son ancien camarade, qu'on avait envoyé dans la place pour en prendre le commandement provisoire. Après s'être longuement entretenus, tant sur ce qui venait d'être fait que sur ce qui restait à faire, la conversation devint plus intime. — *Vous êtes très aimé, très estimé ici*, lui répéta plusieurs fois le général Marie; *on ne*

vous y fait qu'un seul reproche, CELUI DE NE VOUS ÊTRE PAS BIEN ENTOURÉ!

Le général Hugo sentit bientôt d'où jaillissait la source d'un reproche aussi peu mérité. L'intérêt particulier qui envenime tout quand il est froissé; l'esprit de faiblesse qui ne convient de rien quand ses choix ne réunissent pas le vœu de l'autorité ou du parti dominant : voilà les deux causes du reproche, non du général Marie qui ne le répétait que pour donner un bon conseil, mais de quelques individus! Or, de qui le général Hugo, qui faisait tout par lui-même, sentait-il le besoin de s'entourer? N'avait-il pas les chefs militaires et les officiers de son état-major? C'est des membres de la commission d'approvisionnement, qu'on avait voulu parler, quoique le président seul eût des rapports de service à faire au général; là se bornaient leurs relations. Mais cette commission avait été contrainte à de sévères menaces envers les récalcitrans; ceux-ci, après avoir sourdement publié qu'elle était sans droit pour requérir, recherchèrent quelles opinions un ou deux de ses membres avaient manifestées pendant les jours orageux de la révolution, et crurent y trouver des raisons d'avilissement. Le général, dont l'âme était franche, les vues droites, le courage même au-dessus de l'ingratitude et de l'adver-

sité, ne laissa point persécuter des hommes qui avaient bien servi; il les soutint envers et contre tous, et son ardeur à les défendre dut faire croire que seul il les avait choisis et maintenus, puisque seul il les défendait. — *Je ne suis point venu*, disait-il à leurs détracteurs, *pour scruter ici de vieilles opinions, mais pour servir utilement le prince et la patrie. Je ne leur connais d'amis que ceux qui leur montrent du dévouement par des faits* (*).

Arrivé dans la forteresse, le général continua sa mise en état de défense. Le reculement des frontières avait, comme il a été précédemment exposé, laissé couvrir ses environs jusqu'à la queue des glacis, par une forêt d'arbres fruitiers et une grande quantité de maisonnettes. Le hameau de Haute-Yutz rapproché de l'enceinte par les ouvrages de Cormontaigne, était depuis plus d'un demi-siècle désigné par le gé-

(*) En Espagne, le général faisait toujours cette question, quand on lui signalait un officier comme ne pensant pas bien : « Exposera-t-il bravement sa vie pour le roi ? — Oui ! — En ce cas, le roi ne lui en demande pas davantage. » Aussi, son état-major et les corps sous ses ordres étaient-ils remplis d'anciens officiers émigrés, qui n'auraient pas pu profiter en France du bénéfice de la loi, et qu'il couvrait de sa protection.

nie comme très nuisible à la défense du fort, et de ce point comme de plusieurs autres non moins rapprochés, on pouvait dans une nuit ouvrir impunément la tranchée à soixante mètres du chemin couvert. Il fallait cependant remédier à ces graves inconvéniens, et mécontenter les citoyens au moment où l'on avait le plus besoin de leur affection.

On crut alors pouvoir paralyser la volonté ferme du général, en lui objectant qu'en 1814 il n'avait fait qu'ordonner d'étêter les arbres et d'abaisser les haies : cela était exact! Mais à cette époque sa position était grandement différente de ce qu'elle fut en 1815 (*). En 1815 la guerre allait éclater dans la plus belle saison! Luxembourg tenait dans ses arsenaux, tout ce qu'il fallait pour la destruction de Thionville et de Longwy! ce n'était plus le moment de s'arrêter à des demi-mesures!

Thionville ayant été désarmée après la paix de 1814, le reste de ses approvisionnemens fut remis au service courant. A l'époque des événemens du 20 mars, la garnison de cette place était composée de deux régimens d'infanterie de ligne, et d'un régiment de cuirassiers presque entièrement démonté.

(*) V. plus haut, Chap. II, pages 260-262.



Les dispositions qui suivirent ces événemens ayant fait appeler les bataillons d'élite de la garde nationale à former la garnison des places, les troupes de ligne furent réunies en corps d'armée. Onze de ces bataillons, appartenant aux départemens de la Moselle et de la Meurthe, furent d'abord affectés à la défense de Thionville et des forts de Sierck et Rodemack, que le génie eut ordre de faire réparer, et que M. Lanternier, commandant du génie, fit mettre en très bon état; mais on en réduisit le nombre à sept.

Pendant qu'on organisait, disciplinait et instruisait ces bataillons, Thionville disposait l'emplacement de ses batteries, en armait quelques-unes, rétablissait ses approvisionnemens en subsistances, disposait des blindages pour leur sûreté, rechargeait les magasins à poudre reconnus trop faibles, palissadait toutes les places d'armes rentrantes, le chemin couvert des jonctions, et les gorges de plusieurs ouvrages avancés. Enfin on y fraisait celles des lunettes, et le contour du fer à cheval de l'île supérieure.

Les environs de la place furent découverts à 500 mètres seulement, et au grand regret du général, le hameau de Haute-Yutz se trouva compris dans le rasement (*).

(*) Le général éprouva un grand regret d'être forcé

Toutes les barques avaient été réunies près du pont couvert, pour empêcher le passage de la Moselle; on barra bientôt cette rivière à son entrée dans la place et à sa sortie.

Les nouvelles insérées dans les journaux du nord annonçaient toutes la guerre et des marches de troupes. Les proclamations emphatiques du diplomate allemand Justus Gruner, prédisaient les plus affreuses calamités; et le rassemblement des forces prussiennes et bavaroises sur la frontière nord-est, devenait chaque jour plus considérable. On parlait partout du renouvellement des hostilités comme très prochain, et le partage de la France paraissait entrer dans les vues de plusieurs puissances.

Attentifs à ne point dépasser la ligne, les détachemens de Thionville, Sierck et Rodemack, placés sur notre frontière, se bornaient à observer l'ennemi et à ne point l'offenser. Malgré cela notre territoire fut plusieurs fois violé par des patrouilles qui furent repoussées; les unes par de valeureux préposés des douanes, les autres

---

de prendre cette mesure rigoureuse; mais les lois militaires sont formelles à cet égard, et il devait à la sûreté de Thionville une entière obéissance à leurs dispositions.

par des gardes nationaux de la Moselle et de la Meurthe, encore vêtus en paysans.

Jusque là ces hostilités étaient en quelque sorte sans caractère; l'absence d'une bonne ligne de démarcation faisait attribuer encore ces violations plutôt à l'erreur qu'à la volonté de l'ennemi : mais on ne tarda pas à s'apercevoir que l'on avait tort d'imputer ce qui se passait à cette première cause, et que c'était le fruit d'ordres donnés. La diligence de Thionville à Luxembourg reçut des Prussiens la défense de revenir, et bientôt (le 25 juin 1815) le fort de Rodemack, défendu par deux cent cinquante gardes nationaux de la Moselle et de la Meurthe, bien armés, mais mal équipés et sans uniforme, fut attaqué par le prince de Hesse-Hombourg, à la tête de plusieurs mille hommes, de quatre pièces de canon et de plusieurs obusiers.

Ce fortin commandé par MM. de Varda et Martin, et que les Prussiens s'étaient flattés d'enlever aisément, fit une si vigoureuse résistance, qu'après quatre heures d'un feu très soutenu, ils furent obligés de se retirer, avec une perte avouée par eux de quelques cents hommes tués ou blessés. La nôtre serait incroyable, si les témoins n'en existaient encore, elle ne fut que de trois gardes nationaux.

Au moment de cette attaque on parlait de paix, de la nouvelle abdication de Napoléon, de l'envoi de plusieurs commissaires auprès des souverains alliés, et le général Hugo saisit cette circonstance pour proposer au prince de Hesse-Hombourg une suspension d'armes afin de sauver Rodemack (*) des suites d'une seconde attaque. Cette proposition eut l'effet qu'il en attendait, et les Prussiens, après avoir un peu

(*) Depuis l'occupation de Luxembourg par l'étranger, le château de Rodemack, situé à moins de quatre kilomètres de chemin de cette grande forteresse à Thionville, mérite l'attention du gouvernement.

Ce château, dont la position avantageuse découvre parfaitement le pays, surtout à l'est, et domine le bourg par un escarpement de vingt-trois à vingt-quatre mètres, pourrait être intérieurement en état de contenir une garnison de cinq à six cents hommes; et en lui créant quelques bons dehors du côté de la communication dont il vient d'être parlé, l'artillerie de ces ouvrages réussirait à la rendre très dangereuse pour des mouvemens de jour.

Quoique le château de Sierck vaille peu de chose et soit fortement dominé, c'est néanmoins un poste à tenir en temps de guerre, pour empêcher l'occupation du bourg par l'ennemi, rester maître de la route de Thionville à Trèves, et au besoin pour servir de point d'appui à la ligne des douanes.

pillé notre frontière et la leur, se retirèrent à Luxembourg (*).

Le 25 juin, le jour même que cette convention eut verbalement lieu, M. le lieutenant-général Czernitchef, commandant l'avant-garde de l'armée russe qui marchait sur la Moselle, fit sommer le général Hugo, par un colonel, de

---

(*) Cette ville, qui contient une population de plus de dix mille âmes, et qui a fait partie de la France depuis 1795 jusqu'en 1814, est la capitale du grand duché de ce nom; elle est séparée en haute et basse par la rivière d'Alzette, qui la traverse.

La ville haute, qui est à proprement parler la forteresse, a dû être fondée en l'an 1000 : située sur un roc très escarpé du côté de la rivière et du Pitous, ruisseau qui s'y joint, elle est défendue par douze bastions, cinq cavaliers, et de nombreux ouvrages extérieurs.

Outre le fort Saint-Esprit, qui est pour cette ville un réduit d'une haute importance, on y remarque un grand rocher dit le Bouc, tellement excavé qu'on le regarde avec raison comme un fort souterrain : c'est un ouvrage des plus extraordinaires, sans doute unique dans son genre, et qui peut servir de magasins et de logemens à l'épreuve.

La ville basse, dont la création est plus moderne, se compose de différentes parties bâties sur la rivière, et qu'on a renfermées dans l'enceinte par des ouvrages et des forts qui étendent à plus de six milles mètres le développement de cette forteresse.

remettre la place à S. M. l'empereur Alexandre. Sur la réponse négative qui lui fut faite, le parlementaire se retira, et dès le jour même les communications de Thionville avec Metz furent totalement interceptées.

CHAPITRE X.

DU 25 JUIN AU 18 JUILLET.

Arrivée des Russes. — Interruption des communications. — Désertion dans la garnison de Rodemack. — Désertion à Sierck et à Thionville. — Organisation de la garde nationale sédentaire. — Colonne du général Meriage. — Défaite du prince de Hesse-Hombourg devant Longwy. — Soumission de Thionville à S. M. Louis XVIII.

25 *Juin.*

La gendarmerie de Roussi se retira sur Thionville, ainsi que celle de Bouzonville, cette ville ayant été occupée par les Russes.

Le nombre des combattans, renfermés dans la place, était à cette époque de cent cinquante officiers et trois mille huit cent quarante-huit sous-officiers et soldats, non compris la gendarmerie et les préposés des douanes.

27 *Juin.*

Un parlementaire prussien, envoyé par le prince de Hesse-Hombourg au général russe Czernitchef, obtint la permission de traverser la place les yeux bandés. Sa mission avait pour

objet de s'informer du parti que ce général voulait prendre sur la proposition d'armistice du général Hugo.

Les Russes, sur l'indication qui leur fut donnée par quelques paysans faciles à effrayer, passèrent la Moselle au gué entre Uckange et Richemont. Alors plusieurs militaires qui croyaient encore sûre la communication entre Metz et Thionville, furent faits prisonniers et conduits en Russie.

Quelques individus employaient tous les moyens imaginables pour faire déserter les gardes nationaux, et faire tomber la forteresse au pouvoir des coalisés.

Depuis plusieurs jours les sentinelles des postes extérieurs de la place, et les garnisons de Sierck et Rodemack étaient harcelées par des reconnaissances ennemies; mais la vigilance et le courage des soldats français, rendaient toutes ces attaques inutiles.

Le prince de Hesse, commandant lui-même une de ces attaques contre Rodemack, fut vivement repoussé.

28 *Juin.*

Les deux compagnies de grenadiers des bataillons d'élite, qui avaient si valeureusement résisté à l'attaque du général prince de Hesse-Hombourg, désertèrent presque en entier de

Rodemack, épouvantées par les insinuations de quelques habitans qui ne cessaient de leur répéter qu'on allait les attaquer de nouveau, qu'elles seraient prises, et qu'on pendrait les hommes qui les composaient, parce qu'ils n'étaient point vêtus d'uniformes. Le commandant de Rodemack demanda du renfort à Thionville, et le général lui envoya une compagnie de grenadiers du 6e bataillon de la Meurthe, avec un détachement de préposés des douanes.

On travaillait cependant la garnison, même de Thionville, par tous les moyens qui avaient causé la désertion totale de celle de Rodemack, et le général fut obligé de prendre des mesures fortes pour les rendre nuls.

Ces moyens avaient réussi à Sierck, en même temps qu'à Rodemack, la garnison en était presque entièrement partie, et le reste menaçait d'abandonner le poste, si Thionville n'y faisait, sur-le-champ, passer des renforts. Le général Hugo y envoya également une nouvelle garnison, prise moitié dans les préposés des douanes, et moitié dans les bataillons d'élite. On voit combien ces détachemens devaient affaiblir la garnison, qui était sous ses ordres immédiats.

La viande devenait rare; il fit retirer sous le canon de la forteresse tout le bétail des villages

voisins. Ayant dès le premier jour du blocus réglé la ration de viande à six onces, il ordonna le remplacement des deux onces diminuées, par une de légumes secs, dont les magasins étaient assez abondamment pourvus.

1er *Juillet.*

Les Russes arrivaient de tous les côtés et renforçaient leurs postes, tandis que la désertion continuait à Thionville, à Sierck et à Rodemack, en dépit de toutes les mesures prises pour l'arrêter. Déjà les commandans de ces dernières places se trouvaient, malgré leurs derniers renforts, réduits aux officiers, à quelques sous-officiers, ainsi qu'aux préposés des douanes; et malgré le dévouement admirable de ces braves, ils demandaient de nouveaux détachemens. Cette demande embarrassait singulièrement le général; Thionville était à ses yeux, et pour la France, d'une toute autre importance que Sierck et Rodemack, et il lui répugnait beaucoup, d'après le mauvais esprit suggéré à sa garnison, de l'envoyer déserter successivement dans ces deux points: il donna néanmoins à ces commandans de nouveaux moyens de se soutenir.

3 *Juillet.*

Nous apprîmes par des militaires retraités, les détails des premières opérations dirigées

contre Longwy. On entendait depuis le matin le canon dans la direction de cette place, défendue par le vieux et brave général Ducos.

Il était fortement question à Luxembourg du démembrement de la France, et l'on désignait déjà les provinces qui devaient tomber en partage à quelques puissances de l'Allemagne.

Le général Hugo tenait toujours la campagne, et entretenait par sa cavalerie (les douaniers et les gendarmes à cheval) la liberté de ses communications avec Sierck et Rodemack. Le chef d'escadron Stephen observait et contenait l'ennemi sur la frontière du Luxembourg.

La nouvelle de l'occupation du département de la Meurthe par les alliés causait beaucoup de désertion dans les bataillons de ce département; les gardes entières partaient à la fois en nous laissant leurs armes.

Les troupes qui agissaient contre Longwy, au nombre de cinq à six mille hommes, étaient toutes de la garnison de Luxembourg.

Ce fait est extrêmement remarquable! la garnison de Luxembourg assiége une place voisine! Celle-là prise, elle portera ses vues sur une autre, aussi du voisinage. Luxembourg est donc contre notre frontière de la Moselle un arsenal redoutable! Cette réflexion doit porter un jour notre Gouvernement à couvrir Thionville par

une forteresse purement militaire: c'est-à-dire, par une forteresse sans habitans.

Dans la crainte que Thionville ne jouât un jour envers Luxembourg, le rôle que Luxembourg jouait contre Longwy, les Prussiens avaient aussi conçu l'idée d'un fort avant-poste entre Luxembourg et Thionville, et c'était pour en avoir un tout bâti qu'ils tentèrent l'enlèvement de Rodemack. Rodemack serait aussi le point qui conviendrait aux Français. Il faudrait seulement étendre ses ouvrages avancés vers la grande route de Luxembourg à Thionville, de manière à maîtriser cette communication.

7 Juillet.

Le chef du 12e de la Moselle ayant rendu compte que son bataillon mutiné ne voulait point aller à l'exercice, s'il n'était pas complétement soldé, et qu'il se disposait à s'emparer à main armée d'une des portes, pour sortir de la ville, le général se rendit aussitôt près de cette troupe, la fit obéir, et fit arrêter les chefs de la sédition.

A cette époque, et malgré les plus grands efforts, le général ne pouvait réunir que peu de fonds en caisse. En attendant que la solde pût être payée en totalité, il faisait journellement donner un à compte de 10 centimes par homme.

Le canon continuait à se faire entendre dans la direction de Longwy.

Tous les villages des environs étaient remplis de déserteurs de la grande armée. Quelques-uns de ceux qui avaient abandonné la place, furent arrêtés et livrés à des conseils de guerre spéciaux. Cette mesure suspendit momentanément la désertion.

Les juges militaires montraient une utile sévérité.

Un déserteur avait été condamné à sept ans de travaux publics. Un grenadier fut aussi condamné à la peine de mort pour désertion par escalade avec armes et bagages.

Des tribunaux militaires, autres que les conseils spéciaux, étaient chargés de remplacer les tribunaux ordinaires dans la connaissance des délits, conformément à l'article 103, chap. 4 du décret du 24 novembre 1811.

9 *Juillet.*

La désertion continuant malgré les condamnations prononcées par les conseils spéciaux, le général fut obligé de faire rentrer tous les postes extérieurs, et de se borner à la garde des avancées et du corps de la place.

Il fit en outre organiser la garde nationale sédentaire dans les villages de son arrondissement,

sur la rive gauche de la Moselle, afin de faire arrêter les déserteurs par les patrouilles.

La garnison se trouvait déjà réduite à 147 officiers et 3584 sous-officiers et soldats, compris les préposés des douanes, mais non compris les garnisons de Sierck et Rodemack.

11 *Juillet.*

Une colonne composée de corps francs, aux ordres de M. le maréchal-de-camp Meriage (*), se présenta dès le point du jour à la hauteur de Beauregard; le commandant supérieur en alla faire la reconnaissance, et s'étant abouché avec ce général, qui lui remit des ordres de S. Exc. M. le comte Aug. Béliard, commandant en chef des 3e et 4e divisions militaires, il la laissa entrer dans la place, où elle prit quelque repos et fut renforcée de quatre bouches à feu, de leurs caissons approvisionnés, et de 500 hommes de la garnison.

Le grenadier du 1er bataillon de la Meurthe, condamné le 8 à mort pour désertion, par un conseil spécial, fut passé par les armes en présence des troupes assemblées.

Nous apprîmes le soir, par des lettres particulières, que les coalisés étaient entrés à Paris.

(*) Cet officier-général a été aide-major général de l'armée d'Espagne, en 1823.

12 *Juillet.*

A quatre heures du matin la colonne du général Meriage se mit en route se dirigeant sur Longwy. On entendait toujours le canon du côté de cette place.

Un chasseur du 4e bataillon de la Meurthe, convaincu de désertion, fut condamné à la peine capitale : comme on devait concevoir l'espérance que l'exemple de la veille serait d'un grand effet, le général prit sur lui de surseoir à l'exécution du condamné (*).

Les gardes nationales sédentaires des villages environnans, arrêtaient les déserteurs de la grande armée, les amenaient au général et celui-ci les organisait en sapeurs pionniers.

14 *Juillet.*

La colonne du général Meriage revint de son expédition, remit à Thionville les canons et les caissons que cette place lui avait prêtés, et se proposa d'y faire un séjour. Elle avait surpris le prince de Hesse-Hombourg dans sa position autour de Longwy, lui avait fait deux cents prisonniers, et enlevé plusieurs bouches à feu. Sa perte n'était point considérable en proportion de celle

(*) Elle n'eut pas lieu.

des Prussiens : forte d'environ 1400 hommes, cette colonne en avait mis 6000 en pleine déroute.

16 *Juillet.*

Pendant la nuit du 15 au 16, un corps franc sortit de la place. Les projets de plusieurs individus de ce corps, contre une classe de citoyens, nécessita des mesures très vigoureuses de la part du général, lequel fut parfaitement secondé par M. Clerget, directeur des douanes, et les préposés à ses ordres. Ce corps franc prit la route de Bouzonville.

Le général Meriage partit le matin avec les chasseurs de Lorraine. Le général Hugo lui donna un renfort jusqu'à Metz.

Beaucoup de gardes nationaux des bataillons d'élite, séduits par l'espérance de s'échapper au milieu du désordre qui devait avoir lieu, pendant la nuit, avaient promis aux partisans (sans doute à l'insu de leurs chefs) de se joindre à eux, de sorte que pendant la nuit du 15 au 16, loin de pouvoir compter sur la totalité de ces bataillons, le général commandant fut obligé d'en comprendre une partie, dans ses mesures de haute police. On doit dire ici, à la louange des officiers et sous-officiers de ces bataillons, que ces mesures ne les concernaient pas, et que

le général n'a pas un instant cessé de compter sur leur attachement aux lois de la discipline.

Le général Meriage emmena à Metz les prisonniers qu'il avait faits dans son expédition sur Longwy.

17 *Juillet.*

Le 11[e] bataillon de la Meurthe destiné pour Longwy arriva de très bonne heure à Thionville ; le général, pour favoriser son mouvement le fit appuyer par un renfort de toutes armes.

L'arrivée de ce bataillon donna lieu à une reconnaissance qui fit un grand plaisir au général Hugo.

Ayant préalablement invité le commandant de corps à dîner, il s'était rendu avec lui sur la place d'armes pour passer son bataillon en revue, et en arrivant vers une compagnie du centre, il s'arrêta devant un soldat. — Commandant, dit-il alors, en regardant fixement celui-ci et en s'adressant au chef, vous ne trouverez sans doute pas inconvenant que j'invite ce soldat à dîner avec nous. — Comment! — Nous avons si long-temps bu à la même coupe, que je veux qu'il s'en souvienne encore aujourd'hui.

Le général venait de reconnaître, dans ce nouveau convive, son frère de lait, qu'il n'avait

pas vu depuis plus de vingt ans ; c'était le fils même de sa nourrice.

18 *Juillet.*

Le général en chef ayant fait passer dans Thionville l'avis de la soumission de l'armée de la Loire, le conseil de défense et la garnison firent aussi la leur.

Le lendemain, MM. Clerget, directeur des douanes, Malye et Boulan, chefs de bataillon, partirent pour aller déposer l'acte de soumission aux pieds de S. M. à Paris : le conseil général de la commune envoya aussi une députation au nom des habitans.

CHAPITRE XI.

DU 19 JUILLET AU 31 AOUT.

Rejet d'une proposition des alliés. — Arboration du drapeau royal. — Sommation du général prince de Hesse, de livrer Thionville, Sierck et Rodemack. — Rejet. — Attaque de Rodemack. — Désertion des gardes nationaux. — Conduite des Prussiens. — Conduite des Russes. — Célébration du vœu de Louis XIII. — Attaque de Longwy. — Convention avec le général Langeron.

21 *Juillet.*

Le général Hugo ayant proposé au prince de Hesse-Hombourg, de conclure une convention pour la cessation des hostilités, entre les troupes sous leurs ordres, S. A. répondit qu'elle écrirait en conséquence au général Blücher. Elle envoya son chef d'état-major à Thionville pour faire entrevoir que cette convention serait facile, si pour préliminaires on livrait une ou deux portes de la forteresse. Cette proposition si peu d'accord avec les grands principes de désintéressement proclamés par quelques puissances

alliées, fut rejetée de la manière la moins équivoque.

22 *Juillet.*

Cependant le drapeau royal fut, par les soins de la mairie, élevé sur la principale tour de la ville, et par ordre du général les troupes changèrent de cocarde.

Malgré la soumission évidente de la place, et l'importance de la conserver au Roi, des hommes d'une extrême inconséquence continuaient à exciter les troupes à la désertion.

Les forts de Sierck et de Rodemack arborèrent le drapeau blanc, aussitôt que Thionville eut donné l'exemple.

L'entrée dans la place fut refusée à un corps de partisans. Le motif de ce refus envers un corps français, était fondé sur ses dispositions à l'embauchage, et sur les craintes que son peu de discipline ne devînt funeste aux habitans et à la garnison.

27 *Juillet.*

Le général avait fait partir deux officiers, pour renouveler au prince de Hesse la demande d'une convention qui empêchât S. A. de commettre des hostilités. Ces deux parlementaires rapportèrent une réponse du prince, qui représentait de nouveau que des ordres du général Blücher

l'empêchaient d'écouter aucune proposition, et qui annonçait l'arrivée prochaine des 5e et 6e corps de l'armée prussienne dans les environs de Thionville.

M. Yost, officier supérieur commandant de Sierck, rendit compte au général que le 26 on l'avait sommé de rendre son fort, et qu'il avait répondu en serviteur fidèle de S. M.

28 *Juillet.*

Il y avait beaucoup de Prussiens sur nos frontières. Une colonne s'avança sur Frisange, avec beaucoup de munitions de guerre et de projectiles creux. Une de ses reconnaissances se porta dans la journée sur Rodemack.

Il restait encore environ quatre mille hommes dans la place y compris l'artillerie de ligne, et celle de la garde nationale sédentaire, ainsi que le corps des douanes; mais la désertion des gardes nationaux avait lieu par postes entiers, nonobstant toutes les mesures pour en arrêter l'effet.

Malgré sa soumission au Roi, et les preuves de cet acte, manifestées par le rétablissement des couleurs blanches, Rodemack fut de nouveau sommé d'ouvrir ses portes aux Prussiens.

Alors toutes les lunettes de la place de Thionville furent armées et occupées. Leur fossé fut

inondé, et la garde nationale sédentaire fut complétement armée.

30 *Juillet.*

Les troupes prussiennes stationnées sur la rive droite de la Moselle, passèrent cette rivière avec leur artillerie, en publiant partout qu'elles se dirigeaient sur Rodemack. Ce fort était déjà cerné par elles; et ni les lettres, ni les officiers que le général y envoya, ne purent y pénétrer, malgré l'assistance des gens du pays.

Le lendemain Rodemack, quoique très soumis au Roi, comme on l'a vu plus haut; quoique manifestant au loin sa soumission par l'élévation du drapeau blanc; Rodemack fut attaqué par les Prussiens! Cent trente-deux coups de canon furent tirés de part et d'autre. Après cette tentative, aussi infructueuse que déloyale, les soi-disant alliés se retirèrent et prirent position dans les villages environnans, qu'ils traitèrent en ennemis.

1er *Août.*

Le décret de licenciement des gardes nationaux fut apporté dans la place.

La connaissance de ce décret porta les gardes nationaux à refuser le service, à s'armer, à repousser leurs officiers et à marcher vers les portes pour les forcer et partir ensuite avec

armes et bagages. Les bataillons de la Meurthe entrèrent plus particulièrement dans ce complot, partagé néanmoins par quelques bataillons de la Moselle.

Après les tentatives nécessaires pour ramener à l'ordre cette multitude d'hommes sourds à la voix de leurs chefs, le général se vit dans l'obligation de faire battre la générale, afin de diviser les mutins. Il fit alors successivement enlever ces derniers, envoya les 1er et 4e de la Meurthe dans les îles et sous le canon du fort.

2 *Août.*

Il y eut une désertion épouvantable dans les 1er et 4e de la Meurthe. Le général reçut l'ordre de ne point laisser entrer de troupes étrangères dans la place, et de faire construire pour leur passage un pont au-dessus ou au-dessous.

3 *Août.*

Les Prussiens avaient beaucoup souffert dans leur attaque sur Rodemack; cependant ils construisaient des ouvrages devant ce fort, et manifestaient l'intention d'en commencer le siége. Leurs vexations envers les paysans étaient déjà si peu supportables, que plusieurs communes firent demander au général s'il les soutiendrait en cas qu'elles prissent les armes contre eux. Le commandant supérieur ne put que les exhorter

à la patience, mais M. le général Aug. Béliard protesta très énergiquement contre ces hostilités, odieuses envers les peuples d'un prince que les coalisés se vantaient hautement de ramener sur le trône de ses pères. La désertion continuait, sourdement excitée par des individus impatiens de ne pas voir les alliés au milieu d'eux. « Ne sont-ils pas là? répétaient-ils sans cesse « dans leur langage hypocrite, ne sont-ils pas « là pour remettre nos places au Roi, quand on « les leur aura rendues (*)? » Etait-ce dans le dessein de remettre à S. M. des places dont l'expérience des généraux et la soumission des citoyens lui garantissaient la possession, que les Prussiens faisaient reconnaître Thionville, et qu'ils lui réservaient le même traitement qu'à Longwy?

Le général crut pouvoir apporter un palliatif à la désertion, en faisant accorder un certain nombre de congés limités par compagnies.

4 *Août.*

Les Prussiens levèrent le siége de Rodemack,

(*) Et dans le cas où tel eût été leur dessein, eussent-ils laissé au roi les magasins, les arsenaux, tout le matériel existant dans les parcs et sur les remparts? Ce qui a été fait à l'égard des places qui ont ouvert leurs portes aux alliés sert ici de réponse!

se retirèrent sur Luxembourg, et, de là, marchèrent sur Longwy. Ils emmenèrent avec eux plusieurs notables de nos environs; mais le général ayant aussitôt pris de fortes mesures pour la remise de ces otages, apprit bientôt qu'on les avait rendus à leurs foyers.

6 *Août.*

Plusieurs patrouilles prussiennes parurent sur notre territoire et enlevèrent à Roussi deux préposés des douanes, et le cheval d'un gendarme. Le général réclama de suite et ces hommes et ce cheval, mais ce fut inutilement; on voulait des hostilités de notre part et non des réclamations, pour avoir un prétexte de nous attaquer.

Le 4e de la Meurthe refusa le service, les officiers et sous-officiers étaient dans la consternation.

8 *Août.*

La désertion avait lieu d'une telle manière, que le général ne pouvait plus confier un seul poste aux gardes nationaux, et se trouvait dans l'obligation de les remettre tous à la garde nationale sédentaire, ainsi qu'aux fidèles préposés des douanes.

Le bruit de la prise de Sédan se répandit généralement. Un colonel dit à Cattenom que

les Prussiens allaient porter tous leurs moyens offensifs contre Longwy. Nos environs étaient remplis de Russes, mais leur bonne discipline ne les rendait à charge à personne. Leurs vues étaient franches; ils n'étaient venus, disaient-ils, que pour culbuter un homme dont le génie les effrayait, et pour replacer, sur le trône de France, un prince d'un caractère plus pacifique.

10 *Août.*

Les ordres pour le licenciement des bataillons de gardes nationaux parvinrent, le 9, officiellement à Thionville; et comme la désertion les avait extraordinairement affaiblis, cette opération fut si rapidement conduite, que dès le soir du 10 il ne resta plus dans la place que les comptables, et les conseils d'administration.

N'ayant plus que les préposés des douanes et une faible garde nationale sédentaire, le général, qui se méfiait de la foi des Prussiens, prit le parti d'inonder les fossés sur la rive gauche de la Moselle : on n'avait pas pu procéder à cette opération défensive, à cause des éboulemens qui avaient eu lieu dans la nuit du 10 au 11 février 1814; mais le général, depuis son retour à Thionville, avait fait élever un batardeau en terre, par les soins de quelques officiers des bataillons de la Moselle, de M. Toussaint

notamment, et cet ouvrage venait d'être achevé.

Il restait pour la défense de Thionville contre tous les projets ennemis, seulement trente-trois canonniers de ligne du 5ᵉ régiment, cinq cent soixante-quatorze préposés des douanes, et la garde nationale sédentaire, que le général espéra pouvoir porter à cinq cents hommes présens.

Le manque absolu de fonds obligeait le général à continuer la fourniture des vivres de campagne. Comme les Russes croyaient devoir ne rien laisser entrer en ville, les subsistances y renchérissaient prodigieusement.

14 *Août.*

Une vingtaine de cavaliers russes s'étant avancés sur le chemin qui longe la queue du glacis, et n'ayant pas compris les canonniers qui leur faisaient signe de se retirer, obligèrent à tirer quelques coups de fusils par-dessus leurs têtes.

Dans un entretien que le général avait eu la veille à Beauregard, avec M. le général russe Suthow, il avait été convenu qu'il ne serait mis de la part des troupes aux ordres de ce dernier, aucun empêchement à la circulation des denrées, et que de son côté notre général laisserait sortir de la place toutes les marchandises qu'on peut se procurer par la voie du commerce, à

l'exception de celles qui pourraient nuire à notre défense.

15 *Août.*

Les troupes, par leur présence, concoururent à la solennité de la double fête de l'Assomption et du vœu de Louis XIII. La jeune compagnie d'artillerie, formée d'enfans de douze à quinze ans, y assista et fit toutes les salves avec ses pièces de canon, en attendant l'occasion de les servir de nouveau contre l'ennemi.

Ce fait a donné lieu depuis à de sourdes délations : des hommes qui voulaient bien servir la cause du roi, pourvu qu'elle ne les exposât à aucun danger, ni à aucun sacrifice, dénoncèrent l'intention de cette grande solennité. L'ordre de faire cette double fête avait-il ou n'avait-il pas été donné par le gouvernement de S. M. — Oui. — Or, puisqu'il avait été donné, pourquoi vouloir chercher dans le luxe de son exécution, une autre intention que celle de bien remplir ces devoirs préférés. La jeune compagnie d'artillerie qui n'avait encore tiré que quelques coups de canon sur l'ennemi, desirant briller dans la fête, fit demander au général des gargousses pour ses petites pièces ; l'arsenal ne pouvait pas en livrer sans cet ordre ; le général ne le pouvait pas donner sans une autorisation ministérielle, il refusa. Alors elle alla trou-

ver M. Germain Tailleur, maire de la ville, et par ses instances enfantines, obtint ce qu'elle voulait. Ainsi ces petits braves purent saluer la Vierge à sa sortie de l'église, à ses reposoirs et à sa rentrée au temple saint ; et mêler, au chant harmonieux des prêtres, le bruit des foudres guerriers.

16 *Août.*

Le commandant prussien de Luxembourg fit défense à la diligence de Thionville de revenir, en disant au conducteur que les affaires n'étaient pas terminées.

Deux soldats russes, prisonniers de guerre à Thionville, furent renvoyés au général Suthow, en témoignage de bonne amitié.

Nous apprîmes que Longwy, toujours attaquée par les troupes prussiennes, quoique très soumise au roi de France, refusait de se rendre, et leur avait fait éprouver beaucoup de pertes; que le 12 il avait été convenu entre le général Ducos et le prince de Hesse-Hombourg, que tous deux enverraient des commissaires à Paris, et que les hostilités seraient suspendues jusqu'à leur retour. Les Prussiens occupaient alors une partie de la ville basse, les Français occupaient l'autre.

20 *Août.*

Le général commandant supérieur reçut la

convention signée, pour Thionville, avec les troupes aux ordres de M. le général russe comte de Langeron.

M. Clerget, directeur des douanes étant parti le même jour pour aller organiser la ligne sur la frontière du côté de Longwy, le prince de Hesse-Hombourg ne voulut ni le laisser entrer dans cette place, ni le laisser aller plus avant. Cet officier revint conséquemment à Thionville.

21 *Août.*

MM. les capitaines Hanser et Reboul, aides-de-camp du général, partirent accompagnés chacun d'un officier du génie, pour aller, conjointement avec les Russes, reconnaître la ligne de démarcation entre eux et nous. La convention qui établissait cette ligne fut très religieusement observée par les deux nations.

26 *Août.*

Nous n'eûmes rien de nouveau jusqu'au 24, où sur le soir nous entendîmes, ainsi que le 25 de bonne heure, le canon dans des directions différentes : ce dut être pour la fête de S. M., que nous célébrâmes également.

De nouvelles troupes et des munitions partirent de Luxembourg, dirigées contre Longwy.

Dans l'après-midi du 25, le canon se fit entendre vers cette dernière place.

29 *Août.*

Les ordres pour désarmer Sierck et Rodemack étant parvenus au général, aussitôt il s'occupa de leur exécution, afin d'enlever l'artillerie et les munitions avant que les Prussiens eussent connaissance de ce désarmement.

Il ne dut rester dans ces deux fortins qu'un petit détachement de préposés des douanes, pour surveiller les intérêts du commerce sur la frontière. Le reste des détachemens de cette troupe fut rappelé dans nos murs.

CHAPITRE XII.

SEPTEMBRE. — OCTOBRE. — NOVEMBRE.

Convention de Rodemack et de Sierck. — Remise à la demi-solde de quelques officiers. — Fausses nouvelles sur Thionville, répandues par les journaux. — Bombardement de Longwy. — Complots dans Thionville. — Russes servant de rempart contre les Prussiens. — Dévouement de M. de Wendel. — Départ des Russes. — Convention avec les Prussiens. — Prise de Longwy. — Conduite des généraux alliés. — Intentions hostiles. — Dispositions de défense. — Continuation du blocus. — Départ du général Hugo. — Entrée des Prussiens dans Thionville.

1er. *Septembre.*

Le général envoya M. le capitaine Hanser, l'un de ses aides-de-camp, pour conférer avec les commandans russes; afin de lever les difficultés qu'ils paraissaient vouloir mettre au passage des convois d'évacuation. Cette mission fut remplie avec autant d'intelligence que de succès.

On ne concevait rien à la conduite des Prussiens! Ils continuaient à se dire les alliés de notre monarque; mais alliés indéfinissables, ils bombardaient une des places de ce prince,

ct ne laissaient point ses sujets pénétrer dans la forteresse de Luxembourg.

Les dispositions furent prises pour l'évacuation sur Thionville, des approvisionnemens de Sierck et de Rodemack.

3 *Septembre.*

Le fort de Rodemack fut complétement évacué. Les clefs furent remises avec inventaire, au maire de la ville, par M. le commandant Boulan, ancien et brave officier, successeur provisoire de M. le comte de Warda.

Les Russes, avec qui la garnison continuait de vivre en très bonne intelligence, fournirent eux-mêmes des voitures de réquisition pour le transfert des approvisionnemens jusqu'à Thionville.

L'évacuation de Sierck devant se faire par la Moselle, des bateaux descendirent cette rivière pour aller recevoir les objets dépendans de l'artillerie et du génie; objets qui par ce moyen arrivèrent sûrement.

5 *Septembre.*

Des déserteurs russes s'étant présentés aux portes de la forteresse, le général refusa de les y admettre.

Le canon se fit entendre sur Longwy, depuis huit heures du matin jusqu'à onze.

Le général transmit aux commandans des forts de Sierck et de Rodemack, ainsi qu'aux adjudans qui n'avaient pas d'activité avant le 20 mars, l'ordre ministériel de rentrer dans leurs foyers. L'état-major de Thionville resta provisoirement composé selon le réglement.

8 *Septembre.*

Le bruit de la paix avec les Russes était général : comme on ignorait si elle avait eu lieu avec les Prussiens, les habitans craignaient que ceux-ci ne vinssent insulter la place.

Quelques journaux mal informés répandaient les nouvelles les plus absurdes. Tantôt ils annonçaient de la part de Thionville des sorties vigoureusement repoussées; tantôt ils présentaient cette place comme insoumise. La vérité est que l'esprit des citoyens, du général et de sa petite garnison était tout à fait français; que la patrie et le roi pouvaient avoir en eux la plus entière confiance; que la plus parfaite tranquillité régnait dans les murs de la place, et que l'on n'y connaissait l'état de siége que de nom.

9 *Septembre.*

Le général russe vint passer la journée avec le général et le directeur des douanes. Il ne partit que le soir, enchanté de l'accueil qui lui avait été fait. Une escorte de douaniers à cheval

l'accompagna jusqu'à son quartier-général. Cette jolie troupe pouvait, ainsi que les douaniers à pied, rivaliser, pour la valeur, la discipline et la tenue, avec les plus beaux corps de l'ancienne armée française ; la belle conduite de ses chefs fut constamment au-dessus de tout éloge.

10 *Septembre.*

Pendant que les corps civils et militaires assistaient avec l'état-major au *Te Deum* que le clergé chantait pour le retour de S. M., le bombardement inconcevable de Longwy recommençait. Trois batteries, chacune de cinq ou six mortiers ou canons, établies dans le bois du Chat, foudroyaient indignement cette place soumise au roi.

On mettait également en batterie devant elle et du côté opposé, trente pièces de gros calibre, afin d'ouvrir la brèche et de pouvoir donner l'assaut.

Quels étaient alors les défenseurs de Longwy? un vieux et brave général (le maréchal de camp Ducos) qui, sommé de se rendre, répondait avec une noble gaîté qu'il y songerait *quand son mouchoir brûlerait dans sa poche;* un petit nombre d'officiers (déjà sans troupe), quelques canonniers de ligne et préposés des douanes, une garde nationale sédentaire peu

nombreuse et presque point de soldats, puisque le licenciement des bataillons d'élite qui formaient la garnison les avait tous fait rentrer chez eux (*). C'est donc contre cette poignée de braves (environ quatre à cinq cents hommes) pressés autour de la bannière des lis, que les Prussiens, les soi-disant alliés du roi de France, combattaient avec un rare acharnement.

On disait que pour empêcher l'ennemi, car le titre d'alliés pouvait-il encore appartenir aux Prussiens? que pour empêcher, dis-je, l'ennemi de s'établir dans la ville basse, les Français y avaient mis le feu, ainsi qu'à quelques édifices voisins de la place.

L'indignation causée par ces hostilités, était telle dans le pays, que si l'ordre en eût été donné, de toutes parts on eût marché au secours de Longwy, pour en faire lever le siége.

11 *Septembre.*

Le mouvement du 6e corps de l'armée russe commença le matin. Le 37e régiment passa sous notre canon, et défila devant notre général en lui rendant les honneurs militaires.

On se fera difficilement une idée des inquié-

(*) M. le chef de bataillon Girardin commandait le génie.

tudes auxquelles étaient livrés depuis quelque temps la grande majorité des habitans de Thionville; inquiétudes que le général aurait pu calmer par une révélation alors prématurée, et qu'il ne pouvait que tempérer encore par les espérances de ne pas voir attaquer leurs remparts.

« Les Prussiens (disait au général cette bonne « majorité) manifestent l'intention de marcher « contre nous, aussitôt qu'ils auront pris Longwy. Nous savons bien que vous avez l'ordre « du roi de ne point laisser entrer ici de troupes « étrangères; elles se présenteront cependant « et vous remplirez vos devoirs en vous faisant « écraser sous les ruines de la place, plutôt « que de la rendre. Nous verrons alors, et sans « savoir pourquoi, brûler nos maisons, assassiner nos femmes et nos enfans, anéantir de « fond en comble nos propriétés, et cela sans « espoir d'être secourus, puisque les troupes « françaises sont licenciées. » — Soyez tranquilles, répondait toujours le général, cela n'arrivera pas!

Quelques particuliers, étrangers à Thionville, complotaient alors pour enlever le général, et le livrer aux Prussiens. Mais cette majorité d'habitans loyaux qui manifestait tant d'inquiétudes, informée de ce lâche projet, envoyait,

chaque soir, un peloton d'élite choisi parmi les citoyens, coucher dans les maisons voisines du logement du général, afin d'opposer une résistance courageuse aux tentatives qui pourraient être faites contre ce digne chef.

Cependant, se disait-on, pourquoi d'un côté tant de soins continuels pour couvrir la place, par des travaux et des inondations ; et de l'autre ces paroles rassurantes, *soyez tranquilles, cela n'arrivera pas*. Les dispositions défensives peuvent-elles donc seules empêcher l'ennemi d'attaquer la place? Non certainement. Quelle assurance pouvait donc avoir le général? Alors il fallait se taire ; aujourd'hui on peut répondre à cette question.

Les Russes, par la convention de M. de Langeron avec M. le comte Béliard, n'avaient obtenu qu'un pays épuisé. Le général Hugo, dans ses conférences avec eux chez M. Poulmaire, à Beauregard, les plaignit avec dessein et leur dit « qu'il leur donnerait le peu de villages que la « convention lui réservait (puisqu'elle n'en par- « lait pas) et qui l'entouraient, mais qu'en « agissant de la sorte avec des alliés sincères, il « craignait que les Prussiens ne vinssent, après « le siége de Longwy, chasser les Russes de ces « villages, par la seule raison qu'ils étaient ré- « servés pour Thionville. » *Les Prussiens chas-*

ser les Russes de ces villages, s'écrièrent ceux-ci, *c'est ce qui ne sera jamais!* — Le général qui s'était attendu à cette exclamation naturelle à la dignité d'une grande nation, à la fierté des troupes d'un monarque du premier ordre, répondit aux Russes : *si cela ne doit jamais être, établissez-vous amicalement dans ces villages.*

Le mouvement des Russes découvrant de nouveau la forteresse, le général Hugo dit à leur général qu'il laisserait bien occuper encore les mêmes villages par les dragons moscowites qui le relevaient, mais qu'il se trouvait encore retenu par la crainte que les Prussiens ne les leur prissent de force. Le commandant de ces dragons, qui se trouvait présent, ne fut pas moins fier dans son exclamation, que ne l'avaient été ses compatriotes, et fut enchanté d'obtenir les villages. Ces dispositions de l'amitié, avaient donc le triple objet d'empêcher le prince de Hesse-Hombourg d'avancer sur Thionville, de conserver les magasins existans à Aumetz, et de soutenir la ligne des douanes.

Ce fut par cette politique, dans laquelle le général fut puissamment secondé par un des plus riches habitans du voisinage (*), et pour

(*) M. de Wendel, aujourd'hui membre de la Chambre des Députés.

le succès de laquelle, ce généreux citoyen sacrifia ses revenus à l'entretien d'un nombreux état-major : ce fut par cette politique, que, lors du départ total des Russes, le général soutint envers les troupes qui les remplacèrent, et qui se trouvaient appartenir à des princes parens de S. M. l'empereur Alexandre ; ce fut, dis-je, enfin par cette politique, que le général Hugo sauva Thionville du bombardement qui aurait peut-être ruiné cette ville, et qu'il gagna assez de temps pour arriver à l'époque de la signature de la paix.

12 *Septembre.*

Le canon tirait toujours d'une manière très vive sur Longwy.

On entendit, vers midi, une forte explosion, à la suite de laquelle le feu diminua considérablement : il cessa au commencement de la soirée.

On portait à seize mille hommes la force des troupes employées devant cette place.

13 *Septembre.*

Le feu reprit, dès le matin, contre Longwy.

On parlait d'un assaut et de la valeur avec laquelle la petite garnison, le vieux général et les habitans de tout âge et de tout sexe, avaient concouru à le repousser.

Chaque jour il entrait dans Luxembourg des voitures de blessés provenant du siège de Longwy : le 11 on en avait compté 70.

Le prince de Hesse-Hombourg manifestait toujours des projets hostiles contre Thionville et Montmédy.

Des officiers prussiens s'étant rencontrés le 10 avec des préposés des douanes, leur témoignèrent quelque étonnement de voir la ligne rétablie, et leur dirent « qu'ils ne connaissaient pas « de paix avec Louis XVIII. » Il n'aurait fallu qu'un seul mot d'approbation, pour qu'on châtiât cette insolence (*).

14 *Septembre.*

La cavalerie russe, stationnée dans nos environs, sur la rive gauche de la Moselle, fit demander au général la permission de passer le lendemain cette rivière, au gué de Manom, et le général y consentit, conformément à ses instructions secrètes.

Il y avait, près de chaque cantonnement russe cédé par le général Hugo, sur la rive gauche, une ordonnance de cavalerie prussienne, qui devait prévenir le prince de Hesse-Hombourg

(*) Vous n'aviez plus de troupes, m'opposera-t-on. — Cela est vrai; mais les cloches et les paysans étaient là.

du moment où ces cantonnemêns seraient libres; les Prussiens voulaient, disaient-ils, les occuper immédiatement.

Dans ces circonstances, le général crut devoir donner à la garde nationale sédentaire toute la force dont elle était susceptible; en conséquence il ordonna, malgré quelques murmures, qu'on y inscrirait, jusqu'à nouvelle disposition, tous les citoyens de l'âge de 15 à 65 ans, en état de porter les armes.

Il fit, en même temps, établir des plates-formes d'attente dans le double couronné de Moselle, et renforcer l'artillerie, aux ordres de M. le major George de Lemud, de vingt auxiliaires par compagnie, tant de la garde sédentaire que de l'administration des douanes. M. le directeur Clerget avait organisé une excellente compagnie d'anciens canonniers, parmi ses préposés.

Nous apprîmes que l'explosion entendue le 12 avait été causée par un obus parti de Longwy, lequel avait fait sauter un caisson prussien, et que l'ennemi avait singulièrement souffert dans l'assaut tenté contre cette place. On assurait que l'ordre était donné dans Luxembourg d'évacuer tous les hôpitaux, afin de faire place aux nombreux blessés qu'on y attendait.

Depuis la veille à midi, on entendait peu de

coups de canon à Longwy : on en tirait cependant quelques-uns toutes les heures.

15 *Septembre.*

Les Prussiens entrèrent à Hayange dès le matin, et poussèrent aussitôt des partis sur Richemont afin de couper nos communications avec Metz. On avait commandé pour eux 4000 rations à Hettange. Il fallut faire passer depuis lors, par la rive droite de la Moselle, les rapports au général en chef.

Ainsi les Russes étant partis, nous dûmes nous attendre à être très incessamment attaqués. Les officiers prussiens le publiaient hautement. Mais nous étions prêts à les bien recevoir!

Le feu qui continuait devant Longwy fut très vif dans la matinée entre trois et quatre heures.

Le gouverneur de Luxembourg interdisait toujours aux Français l'entrée dans cette place, sous le prétexte que la Prusse n'avait pas fait de paix avec la France.

16 *Septembre.*

Informé que les Prussiens arrivés à Hayange, n'étaient point aux ordres du prince de Hesse-Hombourg, le général crut devoir leur faire connaître qu'il avait vécu en parfaite intelligence avec les Russes, et qu'il desirait vivre de même avec tous les alliés du roi de France. En consé-

quence, il envoya M. le capitaine Hanser, proposer au nouveau corps prussien une convention qui fut signée, et de laquelle il résulta :

1°. Que la ligne de démarcation établie entre les Russes et Thionville serait maintenue, à quelques changemens près, mais avantageux pour nous, puisqu'on ne parla point de faire occuper la rive droite de la Moselle, en sorte qu'elle resta pour nous.

2°. Que les communications avec Metz seraient immédiatement rouvertes pour les courriers de la malle, les diligences et les ordonnances voyageant seules.

3°. Qu'il ne serait mis aucun empêchement au commerce des campagnes avec Thionville, ni de Thionville avec elles.

4°. Que s'il devait y avoir des hostilités, elles seraient annoncées vingt-quatre heures d'avance.

Les propositions du général pour le rétablissement de la ligne des douanes, que les Russes avaient maintenue et qui s'était repliée lors de leur départ, ayant souffert des difficultés, M. l'inspecteur d'Eu (du corps des douanes), jeune homme de beaucoup de mérite, sentit ainsi que M. Hanser, le besoin de ne pas insister sur cet objet, et il n'y fut pas donné de suites.

Ainsi, par ces mesures, notre général était prêt à tout événement; il gagnait du temps par

ses négociations; persuadé que l'état des affaires politiques devait se fixer d'un instant à l'autre, et qu'alors le salut de la place s'opérerait par l'effet de quelque convention générale. Le canon avait cessé la veille de se faire entendre du côté de Longwy.

17 *Septembre.*

Le commandant des Prussiens à Huckange prit notre convention tout à contresens. Le général réclama de suite, et les communications se rouvrirent.

L'officier supérieur commandant à Hayange dit au capitaine aide-de-camp envoyé près de lui, que le 17 les Prussiens devaient entrer à Longwy et à Givet, pour former la garnison de ces deux places, conjointement avec le peu de troupes françaises qui s'y trouvaient.

19 *Septembre.*

Nous apprîmes que Longwy avait décidément succombé le 15. Le général Ducos n'avait, comme Barbanègre, rendu que ce qu'il ne pouvait plus garder. Il s'était couvert d'une gloire que partageait sans l'affaiblir le petit nombre de braves qui avaient secondé ses talens, et les citoyens de Longwy sans exception.

Les troupes prussiennes destinées contre nous ayant traversé cette place, mirent en réquisition toutes les voitures et tous les chevaux, pour

le transport de l'artillerie et des munitions nécessaires à leur entreprise. Tout annonçait qu'elle n'était plus à révoquer en doute.

M. le directeur Clerget, excellent français, écrivit pour obtenir la permission de ne laisser qu'une compagnie de préposés à Bitche et deux à Sar-Louis ; il mandait qu'il ferait alors venir ici le surplus, ce qui nous donnerait deux cents hommes de renfort. M. Lanternier, commandant du génie, demanda un détachement de sapeurs.

Le général persistait dans l'intention de s'ensevelir sous les ruines de la place, plutôt que d'en ouvrir les portes sans les ordres du roi. Ces sentimens n'accommodaient pas tout le monde ; aussi quelques personnes étaient-elles parties pour aller porter des plaintes et obtenir le déplacement du général; mais les bons citoyens étaient décidés à se défendre, et n'étaient pas les moins nombreux. Notre parc d'artillerie ayant été licencié par ordre supérieur, le général en forma un nouveau, qu'il fit nourrir par les approvisionnemens de siége.

Les Russes qui étaient revenus dès le 18 à Cattenom, continuaient à reprendre leurs anciens postes dans notre arrondissement.

20 Septembre.

Le général ne concevait rien à ce qui se pas-

sait autour de nous. Tantôt en vertu de sa convention avec les troupes aux ordres de M. le général de Warbourg, la route de Metz se trouvait libre; tantôt par suite d'ordres supérieurs, elle se trouvait interceptée; et quand on demandait des explications, les Prussiens s'excusaient, comme si les nouveaux obstacles étaient produits par de nouveaux malentendus. Dans la matinée encore, l'ordre fut donné au poste de Huckange, d'interrompre la communication. Les diligences et les voyageurs furent forcés de rebrousser chemin. M. l'inspecteur d'Eu, qui revenait de Metz, fut arrêté, conduit à Hayange, et relâché par suite de ses réclamations, fondées sur la foi de la convention conclue.

Dans la même matinée, le commandant de l'avant-garde prussienne fit aussi demander à notre général l'original de cette convention. La pièce existant en double, une entre ses mains et l'autre entre celles de ce commandant, on ne lui répondit que d'une manière évasive.

Les officiers venant de Longwy rapportèrent avoir entendu de la bouche même du prince de Hesse, qu'il marchait sur Thionville. « Qu'il « vienne donc! disions-nous, puisque le titre « d'allié n'est pas plus sacré pour sa nation que « celui d'ennemi : qu'il vienne! tout est prêt « pour une vigoureuse résistance! »

Le parc destiné aux transports du génie, de l'artillerie et des magasins était rétabli. Le général avait autorisé le commissaire des guerres Laudy à donner les vivres aux hommes et aux chevaux. Mais cette mesure devait cesser, pour les intérêts du gouvernement, si l'ennemi se bornait à des menaces, et aussitôt que nous serions rassurés sur ses véritables intentions.

Le général venait également d'exécuter son projet d'inonder tout le terrain entre le côté gauche de la route de Metz, depuis le pont des Français jusqu'à la route de Luxembourg. Les récoltes étant enlevées, cette mesure ne pouvait pas causer aucun dégât : on l'avait depuis longtemps préparée en encombrant tous les ponts (moins un), par lesquels la Fench se jette dans la Moselle. La route servait de digue à l'inondation commencée dès la veille, et qui devait être lente à s'étendre, à cause du peu de volume du ruisseau et de la sécheresse des terres.

Le mouvement des Russes continuait autour de nous ; le général espérait pouvoir, s'ils reprenaient les cantonnemens qu'il leur avait cédés, profiter encore de leur présence pour mettre obstacle aux projets des Prussiens.

21 *Septembre.*

Les Prussiens firent dans la matinée une re-

connaissance très exacte sur notre front d'attaque; ils établirent les postes hors de portée, et ces postes formèrent un cordon de védettes, qui fit cesser les travaux de la campagne, et força les paysans à se retirer.

La place ne tira pas sur la reconnaissance, quoiqu'elle eût été faite sous la portée du canon. Les uns blâmaient le général de cette retenue, les autres l'approuvaient. S'il eût fait tirer, on l'eût accusé d'avoir ouvert les hostilités!

Pendant la reconnaissance, des officiers prussiens, appartenant aux armes du génie et de l'artillerie, allèrent prendre des renseignemens pour savoir si nos fossés étaient inondés, par quelles eaux, et quelles pouvaient encore être nos ressources pour la défense; ils ne déguisèrent pas leur projet de nous attaquer, mais ajoutèrent que le prince de Hesse-Hombourg avait cependant consulté le roi de Prusse, et qu'il attendait la réponse de S. M.

Le général communiquait avec Metz à travers les Russes, par la rive droite. Rien ne transpirait des réponses qu'il recevait.

22 *Septembre.*

Un habitant se promenant à demi-portée de canon, en capotte verte, avec un chapeau de garde national à ganse et bouton blancs, fut

enlevé par des gardes d'honneur prussiens, sous le prétexte qu'il devait être un officier des douanes. D'autres Prussiens à cheval s'étant au même instant avancés vers la place, et paraissant s'occuper d'une nouvelle reconnaissance, le général fit sortir en même temps deux patrouilles de cavalerie par les portes de Metz et de Luxembourg, avec ordre de ne point tirer, mais de s'attacher à prendre quelques-uns des observateurs, sans cependant se compromettre en les poursuivant trop loin. Aussitôt que les patrouiles parurent, les Prussiens prirent le galop vers leurs védettes, en abandonnant leur prisonnier. Les deux patrouilles rentrèrent sans avoir eu d'engagement et surtout sans être sorties de notre rayon.

La veille, dans l'après-midi, un officier des douanes avait apporté la capitulation de Montmédy à son directeur. Suivant ce qu'il dit, la place se serait rendue sans tirer un coup de canon; il avait traversé entre Aumetz et Longwy une forte colonne prussienne en route vers les villages qui nous environnent sur la rive gauche de la Moselle.

Hier également six cents grenadiers prussiens sont arrivés à Ottange et cent cinquante à Hayange : on en attend aujourd'hui d'autres à Angevillers et aux environs. Leur état-major

est à Aumetz. On assure que le prince ne s'y trouve pas, qu'il s'est rendu à Paris, et qu'on n'entreprendra rien avant son retour.

Il est passé cette nuit des troupes russes par la Grange, depuis minuit jusqu'au point du jour, se dirigeant sur Briey.

Le général a donné des ordres pour qu'il ne sortît plus de la place aucune espèce de subsistances. Il a fait changer l'armement de la garde sédentaire contre un meilleur; il a distribué tous les souterrains et casemates. Le génie a reçu l'ordre d'augmenter encore le nombre des traverses sur plusieurs points facilement enfilés. Le barrage de la Moselle qui avait été ouvert à ses extrémités pendant le voisinage amical des Russes, vient d'être refermé. L'artillerie a fait approvisionner les magasins des batteries; on a réorganisé les canonniers de la garde nationale, et maintenant ils forment deux excellentes compagnies. On s'occupa aussi du transport en ville d'une grande partie des approvisionnemens de bouche qui se trouvent au fort.

Sans les intentions hostiles des Prussiens, les convois de vivres destinés pour les troupes russes se seraient déjà mis en route; mais on ne pouvait exécuter les ordres donnés pour leur départ, sans savoir à quoi s'en tenir.

Au nombre des officiers prussiens qui obser-

vaient hier la place, se trouvait M. Dumoulin (*), chef de l'état-major du prince de Hesse. Il aurait été tiré à balle et à quinze pas par un bon chasseur, sans l'ordre du général de ne pas commettre d'agression. Le chasseur, voisin du bois, était derrière une haie, et M. Dumoulin arrêté près d'elle.

25 *Septembre.*

Nous respirons aujourd'hui! Si les nouvelles qui circulent sont vraies, les mesures sages, fines, dilatoires que nous avons vu prendre, nous auront enfin sauvés des horreurs d'un bombardement. Tous les bons citoyens en seront éternellement pénétrés de reconnaissance.

Les védettes prussiennes ont quitté le chemin de Volkrange. L'officier supérieur qui commande dans ce village vient d'assurer que la paix est conclue : très fatigué de la guerre, il paraît satisfait de l'heureuse nouvelle qu'il se plaît à répandre. *Sans cet événement*, disait-il, *les batteries incendiaires auraient été établies ce matin. La batterie principale devait être placée dans le bas-fond, en arrière du point dit le Mouchoir.* On y a effectivement vu des

(*) Issu, dit-on, d'une famille française expatriée par suite de la révocation de l'édit de Nantes.

officiers tenant du papier et des crayons à la main, ainsi que des paysans qui leur plantaient des piquets.

« Nous étions au milieu d'un volcan prêt à « s'enflammer, ajoutait cet officier : à la vérité « Louis XVIII n'a plus de troupes, mais les « Français n'en ont pas tant besoin qu'on le « croit pour être redoutables : ils ont dans leur « attitude quelque chose de grand, d'indéfi- « nissable, de terrible même, pour l'étranger « qui les observe bien ».

Aujourd'hui tout paraît calme autour de nous. Les communications sont libres, le marché est couvert de paysans, et les troupes prussiennes ne se montrent nulle part. Le général use de représailles en permettant au commerce la sortie de toutes sortes de subsistances.

Malgré cet état de choses, les mesures de défense et de sûreté ne discontinuent pas : le général dit qu'il sera toujours temps de les arrêter si la paix se confirme.

Les Russes ont cette nuit continué leurs mouvemens.

24 Septembre.

Ce matin le commandant des Prussiens stationnés à Hayange arriva jusqu'à Beauregard, et fit demander un entretien au général : celui-ci se rendit à la queue des glacis de la porte de

Metz, y reçut cet officier, et lui fit connaître qu'on le recevrait avec plaisir dans la forteresse, s'il voulait se soumettre à l'usage ordinaire, c'est-à-dire traverser les ouvrages avec un bandeau sur les yeux.

Ce commandant dit qu'il était chargé par son général de faire savoir au nôtre que l'on pouvait rétablir la ligne des douanes ; qu'il avait ordre de la protéger, ainsi que les autorités civiles ; mais qu'au préalable le général prussien desirait que le général Hugo voulût bien l'en aviser d'avance. Celui-ci remercia l'officier prussien de cette communication, en le prévenant qu'il attendrait, pour s'occuper de cette opération, que des ordres lui parvinssent de la part du général commandant en chef. Les douaniers formant encore la seule garnison d'une place grandement développée, on dut penser que leurs chefs et le général Hugo ne songeraient pas à rétablir la ligne avant d'être bien certains de la paix, à moins cependant que des ordres supérieurs ne vinssent couvrir leur responsabilité à cet égard.

26 *Septembre.*

La cavalerie des douanes en faisant patrouille, rencontra et ramassa deux hussards prussiens, que des autorités civiles françaises avaient très inconséquemment envoyés comme garnissaires

chez un citoyen de Guentrange. Le général les fit mettre en liberté.

L'approvisionnement de siége en viande sur pied, fut par ordre supérieur remis au sous-préfet, pour être dirigé par ses soins sur Bionville et Gravelotte.

30 *Septembre.*

La cavalerie prussienne s'était rapprochée de la Moselle pour avoir l'eau plus à portée; 600 fantassins étaient cantonnés à Roussi.

Il n'y avait de nouveau que d'énormes réquisitions.

Les officiers alliés s'occupaient du perfectionnement de leurs cartes topographiques.

On assurait qu'il continuait à passer par Liége, des Prussiens qui se rendaient en France.

6 *Octobre.*

Quelqu'un qui venait du duché de Luxembourg, rapporta que les Prussiens faisaient, il y a quelque temps, marcher beaucoup de troupes contre Thionville et Metz, mais qu'ils leur avaient donné ordre de s'arrêter.

Il en arriva le 6 encore à Hombourg; elles ne laissèrent pas circuler les préposés des douanes avec leurs armes.

13 *Octobre.*

Malgré la persuasion dans laquelle les Prus-

siens stationnés dans les environs de Thionville, paraissaient être que la paix était faite, ils couchaient cependant habillés et leurs chevaux sellés, dans tous les cantonnemens qu'ils occupaient autour de nous.

Les campagnes souffraient avec beaucoup d'impatience le poids des réquisitions qu'on faisait peser sur elles, et qui allaient toujours en augmentant.

17 *Octobre.*

M. Boissier, commandant de la gendarmerie, demanda au général s'il y aurait quelque inconvénient à rétablir ses brigades. Le général s'adressa au commandant de la ligne d'observation, de qui il reçut une réponse polie mais non concluante.

La navigation reprenant sur la Moselle, nous nous trouvions souvent dans le cas d'ouvrir le barrage pour donner passage aux bateaux.

27 *Octobre.*

Le général supplia son S. E. le ministre de la guerre d'écrire à M. le conseiller d'état directeur-général des douanes, pour lui faire connaître avec quel zèle, quel dévouement et quelle fidélité M. le directeur Clerget, et le corps de préposés à ses ordres, avaient servi à Thionville pendant la durée du second blocus.

La Moselle ayant cru de quelques pieds, avait brisé une partie du barrage. Des ordres du ministre ont ordonné de lever les poutrelles des écluses ; ainsi tout annonce notre mise prochaine en état de paix.

4 *Novembre.*

Aujourd'hui les troupes prussiennes qui nous observaient quittent le territoire français. Elles ont demandé au général la permission de suivre la grande route qui passe sous le canon de la place ; et comme elles auraient beaucoup de peine à se tirer des chemins de traverse, le général y a consenti d'après l'esprit de la lettre ministérielle, en date du 7 juillet, et moyennant toutes les précautions que leur voisinage momentané doit forcément nécessiter.

5 *Novembre.*

Le mouvement annoncé hier soir s'étant exécuté, des dispositions rassurantes se prennent aujourd'hui sous nos yeux.

On rend aux commerçans leurs bacs et pontons; les ponts et chaussées reprennent également les leurs ; les barques de pêcheurs et les bateaux du commerce cessent d'être sous l'embargo.

L'artillerie désarme ; les magasins s'évacuent et prennent une autre destination. On attend

d'un instant à l'autre quelques détails sur le traité conclu.

7 *Novembre.*

On assure que beaucoup de places vont être confiées aux puissances alliées, pour la garantie du traité; que Thionville sera du nombre, et que les militaires français qui s'y trouvent encore vont, avant peu de temps, recevoir l'ordre de rentrer dans leurs foyers.

8 *Novembre.*

Il est décidé, il est officiel que les Prussiens entreront ici le 20; le général ne voulant pas être présent à la remise d'une place qu'il a défendue deux fois, dépose le commandement entre les mains de M. Bonnay du Breuil, lieutenant du roi; il quittera Thionville le 13, emportant avec lui les regrets des 99 centièmes de la population, et les témoignages les plus flatteurs de sa conduite (*voyez:* Pièces justificatives N° IX). Tout le monde dit que si son devoir l'a contraint à des mesures fortes, sans ces mesures Thionville n'offrirait peut-être aujourd'hui qu'un monceau de ruines.

FIN DU TEXTE DES MÉMOIRES.

NOTES
ET
PIÈCES JUSTIFICATIVES.

No Ier.

Extrait d'un Mémoire sur les Incendies et les Bombardemens.

.... Pourquoi assiége-t-on les places? est-ce pour les détruire, ou pour les enlever à l'ennemi? Si c'est pour les détruire, il faut avoir de bien grands motifs, car on enveloppe dans cette affreuse mesure tous les êtres innocens qu'elles renferment! si c'est pour les enlever à l'ennemi, que fera sur l'esprit d'un commandant ferme, tout le mal que l'on causera aux habitans? Son devoir, sa réputation, l'intérêt de l'état, lui imposent l'obligation de se défendre à outrance : ce ne sont pas les maisons qu'on l'a chargé de conserver, mais les remparts, et par eux la position. Cet officier sera donc, malgré son amour pour l'humanité, sourd aux larmes et au désespoir des citoyens : et les moyens violens n'auront d'effet que contre eux!

L'usage des mines, dira-t-on aussi, n'est pas moins infernal que celui de la bombe; sans contredit: mais comme il n'est applicable qu'à des points purement militaires, je ne le blâmerai ni pour l'attaque, ni pour

la défense; dans l'attaque il a pour but d'ouvrir les défenses de la place, et ne s'étend point au-delà; dans la résistance son rôle est plus grand, il tend à retarder la marche de l'assiégeant, à le rebuter, à présenter à chaque pas un gouffre près d'engloutir les hommes et les machines.

L'effet ordinaire des bombes est d'enfoncer les voûtes, d'écraser, renverser et brûler les maisons, de blesser beaucoup de monde par leurs éclats : les dispositions du gouverneur doivent donc tendre toutes, dès qu'il prévoit un bombardement à préserver la place des dégats que les bombes y causent. (*).

Il y a pour cela des mesures générales de précaution qui doivent être prises dans toutes les forteresses, avant même qu'on soit menacé du bombardement; et des mesures de circonstance qui ne doivent être employées que lorsqu'il a lieu.

Ces mesures générales sont les blindages, le nettoiement des souterrains, l'approvisionnement en pompes, échelles, seaux de cuir, crocs, pinces, etc. L'organisation et l'instruction des compagnies de pompiers; les amas de terre, de sable, de fumier de cheval, partout où il y a peu d'eau; le bon placement des gardes-feux sur des points élevés, d'où ils puissent aisément découvrir les quartiers de la ville, qui se trouvent sous leur surveillance, etc.

(*) On prétend, dit M. Leblond (*Élément de fortification*, page 274.), qu'au siége de Tournay, en 1745, on a jeté près de 45,000 bombes dans la citadelle.

Les mesures de circonstance sont, à l'extérieur, les opérations souterraines et celles de vive force, contre les batteries incendiaires; dans l'intérieur, le dépavement des rues dans toutes les parties que la bombe peut atteindre, le blindage des caves reconnues propres à réfugier les habitans, ou à servir de dépôt, celui des puits et des citernes si la place n'a pas dans ses murs des eaux abondantes que l'ennemi ne puisse pas détourner; le placement dans les cours et jardins, de tous les vieux meubles, de la paille et autres matières faciles à enflammer, (le bois de stère et les fagots peuvent être placés par couches croisées sous les toitures, lorsque la charpente des étages est bonne, afin d'amortir l'effet des gros projectiles verticaux); le dépouillement de toute espèce de rideaux et de tentures dans les appartemens, etc.

En règle générale, l'eau, la terre, le fumier mouillé et les coupures sont les meilleurs moyens à employer contre le feu : l'eau pénètre partout à l'aide des pompes et des seaux, et plus le volume qu'on en lance à la fois est considérable et ramassé, moins il s'en évapore et mieux il éteint. La terre et le fumier mouillé s'emploient par pelletées pour étouffer les tisons ardens; mais la terre sert de préférence contre l'artifice : on fait bien de la tremper, après l'avoir jetée sur le feu.

Dans les places on doit :

MESURES GÉNÉRALES.

1° Charger les magasins à poudre dont les voûtes sont faibles, ainsi que celles des souterrains et autres

casemates destinées au casernement, si elles ne sont pas reconnues à l'épreuve.

2° Mettre sous des blindages, les magasins de subsistances, les dépôts d'artifices, les hôpitaux et les petits magasins des batteries.

3° Préserver les archives du gouvernement et celles du notariat, en les abritant dans un lieu sûr, sec, voûté ou blindé.

4° Former des compagnies de pompiers, en nombre porportionné à l'étendue et à la population de la ville; les composer de tous les ouvriers, en bois, en fer, en cuir, ainsi que des maçons, couvreurs, manœuvres et autres individus accoutumés aux travaux les plus fatigans; leur donner des maîtres ouvriers, des architectes et des entrepreneurs de bâtimens pour officiers.

5° Former l'approvisionnement en pompes (*), échelles, seaux de cuir et généralement en ustensiles indispensables contre les incendies.

6° Exercer les compagnies de pompiers à bien diriger l'eau; et leurs sous-officiers à former sans bruit et sans confusion, les habitans en chaîne double, un côté, composé des individus les plus forts pour passer les seaux pleins; l'autre, composé des individus les plus faibles, pour reporter les seaux vides aux réservoirs. Lorsque les escaliers de l'édifice qu'on secourt

(*) Les tuyaux de pompes crèvent souvent parce que les pistons sont disproportionnés avec leurs volumes: plus ils sont petits mieux ils chassent; mais aussi plus ils sont larges plus ils jettent d'eau à la fois.

sont étroits, on n'y forme qu'une chaîne simple et l'on jette les seaux de cuir par une fenêtre dans la rue, où le sous-officier de pompiers les fait ramasser et répartir.

7° Apprendre aux pompiers que dans les incendies, les pompes, quoique abondamment pourvues d'eau, produiront peu d'effet, si l'on promène la colonne de ce liquide sur les parties enflammées; que plus on la promènera légèrement, plus l'embrasement prendra de forces; mais qu'on se rendra maître du feu, si l'on s'attache fortement à ses extrémités, si on les inonde en quelque sorte, pour ne gagner que peu à peu vers le centre; que malgré cela, pendant que plusieurs pompes suivront ce procédé, d'autres pour prévenir les ravages, doivent mouiller les parties voisines du foyer et verser par fois des torrens sur sa partie la plus apparente.

8° Leur faire savoir que, quand l'ennemi jette beaucoup de boulets rouges, il faut en inonder les trous tant qu'on en voit sortir de la fumée, parce qu'elle est la preuve qu'on est parvenu au projectile, et parce que tant que celui-ci donne de la fumée, il conserve une chaleur dangereuse (*).

9° Partout où l'eau sera très rare, on disposera des petits monceaux de terre, de sable et de fumier dans

(*) Un boulet chaud peut, quoiqu'il ne répande plus de lumière, contenir encore assez de parties incendiaires pour enflammer les corps combustibles qui l'environnent.

les rues, de manière à ne point gêner la circulation des voitures.

10° Si la ville est assez grande pour avoir des parties que la bombe en puisse atteindre, on fait prévenir les habitans d'y transporter les objets et marchandises qui ne leur étant pas d'une utilité journalière, pourraient servir d'aliment à l'incendie.

11° A défaut de mieux, faire un réglement de police qui indique la manière, 1° d'annoncer le feu, par les coups plus ou moins accélérés du befroi; 2° de distinguer le feu d'une cheminée d'avec un incendie; 3° de reconnaître dans quelle paroisse ou quartier l'événement a lieu; 4° enfin de faire savoir partout que le feu est éteint. Si ce réglement n'existe pas, le rédiger, le faire publier et afficher partout.

MESURES DE CIRCONSTANCE.

Dès l'instant où le gouverneur acquiert la certitude que l'assiégeant a reçu des mortiers et des bombes, ou qu'il dispose des grils près de ses batteries pour rougir des boulets,

1° On abrite les troupes, et le plus d'habitans que l'on peut, dans les souterrains et les caves, ainsi que sous les blindages, ayant soin de donner la préférence aux femmes des autorités renfermées dans la place et des personnes y faisant un service utile, notamment à celles des pompiers et gardes-feux;

2° On ordonne à chaque ménage de remplir d'eau tous les ustensiles vides qui peuvent en contenir, et de remplacer tout de suite celle qu'on en ôte;

3° On fait placer des cuves, et à leur défaut, de grands baquets ou des tonneaux défoncés, en dehors de chaque maison, et vers la partie qui gêne le moins la circulation dans la rue.

4° Les pompes et les ustensiles nécessaires à leur service, doivent être, ainsi que des postes de pompiers répartis dans les différens quartiers de la place, soit pour avertir, soit pour être à portée de donner des secours prompts partout où il sera besoin.

5° Des sentinelles tirées des pompiers et les gardes-feux, surveilleront pendant la nuit, la direction des bombes et celle des boulets rouges (*).

6° Les hommes de garde, pourvus de seaux, courront aux endroits où le feu se manifestera et tâcheront de l'éteindre dans son principe (*).

7° Les gardes-feux chargés de suivre les boulets rouges, et généralement tous les individus qui les verront pénétrer quelque part, jetteront de l'eau dans les trous que ces projectiles auront faits, les saisiront le mieux qu'ils pourront, soit avec des pincettes, de grandes tenailles de serrurier, soit avec des crocs, et tâcheront au moyen de cuillers et de vases de métal, de les porter jusqu'au réservoir d'eau le plus voisin. *

8° Les pompes et les seaux seront conservés toujours pleins, pendant la durée d'un bombardement, et pendant tout le temps qu'on aura des motifs de le craindre.

9° Dans les villes au-dessus de huit bastions et dans

(*) *Instruction ministérielle.*

les villes longues, il y aura un et au besoin plusieurs postes de pompiers de réserve, avec la quantité de pompes, seaux, etc., proportionnés au nombre des hommes.

Si l'ennemi s'aperçoit qu'un de ses projectiles a mis le feu à un point qu'il découvre, infailliblement il redoublera l'envoi des projectiles contre le même point, afin d'y accroître l'incendie et de refroidir le zèle des travailleurs par les dangers qu'il leur fera courir.

Il conviendra, dès qu'on aura perdu tout espoir de sauver, soit un édifice, soit un quartier, et qu'on en aura retiré tout ce qu'on en pouvait sauver, de faire écarter tout le monde d'un aussi dangereux voisinage, afin de ne plus exposer personne sur un point où l'ennemi dirige tous ses coups; à moins que le bombardement venant à cesser, on ne puisse faire la part du feu.

La nuit, les projectiles rouges et ceux qui ont une mèche allumée s'aperçoivent, les premiers par une traînée de feu; les autres comme une étoile qui dans sa chute paraît et disparait graduellement. On peut alors éviter ces derniers; car l'on ne considérera pas, comme un acte de lâcheté de la part des travailleurs, celui de se jeter ventre à terre pour se garantir de l'explosion des bombes qui tombent au milieu d'eux.

Lorsqu'on sera parvenu à éteindre un feu, non causé par des projectiles ennemis, mais par des accidens ordinaires, il sera prudent de laisser, près des foyers éteints, des gardiens expérimentés pour veiller à ce

qu'il ne se rallume pas ; et de ne retirer ces gardiens, que lorsque toutes les craintes seront dissipées.

MESURES EXTÉRIEURES.

Les batteries de mortiers sont ordinairement trop éloignées de la place pour qu'on puisse espérer de les détruire par des coups de main ; mais s'il y en avait de rapprochées et qu'on put en clouer par un mouvement rapide, il faudrait les rendre l'objet d'une sortie particulière ; si, quoique rapprochées, on ne pouvait pas espérer de réussir dans cette opération, et que ces batteries ne fussent point à couvert contre les coups de flanc, on ferait pendant la nuit sortir quelques pièces de huit ou de douze, arrangées pour les sorties, et appuyées par des grenadiers ; on les porterait sur le flanc de ces batteries et par le feu le plus vif écrasant ces dernières, on ne tarderait pas à les rendre inutiles. Ces grenadiers et ces pièces rentreraient au point du jour, et plutôt s'ils y étaient forcés, où s'ils avaient rempli leur tâche.

Si ces batteries étaient assez près des galeries de mines pour pouvoir conduire quelques rameaux sous le terrain qu'elles occupent, il faudrait s'attacher à les faire sauter. Rien ne déconcerte autant l'ennemi, et ne console autant l'assiégé, que la réussite de ces coups souterrains.

Comme l'ennemi cherche ordinairement des points de mire dans les places, si l'une d'elles est traversée par une rivière large, bordée d'une esplanade, ou s'il y a de vastes jardins, on peut, si les uns et les autres

sont éloignés de toute habitation, y faire dresser un long mât avec un pavillon. L'ennemi dirigeant là ses bombes, y perdra une partie de ses coups; lors du bombardement de Thionville en 1792, la ville souffrit très peu, parce que presque toutes les bombes tombèrent dans la Moselle ou dans le fort.

N° II.

Adhésion aux actes du Sénat Conservateur.

Le conseil de défense de la forteresse de Thionville adhère-t-il à toutes les résolutions prises par le Sénat Conservateur, depuis le 31 mars dernier, et reconnaît-il le gouvernement provisoire de la France?

Thionville, le 14 avril 1814.

OUI.	NON.
Signé, le lieutenant de gendarmerie, Boissier.	»
Gaudard, capitaine commandant du fort.	»
Courtois, comm. le dét. du 14ᵉ de ligne.	»
Prudhomme, capitaine du génie.	»
J. Faydi, commandant la cohorte.	»
G. Hulot, chef de bataill. comm. l'artill.	»
Chevᵉʳ Hubert, major comm. le 96ᵉ.	»
Viroux, sous-inspecteur aux revues.	»
De la Salle, chef de l'état-major.	»
Rolli, sous-préfet, faisant fonctions de commissaire des guerres.	»
Le gén. comm. sup., le commandeur Hugo.	»
Juving, secrétaire-archiviste.	»

N° III.

Convention d'armistice.

Nous, Charles, baron de Haynau, commandant la première brigade au service de S. A. S. l'électeur de Hesse, et le blocus de la forteresse de Thionville, chevalier de l'ordre militaire Max.-Joseph, de S. M. le roi de Bavière, et Joseph-Léopold-Sigisbert Hugo, membre de la légion d'honneur, chevalier et commandeur des ordres royaux d'Espagne, Naples et Deux-Siciles, général de brigade, commandant supérieur de la place et du fort de Thionville.

Egalement animés du desir de mettre fin aux hostilités, et de concourir à la pacificatiou générale par tous les moyens en notre pouvoir,

Avons nommé pour nous représenter dans les conférences nécessaires au but que nous nous proposons, savoir :

Pour la Hesse et puissances alliées, M. Louis de Dornberg, major et commandant du régiment des chasseurs volontaires à cheval;

Pour la France, M. Louis-Eugène Georges, comte de la Salle, sous-préfet de Prum (*), chef de cohorte et de l'état-major de la place, lesquels ont réglé, d'après nos ordres, les conditions suivantes :

ARTICLE 1er.

Le conseil de défense de la ville et du fort de Thion-

(*) Depuis lors préfet des Ardennes.

ville, ayant accédé à tout ce qui a été fait par le sénat conservateur, depuis le 31 mars dernier, les hostilités cesseront dès aujourd'hui entre la garnison de cette place et les troupes hessoises et autres, en formant actuellement le blocus, l'acte d'adhésion ayant été notifié le 14 avril au chef qui les commande.

ART. II.

Les troupes hessoises lèveront le blocus, retireront leurs piquets, feront démolir tous les retranchemens élevés contre la forteresse, et ne mettront aucun obstacle à la libre communication de la place de Thionville avec toutes les autres de l'intérieur de la France.

ART. III.

Tous les prisonniers des troupes hessoises et alliées qui se trouvent dans la place de Thionville, comme aussi ceux des troupes françaises faisant partie de la garnison de cette place seront rendus le plus tôt possible.

ART. IV.

La garnison aura pour ligne de démarcation entre elle et les alliés, savoir; à l'ouest tout le terrain compris à la droite de la route d'Huckange (non comprise) jusqu'à la hauteur où le ruisseau de Marspich a son confluent dans la Fench; et de ce point tout ce qui est compris sur la rive gauche dudit ruisseau de Marspich depuis sa source, et depuis cette source la droite d'une ligne prenant par Molkrange (non compris) et allant se joindre à la source du ruisseau de Garsch, dont le cours longeant Œutrange et Hettange formera au

nord la limite, jusqu'à son confluent dans la Moselle, et de ce point au nord, la droite d'une ligne passant par Haute-Ham (compris) jusqu'au moulin Grisberg; toute la rive gauche de la Kaner, depuis ce point jusqu'à la hauteur de Hombourg, et de ce point toute la droite d'une ligne droite traversant le bois de Luttange et descendant par Rurande et Landrevrange (l'un et l'autre non compris) jusqu'au bac vis-à-vis Huckange sur la Moselle : Haute-Guenange ne restant pas à la disposition de la garnison de Thionville.

ART. V.

Les détachemens sortis de la garnison de Thionville avec M. le général Durutte y rentreront aussitôt que S. Exc. en sera tombée d'accord avec S. A. S. le prince électoral de Hesse.

ART. VI.

Le présent aura son exécution aussitôt qu'il aura été ratifié par M. le baron de Haynau, sauf l'autorisation de S. A. Elect. le prince de Hesse et M. le général Hugo, chacun en la qualité qui le concerne.

Fait double, le 17 avril 1814, à Thionville.

Signé, LOUIS DE DORNBERG.

Pour M. le comte de la Salle absent,

HUGO.

Ratifié par moi, général commandant supérieur, Thionville le 17 avril 1814. *Signé*, HUGO.

Ratifié par moi, général en chef du 4e corps de l'armée d'Allemagne,

Signé, GUILLAUME, prince électoral de Hesse.

N° IV.

Extrait de la proclamation de M. le Préfet de la Moselle (*).

Metz, le 17 avril 1814.

J'ai fait partir le 15 pour Thionville M. Auburtin, chef du bureau de la police militaire de la préfecture. Cette ville n'avait pas encore reconnu le nouveau gouvernement; il a été conduit d'abord à Richemont, au quartier-général de M. le général comte Muller, qui l'a comblé d'honnêtetés, aussitôt qu'il a connu l'objet de sa mission, et lui a donné une escorte. Conduit le lendemain matin chez M. de Haynau, commandant le blocus de Thionville, il a été reçu avec les mêmes égards et la même cordialité. Cet officier a fait venir six habitans notables d'un village voisin de Thionville; ils avaient été arrêtés comme ôtages; il leur a rendu sur-le-champ la liberté, en présence de M. Auburtin et d'un parlementaire de Thionville.

Le premier s'est rendu aussitôt dans cette ville, et a remis mes dépêches et mes proclamations à M. le sous-préfet, etc.

Le préfet du département de la Moselle,

Signé, VAUBLANC.

(*) Journal du département de la Moselle, mardi 19 avril 1814.

N° V.

Lettre à M. le comte Roger de Damas, *gouverneur pour le Roi, à Nancy.*

Thionville, le 18 avril 1814.

Monsieur le Comte,

La brave garnison que je commande, mon conseil de défense et moi, avons unanimement adhéré le 14 aux actes du sénat.

Enfermés pendant quatre-vingt-huit jours dans cette forteresse, nous y avons été fidèles à l'oriflamme de l'honneur : c'est vous rappeler celui d'Henri IV.

En combattant, nous n'avons pas attendu les éloges des hommes; l'amour sacré de la patrie nous animait. Que le bon prince qui vient régner sur nous daigne sourire à notre constance, et nous en aurons reçu le prix. Nous avons été fidèles et loyaux sous l'empereur; le serment qui nous enchaîne au roi Louis XVIII est la garantie que nous le serons également sous lui. Donnez à cet auguste monarque de la confiance dans sa brave garnison de Thionville : elle y répondra noblement; elle saura mourir pour sa gloire et pour son service.

Je vous prie, etc. *Le général* Hugo.

N° VI.

RÉPONSE A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

Nancy, le 20 avril 1814.

Le Gouverneur-Général, pour le Roi, dans les provinces de Lorraine, d'Alsace et des Trois-Évêchés,

A M. Hugo, *général de brigade au service du Roi, commandant à Thionville*

Monsieur le Général,

Je viens de recevoir, par M. de la Salle, la lettre que vous avez bien voulu m'adresser, en date du 18 avril; les sentimens d'honneur et de dévouement au roi qu'elle renferme, seront mis par moi, par le courrier d'aujourd'hui, sous les yeux de S. M. Votre réputation, M. le général, avait devancé la première communication que j'ai avec vous, et je m'attendais à recevoir, d'un moment à l'autre, l'expédition que M. de la Salle m'a remise. Je vous invite, monsieur le général, à constater sans délai la place que vous commandez, place sous la domination du roi, dans les formes connues (elle l'est déjà dans ses sentimens) en faisant arborer le drapeau à fleurs de lis et la cocarde blanche. Dès lors les relations avec les troupes alliées deviendront amicales, et soulageront tout à fait les habitans et la garnison de Thionville; cela établira aussi une communication plus régulière entre nous, et

de vous avec M. le général Durutte, chose à laquelle le bien général ne peut qu'infiniment gagner.

Veuillez bien, monsieur le général, agréer, etc.

Signé Comte Roger de Damas.

N° VII.

Lettre du maréchal duc de Valmy, *à M. le général* Hugo, *commandant supérieur de Thionville.*

Metz, le 26 avril 1814.

M. le major de la 96e m'a remis, mon cher général, votre rapport d'hier. Je m'empresse de l'envoyer en original à S. Ex. le commissaire général au département de la guerre, en lui témoignant combien vous avez justifié la confiance que j'avais mise en vos talens, votre zèle et votre activité. Vous avez prouvé qu'il n'y a rien d'impossible au dévouement et au courage, et votre conduite a été tout ce qu'elle devait être, même dans cette dernière circonstance.

Recevez, mon cher Général, avec l'assurance de mon entière satisfaction pour vous et votre brave garnison, celle de ma parfaite considération et de mon attachement.

Signé le Maréchal sénateur Kellermann,
duc de Valmy.

N° VIII.

Lettre du Ministre de la guerre à M. le général Hugo, *commandant supérieur de Thionville.*

Paris, le 7 août 1814.

Général,

J'ai reçu, avec votre lettre du 28 juillet dernier, le rapport général sur les opérations du siége de Thionville. Les détails qu'il contient m'ont mis à portée d'apprécier la fermeté et la sagesse des mesures que vous avez prises pour la défense de cette place.

Le ministre de la guerre,
Signé, le Comte Dupont.

N° IX.

La garde nationale de Thionville était composée de tous les habitans de cette forteresse, et de ceux des environs qui s'y étaient réfugiés. Elle était commandée par les principaux propriétaires; son dévouement, comme on l'a vu dans le Journal du siége, ne se démentit pas un seul instant. Voici en quels termes ses officiers adressèrent au général Hugo leurs remercîmens et leurs adieux :

Les officiers de la garde nationale, à M. le général Hugo.

Monsieur le général,

Nous apprenons à l'instant que vous quittez la place dont le commandement vous était confié : daignez re-

cevoir en ce moment l'expression de nos regrets ; permettez-nous également d'être ici les interprètes des sentimens que vous avez inspirés à toute la garde nationale de cette place.

Elle n'oubliera pas, les citoyens renfermés dans son enceinte, n'oublieront jamais les services importans que vous leur avez rendus. Qui de nous ignore que vous avez fait tout ce qui était en votre pouvoir pour la mettre en état de défense respectable, pour la conserver au monarque chéri qui règne sur cette France, qui ne peut être heureuse que par lui !

Personne mieux que nous, monsieur le général, n'a été à même d'apprécier et votre zèle et votre attachement pour le gouvernement actuel ; c'est votre conduite noble et généreuse qui vous a mérité l'estime et la considération dont vous jouissez à tant de titres, et que personne n'a plus été à même d'apprécier que la garde nationale, qui éprouve aujourd'hui le plus vif regret de ne plus être sous vos ordres, et de vous voir quitter des murs que vous avez si bien su mettre à l'abri de toute attaque.

Veuillez, monsieur le général, recevoir l'assurance de notre estime respectueuse, et agréer les vœux que nous faisons pour tout ce qui peut vous être agréable.

Signé FILLION, *adjudant-major;* J. FAYDY, *commandant;* G. BONAVENTURE, *officier de pompiers;* GRANDTHILLE, BERTEUIL, *lieutenans;* BONNAVENTURE, PERRIN, *capitaines;* VIRBEL, *lieutenant;* PETETIN, *capitaine;* MANGIN, *capitaine;* LANGIN, TAILLEUR,

capitaines; D. Putz, *sous-lieutenant;* Vimard, *capitaine pensionné;* Dubas, *capitaine;* P. Laydeker, Clauss, *capitaines;* Fridion, *sous-lieutenant;* Poulmaire jeune, Marchal, Chamberland, *lieutenans;* Differdange fils, Stiel, Bean, F. Weber, Simmer, Marchal, *sergens-majors;* Riché, Clausener, Baviay, Dondaine le jeune, Rollin, *capitaines;* Marchal, *capitaine;* Bonaventure, *capitaine;* Vidal, Grandmange, *sous-lieutenans;* Revillon, Schweitzer, Lefevre, *lieutenans;* etc. etc.

Thionville renferme dans son sein un grand nombre de citoyens professant le culte israélite; le général, dont la tolérance était connue, les défendit constamment contre toute espèce de vexations, que, dans les circonstances difficiles où la place se trouvait, quelques hommes imprudens ou exaltés auraient voulu leur faire éprouver (*).

(*) Le pays Messin est habité par un grand nombre de Juifs, qui, depuis un temps fort ancien, y jouissent d'une sorte d'existence politique.

On fait remonter au septième siècle leur établissement dans la ville de Metz. Chassés et tourmentés à différentes époques, ils durent enfin une tranquillité durable à Henri IV, qui leur accorda une protection ouverte et divers priviléges par lettres patentes du 24 mars 1603, dont les dispositions furent confirmées, étendues même par celles de 1718 et 1777.

Placés par la charte dans la même position que tous les autres citoyens, ils prospèrent aujourd'hui par leur industrie et leur activité.

Pendant les deux siéges de Thionville, en 1814 et 1815; ils

La lettre suivante prouve la reconnaissance de ces citoyens recommandables pour la conduite du général gouverneur.

Les citoyens, professant le culte israélite, à monsieur le général Hugo, *commandant supérieur.*

Thionville, le 11 novembre 1815.

Général,

Permettez-nous de joindre nos vœux et nos sentimens d'estime à ceux déjà prononcés par la grande majorité de nos concitoyens : nous ne pourrons jamais oublier que c'est à votre énergie, votre prévoyance et vos talens militaires, que nous avons dû, deux années de suite, la conservation de nos propriétés ; nous n'oublierons également pas que vous nous avez aussi sauvés cette année, par votre infatigable surveillance, des malheurs dont nous étions menacés : enfin nous conserverons éternellement le souvenir du noble désintéressement que vous avez manifesté dans plus d'une circonstance. Les expressions de la reconnaissance nous manquent, Général, et nous ne pouvons mieux vous témoigner notre amour et notre gratitude qu'en vous assurant que partout où vous conduirez vos pas nos cœurs vous y suivront.

Signé, le commissaire du consistoire, Mayer-Lévi, Mayer fils, Bourich, Hauem, Israel, Hayem, Jo-

---

se sont montrés dignes, par leur courage et par leur dévouement, de ce titre glorieux de citoyens français qu'ils doivent à la tolérance éclairée de Henri IV, et des princes de la maison de Bourbon.

seph Lion, Hayem fils, Abraham-Lévi, M. H. Lincourt, M. Michel, Salomon, M. Rosenwald, J. Fribourg, Michel Wiepfen, etc.

La légion des douanes rendit, pendant le blocus de Thionville, les services les plus continus et les plus désintéressés. Le général avait rendu plusieurs fois hautement hommage à sa conduite. Il avait su apprécier le dévouement et le patriotisme des officiers de ce corps utile et courageux; on verra par les regrets exprimés dans la lettre suivante, que ces officiers lui rendaient une égale justice.

Les officiers de la légion des douanes, à monsieur le général Hugo, *commandant supérieur.*

Thionville, le 15 novembre 1815.

Général,

Les regrets que nous venons vous exprimer ne sont ni les moins sincères, ni les moins profondément sentis, et nous les joignons à ceux que doivent éprouver tous les habitans de Thionville, au moment où vous allez quitter leurs murs. Pourraient-ils méconnaître l'extrême modération que vous avez apportée dans l'exécution des mesures rigoureuses que vous prescrivaient vos devoirs? Pourraient-ils oublier que c'est aux sages précautions que vous avez prises, qu'ils sont redevables de leur sûreté, de la tranquillité dont ils ont joui constamment; qu'enfin c'est par vos soins qu'ils ont été garantis des maux qu'entraîne après lui le fléau de la guerre? Ils pouvaient dormir paisible-

ment sachant que vous ne cessiez de veiller pour eux. Votre desir constant a été de ménager les intérêts, de garantir les fortunes et les propriétés des habitans de Thionville; mais on ne l'ignore pas, vous aviez également la ferme résolution de conserver au roi et à la France la forteresse qui vous était confiée. Nous connaissions tous vos nobles intentions, et nous nous sommes toujours montrés disposés à les seconder de tous nos moyens. Rendant justice au dévouement du corps des douanes, vous n'avez cessé de l'honorer de votre bienveillance, et d'une confiance toute particulière; ce n'est pas en vain que vous eussiez compté sur lui. Parmi nous il n'en est aucun qui n'ait éprouvé le vif desir de faire son devoir et de se signaler sous vos yeux. Tel est l'esprit qui nous animait tous, et que vous aviez su nous inspirer.

Une dette bien sacrée nous reste à acquitter envers vous, c'est celle de la reconnaissance. Elle ne peut s'égaler qu'à nos regrets. Comme eux, elle est profondément gravée dans nos cœurs, où l'on trouvera toujours votre nom entre l'honneur et le devoir.

Signé CLERGET, *colonel;* D'EU, *major;* DE ROSNAY, *chef de bataillon;* LONCHAMPS, *capitaine*; ROBBE, *capitaine;* ALPH. JOURNEL, *capitaine de cavalerie;* MOCQUE, PERROCY, DROUART, WEISS, etc.

FIN DU TROISIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME.

SUITE DE LA GUERRE D'ESPAGNE.

DEUXIÈME CAMPAGNE CONTRE L'EMPECINADO.

DÉTAILS RELATIFS A TOUTES LES ARMÉES DE LA PÉNINSULE.

NOTES.

RELATION DU SIÉGE DE THIONVILLE EN 1814 ET 1815.

Siége en 1814.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



